

FRÉDÉRIC BOILY

DROITISATION ET POPULISME

Canada - Québec - États-Unis



DROITISATION ET POPULISME

Canada • Québec • États-Unis

FRÉDÉRIC BOILY

DROITISATION ET POPULISME

Canada • Québec • États-Unis



Presses de
l'Université Laval

Financé par le gouvernement du Canada
Funded by the Government of Canada

| **Canada**

Nous remercions le Conseil des arts du Canada de son soutien.

We acknowledge the support of the Canada Council for the Arts.



Conseil des arts Canada Coun
du Canada for the Arts

Les Presses de l'Université Laval reçoivent chaque année de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec une aide financière pour l'ensemble de leur programme de publication.

SODEC
Québec

Mise en pages : In Situ

Maquette de couverture : Laurie Patry

© Les Presses de l'Université Laval 2020

Tous droits réservés. Imprimé au Canada

Dépôt légal 3^e trimestre 2020

ISBN 978-2-7637-4953-2

PDF 9782763749549

Les Presses de l'Université Laval

www.pulaval.com

Toute reproduction ou diffusion en tout ou en partie de ce livre par quelque moyen que ce soit est interdite sans l'autorisation écrite des Presses de l'Université Laval.

Table des matières

Remerciements.....	IX
INTRODUCTION	
Les recompositions de la droite.....	1
CHAPITRE 1	
La droitisation entre mythe et réalité	17
1.1 Retour sur la notion de droitisation	19
La droitisation : un enjeu de luttes intellectuelles et politiques.....	22
Un conservatisme des valeurs?	26
1.2 Droitisation et économie	30
1.3 La première droitisation : 1980-2008.....	40
Gramsci à droite	43
1.4 La deuxième droitisation : 2008-2020.....	47
CHAPITRE 2	
Les mouvements populistes américains des xix ^e et xx ^e siècles: Richard Hofstadter et le style paranoïaque.....	55
2.1 Le mouvement populiste américain et ses interprétations.....	57
Le populisme des fermiers.....	59
2.2 Le regard de Richard Hofstadter	63
La composante réformiste ou les ambiguïtés du populisme ...	64
Un populisme américain influencé par la religion	68
Xénophobie et antisémitisme.....	70
2.3 La révolte populiste des pseudo-conservateurs.....	74
2.4 La persistance du populisme aux États-Unis: Trump, Sanders et Warren.....	77
Populiste, Trump?	80

CHAPITRE 3

La permanence du populisme au Canada : un survol des années 1960 à 2020	89
3.1 Les styles populistes	91
3.2 Le populisme au tournant des années 1960 : conservateurs et créditisme à l'assaut de l'establishment	96
Réal Caouette en lutte contre « la crasse »	100
3.3 Le populisme protestataire de l'Ouest canadien : les années 1990	104
Banalisation du populisme?	108
3.4 La tentation identitaire du populisme	111
Un populisme identitaire provincial?	112

CHAPITRE 4

La droite fédérale au Canada : une nouvelle étape de son histoire?	121
4.1 La droite canadienne: un bilan	123
Une gauche en désarroi, un tremplin pour la droite	128
4.2 Les tentations des conservateurs	132
La tentation du conservatisme social et religieux	134
La tentation du repli régional	136
La tentation du populisme: le regard de Stephen Harper	139
4.3 Maxime Bernier et le « populisme intelligent »	143
4.4 Pour une réforme américaine du conservatisme canadien?	149

CHAPITRE 5

Des intellectuelles de droite au Canada et au Québec : identification et exploration thématique (2015-2018)	155
5.1 Femmes et intellectuelles de droite: définition et hypothèse ..	157
5.2 Le regard des intellectuelles sur Donald Trump	160
Donald Trump: un révélateur	162
Les faux pas des démocrates	165
Donald Trump sous la loupe de la critique	167
5.3 L'Occident et le Canada mis à l'épreuve par l'islamisme	172
L'islamisme – Une attaque aux valeurs occidentales	173
Le problème? L'islam radical	176

Table des matières

L'islamophobie et la rectitude politique, un poison!.....	179
De l'islamophobie au Québec?	182
5.4 Au temps des convergences idéologiques?.....	184
CONCLUSION	
À l'ère des brouillages idéologiques.....	189
POSTFACE	
Les idéologies après le coronavirus.....	199

Remerciements

Nous remercions le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) pour son soutien financier au projet «Droitisation et comparaison des droites intellectuelles au Canada: 2006-2016» (2017). Si les recherches menées dans cet ouvrage ont débuté avant l'obtention de la subvention, elles n'ont pu être menées à bien qu'avec l'aide de celle-ci. Ainsi, le chapitre cinq n'aurait pu être écrit sans l'aide inestimable d'Amy Vachon-Chabot, étudiante à la maîtrise en science politique à l'Université de l'Alberta, qui a agi comme assistante de recherche tout au long de l'année 2018-2019. Le travail théorique présenté dans le chapitre un a débuté lors d'un court, mais fructueux, séjour de recherche au Centre d'études politiques de l'Europe latine (CEPEL), à l'Université de Montpellier en avril 2017. Je remercie son directeur William Genyes et ses collègues de m'y avoir accueilli. Comme toujours, la lecture minutieuse de Natalie Boisvert m'a aidé à recalibrer le propos afin d'améliorer l'ensemble du manuscrit. Merci également à Timothy Van den Brink qui a bien voulu revoir la mise en forme du manuscrit. Enfin, et comme toujours, un bon mot à toute l'équipe des Presses de l'Université Laval, avec qui j'ai de nouveau eu le plaisir de collaborer.

Introduction

Les recompositions de la droite

Il y a seulement quelques années encore, on pouvait croire, non sans bonnes raisons, que la droite canadienne¹, dans ses déclinaisons aussi bien fédérales que provinciales, entrait dans une période d'hibernation qui serait plus longue que brève. La convaincante victoire des libéraux de Justin Trudeau, en octobre 2015, laissait entrevoir une telle possibilité avec ce qui ressemblait à un retour en force d'une idéologie centriste qui, penchant à gauche, préconisait une approche interventionniste se traduisant par le retour d'un gouvernement fédéral soucieux de mettre en place des politiques sociales pour aider et soutenir la classe moyenne.

On pouvait d'autant plus le croire qu'à Toronto comme à Québec des gouvernements libéraux étaient bien en selle au pouvoir depuis le début des années 2000. Sans oublier les électorats de l'Alberta et de la Colombie-Britannique qui élisaient, respectivement en 2015 et 2016, des gouvernements néodémocrates. Sur la scène politique canadienne, les boussoles électorales et politiques pointaient plutôt fortement en direction de gouvernements à gauche, ces derniers ayant la cote auprès des électeurs. Certes, tous ces gouvernements, y compris au fédéral, ne partageaient pas toujours les mêmes vues, mais, sur des questions comme l'environnement et la nécessité d'avoir un gouvernement énergique et actif dans la mise en place de politiques publiques, il y avait plutôt consensus au sein de la grande famille libérale pour affronter ces problèmes.

1. Quelques précisions de langage pour dire que nous utiliserons le terme de droite ou de droite canadienne pour en souligner le caractère général et non pour dire que la droite est une famille unique. Lorsque nous utiliserons le pluriel, ce sera d'ailleurs précisément pour marquer cet aspect d'hétérogénéité, par exemple entre les partis de droite au fédéral et dans les provinces ou même pour parler de l'évolution historique des droites au sein d'une même province. Nous utiliserons également le terme de conservateurs, tout en sachant que, sur le plan de l'histoire des idées, conservatisme et droite ne sont pas identiques. Cependant, dans la réalité politique partisane, les termes sont souvent utilisés de manière lâche.

Par ailleurs, au sud de la frontière, les choses auguraient également plutôt bien pour la famille progressiste américaine à la fin du mandat de Barack Obama. Les démocrates semblaient alors en excellente position pour garder la présidence américaine, tous les sondages annonçant que la candidate Hillary Clinton était destinée à occuper la plus haute fonction présidentielle. Côté progressiste, l'optimisme prévalait en tout cas jusqu'à l'automne 2016, mais la victoire de Donald Trump a jeté une douche froide sur ces espoirs.

En effet, ce qui semblait si manifestement une tendance de fond a commencé à prendre une autre tournure, plus particulièrement avec l'arrivée inattendue de Donald Trump qui a relancé dans une autre direction la question de la profondeur de la droitisation des démocraties occidentales ainsi que du rôle de certains intellectuels dans cette dynamique. Par exemple, le rôle d'architecte de l'ombre de Steve Bannon dans la montée du populisme a alors donné lieu à une foule de textes plus ou moins sensationnalistes sur la question de son influence dans l'organisation du populisme d'aujourd'hui, même si son étoile semble avoir pâli². Il est vrai que les années tumultueuses de la présidence trumpienne, fortement critiquées, en combinaison avec certains résultats électoraux et politiques du Parti démocrate (dont la reprise du contrôle de la Chambre des représentants), pouvaient invalider, timidement, l'idée d'une gauche en désarroi et d'une droite américaine hégémonique. Toutefois, s'il est difficile d'évaluer correctement comment l'élection de Trump signifie un changement de cap idéologique de la « morphologie³ » du conservatisme américain, il n'en demeure pas moins que cette élection constitue un moment significatif dans l'évolution de la droite occidentale.

Au Canada, ce sont les résultats d'élections provinciales survenues à partir de 2018 qui ont relancé l'idée d'un retour de la droite. Il ne s'agit pas ici d'exposer en détail cette dynamique politique que nous avons

-
2. Kim Hjelmggaard, « Steve Bannon: Fired architect of Trump's campaign insists he's still relevant. Others aren't so sure », *USA Today*, 13 décembre 2018, <https://www.usatoday.com/story/news/world/2018/12/13/steve-bannon-donald-trump-europe-nationalism-populist-movement/2200098002/>, consulté le 22 janvier 2020.
 3. Philippe Fournier, « La morphologie du conservatisme américain à l'ère Trump », *CJPS/RCSB*, vol. 52, n° 4, décembre 2019, p. 781-800. <https://www.cambridge.org/core/journals/canadian-journal-of-political-science-revue-canadienne-de-science-politique/article/la-morphologie-du-conservatisme-americain-a-lere-trump/3B613048E9C4ABA384387AACED97FC8B>, consulté le 5 février 2020.

examinée ailleurs⁴, mais simplement de rappeler que les élections survenues successivement en Ontario, au Nouveau-Brunswick, au Québec et en Alberta, sans oublier l'Île-du-Prince-Édouard, ont accredité l'idée que les partis de droite retrouvaient la cote électorale de l'électorat.

En fait, et pour revenir au soir des élections fédérales canadiennes du 21 octobre 2015, il faut se rappeler que, malgré la défaite, les conservateurs de Stephen Harper n'étaient pas rayés de la carte électorale. Les bastions du parti à l'ouest de l'Ontario avaient été ébranlés (notamment avec l'élection de quatre députés libéraux en Alberta), mais ils demeuraient tout de même solidement ancrés dans les Prairies. Certes, les conservateurs avaient un sérieux problème dans les grandes villes au pays, à l'exception de Calgary, Edmonton et, dans une moindre mesure, de la grande région de Québec⁵. Toutefois, les résultats de l'élection étaient assez bons, tout comme la santé financière du parti, pour laisser croire aux conservateurs que l'arrivée d'un nouveau chef pour remplacer Stephen Harper pouvait ramener le parti au pouvoir.

Cependant, si les résultats de l'élection fédérale de 2019 du Parti conservateur du Canada sont relativement bons (ayant même un pourcentage de suffrages obtenus plus grand que pour les libéraux), ils ne l'ont pas été assez pour revenir au pouvoir. La concentration des votes obtenus dans l'Ouest crée en quelque sorte une fausse impression de force électorale⁶. De plus l'hypothèse d'une division de la droite avec la montée du nouveau parti de Maxime Bernier ne s'est pas matérialisée au soir de l'élection générale d'octobre 2019. Sur la scène fédérale canadienne, il ne semble pas possible de parler d'une irrésistible vague de droite. Il est donc difficile de parler de retour de la droite sur la scène fédérale, le portrait électoral ressemblant davantage à une stagnation qu'à une véritable progression.

Or, c'est précisément cette incertitude qui amène à se poser la question suivante : Assiste-t-on vraiment à une irrésistible « droitisation », voire à une « extrême droitisation » ou à une « populisation » de la vie

-
4. « Les droites provinciales au Canada : état de la question », journée de recherche, 1^{er} novembre 2019, Faculté Saint-Jean, Université de l'Alberta. Publication à venir.
 5. Frédéric Boily, « L'identité politique du Canada après l'élection du 19 octobre 2015 : de nouvelles orientations pour la politique canadienne? », *Études canadiennes/Canadian Studies*, n° 81, 2016, p. 7-26.
 6. Frédéric Boily, « L'Alberta et la fièvre référendaire », *Policy Options/Options politiques*, 31 octobre 2019, <https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/october-2019/>.

politique occidentale dont Trump serait l'aboutissement? C'est à cette question d'ordre général que l'ouvrage est consacré, car la réponse ne va tout simplement pas de soi. Ce qui complique la nature des réponses, c'est que la droite se retrouve en réalité dans une profonde phase de reconfiguration tiraillée par des tendances contradictoires où des forces politiques émergent et d'autres s'effondrent comme les partis de la droite traditionnelle en France. En effet, les lignes de fracture coutumières changent autant avec Donald Trump qui paraît avoir aspiré le Parti républicain dans son orbite que du côté des conservateurs canadiens fédéraux qui, eux aussi, entament une phase de réflexion post-défaite 2019, sans qu'on sache trop vers quoi cela les mènera.

D'ailleurs, pour un aperçu instructif des interrogations qui travaillent la droite, on se reportera à un débat qui a opposé deux intellectuels américains, David Frum et Steve Bannon, quant aux mérites et aux périls du populisme dans le cadre d'un controversé Munk Debates, à Toronto⁷. On y voyait là s'exprimer les polémiques internes qui travaillent les droites quant à la question, par exemple, de la mondialisation économique et de la pertinence d'adopter ou non une approche populiste. C'est d'ailleurs cette possibilité de voir glisser la droite vers le populisme qui amène des observateurs engagés dans la redéfinition de la droite, comme le journaliste et intellectuel canadien Andrew Coyne, à s'opposer au discours qu'il juge radical en matière d'immigration ou à critiquer l'opposition des conservateurs à la taxe carbone, et à conclure que le conservatisme est en « crise⁸ ». Le débat n'est donc pas seulement entre la droite et la gauche, il est aussi à l'intérieur même de la grande famille de droite, soit entre les partisans d'une certaine modération et ceux qui lorgnent du côté du populisme.

7. Le débat contradictoire s'est tenu le 2 novembre 2018 et le lecteur désireux de le revoir peut se rendre sur le site du groupe, <https://www.munkdebates.com/>. Cette rencontre a par ailleurs été vivement critiquée par certains qui ne voyaient aucune raison d'offrir à l'ex-maître d'œuvre de *Breitbart News* une nouvelle tribune pour répandre ses idées. Amira Elghawaby et Bernie M. Farber, « Racist Mysoginists do not deserve a platform—anywhere », *The Star.com*, 9 septembre 2018, <https://www.thestar.com/opinion/contributors/2018/09/09/racist-misogynists-do-not-deserve-a-platform-anywhere.html>, consulté le 29 octobre 2018.

8. Andrew Coyne, « Beware gurus with plans to reinvent conservatism », *Edmonton Journal*, 4 juillet 2019, p. NP5.

Persistence de la droite

Ce genre de débats à l'intérieur des droites amène à croire que le clivage gauche-droite ne serait plus aussi opératoire que par le passé, et qu'il serait en train de tout simplement s'évanouir pour laisser place à de nouvelles configurations politiques. « Il existe désormais d'autres polarités : progressistes vs populistes, optimistes vs déclinistes, individualistes vs autoritaires, toutes liées au fameux partage sociologique en-bas en-haut ou centre vs périphérie, bloc élitare bloc populaire, voire bobos contre beaufs [...] »⁹. De nouveaux clivages idéologiques seraient en phase de constitution et l'opposition théorique entre droite et gauche ou entre libéralisme, socialisme et communisme ne permet plus de voir que, par exemple, les populistes de gauche et de droite font partie d'un même pôle, celui où se retrouveraient ceux qui s'opposent aux oligarchies et aux élites¹⁰. Le politologue Alain Noël rejoint cette lecture de la situation lorsqu'il affirme qu'il y a, d'un côté, les partisans de la mondialisation (de droite comme de gauche) avec, de l'autre, ceux qui y sont opposés avec, encore là, des individus de droite et de gauche¹¹. Cette idée de mutation des catégories idéologiques permettant de comprendre les affrontements politiques et les controverses est ainsi reprise en chœur, sans que l'on sache trop ce qui est en phase de constitution. Le Québec n'échappe pas à ces interrogations.

Ainsi, les débats au sujet de la laïcité de la dernière décennie seraient incompréhensibles selon l'axe gauche-droite devenu trop pauvre pour saisir les différentes facettes du débat, et il faudrait plutôt parler d'un axe vertical libéral-républicain croisé horizontalement par un autre axe, celui du pluralisme-communautarisme¹². En France aussi, on évoque la constitution d'un nouvel axe politique articulé autour des « progressistes » macroniens de La République en marche et des « nationalistes » bleus

9. François-Bernard Huyghe, *L'art de la guerre idéologique*, Paris, Les éditions du Cerf, 2019, p. 21.

10. Pierre Hassner, *La revanche des passions : métamorphose de la violence et du politique*, Paris, Fayard, 2015, p. 19-24.

11. Alain Noël, « Extraits du livre, Utopies provisoires : le pari social-démocrate », *La Presse*, 9 février 2020, <https://www.lapresse.ca/debats/opinions/202002/08/01-5260163-extrait-du-livre-utopies-provisoires-le-pari-social-democrate.php>, consulté le 11 mai 2020.

12. Selon un stimulant texte de Jean-François Laniel et Joseph Yvon Thériault, « Comment se débarrasser de la Grande Noirceur sans se débarrasser du passé québécois ? », *Mens. Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 18, n° 2 printemps 2018, p. 90.

« marine » du Rassemblement national¹³. Il en irait de même aux États-Unis où la vieille dichotomie droite-gauche serait également inopérante, remplacée par un axe populiste/globaliste au croisement d'un autre populisme/élitisme¹⁴.

Mais, pour le moment, il reste difficile de départager qui a raison entre toutes ces grilles d'analyse, même si les indices témoignant d'un changement de catégorisations idéologiques s'accumulent dans le ciel des idées politiques. Les paramètres de ces nouvelles configurations restent en effet informels, même si l'on peut avoir l'impression qu'ils sont là, mais sans pouvoir définir précisément ce qui est en jeu, un peu comme c'est le cas avec la neige que l'on sait reconnaître sans que personne d'entre nous, pourtant fins connaisseurs des joies de l'hiver, ne soit vraiment en mesure d'en donner une définition précise.

Or, c'est précisément cet état d'indécision qui fait en sorte qu'on ne peut abandonner purement et simplement l'axe gauche-droite, comme s'il fallait toujours se rabattre sur le connu pour faire face à l'inconnu. En effet, l'axe gauche-droite peut bien avoir perdu de sa force dans l'esprit des électeurs, il n'en demeure pas moins utile comme instrument analytique pour voir comment les choses se passent. En fait, pour le moment du moins, ce clivage continue d'être présent et d'offrir un cadre analytique dans lequel les électeurs des démocraties occidentales se reconnaissent¹⁵. Le clivage reste aussi utile pour comprendre les positionnements des partis politiques¹⁶. S'il n'est pas aussi présent qu'avant, il n'en demeure pas moins un facteur de structuration qui rend encore lisible le champ politique même s'il est aujourd'hui en transformation, comme nous l'avons mentionné plus haut, avec de nouveaux clivages qui viennent

-
13. Isabelle Marchais, « “Nationalistes” contre “progressistes” : pour les Européennes, Macron invente un nouveau clivage », *L'Opinion*, 12 juillet 2018, <https://www.lopinion.fr/edition/politique/nationalistes-contre-progressistes-europeennes-macron-invente-nouveau-156418>, consulté le 7 décembre 2019.
 14. Rafael Jacob, « La révolte au lendemain de la Grande Récession : la montée populiste des dernières années », *Le conservatisme à l'ère Trump*, sous la direction de Rafael Jacob et Julien Tourreille, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2018, p. 26.
 15. Yann Algan et collab., *Les origines du populisme : enquête sur un schisme politique et social*, Paris, Les Éditions du Seuil, 2019, p. 40.
 16. Christopher Cochrane, *Left and Right: The Small Worlds of Political Ideas*, Montréal, Kingston, London et Chicago, McGill-Queen's University Press, 2015.

complexifier la situation¹⁷. Ce qui ne veut pas dire que les concepts n'évoluent pas, comme nous le verrons dans tous les chapitres de l'ouvrage, la droite d'hier n'étant pas identique à celle d'aujourd'hui ni à celle qui viendra dans le futur :

Concepts evolve, and an assessment of their applicatory potential needs ongoing revision. Yet in the near future the substitution of the Left-Right idiom by alternative vocabularies seems likely to be no more than partial. « Left » and « Right » can be expected to persist, perhaps even to retain their status as the resources for mapping par excellence¹⁸.

Quoi qu'il en soit exactement de la persistance de la droite dans le futur, il semble que nous soyons engagés dans une sorte de période ou d'état de gestation idéologique, sans qu'il soit possible de dire exactement ce qu'il en sera, autant ailleurs qu'au Québec¹⁹. Notre ouvrage vise d'ailleurs à comprendre cette évolution.

À cet égard, cette montée des partis de droite est le plus souvent interprétée sous la forme d'une menace que sous celle d'un simple retour de balancier, et une menace qu'il faudrait conjurer, personne ne sachant trop comment d'ailleurs, avant qu'il soit trop tard. C'est ainsi qu'il se passe rarement une semaine sans que paraisse un énième article ou un nouvel ouvrage pour s'interroger sur la faiblesse et le déclin de la démocratie à l'ère du populisme²⁰. Dans la foulée, ce genre de publication examine également la nature de la droite et de la gauche²¹ et ce qui est maintenant devenu un thème de prédilection, celui de la montée du populisme et du trumpisme²² ainsi que du retour de l'extrême droite et du fascisme²³.

-
17. Pierre Martin, *Crise mondiale et systèmes partisans*, Paris, Les Presses de sciences po, 2018.
 18. Jonathan Whyte, « Left and Right as political resource », *Journal of Political Ideologies*, vol. 16, n° 2, 2011, p. 139.
 19. Alexandre Soublière, « Réalignement gauche-droite au Québec: nouvelles alliances ou vieilles chicanes,? », *Le Journal de Montréal*, 3 novembre 2018, <https://www.journaldemontreal.com/2018/11/03/realignement-axe-gauche-droite-au-quebec-nouvelles-alliances-ou-vieilles-chicanes>, consulté le 7 décembre 2019.
 20. Par exemple, Yascha Mounk, *The People vs Democracy: Why our Freedom is in Danger and How to Save It*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 2018.
 21. Lauren Bouvet, *Le sens du peuple: la gauche, la démocratie, le populisme*, Paris, Le Débat, Gallimard, 2012.
 22. Un ouvrage parmi bien d'autres: David Frum, *Trumpocracy: The Corruption of American Republic*, New York, Harper Collins, 2018.
 23. Madeline Albright, *Fascism: A Warning*, New York, HarperCollins, 2018.

Remarquons toutefois que la vague populiste d'aujourd'hui ne date pas d'hier. C'est depuis au moins trente ans, soulignent Ilvo Diamanti et Marc Lazar, que des « signes annonciateurs » laissent entendre qu'un orage populiste se prépare²⁴. En 2004, un ouvrage paraissait avec le titre *Le retour du populisme*²⁵, sans oublier un collectif, d'abord paru en 1997 sous forme d'un dossier dans la revue *Vingtième Siècle* (republié sous forme de livre²⁶) ou encore l'ouvrage du sociologue Michel Wievorka²⁷ qui, dès 1993, avertissait que la démocratie aurait à faire face aux problèmes soulevés par le populisme. Et il serait facile de remonter plus loin dans le temps puisque, aussi tôt qu'en 1969, Ernest Gellner prophétisait le retour en force du populisme²⁸. Entendre aujourd'hui parler de retour du populisme n'est pas sans surprendre ceux qui s'intéressaient au phénomène depuis les années 1990 alors que c'est plutôt de la permanence du phénomène qu'il faudrait discuter. Mais, pendant que le populisme ne cessait de s'incruster dans le jeu électoral depuis les années 1980 et 1990, on croyait naïvement qu'il fallait simplement dénoncer les populistes comme des fascistes en puissance en espérant que la dénonciation suffise à régler le problème, oubliant que les racines nourricières du phénomène sont profondément ancrées dans le terreau démocratique lui-même.

Nous y reviendrons en détail dans le premier chapitre, mais la réflexion entreprise sur le mode d'urgence – celle de stopper le raz de marée de droite – a conduit paradoxalement à masquer les évolutions actuelles des droites et à regarder le présent comme une pure répétition du passé, sans tenir compte des différences qui donnent un caractère inédit à ce qui se passe maintenant. Certes, il est tentant de vouloir condamner avant de comprendre les droites, qui sont vues comme autant de dérives néofascistes à freiner.

-
24. Ilvo Diamanti et Marc Lazar, *Peuplecratie : la métamorphose de nos démocraties*, Paris, Gallimard, 2018, p. 9.
 25. Pierre-André Taguieff (dir.), *Le retour du populisme : un défi pour les démocraties européennes*, Universalis, 2004.
 26. Jean-Pierre Rioux (dir.), *Les populismes*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2007.
 27. Michel Wievorka, *La démocratie à l'épreuve : nationalisme, populisme et ethnicité*, Paris, La Découverte, 1993.
 28. Ernest Gellner et Ghita Ionescu, *Populism : Its Meanings and National Characteristics*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1969.

Mais, comme le dit Dominique Moïsi, sur un autre sujet que le nôtre (celui de la défense de l'idée européenne), mais dont le propos convient bien ici, « [i]l ne s'agit pas de s'indigner, mais de se réveiller²⁹ ». Toutefois, pour se « réveiller », encore faut-il procéder à une analyse rigoureuse visant à comprendre l'évolution idéologique des droites canadiennes, tant pour en montrer les différents visages que pour en saisir les évolutions récentes, un travail d'investigation qui est le nôtre maintenant depuis de nombreuses années.

Toile de fond de l'ouvrage

À partir des quelques observations générales évoquées plus haut sur l'état de la droite, il ne semble nullement exagéré de parler d'un nouveau moment de droite, laquelle n'était pas en état d'hibernation, mais plutôt en période de recomposition. Il s'agit une période dont il reste cependant à mieux tracer les contours. Par exemple, il est nécessaire de se demander si la droite d'aujourd'hui se définit davantage par des thématiques identitaires que par des thématiques économiques. Et à quel point le populisme de droite est-il un phénomène récent ou non ? Peut-on vraiment parler de retour de la droite ? Ces questions qui se posent sur l'évolution de la droite et du populisme s'inscrivent cependant dans un contexte particulier, celui d'une démocratie qui vacille sur ses bases.

En effet, la toile de fond sur laquelle repose l'ouvrage est que la démocratie traverse présentement une crise de confiance et de maturité. Il ne s'agit pas nécessairement d'un rejet de la démocratie – comme cela était le cas dans les années 1930 avec une négation brutale du libéralisme politique par les fascismes –, mais plutôt d'une sorte de spleen démocratique qui fait sentir sa présence dans les « vieilles » démocraties. Ces dernières, épuisées, seraient entrées dans une phase de transformation ou de délitement, sans que l'on sache vraiment quel type de régime est en train de se mettre en place.

Dans une conférence donnée en 2007, le philosophe politique Marcel Gauchet développait cette idée que la démocratie se trouvait au début du XXI^e siècle dans une phase d'incertitude quant à ses fondements³⁰. Gauchet reconnaissait que le terme de crise était peut-être un

29. Dominique Moïsi, *Leçons de Lumières*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2019, p. 14.

30. Marcel Gauchet, *La démocratie d'une crise à l'autre*, Nantes, Éditions Cécile Defaut, 2007.

peu trop fort, qu'il sentait bon le parfum un peu vieillot d'une sociologie organiciste où les sociétés sont perçues comme des totalités individuelles (ce qui explique qu'on puisse parler de crise de croissance). En revanche, dix ans plus tard, d'autres analyses ont rejoint celle de Gauchet pour parler d'un esprit démocratique affaibli, l'inquiétude étant grandissante pour l'avenir de la démocratie qui, pour reprendre l'expression du politologue Larry Diamond, semble dans un état de « récession³¹ ». Toujours selon Diamond, le « pessimisme » démocratique paraît, depuis le milieu des années 2000, s'être emparé de nombreux peuples³². On avait cru que la disparition du communisme soviétique conduirait à un apaisement idéologique généralisé, mais cela a plutôt engendré le développement de nouveaux conflits à l'intérieur des démocraties.

Pour citer de nouveau Gauchet, « [l]e fait que la démocratie n'ait plus d'ennemis déclarés ne l'empêche pas d'être travaillée par une adversité intime, qui s'ignore pour telle, mais qui n'est pas moins tout aussi redoutable dans ses effets. Le fait que personne ne se propose plus de la renverser ne l'empêche pas d'être insidieusement menacée de perdre son effectivité³³ ». En d'autres termes, la démocratie représentative se trouve dans une phase d'épuisement qui fait en sorte que les partis politiques, ces mal-aimés des électeurs et qui en sont les principaux acteurs, se trouvent aussi dans une période de désarroi, notamment à gauche. C'est ce qu'avance le politologue Yves Mény lorsqu'il parle de l'incapacité des partis de gauche à présenter un projet permettant aux populations occidentales de croire à la maîtrise de la situation sur le plan aussi bien économique qu'identitaire : « Les digues érigées par les partis sociaux-démocrates ou communistes ont cédé pour des raisons non seulement idéologiques mais aussi liées à l'effondrement des instruments traditionnels d'encadrement et de socialisation que ces partis avaient mis en place depuis le

31. Larry Diamond, « Facing up to the Democratic Recession », *Journal of Democracy*, vol. 26, n° 1, janvier 2015, p. 141-155.

32. « But around 2006, the forward momentum of democracy came to a halt. In every year since 2007, many more countries have seen their freedom decrease than have seen it increase, reversing the post-Cold War trend. The rule of law has taken a severe and sustained beating, particularly in Africa and the postcommunist states; civil liberties and electoral rights have also been declining. » Larry Diamond « Democracy Demotion », *Foreign Affairs*, juillet-août 2019, <https://www.foreignaffairs.com/articles/2019-06-11/democracy-demotion>, consulté le 20 janvier 2020.

33. Marcel Gauchet, *La démocratie d'une crise à l'autre*, op. cit., p. 11.

début du xx^e siècle³⁴. » La réflexion sur la droite doit ainsi se situer dans un contexte global où les États-providence occidentaux paraissent sur nombre de dossiers à court de solutions.

Or, cette perte de vitalité démocratique rend la conjoncture imprévisible et elle affole les boussoles idéologiques, notamment celles des catégories de droite et de gauche qui se trouvent ainsi dans une période de flottement intellectuel. Cette crise entraîne nombre d'interrogations inquiétantes sur les évolutions idéologiques qui transforment les familles de droite et de gauche sur les scènes politiques occidentales. C'est en effet une dynamique qui n'épargne aucun courant et qui a des répercussions sur les logiciens idéologiques de tous les partis, pour reprendre une formulation bien franco-française. C'est dans un contexte dit de crise de maturité que se produit ce que nous appelons un processus de recomposition idéologique du côté droit du spectre politique, processus qui est précisément l'objet du présent livre.

Questions à l'origine du livre

C'est en effet dans cette optique que le présent ouvrage est structuré autour de cinq grandes questions qui sont autant de chapitres qui nous mèneront d'une réflexion d'abord théorique dans le premier chapitre à un examen du populisme, notamment aux États-Unis mais aussi au Canada, et de la droite canadienne et québécoise. Chacun des chapitres permet à sa façon de porter un regard sur les effets de recomposition qui agitent les partis de droite aujourd'hui³⁵. Nous adoptons une approche orientée vers la comparaison, notamment avec les États-Unis, afin de mieux prendre en compte les multiples facettes de l'évolution des droites aujourd'hui.

La première de ces questions, et elle fait l'objet du chapitre d'ouverture même si elle se retrouve par la suite dans chacun des autres, consiste à cerner la nature de ce qui est décrit sur de nombreuses tribunes comme

34. Yves Mény, *Imparfaites démocraties*, Paris, Presses de sciences po, 2019, p. 255.

35. Nous ne prétendons pas à l'exhaustivité, essentiellement parce que nous ne pourrions pas examiner en détail la question des droites intellectuelles. Nous sommes en effet engagé dans un projet de comparaison des droites intellectuelles canadiennes qui nous amènera dans le futur à traiter largement de ces questions dans d'autres travaux qui seront consacrées précisément à la question des intellectuels de droite au Canada. Cela dit, le chapitre cinq consacré aux intellectuelles de droite donnera un avant-goût de ces travaux.

étant un retour de la droite, du populisme et du nationalisme d'extrême droite. Or, à quel point peut-on véritablement parler d'un retour de la droite et d'une droitisation? En effet, s'il est répété un peu partout que nous sommes engagés dans un processus de droitisation des sociétés, entendues comme une résurgence des valeurs traditionnelles et religieuses ou alors comme le retour d'un nationalisme xénophobe et belliqueux, nous verrons cependant que ce phénomène est difficile à cerner et qu'il varie selon les auteurs.

D'une part, le moment plus ou moins exact où aurait débuté cette droitisation reste plutôt nébuleux. On pourrait croire que tout a commencé à la fin des années 2000 avec la crise des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis, laquelle a obligé les gouvernements occidentaux à se porter à la rescousse de grandes institutions financières et de certains constructeurs d'automobiles qui risquaient de sombrer dans le naufrage financier. Pourtant, c'est comme si la grande crainte suscitée par les néoconservateurs du début des années 2000, et qui précède la crise financière, avait été oubliée. Déjà, la droitisation néoconservatrice était vue comme étant en passe de verrouiller les démocraties occidentales avec G. W. Bush et ses faucons néoconservateurs à Washington, suivis par ses déclinaisons néoconservatrices, en mode mineur toutefois, à Paris, avec Nicolas Sarkozy, à Londres avec un complaisant Tony Blair, et à Ottawa avec Stephen Harper lorsqu'il a pris le pouvoir en 2006. Sans oublier l'ère des déficits zéro qui dominaient l'agenda de pratiquement toutes les provinces canadiennes au début des années 1990. Comment alors juger cette droitisation ou ce retour de la droite alors même que la droite, si on en croit le rapide coup d'œil offert ici, ne semble jamais avoir pris congé depuis trois décennies?

D'autre part, c'est la nature même de cette droitisation qui est aussi en jeu, le processus étant loin d'être aussi uniforme qu'on pourrait le croire. De quoi parle-t-on exactement aujourd'hui lorsqu'on décrit cette vague de droite? D'un retrait de l'État? Mais comment comprendre cette idée de retrait alors même que les ténors de la droite d'aujourd'hui sont protectionnistes et que les libéraux de gauche d'hier, opposés au libre-échange, en sont devenus les plus ardents défenseurs? De plus, l'arrivée de partis à droite ne signifie pas véritablement un changement dans certaines attitudes sur le plan des valeurs, notamment en matière de sexualité ou de mariages, la libéralisation des mœurs étant toujours en

train de se poursuivre. Nous verrons aussi, dans ce premier chapitre, que la droitisation dont on parle aujourd'hui diffère de celle du passé au sens où la nature des questions en jeu n'est plus la même que par le passé.

Les chapitres suivants poursuivront la réflexion entamée dans le premier, à savoir que nous nous interrogerons sur la nature du phénomène populiste en contexte canadien et américain. Pourquoi écrire un énième chapitre sur le phénomène populiste alors que le nombre de publications sur le sujet a littéralement explosé depuis l'arrivée de Trump à la tête des États-Unis? Essentiellement, c'est que nombre de ces analyses se contentent d'un regard de surplomb sans étayer par des cas concrets leurs propres analyses par des travaux sur le sujet. Ce faisant, les suspects habituels, soit Trump, Poutine, Erdogan et Le Pen (Marine car Jean-Marie père semble maintenant oublié) sont constamment cités. Paradoxalement, cela fait en sorte de cantonner le phénomène populiste à l'extrême droite et de le confondre avec le nationalisme extrémiste et, surtout, aborder le phénomène comme s'il venait d'éclorre plus ou moins récemment alors que ses racines sont anciennes.

C'est pourquoi le deuxième chapitre poursuivra un objectif similaire à celui du premier, c'est-à-dire se demander à quel point on assiste à une «populisation» de la vie politique aux États-Unis, en revenant dans le passé. C'est ce que nous ferons en brossant un portrait du populisme américain à partir d'un auteur en particulier, soit l'historien américain Richard Hofstadter que beaucoup connaissent sans le savoir puisqu'il est l'auteur de la fameuse formule du «style paranoïaque» qui a connu une seconde jeunesse au XXI^e siècle. Comme nous le verrons dans ce chapitre, les travaux consacrés au populisme américain sont si nombreux et anciens qu'ils font même l'objet d'une périodisation qui a varié à travers le temps. En examinant la conception du populisme de Richard Hofstadter, nous pourrions par la même occasion approfondir notre compréhension de la nature de la droite et du populisme en général et aux États-Unis en particulier, notamment en ce qui concerne son côté dit progressiste et sur ces dimensions moins avouables comme celle de l'antisémitisme. Il ne s'agit donc pas seulement d'examiner en soi la pensée de l'historien américain, mais aussi d'analyser, grâce à ses travaux, le populisme américain d'aujourd'hui et de le replacer sur une trame historique ancienne.

À partir de nos travaux antérieurs sur le phénomène populiste dans le contexte canadien et québécois, nous reviendrons au Canada et au

Québec avec le troisième chapitre qui a pour objectif d'offrir un regard sur ce phénomène si discuté aujourd'hui par nombre d'essayistes et de sondeurs canadiens³⁶. Dans ce chapitre, il s'agira essentiellement de briser l'idée que le populisme serait, par nature, un phénomène extrémiste, ce qui n'est pas nécessairement le cas. C'est dans cet esprit que nous procéderons à un tour d'horizon du populisme au Canada depuis les années 1960, avec John Diefenbaker et Réal Caouette, en nous posant la question suivante : à quel point peut-on parler de populisme au Canada ? Nous y répondrons en disant que le Canada n'est pas un endroit étranger au populisme pour autant que l'on se donne une définition de ce dernier qui ne met pas exclusivement l'accent sur le côté identitaire et extrémiste du phénomène.

C'est ce qui nous amènera, dans le chapitre quatre, à examiner les acteurs et les dirigeants ainsi que les partis politiques de droite qui œuvrent sur la scène fédérale. La question qui nous guidera sera la suivante : Quelle est la nature des droites canadiennes post-Harper ? Sont-elles engagées dans un processus de fragmentation similaire à celui qui est survenu dans le passé lorsque le Parti réformiste de Preston Manning est parti à l'assaut du Parti progressiste-conservateur ? Comment le nouveau chef Andrew Scheer, qui était un inconnu idéologique sur la scène politique canadienne, s'est-il positionné face à Maxime Bernier et à l'héritage que lui a légué son prédécesseur Stephen Harper ? Pour répondre à ces questions, nous reviendrons sur les positions prises par les conservateurs avant l'élection d'octobre 2019. Ensuite, nous présenterons les défis attendant les conservateurs après l'élection fédérale de 2019. Parlant de l'ex-premier ministre, ce dernier ne s'est pas réfugié dans le mutisme depuis qu'il a quitté la scène politique. Au contraire, il a publié (octobre 2018) un ouvrage fort remarqué, même aux États-Unis, qui doit être examiné parce qu'il est révélateur des interrogations qui assaillent la droite aujourd'hui.

Enfin, le dernier chapitre (cinquième) continuera d'explorer les évolutions de la droite en s'intéressant à un sujet qui est négligé, soit celui de l'étude des intellectuelles de droite, et qui reste inexploré au Québec et au Canada. Si les femmes de droite en politique ont fait l'objet de

36. Frank Graves et Michael Valpy, « Canada is a tinderbox for populism. The 2019 election could spark it », *Maclean's*, 3 décembre 2018, <https://www.macleans.ca/politics/canada-is-a-tinderbox-for-populism-the-2019-election-could-spark-it/>, consulté le 2 mars 2020.

travaux³⁷, les intellectuelles de droite beaucoup moins. Or, on oublie que, du côté droit du spectre politique, il existe des intellectuelles qui font entendre une voix forte sur la place publique. En fait, la tendance a été de minimiser cette parole conservatrice, par exemple en oubliant que dans le passé, au sein de la revue *L'Action nationale* par exemple, il y avait quelques femmes exprimant un point de vue franchement conservateur³⁸. En ce qui concerne l'histoire intellectuelle, les travaux se font rares et il reste encore à procéder à une investigation plus fine de cette parole féminine de droite qui s'exprime pourtant dans les grands médias. C'est à cette entreprise que le dernier chapitre s'attèlera, à savoir à une analyse des écrits journalistiques de cinq femmes de droite, soit trois francophones et deux anglophones. Ce chapitre, comme nous le verrons, poursuit deux grands objectifs.

Le premier est de montrer la façon dont les femmes de droite analysent certains faits d'actualité récents qui ont été largement discutés dans tous les médias. À cette fin, nous analyserons comment les femmes de droite ont présenté et perçu la montée et l'arrivée de Donald Trump à la présidence, ainsi que son adversaire démocrate Hillary Clinton. Nous verrons également comment elles analysent le phénomène du terrorisme et de l'islamisme. C'est ce qui nous permettra également de voir, ce qui constitue le deuxième objectif, s'il y a rapprochement dans la façon d'analyser les sujets mentionnés plus haut. En effet, nous postulons qu'il existe un processus de rapprochement des droites au Canada, c'est-à-dire que la distinction nationale, toujours présente, n'agit cependant pas comme par le passé à la manière d'une barrière qui ferait en sorte que les vues de la droite québécoise et canadienne seraient deux solitudes comme dans le passé.

Au total, les cinq chapitres sont construits afin de permettre de saisir la diversité des droites politiques qui, vues comme un ensemble, sont

37. Frédéric Boily, «La droite à visage féminin. Les cas des Albertaines, Alison Redford et Danielle Smith», *Genre et politique dans la presse en France et au Canada*, sous la direction d'Anne-Marie Gingras, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2014, p. 79-100; Frédéric Boily et Ève Robidoux-Descary, «Entre réappropriation et neutralisation du genre: le cas de Christy Clark», *Genre et politique dans la presse en France et au Canada, op. cit.*, p. 101-121.

38. Voir la communication de l'historienne Valérie Lapointe-Gagnon au colloque de l'Association française d'études canadiennes, «Des femmes et des revues: les intellectuelles au sein de *Cité libre*, de *L'Action nationale* et des *Écrits du Canada français, 1950-1970*», Bordeaux, 13 juin 2019, non publiée.

avant tout traversées par la diversité en fonction des sensibilités idéologiques et des ancrages régionaux différents. Car si on peut comprendre que, par commodité de langage et pour faire court, il faille trop souvent parler de la droite, il n'en demeure pas moins que la diversité prévaut en la matière et que le pluriel devrait s'imposer. Diversité d'abord en matière spatiale et géographique, la droite albertaine n'étant pas la droite québécoise. Diversité ensuite sur le plan temporel puisque la droite d'hier n'est pas toujours la droite d'aujourd'hui. La droite, surtout dans sa variante conservatrice qui valorise les traditions et les coutumes, est souvent vue comme étant figée dans le temps et incapable de s'adapter alors qu'elle est en fait sujette à de continuelles pressions qui l'amènent à se transformer.

Ainsi, ce caractère de réaction de la droite qui n'est pas un simple retour en arrière, mais aussi une protestation contre des changements jugés trop rapides, fait oublier son côté évolutif qui l'amène à se transformer selon les contextes et les événements qui surviennent. La réaction ne doit donc pas être comprise comme strictement sur le mode d'un retour en arrière. C'est pourquoi il est nécessaire de réexaminer le discours des droites pour en déceler les nouveaux axes et pour comprendre où elle se situe après deux décennies, un travail théorique ayant pour but de mieux faire comprendre l'actualité.

Chapitre 1

La droitisation entre mythe et réalité

Depuis quelques années maintenant, il est beaucoup question dans la presse et dans des revues pour le public intéressé de l'émergence, sur la scène politique occidentale, d'une nouvelle vague de droite populiste¹ ou encore de l'apparition de « nouveaux nationalismes² » de droite. Peu importe comment elle est définie (droite, nationaliste, populiste d'extrême droite, fasciste ou tout cela à la fois), cette vague se trouve essentiellement décrite comme la preuve d'une droitisation des cultures politiques occidentales. La droite serait ainsi de plus en plus présente, presque hégémonique selon Gaël Brustier³. Mais à quel point est-ce le cas ?

Sans rejeter l'idée, il est cependant nécessaire d'entreprendre une réflexion plus poussée afin de mieux cerner cette question de droitisation. C'est qu'au-delà de son caractère d'évidence la thèse de la droitisation n'a pas la clarté que l'on pourrait croire. À cet égard, le politologue et historien des idées Pierre-André Taguieff a raison de noter la confusion qui règne dans les débats concernant l'omniprésence des droites et de l'extrémisme⁴. La confusion concerne d'abord la nature même de la droitisation. En effet, de quoi parle-t-on exactement ? Est-ce que cela veut dire que les partis politiques de droite sont plus présents ? Que la droite d'aujourd'hui est plus à droite que celle de naguère ? Que la gauche a adopté le discours de la droite ? Que le pouvoir culturel, passé de gauche à droite, serait incarné par des intellectuels de droite qui seraient devenus les faiseurs d'opinions ? En fait, comme nous le verrons, la droitisation peut

-
1. « The Power of Populism », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2016.
 2. Voir la revue *The Economist*, 19 novembre 2016.
 3. Clotilde Alfsen, « La droite a gagné la bataille culturelle de ce début de siècle », *Le Point*, 9 octobre, 2015, https://www.lepoint.fr/politique/la-droite-a-gagne-la-bataille-culturelle-de-ce-debut-de-siecle-09-10-2015-1972182_20.php, consulté le 27 février 2020.
 4. Pierre-André Taguieff, *Du diable en politique : réflexions sur l'antilepénisme ordinaire*, Paris, CNRS éditions, 2014, chapitre 7.

parfois faire référence à des dimensions différentes, presque opposées même selon que l'on en a une conception économique qui rime avec le retrait de l'État ou une conception religieuse, laquelle signifierait alors le retour de valeurs morales dites traditionnelles dans l'espace social.

À cette première dimension qui concerne la nature de la droitisation s'arrime celle du moment où elle aurait commencé. Si l'on peut avoir l'impression que la droitisation est un phénomène récent, d'une ou deux décennies tout au plus, c'est en fait dès le début des années 1980, avec l'arrivée de Ronald Reagan et Margaret Thatcher au pouvoir dans leur pays respectif, que *Le retour de la droite*⁵ était annoncé. Cette deuxième dimension temporelle implique en fait de revenir à la nature de cette droitisation.

Or, une troisième dimension qui n'est pas étrangère aux deux premières vient, enfin, contribuer à sa façon à la confusion qui existe sur le sujet. En effet, le fait de parler de droitisation n'est pas simplement descriptif ou analytique, car cela se révèle aussi un outil de positionnement idéologique sur la scène politique et intellectuelle. Nous verrons en effet que la question de la droitisation est aussi l'objet de luttes que se livrent les intellectuels et les partis entre eux pour en définir le contenu et pour s'attaquer et se discréditer mutuellement. C'est pourquoi nous proposons, dans ce chapitre, de prendre un pas de recul afin de cerner cette idée de droitisation qui affecterait les sociétés démocratiques. Pour examiner ces trois dimensions, nous adopterons une structure en quatre actes.

Dans le premier acte qui se fera sous la forme d'un tour d'horizon théorique de la question, nous effectuerons une exploration de cette thèse de la droitisation en procédant à une revue des débats qui nous permettra de repérer les principaux axes de la réflexion consacrée à cette thématique. Ce tour d'horizon intellectuel permettra également de distinguer la droitisation des partis de celle des sociétés et des citoyens, des phénomènes distincts, mais qui sont parfois confondus. C'est ce qui nous amènera, dans le deuxième acte, à nous interroger sur les explications du phénomène, notamment en examinant de manière plus attentive la thèse économique. Or, nous verrons que l'idée voulant que l'économie soit au fondement du phénomène de la droitisation et du populisme mérite d'être examinée parce que son pouvoir explicatif est loin d'être aussi

5. François Bourricaud, *Le retour de la droite*, Paris, Calmann-Lévy, 1986.

déterminant qu'on pourrait le croire. Il faut en effet faire référence à d'autres types d'explications, comme celle reposant sur l'identité et l'insécurité culturelle pour comprendre adéquatement cette montée des droites. Cela fait, nous proposerons (dans les troisième et quatrième actes) une périodisation du phénomène de la droitisation en distinguant deux types de droitisations, à la fois dans le temps et quant à sa nature. Dans ces deux sections, nous nous attarderons à la question de la guerre culturelle ou de la bataille des idées que la droite a livrée pour tenter de s'imposer sur la scène politique. Nous verrons aussi que la droite canadienne, tout comme la droite française qui nous servira ici de point de repère, s'est d'abord engagée sur le terrain de la guerre des idées. Il est en effet nécessaire de distinguer des phases dans un processus qui est trop souvent vu comme étant univoque et ramené à un même processus alors qu'il y a des discontinuités.

1.1 Retour sur la notion de droitisation

« La droite est, pour la première fois de son histoire, en danger de mort⁶. »

Guillaume Tabard

La droite serait-elle en « danger de mort », comme l'affirme ce journaliste du *Figaro*? Même s'il parle de la France, l'affirmation surprend tant on ne compte plus les avertissements concernant tels mouvements politiques qui, du Brexit à l'élection de Donald Trump, sont perçus comme autant de preuves de la droitisation et de la « populisation » des démocraties occidentales⁷. Des auteurs comme François Cusset ou encore Raffaele Simone parlent d'une profonde « droitisation⁸ » de la culture politique des démocraties occidentales, allant parfois même jusqu'à évoquer un nouveau processus de fascisation⁹, preuve en est des débats concernant l'appartenance de Donald Trump au fascisme¹⁰. Des publications de différentes natures sont venues appuyer cette idée d'une

6. Guillaume Tabard, « La droite peut-elle se relever? », *Le Figaro magazine*, 8 novembre 2019, p. 53.

7. Voir le dossier « Europe, la fin? », *Courrier international*, n° 61, 22 mars 2017.

8. François Cusset, *La droitisation du monde*, Paris, Textuel, 2016; Raffaele Simone, *Le monstre doux: l'Occident vire-t-il à droite?*, Paris, coll. Le Débat, Gallimard, 2010.

9. Enzo Traverso, *Les nouveaux visages du fascisme*, Paris, Textuel, 2017.

10. Stéphanie Le Bars, « Le trumpisme décortiqué », *Le Monde, idées*, samedi 22 avril 2017, p. 7.

droitisation qui serait en cours, sous une forme identitaire cette fois¹¹, ou encore de radicalisation de la droite et de banalisation de l'extrême droite¹². En fait, cette droitisation aurait également déteint sur la gauche, comme ce serait le cas avec le Parti socialiste qui serait à sa manière devenu conservateur et de droite, et pas depuis hier, mais dès les années 1980 avec François Mitterrand¹³. Dans le même sens, une enquête d'opinion de sept pays européens, menée par la Fondation Jean-Jaurès, tendait à montrer qu'il y avait bel et bien une « tendance droitiste des opinions¹⁴ ». Or, ce débat ne se limite pas à la France ou aux États-Unis.

Au Québec aussi, nous avons assisté à la parution de travaux qui, de manière plus ou moins polémique selon les cas¹⁵, se sont penchés sur l'idée voulant que la droite soit non seulement de plus en plus présente dans l'espace intellectuel et électoral québécois, mais également engagée, au Canada, dans une sorte de dérive droitiste¹⁶. Dérive dans la mesure où elle préconiserait des idées de plus en plus inacceptables, notamment en matière d'immigration et de lutte contre les changements climatiques avec un discours de refus de ces deux réalités. On semble avoir oublié qu'avant l'arrivée de Donald Trump à la présidence américaine le Parti

-
11. Pascal Ory, « À droite toute? », *Le Débat*, n° 191, septembre-octobre, 2016, p. 147-154; Pascal Perrineau, « Les droites en France à l'horizon de 2017 : fractures, diversités et unité », *Le Débat*, n° 191, septembre-octobre 2016, p. 113-120; François Miquet-Marty et Rafael Guillermo López Juárez, « Une droitisation identitaire », *Le Débat*, n° 191, 2016, p. 134-146; Florence Haegel, « Nicolas Sarkozy a-t-il radicalisé la droite française? Changements idéologiques et étiquetages politiques », *French Politics, Culture & Society*, vol. 29, n° 3, hiver 2011, p. 61-77.
 12. Nicolas Guillet et Nadia Afouini (dir.), *Les tentatives de banalisation de l'extrême droite en Europe*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2016.
 13. Paul Alliès, *Le rêve d'autre chose : changer la République ou changer de République*, Paris, Don Quichotte éditions, 2017, p. 129.
 14. Jérôme Fourquet, Fabienne Gourmant, Ernst Hillebrand et Vincent Tiberj, *Droitisation en Europe : enquête sur une tendance controversée*, Fondation Jean-Jaurès mars 2014, p. 12.
 15. Francis Dupuis-Déri et Marc-André Éthier (dir.), *La guerre culturelle des conservateurs québécois*, Montréal, Méditeur, 2016; Frédéric Boily, *Le conservatisme au Québec : retour sur une tradition oubliée*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010; Jean-Marc Pottet et Jean-Pierre Couture, *Les nouveaux visages du nationalisme conservateur au Québec*, Montréal, Québec/Amérique, 2012.
 16. Frédéric Boily (dir.). 2007, *Stephen Harper. De l'École de Calgary au Parti conservateur : les nouveaux visages du conservatisme canadien*, Québec, PUL; Warren Kinsella, *Fight the Right: A Manual for Surviving the Coming Conservative Apocalypse*, Toronto, Random House Canada, 2012.

conservateur du Canada de Stephen Harper était vertement critiqué pour avoir fait prendre à sa formation un tournant vers le Parti républicain¹⁷.

Au Québec, comme ailleurs, la séduction que la droite exercerait sur la gauche a donné lieu à nombre d'interrogations inquiètes. Ainsi, un trio d'intellectuels de la revue *Liberté* en est venu à l'idée que ce n'était pas un numéro sur l'extrême droite qu'il fallait réaliser, mais plutôt un numéro sur ce que l'on peut appeler la « droitisation » des esprits : « Nous allions plutôt tenter de voir, écrivent-ils, si nous n'étions pas tous, même chez ceux et celles se réclamant de la gauche et de ses multiples traditions, imprégnés des mots d'ordre de la droite : compétitivité, rendement, efficacité, performance, productivité, et ce, dans notre vie privée comme publique¹⁸. » Notons que les mots en question relèvent tous d'une dimension économique. En fait, même le gouvernement libéral et centriste de Justin Trudeau se voit parfois accusé, par des intellectuels de gauche, de dérives droitières, en raison des promesses électorales brisées¹⁹ ou de sa politique d'achat d'un pipeline (le Trans Mountain), acquisition perçue comme étant incompatible avec des idéaux progressistes et environnementaux. Il s'agit d'un débat qui affecte l'ensemble de démocraties. En parallèle, comme nous l'avons mentionné en introduction, les travaux sur s'interrogent sur la disparition du clivage gauche-droite²⁰.

C'est pourquoi, selon ce point de vue d'une droite omniprésente jusqu'à gauche, il n'y aurait plus à discuter quant à savoir s'il y a droitisation ou non. Le mouvement de contre-offensive devrait être déclenché immédiatement contre ce qui est présenté comme un véritable retour en arrière, si l'on en croit un collectif d'auteurs de gauche qui a été publié simultanément en treize langues dont le français, en avril 2017²¹. Selon

17. Frédéric Boily, *La droite en Alberta : d'Ernest Manning à Stephen Harper*, Québec, PUL, 2013 ; Christian Nadeau, *Contre Harper : bref traité philosophique sur la révolution conservatrice*, Montréal, Boréal, 2010 ; Brooke Jeffrey, *Dismantling Canada. Stephen Harper's New Conservative Agenda*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2015.

18. Suzanne Beth, Philippe Gendreau et Pierre Lefebvre, « Séduits par la droite », *Liberté*, n° 313, automne 2016, p. 22.

19. Andrea Levy et Richard Swift, « The Trudeau Government one year in », *Canadian Dimension*, vol. 51, n° 1, hiver 2017, p. 29.

20. Pascal Perrineau, « Aux sources idéologiques et politiques du macronisme », *Le Figaro*, 14 juin 2017, p. 15.

21. « Repli identitaire, essor des démagogues autoritaires, propagande à l'échelle planétaire d'un Mai 68 à l'envers : plus qu'une grande récession, le monde semble plongé dans

ces penseurs d'horizons disciplinaires différents qui vont de Nancy Fraser, à Ivan Krastev en passant par Wolfgang Streeck, nous serions ainsi en présence d'un phénomène idéologique de rejet même de la démocratie libérale allant au-delà du simple mouvement de pendule entre des partis de droite et de gauche qui s'échangent le pouvoir au gré des élections. Dans ce contexte, l'arrivée inattendue de Donald Trump à la présidence américaine, comme le disait l'intellectuel américain Chris Hedges, serait seulement la pointe de l'iceberg d'un mouvement de fond. Selon lui, le président américain est bien plus un symptôme que le mal lui-même, ce dernier étant un sous-produit des politiques économiques des gouvernements antérieurs, républicains et démocrates y compris²².

À suivre cette logique, ce n'est pas d'un mouvement de balancier dont il faudrait parler, mais d'un glissement massif d'une plaque tectonique qui entraîne à sa suite des figures différentes d'une décennie à l'autre, hier Ronald Reagan, Brian Mulroney, Tony Blair ou même Jean Chrétien, avant-hier Georges W. Bush et Stephen Harper, aujourd'hui Donald Trump et demain un autre qui se trouvera encore plus loin à droite. À moins de freiner l'évolution en revenant à une critique radicale du système, diront des penseurs radicaux, le changement idéologique vers la droite poursuivra son inexorable mouvement pour ne plus laisser derrière lui qu'un champ de ruines. Toutefois, cette façon de voir les choses fait, à notre avis, l'impasse sur un certain nombre de questions qui demeurent quant à ce phénomène de la droitisation.

La droitisation : un enjeu de luttes intellectuelles et politiques

D'abord, la notion de droitisation présuppose une linéarité entre les dirigeants de droite qui se suivraient bien sagement d'une époque à l'autre, comme s'il s'agissait en fait d'une course à relais où chacun, depuis Reagan, se passe le flambeau de la droite avec pour mission de le porter plus haut que le précédent. Cette façon de voir oublie les luttes que les partisans de la droite se livrent entre eux sur des questions de fond comme sur la nécessité du protectionnisme économique et de l'interventionnisme de l'État. N'oublions pas que, dans les années 1990, le signe de la

une grande récession». Nicolas Truong, « Une théorie de la régression », *Le Monde*, dimanche 9 et lundi 10 avril 2017, p. 24.

22. Pierre-Luc Brisson. *L'Âge des démagogues : entretiens avec Chris Hedges*, Montréal, Lux, 2016.

droitisation était, à l'inverse d'aujourd'hui, celui de l'antiprotectionniste et du libre-échange, les deux étant vus comme le cheval de Troie de l'idéologie néolibérale de droite. La droite économique d'hier ne se reconnaît pas dans les politiques protectionnistes d'aujourd'hui.

Ensuite, comme nous l'avons mentionné en introduction, le problème qui se pose concerne la nature et la définition de la droitisation qui varient d'un auteur à l'autre. Pour François Cusset, la droitisation possède une signification surtout économique, et elle décrit l'emprise totale du marché sur l'ensemble de la vie sociale des individus, doublée alors d'une critique du néolibéralisme dominant²³. Elle serait ainsi à l'œuvre dans les changements apportés aux politiques sociales (moins généreuses) et sécuritaires (plus rigoureuses) adoptées par les gouvernements de gauche comme de droite. Cependant, la droitisation peut être comprise sous la forme d'un repli identitaire des populations craignant de perdre leur identité face à l'arrivée d'immigrants²⁴ ainsi que sur la forme d'un retour, chez une frange des conservateurs canadiens, à une vision religieuse du monde²⁵, surtout catholique dans le cas de la France²⁶. Dans ce contexte, il faudrait aussi envisager la droitisation sous l'angle du fondamentalisme religieux non seulement chrétien, mais aussi avec le fondamentalisme musulman. Ou tout cela à la fois²⁷. Pourtant, la droitisation économique ne rime pas nécessairement avec celle de la culture ou de la religion.

C'est ainsi qu'au-delà des suspects habituels (Trump et le Brexit), il n'est pas si simple de définir les éléments constitutifs de cette droitisation et, comme l'écrivait un collaborateur du *Monde diplomatique*, un magazine peu suspect de défendre la droite s'il en est : « La surprenante unanimité et la pauvreté des diagnostics viennent peut-être de ce qu'on ne se soucie guère de savoir de quoi l'on parle. Pour les uns, la droitisation exprime le glissement des opinions vers l'extrême droite, traduction d'une radicalisation. Pour d'autres, ce serait un mouvement vers la droite des prises de

23. François Cusset, *La droitisation du monde*, Paris, Textuel, 2016.

24. François Miquet-Marty et Rafael Guillermo López Juárez, « Une droitisation identitaire », *op. cit.*

25. Marci MacDonald, *The Armageddon Factor: The Rise of Christian Nationalism in Canada*, Toronto : Random House, 2010.

26. Gaël Brustier, *Le Mai 1968 conservateur : que restera-t-il de la Manif pour tous ?*, Paris, Les Éditions du Cerf, 2014 ; Pierre Birnbaum, *Sur un nouveau moment antisémite : « jour de colère »*, Paris, Fayard, 2014, p. 31-55.

27. François Cusset, *La droitisation du monde*, *op. cit.*, 19.

positions politiques, socialistes compris²⁸.» Dans le premier cas, il s'agit d'une radicalisation xénophobe, dans l'autre, d'une droitisation articulée autour de l'idée selon laquelle nous sommes dans l'ère de la « fin des idéologies²⁹ », droite et gauche sont maintenant devenues des sœurs jumelles.

Pendant, et comme nous l'avons déjà évoqué, un élément d'une autre nature vient compliquer encore plus la question de savoir à quoi on a affaire et cela concerne le fait qu'elle se veut à la fois une notion d'analyse ainsi qu'un instrument de positionnement dans le jeu politique. Fréquemment, les constats à propos de la droitisation des démocraties occidentales ne relèvent pas tant de l'enquête scientifique que de l'étiquetage idéologique à visée disqualifiante des adversaires d'un autre courant politique. En d'autres termes, le thème de la droitisation sert bien souvent à stigmatiser un adversaire politique dont on veut dénoncer la « dérive » plutôt que comme un concept rigoureusement défini pour décrire un ou des phénomènes.

Ainsi, les dirigeants politiques aiment élever le spectre de la droitisation et des « passions tristes », pour reprendre cette expression française, et avertir leurs concitoyens des périls entraînés par la montée de la droite et du populisme. Par exemple, après que le premier ministre libéral Justin Trudeau se soit permis, en août 2018, de rabrouer une manifestante (qui graviterait dans le giron du groupe identitaire Storm Alliance³⁰ et qui assistait à un rassemblement partisan), celui-ci est revenu sur l'incident pour justifier pourquoi il avait rappelé à l'ordre la citoyenne en question : « Je pense que c'est important de comprendre qu'on est dans un moment politique où l'approche basée sur la peur, sur la division, sur la méfiance envers l'autre, sur le populisme, [...] sur des vérités partielles ou des mensonges, peut être très dangereuse pour une société », s'est-il justifié en soulignant qu'il respectait « la diversité des perspectives politiques³¹ ».

28. Alain Garrigou, « Ce qu'ils appellent droitisation », *Le Monde diplomatique*, mars 2013, <https://www.monde-diplomatique.fr/2013/03/GARRIGOU/48840>, consulté le 20 janvier 2020.

29. *Ibid.*

30. « Diane Blain en selfie avec le leader de Storm Alliance », *Le Journal de Montréal*, 24 août 2018, <https://www.journaldemontreal.com/2018/08/24/diane-blain-en-selfie-avec-le-leader-de-storm-alliance>, consulté le 19 octobre 2018.

31. Mylène Crête, « Justin Trudeau se justifie d'avoir traité une citoyenne de raciste », *L'actualité*, 20 août 2018, <https://lactualite.com/actualites/2018/08/20/justin-trudeau-se-justifie-davoir-traite-une-citoyenne-de-raciste/>, consulté le 17 octobre 2018.

Or, quelques semaines plus tard, c'était au tour du président français, Emmanuel Macron, qui, dans un discours pour expliquer aux Français le remaniement qu'il venait de réaliser pour redonner du souffle à un gouvernement alors en panne³², ajoutait, en guise d'avertissement : « Ceux qui ne voient pas ce qui est en train de se passer partout autour de nous décident d'être les somnambules du monde qui va et je ne m'y résous pas³³. » Cette résolution macronienne de sortir du somnambulisme et de s'opposer au nationalisme diviseur a de nouveau été réitérée lors du centième anniversaire de l'Armistice qui a mis fin à la Première Guerre mondiale³⁴.

La question n'est pas de savoir ici si les deux dirigeants sont sincères ou non dans leur appel et à quel point ils ont raison ou tort. En revanche, il faut noter que, pour les deux dirigeants politiques, la lutte contre l'extrémisme de droite devient une sorte de cri de ralliement pour leurs troupes respectives qui doivent lutter contre la montée du populisme, l'un pour assurer la construction de l'Europe³⁵, l'autre pour lutter contre « l'anxiété » et la « polarisation » qui se répand un peu partout sur la scène politique canadienne³⁶. Dans le cas du Canada, cette lutte passerait par une critique voulant que des partis de droite attisent les sentiments les moins avouables des citoyens, notamment contre l'immigration, afin de pouvoir en profiter dans les urnes. En d'autres termes, l'ascension de la droite (traditionnelle, extrême ou populiste) entraîne un impératif d'élever un rempart contre le populisme, dit le premier ministre canadien³⁷, qui tout au long de sa campagne électorale en 2019 ne s'est pas fait

32. D'abord, celle du ministre Nicolas Hulot qui a quitté avec fracas son poste de ministre de l'Environnement, ensuite celle de Gérard Collomb, un pilier de la première heure qui était ministre de l'Intérieur.

33. François-Xavier Bourmaud et Marcelo Wesfreid, « Macron ou le changement dans la continuité », *Le Figaro*, 17 octobre 2018, p. 2.

34. François-Xavier Bourmaud, « Macron se pose en chef de file », *Le Figaro*, 12 novembre 2018, p. 2.

35. Alain Auffray, « Face aux populistes, Macron se veut le champion de l'Europe », *Libération*, 5 septembre 2018, https://www.liberation.fr/france/2018/09/05/face-aux-populistes-macron-se-veut-champion-de-l-europe_1676835.

36. Justin Trudeau, premier ministre du Canada, Discours du premier ministre à l'Assemblée nationale française, 17 avril 2018, <https://pm.gc.ca/fra/nouvelles/2018/04/17/discours-du-premier-ministre-lassemblee-nationale-francaise>.

37. Philippe Teisceira-Lessard, « Justin Trudeau se pose en rempart contre le populisme », *La Presse.ca*, 19 août 2019, <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/201908/18/01-5237842-justin-trudeau-se-pose-en-rempart-contre-le-populisme.php>, consulté le 26 août 2019.

prier pour dénoncer Doug Ford et Jason Kenney, deux leaders provinciaux de la droite canadienne³⁸. Enfin, c'est parfois à l'intérieur d'une même formation politique que les critiques et les accusations de droitisation se produisent, c'est-à-dire lorsque d'aucuns veulent écarter les tenants d'une ligne politique particulière, notamment à propos des questions sociales comme la peine de mort ou l'avortement. La radicalisation de droite ou la droitisation devient alors, pour emprunter à la langue du totalitarisme soviétique, une « déviance politique³⁹ », aux funestes conséquences pour ceux qui se voyaient accoler l'étiquette par Staline⁴⁰.

Comprenons bien qu'il ne s'agit pas de dire que Trudeau et Macron sont dans la fabulation, mais plutôt que la dénonciation de la radicalisation de droite devient une façon rapide et peu coûteuse (qui veut défendre les radicaux de droite?) d'unir son propre camp politique. L'inverse peut d'ailleurs aussi être vrai à droite quand on se lance dans la dénonciation tous azimuts de la gauche radicale. Toutefois, les cris de ralliement partisan, assurément nécessaires pour qui fait profession de dirigeant d'un parti politique, ne sont pas toujours de nature à calmer la situation. Paradoxalement, ils conduisent à accentuer la polarisation politique qui est par ailleurs constamment décrite comme un mal de la politique actuelle. De plus, les appels à faire barrage ne donnent pas toujours l'heure juste sur ce qui est en train de se passer. Enfin, en même temps que l'on parle de droitisation, on voit un phénomène inverse se développer, celui de la libéralisation culturelle des mœurs qui ne paraissent pas être des exemples d'un basculement à droite.

Un conservatisme des valeurs ?

En effet, il semble plutôt qu'il y a érosion de certaines valeurs traditionnelles de droite, en matière familiale par exemple. Si l'on adopte pour

38. Robert Benzie, « Doug Ford staying quiet but wants to fire back at Justin Trudeau », *The Star.com*, 30 septembre 2019, <https://www.thestar.com/politics/provincial/2019/09/30/doug-ford-staying-quiet-but-wants-to-fire-back-at-justin-trudeau.html>, consulté le 20 janvier 2020.

39. Florence Haegel, « Nicolas Sarkozy a-t-il radicalisé la droite française ? Changements idéologiques et étiquetages politiques », *op. cit.*, 63.

40. Citons le magnifique roman *Le premier cercle*, d'Alexandre Soljenitsyne : « C'était même à croire que quelqu'un dans les rangs des *gens de droite* avait prévu que ce problème allait se poser. (Ces "gens de droite" n'existaient pas : c'était Staline lui-même qui groupait un certain nombre de gens ensemble sous cette étiquette pour pouvoir les liquider plus commodément.) », Paris, Robert Laffont, 1968, p. 151.

un instant le point de vue des conservateurs religieux, on pourrait parler d'un relâchement important, en comparaison avec le passé, des mœurs avec la légalisation des mariages de conjoints de même sexe, avec celle du cannabis ou encore de l'aide médicale à mourir. Voilà des légalisations qui n'indiquent pas un retour aux mœurs d'antan. Les valeurs d'autonomie individuelle continuent de prendre le pas sur l'imposition de normes collectives⁴¹.

Ces exemples de libéralisme culturel, terme forgé dans les années 1980⁴², ne sont pas spécialement révélateurs d'une montée de la droite, entendue ici dans son sens conservateur avec la défense des valeurs dites traditionnelles. Pour s'en tenir au Canada, si l'on adopte une vision à long terme du phénomène, de 1867 à aujourd'hui, il est aussi clair qu'il n'y a pas de droitisation de la culture politique canadienne dans le sens d'un durcissement des mœurs sociales ou d'un retour à des valeurs traditionnelles. La démocratie canadienne des origines, y compris dans les provinces, était tout simplement ancrée dans un terreau complètement différent de celui d'aujourd'hui. À ce moment, il est possible de parler d'une culture politique qui penchait à droite. La participation était limitée aux hommes, les femmes étant exclues et les institutions religieuses jouaient un rôle politique et culturel incontestablement plus important qu'à l'heure actuelle.

Ainsi, au Canada, un sondage Environics a montré qu'en matière politique les valeurs religieuses ont cédé le pas à d'autres dimensions, comme la nation, la langue, l'ethnicité ou le genre comme éléments d'identification⁴³. Un autre sondage, cette fois consacré exclusivement à la question de l'avortement, montre que, globalement, la situation à propos de l'avortement (pas de restrictions légales contre l'avortement) est acceptée par 70 % des Canadiens, seulement 10 % étant contre (les

41. Armand Chanel, «Les avatars du libéralisme culturel: le cas du libéralisme des mœurs», *Idées économiques et sociales*, 2015, p. 59-68.

42. *Ibid.*, p. 68.

43. «In contrast to language, gender, and ethnicity/race, Canadians' identity as religious has declined over the past 16 years. Fewer than half now say that religion is very (21 %) or somewhat (23 %) important to who they are, down from 54 percent who expressed this view in 2003.» «2019 Survey of Canadians. Canada: Pulling or Drifting Apart? Final Report», avril 2019, https://www.environicsinstitute.org/docs/default-source/project-documents/confederation-of-tomorrow-2019-survey-report-1/confederation-of-tomorrow-survey-2019-report-1-pulling-together-or-drifting-apart-final-report.pdf?sfvrsn=9abc2e3e_2, consulté le 18 janvier 2020.

20 % restants ne savent pas ou n'ont pas d'opinions⁴⁴). Ainsi, les conservateurs religieux sont loin d'avoir le vent dans les voiles et, de leur propre point de vue doit-on répéter, on peut penser que le monde auquel ils tiennent est en passe de s'évanouir.

À cet égard, un des bastions idéologiques de la droite traditionnelle, soit celui de la famille organisée autour du couple homme-femme et enfants, a vu des transformations si importantes en changeant la physionomie particulière qu'elle devient elle aussi un témoin du libéralisme culturel qui va à l'encontre des valeurs de la droite, du moins au Canada. En effet, la conception classique du mariage et de la famille constitue un trait idéologique généralement associé à la droite conservatrice qui favorise sur ce plan une vision traditionnelle où le mariage n'est pas un contrat entre partenaires, mais plutôt, comme le soutenait le conservateur britannique Roger Scruton, l'union d'un homme et d'une femme qui valorise une conception de la vie⁴⁵.

Mais, selon une telle conception conservatrice où la figure paternelle représente également une figure d'autorité, la désignation du père comme « chef » de la famille est en train de disparaître. En 1967, 65 % des Canadiens disaient être d'accord que le père était le chef de famille alors qu'en 2017 seulement 19 % répondaient encore de cette manière⁴⁶. L'autorité paternelle n'est plus, loin de là, une valeur de droite à la mode. Sur un aspect important de l'idéologie de la droite, celui de la famille traditionnelle articulée autour d'une cellule gravitant autour du père, on voit que la société dans son ensemble ne s'est pas « droitisée ». Dans le même sens, entre 1967 et 2017, l'idée de mariages interconfessionnels ou interraciaux est maintenant acceptée⁴⁷. En fait, c'est l'idée même de mariage et de famille qui est en pleine transformation, un processus que les conservateurs et partisans de la famille traditionnelle comme REAL Women trouvent particulièrement préoccupant.

En fait, même si l'on entend constamment parler de la montée de la droite et du populisme sur le continent européen, laquelle témoignerait

44. Sharon Kirkey, « It's complicated », *National Post*, 1^{er} février 2020, p. A6.

45. Roger Scruton, *How to be a Conservative*, London and New York, Bloomsbury, 2014, p. 142-143.

46. Jack Jedwab, « Canada 1967 and 2017 », *Institut canadien pour les identités et les migrations/The Canadian Institute for Identities and Migration*, 2017, issues 11, <https://www.ciim.ca/img/nouvelles/ACS-CIIM-2017EN-R315.pdf>.

47. *Ibid.*

aussi d'un durcissement de l'opinion vers la droite, il est possible au contraire d'affirmer que les valeurs du libéralisme culturel dominent largement dans le monde occidental. Par exemple, l'Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs (ARVAL) affirme que, sur le plan des valeurs, les Européens ne penchent pas plus à droite aujourd'hui que dans le passé⁴⁸. Comment alors réconcilier ces points de vue divergents voulant que les valeurs du libéralisme culturel imprègnent de plus en plus la société avec l'idée d'une recrudescence de la droite?

D'abord, que la droitisation des partis politiques ne se confond pas avec la droitisation de l'opinion des populations, deux phénomènes qu'il ne faut pas réduire à un seul. Un parti politique peut, à un moment, prendre une tangente à droite sans pour autant qu'il s'agisse d'une droitisation de tout l'espace politique où il œuvre sur le plan électoral. De plus, il existe parfois une sorte d'effet d'imitation de partis de la droite traditionnelle qui veulent concurrencer électoralement les partis de la droite radicale. C'est ce qui s'est produit lorsque l'ex-président Sarkozy s'est mis à parler le langage du Front national de Jean-Marie Le Pen en matière d'immigration, et même vers la gauche quand le socialiste François Hollande a lui aussi laissé entendre qu'il y a trop d'immigrants en France⁴⁹. Mais il ne faut pas mécaniquement conclure que l'ensemble de la société a viré à droite.

Ensuite, la droitisation ne constitue pas un phénomène qui peut être saisi de manière unidimensionnelle, d'autant que les droites diffèrent d'un endroit à l'autre. À cet égard, il faut noter que la dimension de l'intégrisme religieux ou de l'importance de la droite religieuse a moins de poids au Canada que ce n'est le cas aux États-Unis. Au sud de la frontière canadienne, les évangéliques continuent de faire sentir leur présence en continuant d'appuyer, de manière paradoxale, Donald Trump⁵⁰, même si

48. Grégoire Fleurot, « La droitisation de la France est un mythe (pour le moment) », Slatefr., <http://www.slate.fr/story/79260/droitisation-france-mythe-droite>.

L'association a un site à l'adresse suivante, <http://www.valeurs-france.fr/qui-sommes-nous/equipe-arval/>; Pierre Bréchon, sous la direction de, « Les valeurs des Européens. Les grandes tendances de long terme. Convergences et divergences entre pays. L'individualisation des sociétés », *Futuribles*, numéro spécial 395, juillet-août 2013.

49. Yves Mény, *Imparfaites démocraties*, op. cit., p. 241-242.

50. Christian Latreille, « Les évangéliques fidèles Trump », *Radio-Canada.ca*, 18 octobre 2018, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1130363/protestants-fondamentalistes-religieux-parti-republicain-chretien-elections-mi-mandat>, consulté le 18 octobre 2018.

d'autres voix religieuses en appellent au nom même des « dix commandements » à la destitution⁵¹, et peut-être même en France où un mouvement religieux contre les mariages gais aurait contribué à un « réveil » de la droite catholique française, au point de parler d'un nouveau « Mai 1968 », selon l'expression, apparaissant exagérée cela dit, de Gaël Brustier⁵².

Ces quelques remarques montrent l'existence de variations entre les dimensions économique, culturelle et politique de la droitisation. Ces dimensions sont souvent confondues, mais une analyse un peu plus serrée montre que la droitisation d'un parti politique reste un phénomène qui diffère de celle de la société. En fait, une plus grande libéralisation culturelle peut aussi s'accompagner de phénomènes contraires sur d'autres aspects, c'est-à-dire qu'elle peut engendrer une réaction de contre-discours de droite qui trouve que les élites politiques n'écoutent plus le peuple, produisant ainsi un effet de rebond culturel.

L'ampleur de la droitisation reste peut-être difficile à cerner exactement, mais elle demeure le plus souvent perçue comme découlant des inégalités économiques, comme si les difficultés économiques, spécialement depuis la crise financière de 2008, avaient été le point de départ de la vague de droite. Pourtant, la thèse économique est quelque peu réductrice et limitée dans son pouvoir explicatif.

1.2 Droitisation et économie

En décembre 2017, lors des traditionnelles entrevues de fin d'année avec les médias canadiens, c'est le premier ministre Justin Trudeau lui-même qui est revenu sur cette dimension qu'il a proposée comme facteur explicatif du populisme. À cette occasion, il a avancé l'explication suivante du phénomène :

Les gens ne sentent pas que les échanges commerciaux leur apportent quelque chose. Cela aide les grandes entreprises. Cela peut peut-être fonctionner pour des objectifs politiques, mais cela n'aide pas les gens ordi-

51. Cet appel a été lancé par un magazine influent, dit-on, dans les milieux évangéliques américains. Caroline Kelly, John Blake et Daniel Burke, « Evangelical magazine Christianity Today: Trump must go », *CTV news*, 19 décembre 2019. https://www.ctvnews.ca/mobile/world/evangelical-magazine-christianity-today-trump-must-go-1.4738048?cache=%3FclipId%3D89619&cid=ps:localnewscampaign:s_earchad:ds:edmontoncrawl.

52. Gaël Brustier, *Le Mai 1968 conservateur*, *op. cit.*

naires [...]. Et c'est pourquoi, vous savez, nous avons comme résultat du populisme et du nationalisme⁵³.

L'extrait est révélateur d'un aspect particulier concernant la façon d'envisager les défis actuels, à savoir celui de la nature économique de la droitisation et du populisme. Le premier ministre libéral reconduit en effet la thèse, populaire chez les dirigeants actuels, voulant que le populisme soit un phénomène dont les racines se retrouvent essentiellement dans le terreau de l'économie, c'est-à-dire dans des politiques d'échanges commerciaux qui, pour bénéfiques qu'elles soient pour les grandes entreprises comme le dit le premier ministre, resteraient sourdes aux préoccupations et aux besoins des « gens ordinaires ». Or, même si la question de la mondialisation constitue certainement un élément à considérer pour analyser le populisme et la droitisation d'aujourd'hui, il faut remarquer qu'à elle seule elle ne permet pas de comprendre et d'expliquer la montée du populisme, tout comme la crise financière de 2008, assurément importante, ne donne pas toutes les clés explicatives, même s'il existe un lien entre la montée des populismes et ceux que l'on appelle les perdants de la mondialisation⁵⁴.

En fait, les explications du phénomène de la droitisation et du populisme sont nombreuses. Elles oscillent entre celles qui sont de nature économique (les effets de la mondialisation et du néolibéralisme) et d'autres insistant sur des facteurs démographiques et migratoires, notamment la crise syrienne qui serait venue légitimer les « néo-autoritaires⁵⁵ » de tous bords, alors que Christophe Guilly parle du déclassement des territoires en évoquant le clivage urbain/rural ainsi que la disparition des classes moyennes⁵⁶. Enfin, quelques chercheurs, comme Alexandre Dézé, mettront l'accent sur la dimension politique du phénomène⁵⁷, comme

53. Stéphanie Levitz, « Populisme et politique : comment les chefs de partis fédéraux voient l'avenir », *Le Devoir.com*, 2 janvier 2018, <https://www.ledevoir.com/politique/canada/516597/populisme-et-politique-comment-les-chefs-de-partis-federaux-voient-l-avenir>, consulté le 21 janvier 2020.

54. Ilvo Diamanti et Marc Lazar, *Peuplecratie : la métamorphose de nos démocraties*, op. cit., p. 124-128.

55. Ce que croit l'ancien ambassadeur de France à Damas, Michel Duclos, Isabelle Lasserre, « Michel Duclos : "La guerre en Syrie est un Tchernobyl géopolitique" », *Le Figaro*, 18 juin 2019, p. 18.

56. Christophe Guilly, *No society : la fin de la classe moyenne occidentale*, Paris, Flammarion, 2018.

57. Alexandre Dézé, *Comprendre le Front national*, Paris, Boréal, 2016.

nous l'avons aussi fait ailleurs⁵⁸, sur la crise de croissance traversée par la démocratie et que nous avons évoquée en introduction. Cependant, il y a un thème dominant dans l'explication du phénomène de la droitisation et de la résurgence de l'extrémisme, celui de l'économie et de l'inégalité.

Ce genre d'explication est bien présent chez les politologues et les sociologues qui voient dans la détérioration des conditions économiques ainsi que dans la montée des inégalités les principales causes de la montée de la droite et des populistes. Citons à titre d'exemple le philosophe Étienne Balibar qui, en entrevue au *Devoir*, affirme que « l'angoisse devant l'étranger », selon de l'expression de la journaliste, « tient au fait que nous vivons en ce moment une période de développement économique dans laquelle les valeurs humaines sont écrasées et dans laquelle la précarité est en train de devenir la norme pour un très grand nombre de gens⁵⁹ ». En d'autres termes, les partis de droite et le populisme proliféreraient en quelque sorte sur les décombres des politiques sociales, que les élites politiques et économiques ont elles-mêmes créés avec les politiques d'austérité mises en place depuis les années 1980, créant ainsi une fracture au sein du corps social qui permettra au populisme et à la droite de prospérer. La « fracture sociale » repose sur la thèse que « [t]outes les sociétés européennes connaissent des tensions sociales fortes depuis le début du vingt et unième siècle, avant même l'apparition des politiques d'austérité, en raison des restructurations néolibérales⁶⁰ ». Or, ce sont ces « réajustements » qui auraient eu des répercussions sur le modèle de l'État-providence et qui auraient conduit à des tensions existentielles au sein des populations concernées quant à un avenir professionnel toujours plus incertain, surtout depuis 2008⁶¹.

Un même son de cloche se fait entendre, avec des tonalités différentes selon les cas, du côté d'observateurs expliquant que, même si les conditions ayant permis l'émergence de gouvernements conservateurs et populistes étaient présentes avant 2008, ce serait la crise financière qui constitue le point de départ d'un ensemble de politiques d'austérité

58. Frédéric Boily, *La Coalition avenir Québec: une idéologie à la recherche du pouvoir*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2018, p. 17-53.

59. Lisa-Marie Gervais, « L'hospitalité comme droit fondamental », *Le Devoir*, 22 octobre 2018, p. A2.

60. Élisabeth Gauthier, Joachim Bischoff et Bernhard Müller, *Droites populistes en Europe: les raisons d'un succès*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2015, p. 41.

61. *Ibid.*, p. 42.

menant à la situation d'aujourd'hui. « In order to oppose the authoritarianism of these conservative populists and challenge their lies, we need to start by recognizing that the economic experiments of the last few decades have failed the ultimate test: building a prosperous and democratic society for all⁶². » Bref, il est affirmé que les choses ont commencé à se dégrader avant la crise financière ou encore avant le début des années 2000. Mais, peu importe le moment exact de la montée de la droite et de l'extrémisme, la cause principale resterait de nature économique et c'est elle qui alimenterait, en définitive, les réactions droitières de toutes sortes. Mentionnons que c'est un débat ancien puisqu'on retrouve ici les questions qui ont agité les spécialistes des idéologies fascistes dont certains, comme le rappelait l'historien Ian Kershaw, voyaient dans l'économie le facteur explicatif premier de ces mouvements⁶³.

Pourtant, pour séduisante qu'elle puisse paraître, l'explication économique que ce soit par la récession, le chômage, la baisse des revenus et, surtout, celle en vogue de l'augmentation des inégalités n'a pas toute la force d'évidence qu'elle semble avoir, pour peu qu'on commence à creuser la question. Par exemple, s'il est tentant d'établir un lien de causalité entre inégalité et populisme, on s'aperçoit que le lien n'a pas la solidité espérée en matière explicative, ne serait-ce que parce que le populisme existe depuis longtemps. Incontestablement, la crise financière de 2008 et ses suites ont créé ce que le politologue Gilles Ivaldi nomme un « contexte porteur » pour les partis radicaux de droite et les populismes, bien qu'il fait aussi remarquer que le lien direct entre le vote populiste et l'insécurité économique ne soit pas facile à démontrer⁶⁴.

D'abord, la question de l'économie ne se laisse pas aisément saisir à travers un faisceau de variables économiques allant du chômage aux revenus moyens, variables qui, en montrant l'inégalité économique au sein des sociétés, permettraient de prédire la montée de la droite ou du populisme. Par exemple, le sociologue François Dubet explique bien,

62. Jacqueline Best, «How the 2008 financial crisis helped fuel today's right-wing populism», *The Conversation*, 3 octobre 2018, <http://theconversation.com/how-the-2008-financial-crisis-helped-fuel-todays-right-wing-populism-103979>, consulté le 18 octobre 2018.

63. Sur ces débats, on consultera Ian Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Paris, Gallimard, 1992, chapitre trois.

64. Gilles Ivaldi, *De Le Pen à Trump: le défi populiste*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2019, p. 17.

d'une part, qu'il n'existe pas une seule inégalité, mais 150 inégalités qui sont à géométrie variable selon où l'on se situe dans l'espace social et, d'autre part, que l'inégalité économique s'avère aussi une perception ayant peu de rapport avec les revenus réels⁶⁵. Par conséquent, c'est aussi le type de société où se déroulent les inégalités qui est crucial, car cela conduit à des perceptions différentes de ce qui constitue l'inégalité. En fait, si Dubet voit les inégalités comme étant importantes pour comprendre la montée du populisme et de la droite, en même temps, une lecture attentive de son ouvrage amène à voir qu'il ne s'agit pas d'une relation mécanique entre inégalité économique et la droite populiste. Nous serions en effet, selon le sociologue, dans une époque de « transformation du régime des inégalités⁶⁶ », qui peuvent être sociales, culturelles ou identitaires, époque à laquelle les leaders de la droite populiste (et pas seulement eux d'ailleurs) peuvent s'alimenter en jouant la carte de l'indignation et de la colère. Au temps des inégalités multiples, celle de nature économique est seulement une parmi d'autres à prendre en considération.

Ensuite, en effectuant un retour dans le passé, on s'aperçoit que ces débats, sur l'explication de la montée de la droite comme étant une réponse aux ratés du capitalisme qui secréterait presque mécaniquement des mouvements extrémistes de droite, étaient déjà bien présents à propos du thatchérisme. Plus précisément, une telle position, ainsi que l'expliquait Stuart Hall,

considère l'histoire comme une série de répétitions. Elle se représente la société comme une simple structure, dans laquelle les facteurs économiques se traduisent de manière immédiate et transparente au niveau politique et idéologique. Elle est frappée du sceau de l'«économisme», puisqu'elle suppose qu'il suffit d'opérer au niveau déterminant – le front économique – pour que toutes les autres pièces du puzzle se mettent soigneusement en place⁶⁷.

L'économisme, comme l'appelle Hall, échoue à prendre en considération d'autres dimensions du casse-tête. D'une part, les électeurs et les partisans de droite sont vus comme des automates qui s'animent seulement au gré

65. François Dubet, *Le temps des passions tristes : inégalités et populisme*, Paris, Éditions du Seuil et La République des idées, 2019, p. 45-46.

66. *Ibid.*, p. 7.

67. Stuart Hall, *Le populisme autoritaire : puissance de la droite et impuissance de la gauche au temps du thatchérisme et du blairisme*, Paris, Éditions Amsterdam, 2008, p. 33.

des vents et des turbulences économiques et, paradoxalement, comme s'ils étaient dépourvus de conscience politique. Comme ils en sont dépourvus, ils se politiseraient seulement lorsque les conditions objectives les y amènent, et, qui plus est, dans la mauvaise direction. Par conséquent, ce type d'explication néglige l'importance des perceptions dans le phénomène de la droitisation qui ne se laisse pas expliquer seulement avec des statistiques. D'autre part, Hall insistait sur le vécu des acteurs, des « travailleurs ordinaires » qui percevaient l'État, croyait-il, « comme une contrainte bureaucratique puissante » plutôt que comme une occasion d'affaires⁶⁸. Certes, ses analyses sont marquées par les débats marxistes de l'époque, Hall écrivant pendant la première droitisation décrite plus loin dans ce chapitre. Toutefois, son analyse recèle une idée toujours importante, à savoir que l'économie n'est pas le seul facteur à prendre en considération dans l'explication de la droitisation. Des décennies plus tard, il semble que l'observation vaut encore pour expliquer certains phénomènes politiques de droite.

C'est ainsi qu'une politologue américaine, après examen des résultats de l'élection présidentielle qui a mené Donald Trump à la Maison-Blanche, arrive à la conclusion que ce n'est pas l'économie qui explique la victoire de l'improbable candidat, mais plutôt la notion de statut : « The overall consistency of these two sets of findings from two independent surveys lends strong support to the conclusion that the 2016 election was not about economic hardship. Instead, it was about dominant groups that felt threatened by change and a candidate who took advantage of that trend by positioning himself closer than his opponent to Americans' positions on status threat-related issues⁶⁹. » En fait, cette explication du succès électoral de Trump renoue avec l'explication proposée par l'historien Richard Hofstadter, sur lequel nous reviendrons plus en détail au chapitre deux, au regard de la question du populisme. Ce dernier a lui aussi été souvent perçu comme une expression du mécontentement économique, mais il ne peut s'y réduire qu'au risque de laisser dans l'ombre d'autres dimensions. Selon Sheri Berman, la montée même de la droite et du populisme se nourrirait du pessimisme démocratique que nous avons évoqué en introduction, les deux s'alimentant à ce pessimisme

68. *Ibid.*, p. 44.

69. Diana C. Mutz, « Status threat, not economic hardship, explains the 2016 presidential vote », *PNAS*, vol. 115, n° 19, 8 mai, 2018, p. E4337.

comme une lamproie qui, lentement mais sûrement, dévitalise son organisme hôte⁷⁰.

En fait, le politologue Dominique Reynié faisait remarquer que des pays qui ne sont pas en proie à des situations économiques particulièrement difficiles ou désastreuses, comme la Suisse, l'Autriche ou encore la Norvège et le Danemark, connaissent pourtant des « populismes vigoureux⁷¹ ». C'est que se mêlent aux questions économiques d'autres dimensions culturelles et symboliques liées aux perceptions des populations et qui concernent ce que le politologue appelle le « patrimoine immatériel », c'est-à-dire le style de vie que l'on estime à tort ou à raison menacé⁷².

D'ailleurs, un petit retour sur les études électorales menées pour comprendre le vote du Front national dans les années 1980 et 1990 est riche d'enseignement. Rappelons que le vote pour cette formation politique n'a pas été exclusivement, à travers son histoire, le fait des classes populaires abandonnées sur les chemins de la mondialisation économique. Ainsi, la politologue Nonna Mayer, spécialiste du Front national, expliquait qu'à l'élection présidentielle de 1988, par exemple, le vote frontiste était celui des mieux nantis et non pas celui des défavorisés, même si les préoccupations économiques étaient bien présentes à l'avant-plan des préoccupations des Français. En d'autres termes, ceux de la politologue française, il s'agissait, à ce moment, d'un « vote de nantis⁷³ ». Plus tard, des politologues montreront que le Front national parviendra à récupérer un électorat populaire abandonné par la gauche, ce que l'on nommera le gaucholepénisme, le « Front national [...] devenu la première force électorale au sein des couches populaires⁷⁴ ».

Aussi importante soit-elle, on ne peut donc analyser le phénomène sous la seule loupe de l'économie, car la montée de la droite radicale, par exemple, relève de multiples causes, dont certaines sont plus anciennes

70. Ce pessimisme favoriserait en fait différents types de candidats, si l'on en croit Sheri Berman, « The rise of politicians as different as Trump, Corbyn and Macron makes clear how desperate many citizens are for leaders who insist that politics matters – that change is possible if the will is there. « Politics, Pessimism and Populism », *Social Europe*, 10 octobre 2018, <https://www.socialeurope.eu/politics-pessimism-and-populism>, consulté le 21 janvier 2020.

71. Dominique Reynié, *Populismes : la pente fatale*, Paris, Plon, 2011, p. 14.

72. *Ibid.*, p. 16.

73. Nonna Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion, 2002, p. 88-89.

74. Pascal Perrineau, *Cette France de gauche qui vote FN*, Paris, Éditions du Seuil, 2017, p. 62.

que les crises récentes, notamment celle de la représentation qui touche les démocraties libérales⁷⁵. C'est pourquoi il est nécessaire de regarder du côté culturel et identitaire, notamment en ce qui concerne les perceptions à propos de « l'autre » et de l'immigration. Aujourd'hui, il est nécessaire, à notre avis, de faire intervenir ce que le politologue Laurent Bouvet a appelé l'insécurité culturelle, une notion floue, comme ce dernier le reconnaissait volontiers⁷⁶. En revanche, elle met l'accent sur la dimension subjective de la question et sur l'idée que les racines du problème ont aussi une dimension culturelle et identitaire qui se mélange au contexte économique.

C'est précisément la thèse avancée par Ronald F. Inglehart et Pippa Norris qui expliquent que le passage de valeurs matérialistes à des valeurs post-matérialistes (comme la défense de l'environnement par exemple) aurait produit une crispation de certains segments de la population. « But the spread of progressive values has also stimulated a cultural backlash among people who feel threatened by this development⁷⁷. » Cette thèse du « rebond » permet de prendre en compte à la fois le côté économique et la nature sociale du ressac culturel qui se trouve à favoriser le radicalisme droitier.

Sous une autre forme mettant l'accent sur la question de l'identité, cette idée a aussi été soutenue par un ensemble d'intellectuels américains d'horizons différents, que ce soit avec Francis Fukuyama⁷⁸, représentant de la droite intellectuelle américaine, ainsi que par un ancien conseiller du président Bill Clinton (William A. Galston⁷⁹) ou encore par Mark Lilla⁸⁰, un libéral et collaborateur au *New York Review of Books*, organe de la gauche américaine. Dans ces trois ouvrages de facture assez similaire, on retrouve une même critique de la politique de l'identité, soit celle

75. Gilles Ivaldi, *De Le Pen à Trump : le défi populiste*, op. cit., p. 157-169.

76. Laurent Bouvet, *L'insécurité culturelle*, Paris, Fayard, 2015.

77. Ronald F. Inglehart et Pippa Norris, « Trump, Brexit, and the Rise of Populism: Economic Have-Nots and Cultural Backlash, Faculty Research Working Paper Series », août 2016, file:///C:/Users/natal/Documents/livre%20droite/RWP16-026_Norris.pdf.

78. Francis Fukuyama, *Identity: The Demand for Dignity and the Politics of Resentment*, New York, Farrar, Strauss et Giroux, 2018.

79. William A. Galston, *Anti-Pluralism: The Populist Threat to Liberal Democracy*, New Haven et Yale, Yale University Press, 2018.

80. Mark Lilla, *The Once and the Future Liberal: After Identity Politics*, New York, HarpersCollin Publishers, 2017.

d'une politique perçue comme étant trop axée sur les questions particulières et identitaires (minorités sexuelles et immigration), ce qui aurait généré perplexité et insécurité au sein d'une partie importante de l'électorat. Chacun d'eux développe à sa façon l'idée selon laquelle la gauche a perdu le peuple (des régions) quelque part sur la route de l'émancipation identitaire :

La gauche américaine a cessé d'essayer [de capter l'imaginaire américain] dans les années 1980, affirme Mark Lilla. Quand Ronald Reagan a été élu avec un programme néo-libéral, au lieu de proposer une vision contraire, alternative, la gauche américaine s'est repliée sur elle-même pour s'engager dans les mouvements sociaux pour l'environnement, les droits des minorités, etc. C'est à ce moment-là que la gauche a perdu contact avec les classes populaires et maintenant elle ne les connaît plus⁸¹.

Par conséquent, il ne faut pas s'étonner de voir des électeurs des classes populaires privilégier des partis et des hommes politiques plus directifs, pour ne pas dire autoritaires, avec un discours cru qui s'oppose à la rectitude politique ambiante, sans oublier une bonne dose d'un discours au nationalisme décomplexé. Derrière leur critique de la politique de l'identité, on retrouve en fait l'idée que les racines des problèmes actuels ne sont pas seulement économiques, mais aussi identitaires et culturelles, sinon géographiques. La question qui se pose est de savoir si cette insécurité culturelle est aussi importante au Canada qu'ailleurs. À première vue, cela ne semble toutefois pas le cas.

Il est vrai que, du côté de l'électorat conservateur, on notait une méfiance plus grande à l'égard de l'immigration, ce qui a pu se traduire, lors de la campagne électorale de 2015, par la tentation de remettre en cause les acquis du multiculturalisme avec la proposition du gouvernement conservateur d'interdire le niqab lors du serment de citoyenneté⁸². Fort des sondages indiquant qu'une majorité des électeurs conservateurs étaient mal à l'aise avec le niqab, le chef conservateur voulait interdire cette pratique avec un projet de loi (C-75) qui n'a pas vu le jour avec la

81. Aurélie Marcireau, « Mon livre est un avertissement : la politique identitaire est une impasse », *Le Nouveau magazine littéraire*, 8 octobre 2018, <https://www.nouveau-magazine-litteraire.com/idees/mark-lilla-gauche-identitaire-universites-france-gauche>, consulté le 28 février 2020.

82. David Laycock et Steven Weldon, « Right-Wing Populism, Conservative Governance and Multiculturalism in Canada », ECPR Joint Session Workshop, *The influence of Radical Right populist parties on policy*, 29 avril 2017, p. 24.

défaite conservatrice en 2015. La victoire libérale de Justin Trudeau a d'ailleurs été interprétée comme un rejet de ce genre de politique.

Néanmoins, les choses pourraient évoluer différemment avec des politiciens plus enclins à dénoncer le multiculturalisme, croyant percevoir une remise en cause de l'immigration au sein de l'électorat. Par exemple, dans un sondage de 2016, davantage de Canadiens que d'Américains voulaient que les immigrants s'assimilent (68 % du côté nord contre 53 % au sud de la frontière⁸³). Dans un autre sondage Crop (mars 2017), 40 % des répondants ont déclaré que le nombre d'immigrants était trop élevé, ce qui remettrait en cause la « pureté » du pays⁸⁴.

Cependant, d'autres coups de sonde indiqueraient que le consensus en faveur du multiculturalisme continue de tenir bon, appuyé largement par la population, notamment en raison de ses bienfaits économiques⁸⁵. En même temps, le sondage montrait des différences régionales, avec l'Alberta où 43 % estiment que le niveau d'immigration est trop élevé, tout comme les partisans du Parti conservateur ainsi que les gens plus âgés (60 ans et plus) qui estiment à 51 % que les niveaux sont trop élevés. Dans ce contexte, on peut comprendre pourquoi il y a eu une tentation pour certaines formations politiques de faire un pas supplémentaire dans la critique du multiculturalisme en adoptant un discours relevant franchement du populisme identitaire, croyant qu'il y avait là un capital à exploiter, comme l'a cru Maxime Bernier sur qui nous reviendrons au chapitre quatre. Mais, pour l'essentiel, le Canada, bien protégé derrière la frontière américaine, reste plus ou moins à l'abri des courants identitaires européens.

83. Jason Proctor, « CBC-Angus Reid Institute poll: Canadians want minorities to do more to “fit in” », *CBC News*, 3 octobre 2016, <https://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/poll-canadians-multiculturalism-immigrants-1.3784194>, consulté le 28 février 2020.

84. Gaétan Pouliot et Mélanie Julien, « Une majorité de Canadiens exprime des craintes face à l'immigration », *Radio-Canada*, 13 mars 2017, <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/special/2017/03/sondage-crop/canadiens-tolerance-religion-immigrants-identite-culture/>.

85. 63 % des sondés sont contre l'affirmation voulant qu'il y ait trop d'immigrants, 34 % croyant le contraire. « Focus Canada 2019. Canadian public opinion about immigration and refugees. Final Report », *Environics Institute*, automne 2019, https://www.environicsinstitute.org/docs/default-source/project-documents/focus-canada-fall-2019---immigration-refugees/focus-canada-fall-2019-survey-on-immigration-and-refugees---final-report.pdf?sfvrsn=56c2af3c_2

1.3 La première droitisation : 1980-2008

Ainsi que nous l'avons mentionné jusqu'ici, le phénomène de la droitisation n'est pas facile à saisir. C'est pourquoi nous proposons l'esquisse d'une périodisation du phénomène afin de montrer que la droitisation dont on parle aujourd'hui n'est pas de la même nature que celle d'hier. En d'autres termes, il faut parler de deux périodes avec peut-être une troisième en train de se développer selon des axes interprétatifs qui sont encore en cours d'élaboration au sein des droites.

Toutefois, il est difficile de savoir où mettre le curseur sur l'échelle du temps et quel critère au juste il faut utiliser pour montrer la droitisation. Une façon de surmonter cette difficulté consiste à poser le problème en déterminant des périodes où le conservatisme est dominant tout en montrant que la droite d'une période n'est pas celle d'une autre. Ainsi posée, il est possible de circonscrire une première période qui débute à la fin des années 1970 pour se terminer en 2008, avec une autre qui commence dès le début des années 2000 et qui s'impose dans les années 2010. Le fait de superposer les deux périodes ne pose pas vraiment de problème pourvu qu'on garde à l'esprit que les frontières entre les périodes ne sont pas étanches et que chacune d'elles a été précédée par de profonds changements intellectuels qui ont préparé le terrain, par exemple en disséminant les idées néolibérales et hayékiennes dans les années 1970⁸⁶.

C'est pourquoi il faut revenir brièvement à ces années qui constituent le premier basculement à droite avant d'examiner la deuxième droitisation, celle qui est la nôtre aujourd'hui. Cette première droitisation luttait contre le keynésianisme et contre l'intervention de l'État jugée contre-productive.

En effet, cette droitisation désignait à partir des années 1980 essentiellement un phénomène de retrait de l'État qui laissait toute la place au marché. Pensons ici au triumvirat Thatcher-Reagan-Mulroney qui déployait un discours axé sur le libre-échange, sur la réduction de la taille de l'État et la maîtrise des déficits publics. Un autre élément qui cimentait les droites entre elles était leur opposition commune à l'idéologie

86. L'historien Sean Wilentz explique comment les conservateurs sont devenus « futés » (*smart*) dans les années 1970 (en fondant des revues et des groupes de réflexion) préparant ainsi le terrain à l'ascension de Ronald Reagan. Voir Sean Wilentz, *The Age of Reagan: A History 1974-2008*, New York, Harper Perrenial, 2008, p. 90-91. Notons que nous nous inspirons de Wilentz pour la périodisation proposée ici.

communiste et à «l'Empire du mal», selon l'expression de Ronald Reagan⁸⁷. Pour cette droite qui a effectué son entrée sur la scène politique des années 1980, les questions de l'heure se conjugaient au temps de l'économie de marché et de l'opposition à l'étatisme ainsi qu'à la farouche opposition au communisme. «Tout comme en Grande-Bretagne à la même époque, la révolution conservatrice de Ronald Reagan s'articule autour de trois axes principaux, soit la dérégulation, la réduction des dépenses publiques et le renouvellement de l'inimitié envers l'Union soviétique, en vue de reconstituer la fierté nationale et la fibre morale du pays⁸⁸.» Le communisme était, pour Reagan, à la source des difficultés que rencontraient les États-Unis dans le monde alors que, pour Thatcher, il représentait l'antithèse de la démocratie et du capitalisme qu'elle défendait⁸⁹.

Ainsi, et même si, à l'externe, la figure de «l'Empire du mal» soviétique servait à activer le nationalisme, c'était, à l'interne, l'interrogation sur la nature du rapport de l'État à l'économie qui primait avec des questions comme les suivantes: jusqu'où l'État devait-il intervenir dans la sphère économique? Devait-il abandonner son rôle keynésien? À ce moment, les questions de déficit et de dette dominaient les discussions des gouvernements.

Au Canada, c'est Brian Mulroney qui lui aussi essayait de maîtriser les déficits budgétaires afin de juguler la dette et qui s'est converti au milieu des années 1980 au langage des intérêts économiques avec l'adoption de la logique du libre-échange. Même si Mulroney était moins radical que Thatcher et Reagan et qu'il avait une approche plus modérée que les deux autres dirigeants, il n'en demeure pas moins qu'il parlait la même langue, celle de la réduction du rôle du gouvernement et du recours au secteur privé plutôt que public⁹⁰.

87. Dans un discours à la National Association of Evangelicals, le 8 mars 1983. Voir Sean Wilentz, *The Age of Reagan: A History 1974-2008*, *op. cit.*, p. 163.

88. Philippe Fournier, «Le conservatisme et le populisme d'extrême droite en Europe et aux États-Unis: divergences et convergences», dans *Le conservatisme à l'ère Trump*, *op. cit.*, p. 111.

89. James E. Cronin, *Global Rules: America, Britain, and a Disordered World*, New Haven et London, Yale University Press, 2014, p. 148.

90. J. Frank Strain, «Debts Paid and Debts Owed: *The Legacy of Mulroney's Economic Policy*», *Transforming the Nation: Canada and Brian Mulroney*, Raymond B. Blake (dir.), Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2007, p. 43.

Au Québec, c'est le deuxième gouvernement de Robert Bourassa qui a mis en place un programme d'assainissement des finances, notamment eu égard à l'aide sociale avec les fameux « boubous macoutes ». En fait, avec l'arrivée de Pierre Marc Johnson à la tête du Parti québécois, au milieu des années 1980, cette formation s'est inscrite aussi dans l'air idéologique du temps, lorsqu'il a dit, dans *Le Devoir* du 24 octobre 1985, que « l'État ne devra plus, ne pourra plus faire tout, tout seul⁹¹ ». En Alberta, c'est le gouvernement de Don Getty qui, avec la chute des revenus pétroliers, a perdu graduellement la maîtrise des finances publiques et a été remplacé par un Ralph Klein encore plus conservateur qui embrassa la lutte à la dette avec une ardeur peu commune⁹².

C'est ainsi qu'au début des années 1990 tous les gouvernements, peu importe leur tendance politique, ont pris des orientations en vue de procéder à l'assainissement des finances publiques. Par exemple, dans la très socialiste Saskatchewan, le premier ministre Roy Romanow procéda alors à la fermeture de 52 petits hôpitaux régionaux dans la province qui a vu naître le système public de santé au Canada⁹³. Au Québec, c'est Lucien Bouchard, alors à la tête du Parti québécois, qui a préconisé l'atteinte du déficit zéro lors du Sommet économique et social de 1996⁹⁴. À ce moment, la question de la maîtrise des finances de l'État débordait largement les seuls partis ou gouvernements de droite, y compris sur la scène fédérale avec le Parti libéral du Canada de Jean Chrétien qui a adopté une approche résolument conservatrice ou néolibérale.

Ainsi entendue, cette droitisation relevait davantage de l'univers du néolibéralisme ou même du courant libertarien. Nous parlons davantage au passé parce que cette forme de droitisation correspond davantage à une époque, celle des années 1980 et 1990, et c'est la crise financière de 2008 qui en a en quelque sorte signifié l'arrêt lorsque les gouvernements

91. Cité par Jean-Herman Guay et Serge Gaudreau, *Les élections au Québec: 150 ans d'une histoire mouvementée*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2018, p. 382.

92. David Cooper et Dean Neu, « The Politics of Debt and Deficit in Alberta », *The Trojan Horse: Alberta and the Future of Canada*, Montréal, New York et Londres, Black Rose Books, p. 163-181.

93. Rand Dick, « Provincial Politics in the Modern Era », *Provinces: Canadian Provincial Politics*, Christopher Dunn (dir.), Peterborough, Broadview Press, 2006, p. 82-83.

94. Karl Rettino-Parazelli, « Vingt ans plus tard, le Québec est toujours en quête du déficit zéro », *Le Devoir*, 24 novembre 2015, <https://www.ledevoir.com/economie/456078/vingt-ans-plus-tard-le-quebec-est-toujours-en-quete-du-deficit-zero>, consulté le 27 août 2019.

sont venus à la rescousse des banques et des grands constructeurs d'automobiles qui risquaient de sombrer dans la faillite. À ce moment, la logique du désengagement de l'État, qui avait été le moteur de la droite des années 1980 et 1990, a été progressivement mise de côté au profit d'une logique interventionniste, mais au bénéfice des grandes banques. En fait, cette tentative de sauvetage va ajouter du carburant à des mouvements comme le Tea Party, dont nous reparlerons dans le prochain chapitre⁹⁵. Or, c'est dans cette première décennie du XXI^e siècle que l'autre période de droitisation a commencé tant avec la montée et la perception de menaces inédites sous la forme d'un terrorisme qui s'opposait, et qui continue de s'opposer, à la démocratie libérale, qu'avec un nouveau mode de régulation économique axé sur le protectionnisme.

Cela dit, le basculement de la première à la deuxième droitisation ne s'est pas effectué d'un seul déclic, le discours de la droite économique – le langage des intérêts – continuant d'être présent dans les partis politiques de droite. Le passage entre les deux périodes a été entamé sous la houlette de quelques dirigeants politiques de droite qui, tout en continuant de défendre le fonds de commerce de la droite économique, se sont aussi mis à parler de l'importance de lutter contre les valeurs de la gauche.

Gramsci à droite

L'idée voulant qu'il faille d'abord lutter sur le terrain intellectuel trouve son origine dans les années 1970 avec la montée de ce qui a été décrit comme une nouvelle droite, un courant aux frontières géographiques et intellectuelles larges qu'on trouve des deux côtés de l'Atlantique⁹⁶. Cette approche dite métapolitique consistait à implanter une nouvelle constellation d'idées et de valeurs afin de permettre l'émergence de forces politiques différentes de celles du passé⁹⁷. Les penseurs de droite cherchaient notamment à se réapproprier le penseur marxiste italien Antonio Gramsci et son concept d'hégémonie intellectuelle. On verra même des dirigeants qui vont explicitement se référer à Gramsci en optant pour une démarche similaire sans que soit cité le penseur italien.

95. Theda Skocpol et Vanessa Williamson, *The Tea Party and the remaking of Republican conservatism*, New York: Oxford University Press, 2012, p. 29-32.

96. Philippe Poirier, «La disparité idéologique des nouvelles droites occidentales», *Les croisés de la société fermée: l'Europe des extrêmes droites*, sous la direction de Pascal Perrineau, Paris, L'Aube, 2001, p. 35.

97. Pierre-André Taguieff, *Sur la nouvelle droite*, Paris, Descartes et Cie, 1994.

S'il existe une parenté entre les nouvelles droites des années 1980 et les dirigeants de droite des années 2000, ce n'est pas tant sur le plan des idées défendues, lesquelles ne sont pas les mêmes, que sur la similarité de la démarche préconisée, à savoir que le succès électoral doit être précédé par un sursaut intellectuel et moral. C'est en ce sens que quelques dirigeants politiques de la droite modérée vont en quelque sorte adopter cette idée d'un nécessaire combat pour lutter contre les idées de gauche, comme l'ont explicitement revendiqué Stephen Harper et Nicolas Sarkozy qui ont fait irruption presque au même moment à la tête de leur pays respectif, le premier en 2006, le second en 2007⁹⁸. Si la question de l'influence du néoconservatisme américain sur la droite canadienne a été abondamment discutée, on a oublié que Stephen Harper aussi adopté une démarche similaire à celle de Nicolas Sarkozy.

En effet, se réappropriant les leçons de la guerre culturelle, Sarkozy affirmait mener un « combat idéologique », allant même jusqu'à s'inspirer explicitement de l'approche de Gramsci. C'est ainsi qu'il répondait à une question selon laquelle la campagne présidentielle de 2007 n'avait pas eu de thèmes dominants :

Je ne suis pas d'accord. Le vrai sujet de cette présidentielle, ce sont les valeurs. [...] D'où ma campagne sur le sens et sur les valeurs, qui désoriente certains commentateurs, mais dont les Français ont bien compris la nouveauté : je ne mène pas un combat politique, mais un combat idéologique. C'est la raison pour laquelle j'ai tenu à faire une synthèse de mes convictions dans mon dernier livre, *Ensemble*. Au fond, j'ai fait mienne

98. Toutefois, il faut noter une différence essentielle entre le parcours des deux hommes politiques. Sarkozy va en effet beaucoup travailler sur les ressorts de la communication pour améliorer et changer son image et sur un style de communication direct pour faire oublier l'image de technocrate des années 1990. Bruno Cousin et Tommaso Vitale, « De Porto Rotondo et Vitale à Wolfeboro : vertus et faux-semblants de la comparaison Sarkozy-Berlusconi », *Mouvements*, n° 52, p. 105-113. La différence entre les deux était nette et elle est d'ailleurs ressortie au moment de leur première rencontre ainsi qu'au moment du sommet de la Francophonie où le style énergique de Sarkozy tranchait avec celui plus réservé de Stephen Harper. John Ibbitson, « Harper, Sarkozy contrast in style and substance at La Francophonie », *The Globe and Mail*, 23 octobre 2010, <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/harper-sarkozy-contrast-in-style-and-substance-at-la-francophonie/article1215434/>, consulté le 20 janvier 2020.

l'analyse de Gramsci: le pouvoir se gagne par les idées. C'est la première fois qu'un homme de droite assume cette bataille-là⁹⁹.

Il cherchait bien évidemment à éviter l'accusation d'être trop superficiel et d'être obsédé par la « com »; cependant, dans plusieurs de ses discours, le président français réaffirmait sa volonté de regagner la bataille au niveau des valeurs, notamment contre le relativisme issu de Mai 1968: « Le 68 que je dénonce, c'est le relativisme: tout se vaut. L'erreur fondamentale de 68, c'est de ne pas avoir compris que la transgression de la règle amène à la création. Si vous supprimez la règle, il n'y a plus de beau et de mal, tout se vaut¹⁰⁰. » C'est ce qui a été interprété, en 2007, comme un « retour du politique », c'est-à-dire une vision voulant que ce soit d'abord une approche sur le plan des valeurs et de la culture qui primait, probablement depuis la campagne de 2005 sur le référendum pour l'Europe¹⁰¹. L'usage de Gramsci n'est pas exclusif à Sarkozy, Rush Limbaugh, par exemple, s'en était aussi servi aux États-Unis¹⁰².

Quant à Stephen Harper, il ne citait pas, du moins à notre connaissance, explicitement Gramsci; mais, avant son retour en politique en 2002, il y avait aussi chez lui cette conscience de travailler à forger un nouvel ensemble d'idées à la droite qui avait été, selon lui, éclipsée parce qu'il appelait la « gauche socialiste », entendre radicale. C'est notamment dans un texte écrit en collaboration avec un professeur de science politique de l'Université de Calgary (Tom Flanagan) que Stephen Harper insistait, dès 1997, sur cette nécessité de livrer d'abord la bataille sur le

99. « Interview de M. Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, président de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) et candidat à l'élection présidentielle 2007 », *Le Figaro*, 18 avril 2007. On peut consulter l'entrevue sur le site *Vie publique*, <https://www.vie-publique.fr/discours/166441-interview-de-m-nicolas-sarkozy-ministre-de-linterieur-et-de-lamenage>, consulté le 5 février 2020.

100. « Interview de M. Nicolas Sarkozy, président de l'UMP et candidat à l'élection présidentielle de 2007 », *Libération*, 12 avril 2007. On peut consulter l'entrevue sur le site *Vie publique*, <https://www.vie-publique.fr/discours/166473-interview-de-m-nicolas-sarkozy-president-de-lump-et-candidat-lelec>. Consulté le 5 février 2020.

101. « Observé sur plusieurs années, avec les événements de 2005 en arrière-plan, le trait majeur de la campagne de Sarkozy a été une stratégie d'hégémonie, donc à caractère culturel et idéologique, avant d'être programmatique et électorale », Jérôme Sgard, « Nicolas Sarkozy, lecteur de Gramsci: la tentation hégémonique du nouveau pouvoir », *Esprit*, n° 7, juillet 2007, p. 10-22.

102. Joseph A. Buttigieg, « Reading Gramsci now », Joseph Francese (editor), *Perspectives on Gramsci: Politics, culture and social theory*, New York, Routledge, 2009, p. 28.

plan des idées avant de pouvoir vaincre l'hégémonie électorale du PLC ainsi que plus largement les idées libérales :

Assurément, la gauche socialiste a connu un déclin significatif dans les années récentes, particulièrement depuis la fin de la guerre froide. Et les courants libertariens et religieux du conservatisme ont connu une expérience de renouveau et d'affirmation durant la même période. Nous croyons cependant qu'un retour au vieux réalisme est peu probable, et qu'il est invraisemblable qu'il se produise de sitôt. Le legs de la gauche radicale est extrêmement puissant, quelle que soit sa faiblesse politique aujourd'hui¹⁰³.

Harper n'évoquait pas ici Mai 1968 ; en revanche, il illustre cette position intellectuelle et politique selon laquelle la droite se trouverait en déficit de crédibilité intellectuelle par rapport à la gauche radicale qui elle, malgré sa faiblesse électorale, serait dominante intellectuellement parlant dans les cénacles universitaires et les grands médias. Si, comme nous l'avons dit plus haut, le premier ministre canadien ne citait pas Gramsci, néanmoins, on a parfois relié cette approche à celle du penseur italien¹⁰⁴. Dans le cas de Stephen Harper, il est probable que ce soit davantage une influence provenant de Friedrich Hayek qui, dans *La route de la servitude*, un ouvrage que l'ex-premier ministre connaissait bien¹⁰⁵, appelait à s'opposer aux idées socialistes¹⁰⁶. En d'autres termes, il s'agit d'une approche similaire voulant qu'il soit nécessaire de reconquérir le terrain intellectuel et culturel, un thème qu'il reprendra aussi dans un autre discours, celui du *Civitas*, où il réaffirmera sa volonté d'agir pour l'imposition des valeurs.

À l'image de Nicolas Sarkozy qui dénonçait le relativisme moral, Stephen Harper était lui aussi engagé dans la même logique de dénonciation du relativisme ambiant qui minait les fondations des sociétés et empêchait de voir les vraies menaces. Il se plaignait que la gauche soit

-
103. Tom Flanagan et Stephen Harper, « Conservative Politics in Canada: Past, Present, and Future », dans William D. Gairdner (ed.), *After Liberalism: Essays in Search of Freedom, Virtue, and Order*, Toronto, Stoddart, 1998, p. 176-177. Ma traduction.
 104. Paul Wells, *The Longer I'M Prime Minister: Stephen Harper and Canada, 2006-*, Toronto, Random House, 2013.
 105. William Johnson, *Stephen Harper and the Future of Canada*, 2^e édition, Toronto, Douglas Gibson, 2006 ; Frédéric Boily, *Stephen Harper, la fracture idéologique d'une vision du Canada*, Québec, PUL, 2016.
 106. Donald Gutstein, *Harperism: How Stephen Harper and his Think Tank Colleagues Have Transformed Canada*, Toronto, James Lorimer & Company Ltd, 2014.

parvenue à imposer sa façon de voir et un «system of moral relativism, moral neutrality and moral equivalency... to dominate its intellectual debate and public policy objectives¹⁰⁷». C'est également ce qu'il a réaffirmé, lors d'une conférence consacrée à la lutte contre l'antisémitisme qui s'était déroulée à Ottawa (2010), lorsqu'il avançait que l'antisémitisme se nourrissait ou s'accompagnait d'une «résurgence de l'ambivalence morale», si bien qu'on n'osait plus parler clairement pour dénoncer l'antisémitisme¹⁰⁸.

C'est ainsi que, dans la première décennie des années 2000, une sorte de moment métapolitique s'est produit avec des dirigeants politiques de droite soucieux de s'opposer aux idées perçues comme étant dominantes de la gauche. Toutefois, ce travail d'opposition ne se matérialisera pas immédiatement dans un programme politique qui incarnerait les orientations politiques de la deuxième période. Les changements se feront de manière graduelle et dans un contexte où de nouvelles préoccupations identitaires se font jour, donnant naissance à une autre ère politique.

1.4 La deuxième droitisation : 2008-2020

Sans nier l'effet des fortes turbulences économiques engendrées par la crise financière de 2008 ou encore les effets du 11 septembre 2001 sur les orientations des droites vers des thématiques d'opposition au terrorisme et à l'islamisme radical, il faut, croyons-nous, revenir à ce moment de bascule entre la droite économique et la droite identitaire, moment qui n'a pas été assez pris en compte. Plus exactement, nous voulons parler de la fin du communisme, lequel structurait profondément la gauche, mais aussi la pensée de droite. En effet, l'anticommunisme était en quelque sorte un ciment, comme nous l'avons mentionné, pour la droite qui se définissait, dans les décennies précédentes, par la lutte menée contre l'Union soviétique et son idéologie. L'historien François Furet

107. Stephen Harper, «Rediscovering the right agenda: the Alliance must commit to ideals and ideas, not vague decision-making processes: the Canadian Alliance leader outlines how social and economic conservatism must unite», *Citizens Centre Report* vol. 30, n° 10, 2003, p. 72-77, cité par Scott Staring, *Stephen Harper, Leo Strauss, and the Politics of Fear*, CIPS Working Paper», mai 2015, p. 14.

108. Stephen Harper, «Excerpt: Harper's speech on Israel, anti-Semitism», *National Post*, 8 novembre 2010, <https://nationalpost.com/news/excerpt-harpers-speech-on-israel-anti-semitism>, consulté le 21 janvier 2020.

avait pressenti mieux que quiconque que la droite subirait elle aussi une onde de choc, même si celle-ci était à retardement en comparaison avec celle qui frappait la gauche :

Qu'est-ce qui reste de l'idée socialiste à l'heure de l'écroulement des sociétés communistes ? Telle est la question qui va dominer pour les années qui viennent l'histoire et l'action de la gauche européenne. La droite ferait bien d'ailleurs de s'en préoccuper aussi : car, en perdant son ennemi, elle a perdu, en même temps que ses marques, l'essentiel de ce qui a constitué au xx^e siècle la force de son discours. Si bien qu'elle court le risque de ne plus avoir d'autre ressource que le langage des intérêts¹⁰⁹.

Certes, au moment où le mur de Berlin est tombé, on a pu croire qu'un moment nouveau se mettait en place, un monde placé sous le sceau de l'optimisme, comme le rappelle, non sans amertume, Dominique Moïsi que nous avons déjà cité en introduction. À ses yeux, et comme bien d'autres, 1989 représentait un moment où tous les « dominos tombaient dans la bonne direction » alors que, trente ans plus tard, la dynamique démocratique s'est complètement crispée¹¹⁰.

Or, dans ce nouveau monde, la seule logique des intérêts économiques et de la démocratie a semblé, dans un premier temps, euphorique, mais, dans un deuxième temps, celui où « il y a le feu à la maison¹¹¹ », elle s'est mise à reculer sous le poids des contradictions économiques et des désordres sociaux. Un ensemble de phénomènes allant de la mauvaise gestion des grandes banques, dont le révélateur a été la crise financière de 2008, à la montée du terrorisme, dont le symbole fut l'effondrement des tours jumelles le 11 septembre 2001, sans oublier le grand problème des changements climatiques, a produit un nouvel éthos politique où la seule logique des intérêts se montre incapable de répondre aux aspirations des citoyens. En fait, un prophète de malheur avait largement prévu cette dynamique, à savoir Samuel Huntington qui, dans deux controversés ouvrages, *Le choc des civilisations*¹¹² et *Qui sommes-nous ?*¹¹³, établissait un certain nombre de scénarios sur l'évolution future après la fin du commu-

109. François Furet, « Les feuilles mortes de l'utopie », *Le Nouvel Observateur*, 26 avril 1990, *Penser le xx^e siècle*, Paris, Robert Laffont, p. 376.

110. Dominique Moïsi, *Leçons de Lumières*, op. cit., p. 10.

111. Yves Mény, *Imparfaites démocraties*, op. cit., p. 21-28.

112. Samuel P. Huntington, *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 2000.

113. Samuel P. Huntington, *Qui sommes-nous ? Identité nationale et choc des cultures*, Paris, Odile Jacob [2004] 2018.

nisme. Huntington a beaucoup été critiqué pour son culturalisme, voire son racisme, mais une relecture de ses deux derniers ouvrages montre que celui qui avait étudié les vagues démocratiques avait mieux pressenti les évolutions idéologiques que d'autres observateurs, comme Francis Fukuyama qui parlait de la fin de l'histoire¹¹⁴. Les insuffisances et les incohérences de son interprétation ne remettent cependant pas en cause le fait que sa grille de lecture permet de prendre en considération l'importance des facteurs culturels et religieux qui sont encore à l'œuvre aujourd'hui.

D'une certaine manière, la pensée d'Huntington permet également de comprendre comment l'extrême droite, en conjonction avec la montée d'Internet et des réseaux sociaux, a pris une nouvelle vigueur dans l'espace public. On voit maintenant fleurir des groupes sur la Toile qui ont entrepris de se lancer dans une guerre culturelle afin de reconquérir l'espace intellectuel. Sans reprendre une analyse développée ailleurs¹¹⁵, il est vrai que le Canada n'échappe pas à la vague de groupes dits d'extrême droite. Les arguments déployés sont de nature franchement identitaire et ce qui les obsède, c'est la dévitalisation nationale d'un Canada, Québec y compris, qui ne sait plus offrir de résistance au multiculturalisme. Par ailleurs, les groupuscules de quelques personnes peuvent maintenant atteindre des auditoires plus vastes par Internet et les médias sociaux avec « un individu isolé [qui] peut produire une page Web de très grande qualité, contenant textes, son et image, et donner l'impression d'être le porte-parole d'une organisation très structurée¹¹⁶ ». Au Canada, il y aurait, selon certaines estimations, moins d'une centaine de groupes au nombre variable¹¹⁷, alors qu'au Québec une cartographie de l'extrémisme de droite plus précise reste encore à faire¹¹⁸. Par contre, il ne faut pas présumer qu'il existe un glissement nécessaire de la droite vers la radicalité, même

114. Bruno Tertrais, *La revanche de l'histoire*, Paris, Odile Jacob, 2017, p. 17-21.

115. Frédéric Boily, « La guerre culturelle de la Fédération des Québécois de souche et du Council of European Canadians », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 23, hiver 2020, p. 65-71.

116. Patrick Moreau, « L'extrême droite et Internet », *Pouvoirs*, 87, 1998, 144.

117. Barbara Perry et Ryan Scrivens, « Uneasy Alliances: A Look at the Right-Wing Extremist Movement in Canada », *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 39: 9, 2016, p. 819-841.

118. C'est un travail auquel s'attelle le Centre d'expertise et de formation sur les intégrismes religieux (CEFIR), sous la direction de Martin Geoffroy. Thomas Gerbet, « Ottawa investit dans la recherche sur l'extrême droite québécoise », *Radio-Canada.ca*, 20 août 2019, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1268253/recherche-extreme-droite-cefir-longueuil-identitaire-goodale-investissement-canada>, consulté le 11 février 2020.

si l'extrémisme témoigne à sa façon de la prégnance des questions identitaires.

Chose certaine, du moins à nos yeux, la droitisation d'aujourd'hui est différente de celle des années 1980. La logique du libre-échange a été en quelque sorte supplantée par celle voulant qu'il faille procéder au renforcement des capacités nationales de l'État aussi bien sur le plan économique que sur le plan sécuritaire avec un contrôle accru des frontières pour les immigrants ou les migrants irréguliers d'entrer dans un pays. Les questions identitaires supplanteront peu à peu les questions de libéralisation économique.

De plus, la deuxième droitisation montre un côté traditionnel avec la montée de l'intégrisme religieux de nature chrétienne¹¹⁹ qui en serait une autre facette, sans oublier de mentionner ce qu'on pourrait appeler un retour du nationalisme ethnoculturel. Enfin, autre témoin de la transformation, l'anticommunisme n'a plus la centralité politique d'antan quant à la structuration idéologique des droites. Au contraire, la droite se voit même aujourd'hui reprocher de courtiser Vladimir Poutine avec un empressement suspect¹²⁰. Ces différentes facettes se rejoindraient en quelque sorte pour former une vague de droite différente de celle du passé. C'est d'ailleurs ce qui peut expliquer que les critiques les plus féroces de la droite actuelle et du trumpisme proviennent aussi d'auteurs de droite, mais de cette droite de la première génération et même des néoconservateurs. On trouve une nouvelle illustration de cette distinction entre les deux droites lorsque Steeve Bannon clame que Friedrich Hayek s'est trompé car il n'a pas vu la menace posée par le capitalisme lui-même¹²¹. Rappelons que l'économiste autrichien était le penseur de la première droitisation.

C'est aussi pourquoi la grande famille de droite se retrouve maintenant écartelée entre différentes logiques intellectuelles et politiques avec des dimensions qui parfois s'entrechoquent, par exemple lorsque les tenants de la droite économique demandent plus d'immigrants pour pallier les pénuries de main-d'œuvre alors que les partisans d'une droite

119. Jérôme Fourquet, *À la droite de Dieu*, Paris, Éditions du Cerf, 2018.

120. Michael Burleigh, *The Best Times, the Worst Times: A New History of Now*, Pan Books, 2017, p. 157

121. Steeve Bannon, « L'Époque de la droite punching-ball est terminée », *L'Incorrect*, n° 21, juin 2019, p. 33.

nationaliste et identitaire insistent sur la nécessité de préserver l'identité culturelle.

C'est probablement cet affrontement des logiques concurrentes qui était à l'œuvre dans le ratage du ministre de l'Immigration québécois (Simon Jolin-Barrette) concernant les règles encadrant le Programme de l'expérience québécoise pour les étudiants étrangers. Voulant satisfaire ceux qui trouvent que le Québec doit mieux contrôler l'ensemble de son processus migratoire (que l'on pourrait décrire comme les tenants de la droite nationaliste) et ceux voulant choisir les immigrants en fonction des besoins économiques (droite économique), le ministre s'est mis à dos toute la communauté d'affaires et même l'ensemble du secteur de l'éducation postsecondaire¹²².

À d'autres occasions, la divergence laisse place à la convergence lorsque, par exemple, la demande pour un contrôle accru des frontières est couplée avec des mesures relevant du protectionnisme économique. En ce sens, la droitisation est un sujet de négociation et de tension au sein de la grande famille élargie de la droite. Selon que les groupes ou les dirigeants d'un parti privilégient, par exemple, une dimension (celle de la protection des frontières) ou une autre, comme les besoins de main-d'œuvre, on assiste à des bricolages idéologiques où la cohérence cède souvent la place à l'efficacité électorale, et des bricolages qui ne sont pas les mêmes d'une époque à l'autre.

En somme, les droitisations doivent se comprendre comme un phénomène complexe, non linéaire parce qu'il est de nature différente d'une époque et d'un endroit à l'autre et en continuelle recomposition.

Dans ce chapitre d'ouverture, il s'agissait de montrer la complexité du phénomène de la droitisation et du retour de la droite, un retour maintes fois annoncé, doit-on rappeler. Par exemple, le théoricien de l'École de Francfort, Theodor Adorno, affirmait, à peine vingt ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, soit dans une conférence de 1967, que les forces économiques ayant porté le nazisme au pouvoir étaient encore présentes et que « les partisans du fascisme ancien et nouveau sont

122. Marco Bélair-Cirino, « Immigration : le ministre Jolin-Barrette s'excuse des ratés », *Le Devoir*, 13 novembre 2019, <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/566841/jolin-barrette-s-excuse>, consulté le 25 novembre.

aujourd'hui répartis de manière transversale dans toute la population¹²³». Dans la postface, l'auteur a beau dire que le propos d'Adorno se situait dans un contexte particulier, il n'en laisse pas moins clairement entendre que ce texte aurait encore une quelconque valeur prophétique aujourd'hui¹²⁴.

Il faut cependant relativiser les discours qui appréhendent la droitisation comme un phénomène unique qui, à la manière d'un tsunami, serait en passe de renaître et de tout submerger. Après tout, et ici nous pouvons revenir au Rassemblement national de Marine Le Pen, les perspectives de voir cette formation atteindre le pouvoir et diriger la France apparaissent quand même précaires, tout simplement parce que cette formation semble avoir atteint, selon Pascal Perrineau, son plein potentiel de croissance électorale¹²⁵. D'autres sont moins assurés dans leurs pronostics. « Le supposé "plafond de verre" pesant sur le vote Marine Le Pen est passé de 33 % au second tour de 2017 à 43 %, voire 45 % moins de trois ans plus tard, selon les sondages¹²⁶. »

Cela dit, le seul fait de s'interroger sur la possibilité d'un parti dont la mort a été maintes fois annoncée montre la complexité des évolutions politiques dans les deux dernières décennies. À cet égard, la chute du mur de Berlin, dont on souligne tout juste le 30^e anniversaire, a ouvert une nouvelle ère à la droite qui, peu à peu, a perdu son caractère exclusivement économique pour se fondre dans un discours à saveur identitaire qui a été alimenté également par les attentats du 11 septembre 2001 et tous ceux qui sont survenus par la suite. Le choc de la crise finira alors d'ouvrir la porte qui permettra à une droite différente du passé de prendre des orientations qui iront, comme nous l'avons vu, à l'encontre même de ce qui constituait le fonds de commerce de la droite des années 1980.

S'il y a lieu de s'interroger et même de s'inquiéter sur la conjoncture avec l'arrivée des différents partis politiques qui font parler d'eux en Europe et qui ne sont pas de nature à rassurer, en revanche, nous avons

123. Theodor W. Adorno, *Le nouvel extrémisme de droite*, Paris, Climats, 2019, p. 19.

124. *Ibid.*, p. 100-101.

125. Il reconnaît cependant qu'il n'est pas impossible de croire que Marine Le Pen puisse obtenir une majorité à la condition cependant qu'elle puisse rééditer l'exploit, si l'on peut dire, de 2005 lorsqu'une « coalition nationale-socialiste » avait rejeté l'Europe en votant contre Maastricht. *Cette France de gauche qui vote FN*, *op. cit.*, p. 131.

126. Jérôme Sainte-Marie, « La cristallisation du Bloc populaire peut aboutir à la défaite de Macron », *Le Figaro magazine*, 8 novembre 2019, p. 46.

vu dans ce chapitre que la droitisation fait appel à de multiples dimensions. Ce qui était perçu comme étant caractéristique de la droite des années 1980 ne l'est plus aujourd'hui. Ainsi, la dimension économique et libre-échangiste était primordiale pour comprendre la première droitisation, alors qu'aujourd'hui elle est loin d'être aussi déterminante dans la compréhension de la deuxième droitisation avec le retour du protectionnisme économique. Surtout, comme nous l'avons mentionné, il faut aussi faire intervenir des dimensions culturelles qui étaient bien moins présentes dans les discours de la droite des années 1980 et qui vont commencer à devenir plus importantes dans les années 2000.

C'est d'ailleurs à ce moment, celui de la deuxième droitisation, que la question de la montée du populisme s'est imposée comme étant le problème le plus criant auquel les démocraties occidentales font face. Plus précisément, le populisme serait le témoin de cette nouvelle cristallisation droitière qui frappe les sociétés occidentales et qui inquiète tant les dirigeants politiques. C'est pourquoi il est nécessaire de tourner notre regard vers ce dont tout le monde parle, la montée du populisme, dans les deux prochains chapitres. Cependant, nous le ferons en prenant de la profondeur historique, d'une part en nous intéressant au populisme américain, un sujet abondamment discuté puisqu'il fait partie intégrante de l'histoire politique américaine et, d'autre part, en revenant au Canada pour montrer les manifestations de populisme plus fréquentes qu'on pourrait le croire depuis les années 1960.

Chapitre 2

Les mouvements populistes américains des XIX^e et XX^e siècles : Richard Hofstadter et le style paranoïaque

La genèse du populisme contemporain est complexe et il serait pour le moins téméraire d'affirmer, même dans le cas d'un pays en particulier, qu'elle se ramène à *une* histoire linéaire partant du passé jusqu'à aujourd'hui. Cette histoire est au contraire faite de multiples discontinuités et de ruptures plutôt que sur le mode d'une continuité originelle. Pourtant, il est possible de se demander si le populisme a une origine à rechercher dans le passé, comme s'il y avait une identité générique ou un « populisme primitif », et que cette origine éclaire en quelque sorte le présent. En ce sens, l'actualité du populisme se déclinerait sous le signe d'un passé qui continuerait de hanter le présent, et d'un passé qu'il faudrait, par conséquent, réinterroger afin de mieux saisir les éruptions populistes d'aujourd'hui. S'il y a lieu de se méfier d'une attitude déterministe qui verrait le passé se reproduire dans le présent, en revanche, il faut aussi être attentif aux continuités et nous pencher sur le populisme des origines.

Ainsi, la réflexion sur la nature du populisme qui s'effectuera en revenant aux travaux historiques de l'intellectuel et historien américain Richard Hofstadter et essentiellement à son ouvrage *The Age of Reform* (1955), peut-être le plus original et influent de ses travaux¹, repose sur l'idée qu'il existe une continuité du populisme à travers l'histoire américaine malgré les évidentes différences. C'est que le regard porté par cet historien sur le populisme des fermiers et le courant progressiste a été un moment important dans l'historiographie du populisme américain, lequel a aussi suscité son lot de controverses jusqu'à aujourd'hui.

1. Daniel Joseph Singal, « Beyond Consensus: Richard Hofstadter and American Historiography », *American Historical Review*, vol. 84, n° 4, octobre 1984, p. 988.

En fait, si cette vision du populisme mérite encore d'être évoquée et interrogée, c'est non seulement en raison de l'importance de ses analyses, mais aussi en fonction de leur acuité pour comprendre le climat politique des deux premières décennies du XXI^e siècle². D'ailleurs, ce chapitre a fait l'objet d'une présentation avant l'arrivée de Donald Trump à la présidence, soit en mars 2016³. Or, déjà ce moment, il semblait que le phénomène Trump n'était pas aussi singulier qu'il le paraissait, qu'il pouvait être réinscrit dans une tendance lourde de la vie politique américaine, donnant une nouvelle actualité à l'historien. Comme le disait un biographe d'Hofstadter : « Thinking about *The Age of Reform* a half century after its publication one cannot help but notice how powerfully it speaks to the condition of our current political climate⁴. » Plusieurs auteurs ont effectivement réactualisé ses analyses, notamment afin de comprendre la montée du mouvement néoconservateur des deux dernières décennies⁵. L'analyse d'Hofstadter demeurerait donc d'actualité parce qu'elle permettrait d'interroger la nature des mouvements populistes contemporains⁶. Il faut insister sur cette actualité, quelques spécialistes ayant tendance à écarter sommairement certaines interprétations du passé. Par exemple, il est étrange que le sociologue français Pierre Rosanvallon, dont le travail intellectuel en ce qui concerne la démocratie repose sur l'idée qu'il est nécessaire d'éclairer les origines pour comprendre le présent, laisse de côté

-
2. Sylvain Cypel, « Le trumpisme, incarnation du "style paranoïaque" », *Le retour des populisme*, Bertrand Badie et Dominique Vida (dir.), *op. cit.*, p. 163-169.
 3. Sous le titre : « Nature des mouvements populistes américains des XIX^e et XX^e siècles : le regard de Richard Hofstadter », *Populisme(s) en Europe*, Université François-Rabelais, Tours, 10 mars 2016.
 4. David S. Brown, *Richard Hofstadter: An Intellectual Biography*, Chicago, The University of Chicago Press, 2006, p. 119
 5. Voir Chris Hedges, *American Fascists: The Christian Right and the War on America*, New York, London, Toronto, Sydney, Free Press, 2006, p. 200 ; Diana M. Judd, « Tearing the Wall: Conservative Use and Abuse of Religion in Politics », *Confronting the New Conservatism: The Rise and the Right in America*, edited by Michael J. Thompson, New York, New York University Press, 2007, p. 133 ; Robert B. Horwitz, *Anti-Establishment Conservatism from Goldwater to the Tea Party*, Cambridge, Polity Press, 2013 ; Andrew Burt, *American Hysteria: The untold story of mass political extremism in the United States*, Guilford, Connecticut, Lyon Press, 2015, p. 8.
 6. « Although the passions aroused by *The Age of Reform* have long since cooled, the controversy it generated remains of interest and significance, for several reasons. Debate continues on the essential nature and ultimate meaning of Populism, and the views of Hofstadter and his critics remain relevant to large questions that have gone unresolved. » Robert M. Collins, « The Originality Trap : Richard Hofstadter on Populism », *The Journal of American History*, vol. 76, n° 1, juin 1989, p. 152.

la question du populisme russe, du populisme américain et de celui qu'on retrouve en littérature au motif que les trois sont trop éloignés des formes de populisme d'aujourd'hui⁷.

À l'inverse de cette position, le chapitre se propose de revenir sur le passé et d'examiner le mouvement populiste américain qui est vu, après les *narodniki* russes et l'aventure politique du général Boulanger, comme la troisième expérience des populismes qui sont parfois décrits comme étant ceux de fondation⁸. L'analyse s'articulera autour des interrogations concernant la nature progressiste de ce « premier populisme », le populisme agraire des petits fermiers des grandes plaines américaines s'étant souvent vu accoler cette étiquette, comme nous le verrons dans la première section. Par la suite, nous examinerons plus attentivement l'interprétation du phénomène populiste selon l'historien américain (deuxième section), tout comme la question de la dimension religieuse qui retiendra notre attention ainsi que celle du caractère antisémite de ce type de populisme : l'antisémitisme lui est-il consubstantiel ou s'agit-il simplement d'une dimension xénophobe ou raciste parmi d'autres ? Notre réflexion tentera de cerner le « caractère ambigu⁹ » des mouvements populistes américains ainsi que du « pseudo-conservatisme » (troisième section). Enfin, l'examen de la logique intellectuelle et politique des mouvements populistes de cette époque amène, dans la quatrième section, à reposer la question de la persistance à travers le temps et l'histoire des États-Unis de cette expérience populiste, notamment eu égard au phénomène politique du Tea Party, jusqu'à l'irruption de Donald Trump et à celle de candidats qui, tout étant de gauche, sont décrits comme étant populistes. En ce sens, la question historiographique débouche sur une réflexion on ne peut plus actuelle.

2.1 Le mouvement populiste américain et ses interprétations

Dans un ouvrage remarqué, le politologue Jan-Werner Müller a proposé de définir de manière plus serrée et étroite le phénomène populiste pour le ramener à des critères précis, essentiellement celui de l'anti-pluralisme. À ses yeux, le flou conceptuel entourant le populisme fait

7. « Du populisme à la "démocrature" », *Marianne*, 17 au 23 janvier 2020, p. 54.

8. Guy Hermet, *Les populismes dans le monde*, Paris, Fayard, 2001.

9. Richard Hofstadter, *The Age of Reform: From Bryan to F. D. R.*, New York, Vintage Books, 1955, p. 18.

en sorte que les analystes tombent dans les « traquenards sémantiques¹⁰ », en appelant une chose (Donald Trump) et son contraire (Bernie Sanders) du populisme. S'il a raison de souligner la nécessité d'éviter le flou sémantique, cette approche méritoire en soi (celle de définir avec précision le populisme) conduit paradoxalement à des résultats assez curieux lorsque l'auteur expulse de la catégorie à peu près tous les populismes de gauche, tout en réduisant les analyses de Richard Hofstadter à un « funeste portrait » forgé par des intellectuels (comme Daniel Bell et Seymour Martin Lipset) obnubilés par l'idéologie de la modernisation : « L'idée que le People's Party était un foyer de racisme, et même de fascisme, ce funeste portrait-là fut rétrospectivement forgé dans les années 1950 par les théoriciens libéraux de la modernisation : des chercheurs comme l'historien Richard Hofstadter, le sociologue Edward Shils, Daniel Bell et Seymour Martin Liset envisageaient les *populists* comme des précurseurs du maccarthysme et de la très raciste John Birch Society¹¹. »

Passage presque anodin au premier regard, mais révélateur au second puisque Müller se trouvait ainsi à discréditer, comme d'autres avant lui, l'idée que le populisme partageait des origines étroites avec la gauche comme avec la droite. En écartant les analyses américaines des années 1950, le populisme se trouve coupé d'une partie de ses origines et le populisme des fermiers de l'Ouest américain réintégré dans l'orbite de la social-démocratie grâce à un coup de baguette magique définitionnelle. Le populisme se trouve alors pratiquement confiné dans des formations de la droite radicale et Müller finit par oublier que la nécessaire défense de la démocratie libérale qu'il entreprend à juste titre ne peut faire l'économie d'une réflexion sur les premiers mouvements populistes, notamment aux États-Unis. Mais ce que Müller cherche aussi à faire, c'est de préserver le « We the People » lancé par la gauche (Bernie Sanders ou Podemos) comme étant du populisme¹². Par conséquent, il faut d'abord rescaper la réputation du People's Party.

Malheureusement, on ne peut se contenter comme il le fait d'une lapidaire condamnation des analyses de Hofstadter et des autres théoriciens de la modernisation. Sans doute, l'analyse de Hofstadter était parti-

10. Jan-Werner Müller, *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace*, Paris, Éditions Premier Parallèle, 2016, p. 51.

11. *Ibid.*, p. 50.

12. C'est ce qu'a bien saisi ce politologue auteur d'une recension de l'ouvrage. Jeffrey C. Isaac, « What's in a Name? », *Journal of Democracy*, vol. 28, n° 2, avril 2017, p. 172,

culièrement critique du populisme des fermiers, mais, en même temps, elle mettait le doigt sur des dimensions non avouées qu'il n'est pas si facile d'écarter. C'est précisément pourquoi la riche réflexion historiographique des historiens américains¹³ sur le populisme des fermiers et du People's Party a des résonances toutes particulières aujourd'hui, parce qu'elle permet de s'interroger à la fois sur la nature de l'appel au peuple en démocratie et sur la stratégie politique à adopter en cette ère de confusion idéologique avec une question de fond qui travaille les gauches et que nous pourrions formuler de la façon suivante : faut-il oui ou non adopter le style du populisme protestataire pour contrer le populisme identitaire ?

En fait, pour revenir à Müller, ce dernier a adopté la stratégie de recherche, dite « A » par Margaret Canovan, laquelle consiste à tenter de trouver une explication théorique regroupant le populisme sous une seule étiquette, quitte à laisser tomber des cas qui n'y correspondent pas¹⁴. L'autre stratégie, celle dite « B », consiste à prendre en compte la diversité du phénomène et c'est celle qui est utilisée dans ce chapitre deux et qui sera de nouveau la nôtre dans l'analyse du populisme canadien. La diversité des interprétations est d'ailleurs une caractéristique du mouvement populiste agraire américain.

Le populisme des fermiers

S'il est difficile de retracer les origines des mouvements populistes, il est également malaisé d'en saisir la nature. C'est notamment le cas des populismes qui sont apparus, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, dans des espaces politiques différents, comme ce fut le cas aux États-Unis ou dans la Russie tsariste. Plusieurs questions se posaient afin de comprendre comment la révolte agraire des fermiers américains avait pu se transformer en un mouvement populiste et de savoir même ce que cela signifiait. Il est d'autant plus difficile de s'y retrouver qu'il s'agit d'un mouvement protéiforme. Par exemple, même si les auteurs ont eu tendance à vouloir identifier un centre originel du « vrai » populisme – J. D. Hicks avec les producteurs de blé de l'upper Midwest ; Lawrence Goodwyn avec les coopératives agricoles d'origine texane –, d'autres font

13. Voir le débat autour de l'ouvrage de Charles Postel : « The Populist Vision : A Roundtable Discussion », Robert Miller (ed.), *Kansas History ; A Journal of Central Plains*, 32, printemps 2009, p. 18-45.

14. Margaret Canovan, « Two strategies for the study of populism », *Political studies*, XXX, n° 4, 1982, p. 544-552.

remarquer justement que le mouvement est en fait éclaté¹⁵. Certes, le populisme des petits fermiers se concentrait surtout dans la région des grandes plaines des États-Unis, avec peu d'écho dans le Nord-Est par exemple. En fait, le populisme a aussi débordé du côté des provinces de l'ouest du Canada, une région géographiquement liée avec les États-Unis, dans les premières décennies du xx^e siècle¹⁶.

Présent dans plusieurs États américains, le populisme américain se révèle un phénomène qui s'articulait autour de quelques personnalités politiques plus ou moins liées avec le People's Party. Approuvée au Nebraska (1892), la plateforme d'Omaha symbolisait ce projet et les aspirations politiques du populisme avec, par exemple, des propositions voulant que les chemins de fer et le télégraphe deviennent propriété gouvernementale, que des prêts à faible taux d'intérêt soient accordés aux fermiers, sans oublier la nécessité d'augmenter la monnaie en circulation avec l'argent¹⁷.

De plus, dans le contexte des élections américaines, les candidats populistes devaient chercher des appuis avec les deux grands partis selon le contexte électoral qui existait dans chacun des États: «In Kansas, Nebraska, and Colorado, Populist electoral success required fusion with reform Democrats to overcome Republican dominance. In North Carolina, and to a lesser extent in Texas and Alabama, Populists fused with Republicans to challenge Democratic Power. The configuration of parties and the relative strengths varied from state to state¹⁸.»

William Jennings Bryan (1860-1925), qui s'est présenté comme candidat démocrate ainsi que pour le People's Party aux élections présidentielles de 1896, a été au cœur de l'agitation politique qui secouait alors les États-Unis. Bryan s'est fait connaître par ses prises de position anti-impérialistes et, surtout, par ses attaques populistes contre les grandes compagnies et les banques, tout en appuyant le mouvement Free Silver, lequel préconisait que l'argent tout comme l'or pouvait être une valeur d'échange. Les républicains s'y opposaient et ils défendaient l'idée que

15. Charles Postel, *The Populist Vision*, Oxford et New York, Oxford University Press, 2007, p. 13-14.

16. David Laycock, *Populism and Democratic Thought in the Canadian Prairies, 1910 to 1945*, Toronto, Buffalo, London, University of Toronto Press, 1990.

17. William C. Pratt, «South Dakota Populism and its Historians», *South Dakota History*, vol. 22, n° 4, hiver 1992, p. 310.

18. Charles Postel, *The Populist Vision*, *op. cit.*, p. 273.

seul l'or pouvait être transigé, et ce, au nom d'une politique moins inflationniste. La défaite de Bryan à l'élection présidentielle de 1896 a constitué un « coup mortel » aux aspirations politiques des populistes¹⁹ ou, comme l'écrivait Hofstadter : « Populism and Bryanism were the last attempt to incorporate what I have called the soft side of the Farmer's dual character into a national mass movement²⁰. » Aux yeux d'Hofstadter, Bryan représentait ce dernier moment où le mouvement populiste avait voulu canaliser positivement les masses dans un projet politique.

Dans les populismes fondateurs de cette période, comme avec celui des fermiers américains, mais aussi russes, on remarque la forte valorisation d'un idéal communautaire qui devrait se réaliser par des mécanismes de collaboration et de coopération que l'on voulait différents des règles du « laisser-faire » capitaliste. En appelant les fermiers à s'exprimer par eux-mêmes, la mobilisation populiste reprenait à son compte une critique classique contre les « fondements non démocratiques » de la démocratie représentative. Récupérant un discours critique de nature économique et sociale, les populistes dénonçaient les puissances d'argent qui, comme Wall Street ou encore avec la dénonciation des capitaines d'industrie, accaparaient la richesse économique pour mieux étrangler l'homme ordinaire, comme l'écrivait un populiste, Thomas Watson :

In the tremendous oppressiveness of the System, the chief factor of cruelty, greed, corruption and robbery is the Corporation [...]. These Corporations are the Feudal Barons of this Century. Their Directors live in lordly Palaces and Castles, Their Yachts are on the sea; their Parlor Cars on the rails. They spread feasts that would feed a starving factory town [...]. The markets of the world have been clutched by the throat (in violation of Law) and the price of every commodity taken away from competition and given to the Trust. Small dealers everywhere, in everything, exist at the pleasure of the large dealer. The individual sinks before the Corporation. The man goes down under the blows of the « Ring. » Money: – combined the Court, the Church, the Legislature, the Editorial Room, the State, the School, the Home!²¹

Cette dénonciation des « corporations » et de l'opulence éhontée permet de comprendre pourquoi nombre d'observateurs se sont crus autorisés à

19. *Ibid.*, p. 21.

20. Richard Hofstadter, *The Age of Reform*, *op. cit.*, p. 95.

21. Thomas Henry Irwin, « Thomas E. Watson Revisited », *Institute for Historical Review*, http://www.ihr.org/jhr/v03/v03p301_Irwin.html.

y percevoir un côté progressiste assumé, surtout que le populisme semblait promettre une réelle participation avec l'intégration des fermiers dans le processus démocratique. D'ailleurs, en France, le populisme américain a été décrit, par un journaliste écrivant seulement quelques années après la fin du mouvement, comme « un curieux mouvement semi-socialiste²² ».

Par la suite, l'étude de la nébuleuse populiste a donné lieu à des appréciations théoriques contrastées, certains décrivant le populisme comme étant plutôt réactionnaire, alors que d'autres insisteront davantage sur son côté progressiste. C'est une tension qui travaille l'ensemble des travaux sur le phénomène²³ et qui permet de comprendre l'approche préconisée par Hofstadter lorsqu'il s'est penché sur le mouvement populiste et progressiste, dont il n'était pas le premier interprète. Selon l'historien William C. Pratt, l'étude du mouvement populiste américain peut en effet être présentée succinctement en au moins cinq périodes ou courants²⁴.

Dans les années 1920 et 1930, la tendance historique consistait à regarder cette révolte populiste avec une certaine bienveillance, voire complaisance à l'occasion, en mettant l'accent sur sa dimension progressiste. Les travaux de Solon J. Buck, *The Agrarian Crusade* (1920), et ceux de John D. Hicks, *The Populist Revolt* (1931), avaient établi une sorte de vision canonique concernant l'interprétation à donner du phénomène :

Populists, it was believed, were humane, parochial and unsophisticated advocates of a limited but consequential set of progressive postulates, many of which happened to encase ideas whose time was soon to come. Owing largely to the massive effort to the late Professor Hicks, the role of the Populists in the American reform tradition had been identified, verified, secured and accorded common acceptance²⁵.

Après ce premier moment interprétatif en a suivi un deuxième, plus critique. En effet, c'est à la vision du populisme qui prédominait jusqu'alors que Richard Hofstadter a réagi en publiant *The Age of Reform*,

22. Cité par Jean-Pierre Deschodt, « Un curieux mouvement semi-socialiste », *Populismes : l'envers de la démocratie*, sous la direction de Marie-Claude Esposito, Alain Laquière et Christine Maignad, Paris, Vendémiaires, 2012, p. 51.

23. Margaret Canovan, *Populism*, New York et London, Harcourt Brace Jovanovich, 1981, p. 48.

24. William C. Pratt, « South Dakota Populism and its Historians », *op. cit.*, p. 314-315.

25. Karel D. Bicha, *Western Populism : Studies in an Ambivalent Conservatism*, Lawrence, Coronada Press, 1976, p. 13.

ouvrage qui a remporté un prix Pulitzer en 1956. À ce moment, l'historien avançait, en faisant preuve d'assez de plasticité intellectuelle pour engendrer diverses interprétations par la suite²⁶, que le populisme avait plusieurs côtés sombres qui avaient été passés sous silence par les précédents historiens, et sur lequel nous reviendrons plus loin.

La troisième période, selon Pratt, qui s'inscrivait maintenant en réaction contre les analyses d'Hofstadter, réaffirmait le caractère progressiste et tolérant du populisme, ainsi que le faisait l'ouvrage emblématique de ce moment interprétatif, *The Tolerant Populist* (1963) de T. K. Nugent (qui a fait l'objet d'une nouvelle édition en 2013). Elle a été suivie, dans les années 1960, par un quatrième mouvement interprétatif, celui de l'apparition de travaux quantitatifs rompus aux techniques des sciences sociales, fort différents des analyses d'Hofstadter. Enfin, la parution de l'ouvrage de Lawrence Goodwyn, *Democratic Promise* (1976), décrivait le populisme comme un mouvement porté par un souffle participatif qui aurait amené la conscience politique des fermiers à un niveau qu'on ne connaissait pas jusque-là.

L'ouvrage gagnant de plusieurs prix prestigieux de Charles Postel, *The Populist Vision* (2007), cité plus haut, a relancé la discussion sur la nature du populisme agraire, un populisme qu'il voit comme étant « moderne et progressiste²⁷ ». Postel sera fréquemment cité ici parce qu'il permet de corriger l'approche d'Hofstadter en mettant en lumière un côté plus progressiste du populisme, même si, parfois, comme nous le verrons, il a tendance, à nos yeux, à exagérer cette dimension. En fait, nous verrons que l'analyse de Postel conduit à un débat contemporain sur Trump lui-même (section 2.4). Chose certaine, ce n'est pas d'hier que le populisme donne lieu à des interprétations divergentes entre ceux qui tentent de le comprendre de manière plus sympathique et d'autres qui y voient une menace existentielle à la démocratie.

2.2 Le regard de Richard Hofstadter

The Age of Reform n'est pas un livre classique d'histoire appuyé sur des sources documentaires primaires déterrées dans des fonds d'archives peu fréquentés. La « méthode » préconisée par Hofstadter, moins

26. Robert M. Collins, « The Originality Trap: Richard Hofstadter on Populism », *op. cit.*, p. 153.

27. « *The Populist Vision: A Roundtable Discussion* », *op. cit.*, p. 18.

systématique que celle des historiens professionnels, était plutôt impressionniste, ce qu'avait d'ailleurs souligné Peter Gay, qui parlait du caractère intuitif de son analyse au point de la décrire comme étant une « peinture aristocratique » de la société telle qu'elle devrait être²⁸. Or, c'est précisément ce caractère impressionniste qui, marié à une brillance stylistique, a assuré à cet ouvrage d'être encore l'objet d'attention plus de 50 ans après sa parution. C'est également, peut-on croire, parce que l'historien ne voulait pas seulement écrire un ouvrage sur le passé, mais une analyse permettant de comprendre son présent, que l'ouvrage a eu un tel futur.

En effet, *The Age of Reform* venait, expliquait-il en introduction, non pas d'un désir de revenir sur une « histoire familière », mais du « besoin d'une nouvelle analyse pour une perspective sur notre propre temps²⁹ ». D'ailleurs, il replaçait cette période s'étendant de 1890 à 1914 dans la lumière du *New Deal*: « Our conception of Populism and Progressivism has in fact been intimately bound up with the New Deal experience³⁰. » Ce faisant, l'historien cherchait ainsi à s'affranchir d'un cadre temporel étroit, lequel aurait limité son analyse au People's Party, croyant au contraire qu'il fallait examiner le phénomène en utilisant un objectif, pour parler cinéma, grand angle afin d'offrir un plan d'ensemble de la question. Ainsi posait-il l'idée que son étude avait à voir au présent tout autant qu'au passé et que, par conséquent, il était essentiel d'examiner la nature d'un populisme qui n'appartenait pas seulement aux archives de l'histoire.

La composante réformiste ou les ambiguïtés du populisme

Rappelons d'abord que, si Hofstadter est souvent présenté comme étant fort critique du populisme, ce qu'il est, on passe plus rapidement sous silence certaines affirmations de ce qu'il appelait le « côté doux » du populisme. Reconnaisant que le populisme était un phénomène ancien³¹,

28. David S. Brown, *Richard Hofstadter: An Intellectual Biography*, op. cit., p. 107.

29. Richard Hofstadter, *The Age of Reform*, op. cit., p. 3.

30. *Ibid.*, p. 4.

31. « Long before the rebellion of the 1890's one can observe a larger trend of thought, stemming from the time of Andrew Jackson, and crystallizing after the Civil War in the Greenback Granger, and anti-monopoly movements, that expressed the discontents of a great many farmers and businessmen with the economic changes of the late nineteenth century. » *Ibid.*, p. 4-5.

il affirmait aussi qu'il s'agissait du « premier mouvement politique d'importance » qui, aux États-Unis, avait tenté d'affronter les problèmes créés par le processus d'industrialisation et d'urbanisation qui frappait l'ensemble du territoire américain³². Le problème était que, dans l'ensemble de la critique qui était élevée par les populistes contre les méfaits des grandes industries et des compagnies de chemins de fer, il n'était pas facile de départager entre ce qui relevait, de la part des populistes, de la critique « valide » et ce qui sombre dans le rabâchage stérile (*destructive alienation*) des forces obscures³³. En fait, il mettait le doigt sur une caractéristique essentielle du populisme, à savoir cette capacité à mettre en lumière des problèmes réels malgré l'incapacité tout aussi évidente, à ses yeux, de proposer des solutions de nature à changer la situation. C'est pourquoi Hofstadter écrivait que le populisme n'était pas seulement négatif: « There is indeed much that is good and usable in our Populist past³⁴. »

Toutefois, ce n'était pas au sens où le populisme aurait produit un arsenal important de politiques publiques qui auraient corrigé les problèmes engendrés par les transformations économiques et sociales d'une société en évolution. Par exemple, il est vrai que les populistes avaient voulu créer une société plus fraternelle sur le plan des relations raciales avec les Noirs américains, c'est-à-dire qu'il s'agissait de « construire un mouvement populaire qui pouvait traverser les vieilles barrières de la race³⁵ ». Dans le même sens, il reconnaissait que les populistes espéraient que le gouvernement fédéral joue un rôle plus important dans la création de la richesse commune³⁶. Par exemple, et opposé à Hofstadter, Charles Postel rappelait que certains populistes donnaient la Banque de France en exemple parce qu'elle apparaissait alors comme un modèle centralisé et rationalisé, en mesure d'être indépendant face aux industries et aux compagnies³⁷. Il y avait donc, si l'on peut dire, de bonnes intentions dans l'expérience populiste, laquelle se déroulait dans un contexte économique et social soumis à des changements importants³⁸.

32. *Ibid.*, p. 61.

33. *Ibid.*, p. 21.

34. *Ibid.*, p. 61.

35. *Ibid.*, p. 61.

36. *Ibid.*, p. 61.

37. Charles Postel, *The Populist vision, op. cit.*, p. 281.

38. « For most of the century, the United States had a strong comparative advantage in agricultural goods and exported mainly raw cotton, grains, and meat products in

Mais Hofstadter affirmait aussi que le populisme des fermiers, comme celui des pseudo-conservateurs sur lequel nous reviendrons plus loin, montrait un côté plus obscur, présent dès les origines, et qui se révélait lorsque le discours populiste se réfugiait dans un passé mythifié pour combattre le sentiment d'anxiété politique. À ses yeux, l'Amérique rurale décrite par les populistes des années 1890 ne correspondait pas à l'Amérique « réelle », celle qui marchait résolument sur les chemins de la modernisation économique et des changements qui transformaient le paysage rural de l'Amérique profonde. Or, selon Hofstadter, les populistes continuaient de croire ou feignaient de croire que l'Amérique devait continuer à se penser à l'aune de sa « classe agraire », laquelle était toujours perçue comme étant l'épine dorsale de la société américaine : « According to the agrarian myth, the health of the state was proportionate to the degree to which it was dominated by the agricultural class, and this assumption pointed to the superiority of an earlier age³⁹. »

À cette caractérisation Christopher Lasch répondait que la vision de Hofstadter et de bien d'autres qui marcheront dans ses traces échouait à voir que les populistes n'étaient pas mus par le conservatisme, mais par une volonté de ne pas se laisser emprisonner dans les rets du capitalisme industriel : « Le Populisme du XIX^e siècle s'inspirait bien plus de la tradition républicaine, et même des premiers théoriciens libéraux comme John Locke, que du conservatisme d'Edmund Burke. Les Populistes condamnaient le progrès parce qu'il sapait l'indépendance du propriétaire et laissait la voie libre à l'« esclavage du salariat », et non parce qu'il mettait en pièces la délicate fabrique de la coutume⁴⁰. » En d'autres termes, les historiens et les essayistes comme Hofstadter faisaient preuve de condescendance, sinon de mépris, envers des fermiers et des classes

exchange for imports of manufactured goods. But in the mid-1890s, America's exports of manufactures began to surge. Manufactured goods jumped from 20 percent of U.S. exports in 1890 to 35 percent by 1900 and nearly 50 percent by 1913. In about two decades, the United States reversed a century-old trade pattern and became a large net exporter of manufactured goods.» Douglas A. Irwin, *Historical Aspects of U.S Trade Policy*, The National Bureau of Economic Research, été 2006, <https://data.nber.org/reporter/summer06/irwin.html>, consulté le 1^{er} décembre 2019.

39. Richard Hofstadter, *The Age of Reform, op. cit.*, p. 62.

40. Christopher Lasch, *Le seul et vrai Paradis : une histoire de l'idéologie du progrès et de ses critiques*, Paris, Climats, 2002, p. 205.

populaires qui, en se retrouvant entraînés par la montée du capitalisme industriel, perdaient, par conséquent, leur indépendance⁴¹.

Cette critique n'est pas dénuée de tout fondement et, incontestablement, on trouve des critiques très dures à l'égard des petites villes et des régions rurales américaines. Il faut reconnaître qu'il est facile de passer du constat dépassionné sur le populisme à une critique morale des populistes, ce dont Hofstadter se plaignait lui-même lorsqu'il déplorait, en juin 1963, que ses écrits n'étaient pas lus comme un exercice de compréhension mais plutôt comme des condamnations ou des absolutions inconditionnelles⁴². Nous verrons plus loin cependant que le mouvement populiste avait aussi un côté plus sombre.

D'ailleurs, Hofstadter reconnaissait que les fermiers faisaient face à de réelles difficultés économiques dans un monde en transition vers un autre modèle économique différent du passé. Mais il croyait que les populistes, en préconisant des solutions économiques qui répondaient peu aux problèmes soulevés ou encore se montraient difficilement applicables, se réfugiaient dans le mythe d'un monde rural pensé comme une sorte d'Éden, un paradis dont les fermiers avaient été expulsés par des forces (économiques) occultes. D'un côté se trouvaient les « voleurs » de Wall Street et, de l'autre, les « volés » ou comme Mary Lease le disait : « It is not longer a government of the people, by the people, for the people, but a government of Wall Street, by Wall Street, and for Wall Street⁴³. » Cette lutte qui oppose ceux qui vivent du fruit et du labeur des seconds est résumée dans un schéma binaire qui ne trouvera sa solution que lorsque les puissances d'argent seront vaincues. Le monde tel que vu par les populistes se révélait peuplé de forces occultes qui s'agitaient dans l'ombre afin de contrôler les mécanismes du marché à leur profit : « There was in fact a wide spread Populist idea that all American history since the Civil War could be understood as a sustained conspiracy of the international money power⁴⁴. » Couvant dans les profondeurs de la culture

41. *Ibid.*, p. 203-204.

42. « The idea that I am trying to understand something and not draw up indictments or hand up absolution is, I can now see, something that it will be very hard for many people to get. » Daniel Joseph Singal, « Beyond Consensus: Richard Hofstadter and American Historiography », *op. cit.*, p. 992.

43. Cité par Allan Nevins et Henry Steel Commager, *A Short History of the United States*, New York, The Modern Library, 1945, p. 378.

44. Richard Hofstadter, *The Age of Reform*, *op. cit.*, p. 70.

politique américaine, cette idée a été reprise par les populistes et par le People's Party qui, en 1892, avançaient, dans leur plateforme qu'une « vaste conspiration contre le genre humain avait été organisée sur les deux continents et qu'elle prenait rapidement possession du monde⁴⁵. »

C'est ainsi que le débat se trouve sans cesse relancé à chaque nouvelle expression présumée de populisme, plusieurs auteurs continuant de s'inspirer d'Hofstadter pour dépeindre un style de « pensée paranoïaque » hanté par la peur du complot qui serait propre au milieu de droite et du populisme, d'autres rapportant que sa caractérisation est trop négative et qu'elle entache l'ensemble d'un mouvement populiste qui voulait lutter contre les puissances d'argent. Mais encore faut-il examiner deux autres dimensions (la place du religieux et celle de l'antisémitisme) essentielles pour comprendre la nature du mouvement populiste.

Un populisme américain influencé par la religion

La question de la place de la religion à l'intérieur du discours populiste peut se présenter, grossièrement résumée, de deux manières. Contrairement à ce que l'on peut penser, la présence sociale de la religion dans l'espace public peut parfois neutraliser le discours populiste. En effet, le populisme se construit autour de la figure mythique d'un peuple qui incarne ou qui est présenté comme étant la source première de la légitimité politique. C'est pourquoi le populisme est souvent contrecarré dans l'espace politique arabe et musulman. La religion s'imposant au cœur de maints projets politiques, il s'ensuit que le populisme se trouve marginalisé par la légitimité supérieure, dans un espace politique ainsi formalisé, que représente la religion auprès des masses. Toutefois, le populisme étant hautement adaptable, le religieux peut aussi être instrumentalisé ou manipulé par les populistes qui s'en servent alors comme une ressource symbolique afin de se distinguer de leurs adversaires politiques⁴⁶.

Assez curieusement, Hofstadter insistait assez peu sur la dimension proprement religieuse du populisme dans *The Age of Reform*, alors que Charles Postel par la suite fait remarquer que le populisme américain avait été en quelque sorte baptisé dans le protestantisme dans lequel il baignait : « Populists, more often than not, were born in Protestant homes and camp of age in an evangelical environment of revivals and camp

45. *Ibid.*, p. 74. Ma traduction.

46. Guy Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit.*, p. 332.

meetings. The result was an “emotional-religious element” within the Populist movement that, as C. Vann Woodward noted, had become “subject of much rarified merriment” among secular academics in the first half of the Twentieth century⁴⁷. »

Que le populisme montre une dimension religieuse dans le contexte américain n’est pas pour tellement surprendre, le style populiste ayant en quelque sorte adopté le ton prophétique de la religion civile à l’américaine. Toutefois, la question de l’importance de la dimension religieuse au sein du populisme demeure tout de même problématique.

C’est que le style populiste qui dénonçait avec vigueur la division trop prononcée entre les riches et les pauvres se révélait en quelque sorte inséparable d’une dimension morale. Par exemple, l’écrivaine Mary Elizabeth Lease, une populiste du Mid-West, puisait, en 1892, de l’inspiration dans l’*Ancien Testament* : « From the days of Esau to the present time two classes of people have existed on this earth, the one class who live by honest labor, the other live off of honest labor...⁴⁸ » Ailleurs, elle faisait directement référence au Christ lorsqu’il a chassé les marchands du temple, une métaphore prisée par les populistes : « The trouble in olden times was that, when Christ drove the money changers out of the temple, he left it empty instead of filling it up with honest men. The money changers went back and they have been there ever since⁴⁹. » Le caractère religieux du populisme ne fait guère de doute aussi chez Bryan, ce que rappelait Hofstadter qui le citait : « I am interested in the science of government, but I am more interested in religion⁵⁰. » D’ailleurs, après ses insuccès en politique, Bryan s’est lancé dans des tournées religieuses aux États-Unis et parfois jusqu’au Canada.

Comme ailleurs, le populisme montre cependant ici aussi un double visage, à savoir que le mouvement comptait également sur des figures étrangères à la religion : « The Populist enlisted a significant complement of men and women whose beliefs ranged outside of a Protestant or a Christian framework⁵¹. » Par exemple, Eugen V. Debs, qui était perçu

47. Charles Postel, *The Populist Vision*, *op. cit.*, p. 21.

48. Rhys H. William et Susan M. Alexander, « Civil Religion as Movement Ideology », *Journal of the Scientific Study of Religion*, vol. 33, n° 1, mars 1994, p. 6.

49. *Ibid.*, p. 7

50. Richard Hofstadter, *The American Political Tradition: And the men who made it*, New York, Vintage Books, 1989, p. 242.

51. Charles Postel, *The Populist Vision*, *op. cit.*, p. 258.

comme « l'agnostique le plus célèbre du populisme » – la presse conservatrice le décrivant comme un « infidèle prononcé » –, illustre cette catégorie d'intellectuels sympathiques au populisme qui prônait la libre pensée, ayant été influencé par son père, d'origine française, qui lui lisait à voix haute les œuvres de Voltaire et de Rousseau⁵². Le populisme n'était donc pas toujours articulé autour de la religion et, pour plusieurs, les considérations religieuses se mélangeaient à celles de nature économique, et même avec des partisans du courant spiritualiste et de la théosophie (M^{me} Blavatsky) qui se sont retrouvés à l'intérieur du mouvement. Bref, si le mouvement populiste épousait le protestantisme américain, il ne s'y réduisait pas entièrement.

Xénophobie et antisémitisme

La conception que nous avons aujourd'hui du populisme, celle qui est véhiculée dans la presse grand public, en fait généralement un mouvement xénophobe ou raciste, à l'hostilité avouée contre les immigrants. À un point tel que, dans les médias d'aujourd'hui, le racisme paraît intrinsèquement lié à la question du populisme, ce qui n'est pas toujours le cas, pour autant que l'on adopte l'idée qu'il existe aussi un populisme protestataire qui n'est pas, comme nous le verrons au chapitre trois, essentiellement xénophobe. Sans grande surprise, le populisme américain était aussi travaillé par des tensions liées à la situation raciale des États-Unis.

L'historien Charles Postel, cité plus haut et fortement opposé à Hofstadter, a plutôt mis l'accent sur le côté progressiste du populisme des fermiers avec des efforts de la part des populistes de créer une société où les distinctions de race seraient moins présentes. C'est ainsi que le mouvement cherchait à faire une place aux Noirs américains. Il existait même un « Black Populism », dont l'importance est remise en lumière dans l'histoire générale du populisme américain⁵³. Aux yeux de Postel, le populisme des fermiers était ainsi travaillé en profondeur par un effort de

52. *Ibid.*, p. 259.

53. « Overshadowed by the much better known history of the white-led Populist movement of the same period, Black Populism was neither an off-shoot nor a reflection of the white movement, but was a separate movement, with its own history. » Omar H. Ali, *In the Lion's Mouth. Black Populism in the New South, 1886-1900*, Jackson, University Press of Mississippi, 2010, p. xiv.

mettre en place une société multiraciale, « pauvres noirs et pauvres blancs » partageant un destin commun qu'il fallait surmonter⁵⁴.

Cela dit, il existe un risque consistant à exagérer le côté progressiste ou encore les tentatives de conciliation raciale et à mettre de côté les tensions qui agitaient le mouvement et il est difficile de ne pas voir que le populisme pouvait verser dans des discours moins glorieux. Ainsi, d'autres figures politiques associées au populisme ne montraient pas seulement le visage doux du populisme, mais aussi son visage exclusionniste.

Par exemple, Thomas Watson, ce « rebelle agraire » de la Georgie, dénonçait ce qu'il percevait comme étant une dénaturation ethnique et culturelle de la société américaine : « We have become the world's melting pot. [...] The scum of creation has been dumped on us. Some of our principal cities are more foreign than American. The most dangerous and corrupting hordes of the Old World have invaded us⁵⁵. » D'autres croyaient que les Chinois, au contraire des Noirs américains, étaient inassimilables. Beaucoup de fermiers les attaquaient au motif qu'ils représentaient une « classe étrangère qui ne pouvait pas si elle le voulait et ne voulait pas si elle le pouvait acquérir la citoyenneté américaine⁵⁶ ». Par contre, Thomas Watson affirmait que les Noirs étaient là pour de bon, au contraire des Chinois et des « Red mens », montrant qu'il y avait plus d'un point de vue sur la place à accorder aux différents groupes ethniques à l'intérieur du mouvement populiste.

Dans le même registre de l'exclusion, Hofstadter croyait que la question de l'antisémitisme avait été peu examinée, voire passée sous silence : « In the books that have been written about Populist movement, only passing mention has been made of its significant provincialism ; little has been said of its relations with nativism and nationalism ; nothing has been said of its tincture of anti-semitism⁵⁷. » Il ajoutait par la suite que l'antisémitisme était pourtant présent et que la dimension antisémite du « folklore » populiste avait été minorée. De là à conclure que les juifs participaient au complot des élites contre le peuple, il y a un pas que certains populistes n'hésitaient pas à franchir.

54. Charles Postel, « The Populist Vision : A Roundtable Discussion », *op. cit.*, p. 41.

55. Cité par Richard Hofstadter, *The Age of Reform*, *op. cit.*, p. 83.

56. Charles Postel, *The Populist Vision*, *op. cit.*, p. 186.

57. Richard Hofstadter, *The Age of Reform*, *op. cit.*, p. 61.

Si l'on a pu reprocher à Hofstadter d'être trop sévère à propos de la dimension antisémite du populisme, en revanche, il est vrai que cette question au sein du mouvement populiste semblait plutôt passée sous silence. Par exemple, dans son ouvrage *America in the Gilded Age: from the Death of Lincoln to the Rise of Theodore Roosevelt*, Sean Dennis Cashman consacrait à peine une demi-page à l'antisémitisme qui était pourtant présent lors de cette période⁵⁸. Dans une recension de deux ouvrages parus au milieu des années 1990 sur l'antisémitisme aux États-Unis, l'auteur remarquait que l'étude de l'antisémitisme n'était toujours pas un « sujet important », ni pour l'histoire américaine en général ni pour l'histoire particulière des juifs aux États-Unis⁵⁹.

Le mouvement populiste et, plus largement, en ce qui concerne l'ensemble des différents mouvements fermiers et des coopératives agricoles qui ont essaimé dans les Grandes Plaines montrait pourtant une teneur « substantielle » de propos antisémites, encore qu'il semble que ce soit surtout autour de la fin du XIX^e siècle que les juifs seraient devenus un groupe racialisé⁶⁰. Si, dans les années 1930, on faisait par exemple référence au « Jew Deal » pour caractériser le New Deal⁶¹, dès les années 1890, les juifs étaient accusés de conspirer afin de prendre le contrôle du Parti républicain. Citons de nouveau Mary Ellen Lease :

The aristocracy of gold... despises government, it tramples upon the right of the individuals, it scoffs at justice, it sneers at everyone, make the golden rule subservient to the golden calf, and has made the Christian nation of the earth collecting agents for the house of Rothschilds, who have sent their agents to our shores to open up the national Republican convention with prayer and draw up the platform of the National Republican party⁶².

58. Sean Dennis Cashman, *America in the Gilded Age: from the Death to Lincoln to the Rise of Theodore Roosevelt*, New York and London, New York University Press, 1993, p. 95.

59. Till van Rahden, « Book Reviews », *American Jewish History*, vol. 83, n° 4, décembre 1995, p. 507-511.

60. « If Jews remained a relatively unproblematic group in the United States' racial schema for much of the nineteenth century, by the 1890s they began to register more significantly as figures in American racial discourse », Eric L. Goldstein, « The Unstable Other: Locating the Jew in Progressive-Era American Racial Discourse », *American Jewish History*, vol. 89, n° 4, décembre 2001, p. 387.

61. William C. Pratt, « Where Do We Go from Here? Historians and Farm Movements on the Northern Plains », *Journal of the West*, octobre 1992, p. 63.

62. Naomi W. Cohen, « Antisemitism in the Gilded Age: the Jewish view », *Jewish Social Studies*, vol. 41, n° 3-4, été-automne 1979, p. 198.

Cet antisémitisme reprenait les poncifs et les clichés propres à l'antisémitisme qui voient dans les juifs une « aristocratie de l'or » qui serait mue par une cupidité n'ayant ni frein ni fin. En dénonçant le rôle de « Shylock » dans l'économie américaine – un cliché antisémite partagé avec l'élite d'affaires américaine⁶³ –, les populistes ont popularisé les thèmes antisémites, ce qui a eu pour effet, selon Cohen, de rendre plus « palpable » la supposée menace juive auprès de nombreux Américains⁶⁴. Par ailleurs, si la « fixation populiste » sur la conspiration des puissances d'argent a conduit à l'expression d'antisémitisme, il ne semble pas y avoir eu une idéologie populiste et antisémite articulée autour d'une question juive à régler⁶⁵. Cependant, la ferveur antisémite a pu croître, par exemple, lors de la convention populiste de 1896 (St. Louis), si l'on en croit le témoignage d'un journaliste qui disait avoir assisté à d'amères dénonciations du rôle néfaste des juifs⁶⁶. Ainsi compris, le populisme a très certainement encouragé l'antisémitisme de nature religieuse, même s'il a fallu attendre plus tard avec Henry Ford et la diffusion des *Protocoles des sages de Sion* pour voir l'antisémitisme racial prendre plus de place. Somme toute, Hofstadter semblait avoir eu raison de déplorer que cette composante antisémite au sein du populisme n'avait pas reçu toute l'attention voulue.

Cela ne veut pas dire que tout populisme est nécessairement antisémite, mais simplement que le passage vers la judéophobie est une tentation, pour le populisme tant de droite que de gauche, probablement toujours présente. Il est donc nécessaire de rappeler que le populisme des fermiers recelait sa part d'ombre avec des déclarations de ce type du *South Dakota Ruralist*: « At the expense of being called a heretic, we are opposed to permitting the Jews through Baron Rothchilds [sic] to continue to crucify the Christ by oppressing His people. We concede that they are just selfish, relentless, and cruel as they were 1900 years ago and that is why we earnestly protest against permitting them to control the commerce

63. Charles Postel, *The Populist Vision*, *op. cit.*, p. 152.

64. Naomi W. Cohen, « Antisemitism in the Gilded Age: the Jewish view », *op. cit.*, p. 200.

65. Henry L. Feingold, « Finding a Conceptual Framework for the Study of American Antisemitism », *Jewish Social Studies*, vol. 47, n^o 3/4, été-automne 1995, p. 320.

66. Robert Rockaway et Arnon Gutfeld, « Demonic Images of the Jew in the Nineteenth Century United States », *American Jewish History*, vol. 89, n^o 4, décembre 2001, p. 381.

and the industry of this nation⁶⁷. » Or, même si Postel concède qu'il existe une part d'antisémitisme au sein du mouvement populiste américain, il persiste à le décrire comme étant de nature « métaphorique », peu concret ou sans véritable appel à s'en prendre à la « population juive⁶⁸ ».

C'est ainsi que le populisme américain des fermiers présentait un visage aux multiples facettes et pas toujours les meilleures, différentes d'une région à l'autre, encore que génériquement semblable sous la forme d'une manifestation de révolte ou de prise de contrôle des fermiers de leur destinée économique.

2.3 La révolte populiste des pseudo-conservateurs

Cependant, le populisme américain n'est pas resté identique à lui-même et, dans le contexte de l'après-1945, il s'est en quelque sorte adapté aux nouvelles conditions politiques et sociales, se mettant au diapason de la critique de l'État qui a pris de l'ampleur après 1945⁶⁹. Le populisme, selon Hofstadter, s'est transformé après 1945 pour prendre, croyait-il, une dimension antidémocratique importante avec ce qu'il appelle le « pseudo-conservatisme ». Ce dernier constituerait en quelque sorte un état d'esprit idéologique, état qu'il croyait voir prendre une tournure franchement inquiétante à partir des années 1950, aux États-Unis. En fait, l'historien établissait une continuité entre les deux phénomènes, c'est-à-dire que l'idée de conspiration contre les États-Unis qui a fait un retour en force dans les années 1950 et 1960 était présente dans quelques manifestes de la fin des années 1890⁷⁰.

Il faut bien comprendre que la question n'était pas vraiment, pour Hofstadter, d'identifier le contexte économique expliquant la montée du populisme. Son analyse du populisme se voulait en quelque sorte « psychologique » plutôt qu'économique, l'accent étant mis sur les percep-

67. Cité par William C. Pratt, « The Populist Vision : A Roundtable Discussion », *op. cit.*, p. 34.

68. « But in my reading of the Populist literature, this anti-Semitism was metaphorical and absent discussion of actual Jews, much less a call to action against the Jewish population. » Charles Postel, « The Populist Vision : A Roundtable Discussion », *op. cit.*, p. 42.

69. Robert B. Horwitz, *Anti-Establishment Conservatism from Goldwater to the Tea Party*, *op. cit.*, p. 23-24.

70. Richard Hofstadter, *The Paranoid Style in American Politics*, New York, Vintage Books, 2008, p. 7-8.

tions des individus quant à leur propre situation plutôt que sur leurs conditions objectives et réelles d'existence. Ce caractère subjectif est d'ailleurs repris par des chercheurs français qui, en observant le populisme actuel, mettent l'accent sur le fait que certains individus se considèrent comme étant des « gagnants » ayant confiance au système en place, au contraire de ceux se voient comme des « perdants » qui sont profondément méfiants ; cette perception importe davantage que les seuls critères économiques⁷¹. C'est un thème que Hofstadter a développé lorsqu'il délaissa le populisme des fermiers pour s'intéresser à ce qu'il appelait la révolte du « pseudo-conservatisme » des années 1950 et 1960.

Hofstadter mettait particulièrement l'accent sur la place et l'importance d'un style particulier, celui du « style paranoïaque » (*paranoid style*) comme étant un trait caractéristique de la vie politique américaine⁷². Par là, il faut entendre un style de pensée attentif à dénoncer ceux qui, tapis dans l'ombre, effectueraient un travail de termites pour détruire lentement, mais sûrement, l'édifice social américain. On pense ici à la croisade anticommuniste du sénateur Joseph McCarthy dans les années 1950. Si l'expression « style paranoïaque » est fréquemment citée, on s'arrête cependant moins à examiner les soubassements intellectuels de son approche.

L'analyse d'Hofstadter reposait sur l'idée qu'il existait deux types de politiques, une des intérêts (*interest politics*), l'autre du statut (*status politics*), les deux effectuant une sorte de chassé-croisé selon les époques. En temps de difficultés économiques, la politique des intérêts est première alors que, lorsque la prospérité revient, c'est la place de l'individu dans la structure sociale qui prime et qui devient le problème premier à résoudre politiquement⁷³. Il s'ensuit alors que certains individus sont confusément conscients de voir leur place dans l'ordre social être contestée, surtout si l'ascenseur social commence à se gripper ou à inverser son processus de l'ascension vers la descente. Peu possèdent une conscience claire d'occuper une place précise dans la communauté, mais, en parallèle avec une diversité ethnique grandissante, le sentiment d'anxiété avait pris, croyait Hofstadter, de l'ampleur pour se transformer en colère populiste, pour autant qu'un habile tribun, comme Barry Goldwater, candidat républi-

71. Yann Algan et collab., *Les origines du populisme*, op. cit., p. 34-35.

72. Richard Hofstadter, *The Paranoid Style in American Politics*, op. cit.

73. *Ibid.*, p. 53.

cain à l'élection présidentielle de 1964⁷⁴, se charge d'attiser les feux de la contestation⁷⁵.

De plus, en s'inspirant de l'École de Francfort et de ses travaux sur la personnalité autoritaire, l'historien américain développait l'idée que cette révolte des années 1950 et 1960 devait se lire à la lumière du rapport entretenu avec l'autorité. Hofstadter affirmait que les pseudo-conservateurs montraient une méfiance disproportionnée à l'égard de l'évolution politique américaine vue sous la signe de la trahison, se sentaient dévalorisés par ceux qui étaient en position d'autorité alors même qu'ils ne pouvaient envisager ce rapport à l'autorité que sous celui de la domination ou de la soumission : « The pseudo-conservatism is among other things a disorder in relation to authority, characterized by an inability to find other modes for human relationship than those or more or less complete domination or submission⁷⁶. » Ainsi compris, le populisme et le pseudo-conservatisme incarneraient une relation trouble avec l'autorité, laquelle se mariait avec le sentiment d'une perte de statut social au sein d'un espace social américain en transformation. Des groupes devenaient, pour reprendre l'expression du sociologue Daniel Bell, « politiquement fébrile » et prédisposés à une révolte populiste⁷⁷. On se met alors à dénoncer les conspirations qui affaiblissent la puissance des États-Unis et même à considérer le gouvernement comme une sorte d'ennemi contre qui la lutte est nécessaire. Une telle interprétation montre cependant un côté péjoratif puisqu'elle dépeint ceux qui adhèrent au pseudo-conservatisme à saveur populiste comme étant des individus au profil psychologique et mental problématique⁷⁸. En ce sens, s'il est possible de critiquer Hofstadter pour sa lecture patricienne du populisme, il ne faut pas oublier

74. « Quand dans toute notre histoire, écrivait-il, en 1964, a-t-on vu quelqu'un avec de telles idées aller aussi loin ? » Cité par Jean-Christian Vinel, « "Pseudo-conservateur" ou "créateurs du futur" ? Le conservatisme américain du New Deal à Ronald Reagan (1932-1980) », *Conservatisme en mouvement : une approche transnationale au XX^e siècle*, Paris, Éditions EHESS, 2016, p. 261.

75. Richard Hofstadter, *The Paranoid Style in American Politics*, *op. cit.*, p. 51.

76. *Ibid.*, p. 58.

77. Cité par Peter Seinfelds, *The Neoconservatives : The Origins of a Movement*, New York, Simon and Schuster Paperbacks, 2013, p. 40.

78. Voir David Brown, « Redefining American History: Ethnicity, Progressive Historiography and the Making of Richard Hofstadter », *The History Teacher*, vol. 36, n° 4, p. 543.

qu'il critiquait aussi les intellectuels pour leur incapacité à faire preuve d'autocritique⁷⁹.

Cela dit, les années 2000, avec la crise financière de 2008, auraient été un terreau particulièrement fertile à la renaissance de ce style de pensée qui n'aurait en fait jamais totalement disparu de l'horizon politico-intellectuel des États-Unis ou bien sous une forme *hard* et paranoïaque ou bien sous une forme *soft* du type «il faut rendre Washington au peuple». Sous une forme ou l'autre, il serait toujours prêt à renaître lorsque la conjoncture s'y prête.

Il reste à savoir, en effectuant un autre saut temporel, si cette tradition populiste a perduré et si le président américain Donald Trump n'aurait pas emprunté lui aussi la voie populiste, à sa façon, mais tout de même en lien avec l'histoire du populisme américain.

2.4 La persistance du populisme aux États-Unis : Trump, Sanders et Warren

La question du populisme aux États-Unis comme ailleurs est maintenant conditionnée en grande partie par le regard porté sur la présidence américaine de Donald Trump, au point qu'en réaliser un inventaire représenterait un ouvrage en soi. «Attempting to understand the surprise presidential election of Donald Trump has become a growth industry⁸⁰.» Notons que la dénonciation du «trumpisme» ne provient pas exclusivement d'observateurs et des intellectuels associés à la gauche. En effet, les critiques émanent aussi du côté même des intellectuels de la droite américaine qui sont loin de s'entendre sur la façon de caractériser le trumpisme (nous reviendrons d'ailleurs sur cette question dans le chapitre cinq, section 5.2).

C'est pourquoi le phénomène populiste n'apparaît pas borné à un espace-temps particulier de l'histoire politique américaine, mais plutôt comme une manifestation, parfois diffuse parfois plus structurée, qui

79. «It is rare for an American intellectual to confront candidly to unresolvable conflict between the elite character of his own class and his democratic aspirations.» Tous les intellectuels, pas seulement ceux des États-Unis, qui s'intéressent au problème du populisme aujourd'hui, y compris l'auteur de ses lignes, feraient bien de réfléchir aussi sérieusement que possible à cette affirmation. Daniel Joseph Singal, «Beyond Consensus: Richard Hofstadter and American Historiography», *op. cit.*, p. 992.

80. Frederick R. Lynch «How Did this Man Get Elected? Perspectives on American Politics, Populism and Donald Trump», *Society*, 56, 2019, p. 290.

précède les années 1890 tout en les dépassant pour déborder sur les années 1950-60⁸¹ et inonder les rives des années 2010. En envisageant le populisme américain au prisme de la continuité, le débat sur sa présence ne cesse alors de rebondir dans l'espace politique, démocrates y compris. Aux États-Unis, le populisme se moque des étiquettes partisans.

Ainsi, lorsque Jimmy Carter faisait campagne pour devenir président, et qu'on lui posait la question à savoir s'il était libéral ou conservateur, celui-ci répondait qu'il était «populiste⁸²». Bien entendu, il n'avait rien à voir avec des populistes de droite comme George Wallace, ne serait-ce que parce qu'il n'utilisait pas un langage démagogique. Mais il voulait se ressourcer à la tradition sudiste du populisme de la Géorgie (Thomas Watson) pour se donner une stature différente de celle des élites. Ainsi, comme l'observait alors Margaret Canovan, «étant donné la méfiance envers Washington après le Watergate, sa situation [celle de Carter] d'*outsider* sans expérience de Washington était un avantage plutôt qu'un inconvénient⁸³». Par la suite, ce fut au tour de Ronald Reagan de reprendre le flambeau populiste pour lutter contre les «élites libérales» et les «intérêts spéciaux», renouant ainsi avec l'approche de Richard Nixon⁸⁴. Dans un autre registre, celui de mater Washington, les appels lancés par le président Bill Clinton afin de rendre Washington, «cette capitale au peuple à qui elle appartient», montraient que le populisme est une caractéristique toujours plus ou moins présente dans l'histoire américaine⁸⁵.

Rappelons qu'avant les débats d'aujourd'hui c'est le Tea Party qui a fait l'objet de nombreuses analyses quant à sa véritable nature et à l'interprétation des «extravagances rhétoriques» des partisans du mouvement qui affirmaient vivre sous un «III^e Reich» dirigé par des «socialistes tota-

81. «[...] I believe that Populist thinking has survived in our own time, partly as an undercurrent or provincial resentments, popular and “democratic” rebelliousness and suspiciousness, and nativism.» Richard Hofstadter, *The Age of Reform, op. cit.*, p. 5.

82. Margaret Canovan, *Populism, op. cit.*, p. 269.

83. *Ibid.*, p. 270. Ma traduction.

84. Oscar Winberg, «Insult Politics: Donald Trump, Right-Wing Populism, and Incendiary Language», *European Journal of American Studies*, vol. 12, n° 2, p. 2017, p. 5.

85. Pierre Mélandri, «La rhétorique populiste aux États-Unis», *Les populismes*, Jean-Pierre Rioux (dir.), *op. cit.*, p. 301.

litaires déguisés en ours polaires⁸⁶ ». En fait, le Tea Party a aussi été dépeint comme une énième manifestation de fascisme. Par exemple, Noam Chomsky, dont les propos étaient rapportés par l'éditeur de la revue *The Progressive*, affirmait que le ton et la texture des discours du Tea Party lui rappelaient les discours radiophoniques d'Hitler alors que le niveau de colère habitant les partisans du mouvement se comparait à ce qui existait dans la République de Weimar. Affirmant qu'il est tout à fait normal, après la débâcle financière et la crise économique de 2008, que les partisans du Tea Party soient exaspérés, l'intellectuel américain y voyait un retour du fascisme⁸⁷. Mais on retrouvait un peu de tout au sein du Tea Party, notamment une veine idéologique libertarienne grandement opposée à la présence du gouvernement⁸⁸.

En fait, le Tea Party apparaissait comme une sorte d'excroissance droitière à l'intérieur du conservatisme américain, qui, inscrite dans les mobilisations populistes et d'inspiration antigouvernementale, essaime dans la vie politique américaine des années 1960 à aujourd'hui avec cependant une composante raciale loin d'être étrangère à ce type de mouvement : « The ideology of grassroots Tea Party adherents fits with long-standing, well-documented connections between opposition to federal entitlement programs and espousal of racial stereotypes⁸⁹. »

Fallait-il alors décrire le Tea Party comme un mouvement populiste qui s'enracinait dans cette tradition bien américaine de contestation de l'ordre établi, décrite par Hofstadter plus tôt ? Ce mouvement semble en effet correspondre au pseudo-conservatisme décrit plus haut, c'est-à-dire à ce populisme qui est en lutte contre un État jugé non seulement trop présent, mais envahissant et contre une taxation jugée hors de contrôle, marchant dans les pas des partis populistes et anti-fiscalités des années 1970 que l'on retrouvait du côté de certains pays scandinaves.

86. Jonathan Raban, « At the Tea Party », *The New York Review of Books*, 25 mars 2010, p. 6.

87. « No analogy is perfect, he said, but the echoes of fascism are “reverberated today, he said. “Theses are lessons to keep in mind”. » Matthew Rothschild, « Chomsky's Nightmare: Is Fascism Coming to America? », *The Progressive*, vol. 74, n° 6, June 2010, p. 14-15.

88. Voir l'ouvrage, sympathique au Tea Party, d'Elizabeth Price Foley, *The Tea Party: Three Principles*, New York, Cambridge University Press, 2012, p. 20 et suivantes.

89. Vanessa Williamson, Theda Skocpol et John Coggin, « The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism », *Perspectives on Politics*, vol. 9, n° 1, March 2001, p. 35.

Ainsi, le populisme, comme l'écrivait Guy Hermet, « va demeurer presque constamment présent », agissant à la manière d'une « soupape d'échappement » qui permettait à de vives tensions de s'exprimer au sein du corps électoral en trouvant une sorte d'échappatoire dans un discours de dénonciation⁹⁰. Le populisme opérerait ainsi comme une sorte d'anxiolytique politique et c'est précisément pour cela que des intellectuels de la gauche libérale américaine croient aussi qu'il y a place pour le « bon genre » de populisme⁹¹, représenté aujourd'hui par Bernie Sanders et même par Elizabeth Warren⁹². Il reste maintenant à examiner à quel point Donald Trump s'inscrit dans ce complexe écheveau du populisme américain. Deux réponses sont notamment possibles, une première qui refuse de le catégoriser comme un populiste et une autre qui le fait descendre en ligne directe du populisme, même s'il en représente une variété, celle de la droite populiste radicale et nationaliste⁹³.

Populiste, Trump ?

Selon l'historien Charles Postel qui s'oppose à l'interprétation de Hofstadter comme nous l'avons vu dans les sections précédentes, décrire Trump comme un populiste, c'est en quelque sorte salir la réputation de la (bonne) tradition populiste des fermiers et, au passage, trahir et discréditer les efforts de ceux qui, aujourd'hui, marchent dans les traces de ce populisme progressiste des années 1890. « Dans le contexte américain, non, Donald Trump n'est pas populiste, écrit Postel. C'est un nationaliste blanc d'extrême droite milliardaire qui vit dans une tour d'ivoire américaine qui a seulement eu à claquer des doigts et à élever la voix pour produire un effet politique. Et non, le protectionnisme économique n'est pas non plus populiste⁹⁴. » Mais, selon Postel, les journalistes et autres

90. Guy Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit.*, p. 200.

91. Un exemple aussi du côté de *Newsweek* où l'éditorialiste en chef affirmait, dans un texte de l'été 2010, qu'il existe un bon genre de populisme, c'est-à-dire économique, Jon Meachan, « The Right Kind of Populism », *Newsweek*, 12 juillet, 2010, p. 4.

92. Robert Kuttner, « Opinion : There's a reason populists like Elizabeth Warren and Bernie Sanders are gaining on Joe Biden », *Los Angeles Times*, 10 septembre 2019, <https://www.latimes.com/opinion/story/2019-09-09/democrats-strategy-race-warren-biden-populism-pocketbook-issues>, consulté le 20 novembre 2019.

93. Rafael Jacob, « La révolte au lendemain de la Grande Récession : la montée populiste des dernières années », *op. cit.*, p. 29-35.

94. Charles Postel, « What History Teaches Us », *Democracy Journal: A Journal of Ideas*, printemps 2017, n° 44, <https://democracyjournal.org/magazine/44/what-history-teaches-us/>, consulté le 26 janvier 2020.

commentateurs américains auraient préféré décrire Trump et le Tea Party ainsi que d'autres figures politiques, comme Bernie Sanders, en utilisant l'étiquette de populisme afin de discréditer tous les efforts de ceux qui, du côté progressiste, cherchent des solutions économiques différentes pour les classes populaires.

Ici, toute l'importance de savoir comment il faut caractériser le populisme des fermiers est manifeste puisque, selon une interprétation positive, il s'agit d'un mouvement respectable, différent du nationalisme et du racisme d'extrême droite et qui, par conséquent, peut-être revendiqué sans problème par des personnalités politiques comme Bernie Sanders. Ainsi compris, Postel va plutôt dire qu'il faut encore plus de populisme, entendre qu'il faut des candidats en faveur de tous et des classes ouvrières et ne pas se laisser intimider par l'épithète de populiste accolé (faussement) à Trump.

À l'inverse, en s'appuyant sur la lecture d'Hofstadter, l'observateur arrivera plutôt à la conclusion que le populisme, qui présente plus de côtés sombres que de côtés positifs, va comme un gant à Trump, d'où la lutte à mener contre ce phénomène, qu'il soit de gauche ou de droite. Trump s'inscrirait ainsi dans le courant d'un populisme que Walter Russel Mead qualifie de « nihiliste⁹⁵ », et qui vise, au-delà des propositions politiques préconisées par le président américain – dont plusieurs versent dans le protectionnisme économique⁹⁶ –, à envoyer un message à une classe politique désavouée par une partie importante de l'électorat américain, même si, paradoxalement, il est loin d'être étranger à l'*establishment* économique. Il s'agit aussi, dans le cas de Trump, d'un populisme qui carbure, comme peu d'autres l'ont fait avant lui, à l'insulte contre ses opposants politiques, qu'ils soient démocrates (*Crooked Hilary*) ou républicains (Mitt Romney et Marco Rubio ayant *choked*⁹⁷).

Dans la même veine que Mueller et Postel, celle qui consiste à vouloir préserver le socialisme de l'épithète de populisme, des auteurs ont analysé les pages Facebook des deux candidats (Sanders et Trump) pour

95. Walter Russel Mead, « The Nihilistic Populism of Donald Trump », *The American Interest*, 11 août 2015, <http://www.the-american-interest.com/2015/08/11/making-sense-of-trumpian-populism/>.

96. Terence Corcoran, « Trump's oreo cookienomics », *Financial Post*, 12 janvier 2016, p. FP7.

97. Oscar Winberg, « Insult Politics: Donald Trump, Right-Wing Populism, and Incendiary Language », *op. cit.*, p. 5-6.

arriver à la conclusion que le style politique de Bernie Sanders est distinct du populisme de Trump. Il relèverait plutôt de ce qu'ils appellent le « connectivisme ». Alors que Trump a une vision hiérarchique du peuple, Sanders en aurait une vision où il s'agit d'unir des intérêts différents, au contraire du populisme intrinsèquement hiérarchique de Trump :

Given Trump's account of the threat posed by multiculturalism, citizens on their own are not in a position to defend a collective national identity and therefore depend on a strong leader to protect and rescue them. [...] Connectivism instead emphasizes the role of citizens acting on their own accord to bring about political change. As concrete problem-solving is the end goal, there is not the same emphasis on overthrowing the establishment that populists champion⁹⁸.

Cette analyse des deux comptes Facebook respectifs des campagnes de 2016 a mis en évidence une priorité beaucoup plus grande pour la rhétorique anti-établissement et centrée sur l'identité collective dans la campagne de Trump, au contraire de celle de Sanders qui cherche à mettre en réseau un groupe élargi de citoyens. C'est pourquoi la campagne de Sanders a mis l'accent plus sur la reconnaissance des différences entre les électeurs et sur la nécessité de l'autonomisation des citoyens américains, au contraire de Trump qui chercherait seulement à détourner la parole du peuple à ses fins politiques.

En même temps, il ne faut pas exclure que le type de populisme de gauche peut aussi, en raison de son manichéisme qui voit les « petits » contre les gros (riches et financiers) dans une sorte de lutte sans merci contre Wall Street, se muer dans un radicalisme populiste guère plus tentant que celui de Trump. En fait, il y a toujours un risque pour le populisme de gauche de flirter avec l'antipluralisme sur le plan identitaire, comme cela a été le cas avec le Labour de Jeremy Corbyn en Grande-Bretagne avec la question de l'antisémitisme⁹⁹.

98. Michael J. Jensen et Henrik P. Bang, « Populism and Connectivism: An Analysis of the Sanders and Trump Nomination Campaigns », *Journal of Political Marketing*, vol. 16, n° 3, 2017, p. 360.

99. BBC News, « Jeremy Corbyn and Labour's anti-Semitism row explained », 27 novembre 2019, <https://www.bbc.com/news/newsbeat-43893791>, consulté le 26 mars 2020.

Mais d'autres affirment que le populisme peut être modéré, comme c'était le cas d'Elizabeth Warren (« America finally has a real populist¹⁰⁰ » et « [Warren] comes across as a straight-talking populist¹⁰¹ »). Ainsi, son passé en tant que professeur de droit à Harvard et ses publications antérieures en économie sont vus comme des preuves qu'elle a su développer un discours populiste modéré et centré sur la famille¹⁰². Certes, le capitalisme du XXI^e siècle exploite la classe ouvrière¹⁰³, croit-elle, mais Warren persiste à se dire elle-même profondément capitaliste, une profession de foi que ne ferait pas Sanders¹⁰⁴. Elle aurait donc développé un « populisme économique » respectable et *soft*.

Évidemment, on pourra penser que ni Sanders ni Warren ne sont des populistes, et qu'il faut, comme le prétend Jan-Werner Müller dans le *New York Times* au moment des primaires démocrates, réserver l'épithète à Trump¹⁰⁵. En d'autres termes, nous sommes partis de Postel qui refuse d'accoler l'étiquette à Trump pour arriver à Müller qui affirme qu'elle ne convient qu'à Trump, l'historien et le politologue partageant un même objectif, celui d'éjecter Sanders de l'orbite du populisme entendu au sens négatif du terme. Le débat historiographique sur le populisme est politique, et nous en avons une nouvelle démonstration ici.

Malgré tout, on peut persister à parler de populisme pour les trois, mais encore faut-il effectuer de nécessaires distinctions pour éviter de se

-
100. Tony Burman, « In Elizabeth Warren, America finally has a real populist », *The Star*, 28 juin 2019, <https://www.thestar.com/opinion/contributors/2019/06/28/in-elizabeth-warren-america-finally-has-a-real-populist.html>, consulté le 2 février 2020.
 101. Uwe Bott, « Elizabeth Warren, smart populist », *Salon*, 4 juillet 2019, https://www.salon.com/2019/07/04/elizabeth-warren-smart-populist_partner/, consulté le 2 février 2020.
 102. Patrick Brown, « Elizabeth Warren's Watered-Down Populism », *The American Conservative*, 4 avril 2019, [_https://www.theamericanconservative.com/articles/elizabeth-warrens-watered-down-populism/](https://www.theamericanconservative.com/articles/elizabeth-warrens-watered-down-populism/), consulté le 2 février 2020.
 103. Konrad Yakabuski, « Is Elizabeth Warren the populist Democrats need to out-Trump Trump? », *The Globe and Mail*, 3 janvier 2019, <https://www.theglobeandmail.com/opinion/article-is-elizabeth-warren-the-populist-democrats-need-to-out-trump-trump/>, consulté le 2 février 2020.
 104. Henry Farrell, « Socialists Will Never Understand Elizabeth Warren », *Foreign Policy*, 12 décembre 2019, <https://foreignpolicy.com/2019/12/12/elizabeth-socialist-understand-capitalism-pro-market-leftist/>, consulté le 7 février 2020.
 105. Jan-Werner Müller, « Please Stop Calling Bernie Sanders a Populist », *The New York Times*, 23 janvier 2020, <https://www.nytimes.com/2020/01/23/opinion/bernie-sanders-trump-populism.html>, consulté le 2 mars 2020.

retrouver dans une catégorie fourre-tout. D'abord, que le populisme de Sanders et de Warren appartient à la tradition populiste américaine qui plonge ses racines profondément dans l'histoire, celle qui réagit contre l'*establishment* économique. Ce populisme que nous pourrions qualifier de protestataire en suivant les distinctions établies dans le prochain chapitre (section 3.1) «explose» lorsque s'exprime une insatisfaction sociale contre les élites de Washington et de Wall Street. En ce sens, Sanders, qui se situe dans le courant du populisme protestataire, cherchait à s'emparer des voix du mécontentement et de la méfiance à l'égard des riches. Au contraire, Trump n'a pas hésité à embrasser la logique du populisme identitaire, ce qui s'exprime de différentes manières (le mur) et par des propos où les immigrants sont présentés comme un problème et une menace. Ici, Trump s'alimente à la perception que l'immigration est un phénomène négatif, puisque seulement 35 % des Américains en ont une vision positive¹⁰⁶. Un politologue américain affirme même que l'appui du vote à Trump à la présidentielle découle de ce qu'il appelle un «ressentiment racial» qui s'exprime de plus en plus ouvertement et qui serait, en fait, un résultat de la polarisation politique des deux dernières décennies, sinon plus¹⁰⁷. Le populisme de Trump n'est certainement pas de la même nature que celui présent du côté gauche.

En même temps, il ne s'agit pas d'idéaliser le populisme de gauche, comme certains qui, à l'instar de Chantal Mouffe, ont tendance à le faire. L'antagonisme entre le peuple et les élites oligarchiques qui non seulement ont trop de pouvoir, mais posséderaient littéralement Washington, peut se transformer en lutte radicale que certains veulent civiliser¹⁰⁸. Mais, s'il y a un enseignement à retenir de notre examen, c'est qu'il n'est pas simple de maîtriser le populisme, car il présente une «image compliquée» où se mélangent des discours à la fois réactionnaires et progressistes similaires à celui de Thomas Watson que nous avons évoqué plus haut et qui représente un exemple de cette complication :

American populism has a complicated history, and Watson embodied its paradoxes. He ended his career, as a U.S. senator, whipping up white-Protestant enmity against blacks, Catholics, and Jews; but at the outset, as a

106. Gilles Ivaldi, *De Le Pen à Trump : le défi populiste*, op. cit., p. 189.

107. Alan I. Abramowitz, *The Great Alignment : Race, Party Transformation, and the Rise of Donald Trump*, New Haven et London, Yale University Press, 2018, p. 153-154.

108. Andreas Møller Mulvad et Rune Møller Stahl, «Civilizing left populism : Towards a theory of plebeian democracy», *Constellations*, vol. 26, n° 4, 2019, p. 591-606.

leader of the People's Party in the eighteen-nineties, he urged poor whites and blacks to join together and upend an economic order dominated by « the money power ». Watson wound up as Trump, but he started out closer to Bernie Sanders, and his hostility to the one per cent of the Gilded Age would do Sanders proud. Some of Watson's early ideas – rural free delivery of mail, for example – eventually came to fruition. That's the volatile nature of populism: it can ignite reform or reaction, idealism or scapegoating¹⁰⁹.

Constante de la démocratie américaine, le populisme américain s'y greffe de manière ambiguë à droite et à gauche. Il faut donc s'attendre à ce que le populisme de Trump soit remplacé par un autre, sans que l'on sache si celui ou celle qui lui succédera poursuivra dans les traces du populisme des pseudo-conservateurs comme l'a décrit Hofstadter.

Relire aujourd'hui *The Age of Reform* ne constitue pas seulement un exercice d'exégèse d'une époque révolue du populisme ou encore un exercice relevant de la seule historiographie américaine. Il s'agit plutôt d'une lecture qui, à partir de l'histoire, invite à revoir les phénomènes politiques qui surviennent aujourd'hui avec un éclairage différent de celui du retour du fascisme, et à se doter d'un principe de lecture qui se conjugue au prisme des traditions politiques nationales constitutives des États-Unis.

En effet, avant de se prononcer sur le fascisme de Donald Trump¹¹⁰, peut-être faut-il simplement rappeler que le personnage, malgré toutes ses outrances à l'égard des Mexicains, n'en demeure pas moins un produit politique bien américain plutôt qu'un produit d'importation de l'époque de la République de Weimar, comme l'ont prétendu quelques journalistes¹¹¹. La question consiste donc plutôt à examiner, comme nous

109. George Packer, « The Populist », *The New Yorker*, 7 septembre 2015, <http://www.newyorker.com/magazine/2015/09/07/the-populists>, consulté le 7 février 2020.

110. Dès l'automne 2015, la controverse a fait rage autour du fascisme de Donald Trump, l'accusation étant même aussi venue des rangs des républicains. Ross Douhat, « Is Donald Trump a Fascist? », *The New York Times*, 3 décembre 2015. Elle a aussi fait irruption dans les pages des grands quotidiens canadiens. Michael Marrus, « Is Donald Trump is an American Fascist? », *The Globe and Mail*, 30 novembre 2015, <https://www.theglobeandmail.com/opinion/is-donald-trump-an-american-fascist/article27516771/>, consulté le 7 février 2020.

111. « The Weimar Republic ended with a clown's ascent to power, a high-energy buffoon who shouted loudest, a bully from the beer halls, a racist and a bigot. He was an outsider given to theatrics and pageantry. He seduced the nation of Beethoven. He took the world down with him », Roger Cohen, « Trump's Weimar America », *The*

l'avons fait ici, le parallèle à établir ou non entre cette figure politique hautement controversée qu'est Donald Trump et les populistes du passé.

À cet égard, un dernier retour à Hofstadter avant de conclure s'avère instructif, car, malgré toutes les nombreuses critiques élevées par l'historien contre le populisme et contre ce qu'il appelait le « pseudo-conservatisme », il mettait aussi en garde de tirer des conclusions hâtives et de voir dans chacune des manifestations de droite une résurgence du fascisme :

I do not share the widespread foreboding among liberals that this form of dissent will grow until it overwhelms our liberties altogether and plunges us into a totalitarian nightmare. Indeed, the idea that it is purely and simply fascist or totalitarian, as we have known these things in recent European history, is to my mind a false conception, based upon the failure to read American developments in terms of our peculiar American constellation of political realities¹¹².

Cette affirmation de l'historien concernant cette tendance à établir des parallèles avec le fascisme ne le conduisait cependant pas à minimiser les problèmes du populisme. Car il ajoutait :

However, in a populist culture like ours, which seems to lack a responsible elite with political and moral autonomy, and in which it is possible to exploit the wildest currents of public sentiment for private purposes, it is at least conceivable that a highly organized, vocal, active, and well-financed minority could create a political climate in which the rational pursuit of our well-being and safety would become impossible¹¹³.

L'essence de ses critiques rappelait donc toute l'ambiguïté de ce courant populiste qui traverse la culture politique américaine qui, parfois, peut effectivement montrer à quelques moments des dimensions progressistes, mais à d'autres un visage plus sombre qui mise sur l'exclusion et le repli sur soi, sans qu'il soit facilement possible de maîtriser le passage de l'un à l'autre.

Cela étant dit, on se consolera en se disant qu'il s'agit d'une histoire américaine et que le Canada, heureusement, n'a pas la même tradition populiste. Or, qu'en est-il vraiment du populisme dans la culture politique canadienne ? À première vue, il est exact de dire que le Canada ne

New York Times, 14 décembre 2015, http://www.nytimes.com/2015/12/15/opinion/weimar-america.html?_r=0.

112. Richard Hofstadter, *The Paranoid Style in American Politics*, op. cit., p. 64-65.

113. *Ibid.*, p. 65.

compte pas une tradition de populisme vigoureuse comparable à celle des États-Unis. Toutefois, un examen plus attentif permettra de montrer que le style populiste, comme nous le définirons dans la prochaine section du troisième chapitre, est bien présent au Canada chez quelques figures importantes de la vie politique canadienne et québécoise des années 1960 à aujourd'hui. C'est cette vivacité du populisme qu'il convient maintenant d'examiner.

Chapitre 3

La permanence du populisme au Canada : un survol des années 1960 à 2020

En comparaison avec la majorité des démocraties occidentales, le Canada apparaît comme un havre de paix démocratique, bien à l'abri de la « contagion populiste » qui se répand ailleurs. Dans les nombreuses publications parues ces dernières années sur le phénomène populiste, le Canada est rarement mentionné. Par exemple, dans *Le retour des populismes*¹ (2018), il n'est nullement fait mention du Canada par les spécialistes réunis pour brosser un tableau d'ensemble du phénomène. En d'autres termes, le populisme ferait des retours un peu partout, mais pas au Canada, qui échapperait non seulement aux formes radicales de populisme, mais également aux formes plus *soft*.

Or, si l'on a raison de souligner que le Canada n'a pas connu d'épisodes populistes de la même trempe qu'ailleurs en Occident, en revanche, c'est faire preuve d'une certaine myopie en la matière que d'oublier de prendre en considération des phénomènes politiques qui, dans un passé pas si lointain, relèvent du populisme. En effet, le grand problème aujourd'hui, c'est que la perception du populisme s'est en quelque sorte transformée avec l'arrivée de Donald Trump à la tête des États-Unis. Particulièrement important, ce point permet de comprendre pourquoi le Canada n'est pratiquement pas mentionné, sauf à se demander pourquoi on ne retrouve pas d'extrême droite populiste comme ailleurs dans les démocraties occidentales. Deux observations agiront donc ici comme tremplin interprétatif à la démarche adoptée dans ce chapitre.

La première, c'est qu'on minimise l'importance du populisme au Canada en érigeant en quelque sorte le critère du radicalisme ou du racisme en étalon de mesure, ce qui a pour effet d'en diminuer l'impor-

1. Bertrand Badie et Dominique Vidal (dir.), *Le retour des populismes : l'état du monde 2019*, Paris, Les éditions La Découverte, 2018.

tance en sol canadien. Une telle approche fait en sorte de laisser dans l'ombre certaines formes de populisme et de réduire le champ d'application à une variété limitée de populisme, soit celle du national-populisme, oubliant la diversité du phénomène. C'est pourquoi nous définirons de nouveau le populisme, comme nous l'avons fait ailleurs dans notre ouvrage *La Coalition avenir Québec* (2018), comme un style politique pouvant s'exprimer sur le plan autant identitaire que protestataire². Une telle façon de le définir permet alors de prendre en considération des expressions du phénomène qui relèvent du populisme et qui ont bien peu à voir avec la vision du populisme qui existe aujourd'hui.

La deuxième observation concerne le fait que l'ont fait souvent peu de cas du populisme qui s'exprime ailleurs que sur la scène fédérale, soit dans les provinces. Certes, Ralph Klein, premier ministre conservateur de l'Alberta de 1993 à 2005, a été fréquemment décrit comme un populiste avec son appel au peuple des campagnes et lorsqu'il prétendait parler pour sa province qui était en lutte contre le gouvernement fédéral³. Néanmoins, le populisme au Québec, celui de Camillien Houde et de Maurice Duplessis ou encore celui qui est présent sur la scène politique municipale, a aussi constitué un lieu d'expression d'un «populisme gestionnaire⁴». Autant de manifestations du populisme qui restent peu connues des spécialistes étrangers⁵.

À partir de ces observations, nous proposons de montrer – sans sombrer dans l'alarmisme qui caractérise aujourd'hui la question du populisme – que ce dernier a été et continue d'être présent au Canada, des années 1960 à aujourd'hui, pour autant qu'on ne parle pas exclusivement de la vision extrémiste du populisme, celle qui, comme nous l'avons

2. Frédéric Boily, *La Coalition avenir Québec: une idéologie à la recherche du pouvoir*, *op. cit.*
3. Trevor, Harrison, «Ralph Klein», *The Canadian Encyclopedia*, 2013, <https://thecanadianencyclopedia.ca/en/article/ralph-klein>, consulté le 24 janvier 2020.
4. Serge Belley, «La politique municipale à Montréal dans les années 1990: du "réformisme populaire" au "populisme gestionnaire"», *Politique et sociétés*, vol. 22, n° 1, p. 99-118.
5. En réponse à ceux qui disaient qu'il minimisait le discours anti-islam au Canada, Cas Mudde a reconnu qu'il n'était pas au courant des positions du *National Post* sur l'islam. Voilà qui étonne de la part d'un spécialiste du populisme, soit de ne pas connaître les propos sur ce sujet de la part des chroniqueurs du seul quotidien canadien explicitement de droite ayant une portée nationale. Cas Mudde, «Putting Canada in a Comparative Context: Still the Multiculturalist Unicorn», *Nationalism and Ethnic Politics*, 22, 3, 2016, p. 353.

mentionné plus haut, prédomine maintenant dans l'espace public. Nous partirons également de l'idée que le populisme n'est pas une idéologie, mais un style politique (première section) qui se révèle compatible avec toutes les idéologies, y compris le libéralisme, même s'il est plus à l'aise avec le nationalisme. Par la suite (deuxième section), nous pourrions entamer notre tour d'horizon du populisme au Canada à partir des années 1960, soit avec le premier ministre conservateur John Diefenbaker et ensuite avec le Crédit social dans son incarnation fédérale (Réal Caouette). Ces deux figures permettent de voir que la fin des années 1950 et le début des années 1960 ont été marqués par un important moment protestataire et populiste.

C'est ce qui nous amènera à examiner (troisième section) un moment populiste qui trouve son origine géographique dans l'ouest du pays, soit le Parti de la réforme de Preston Manning. Nous verrons alors que le populisme prend naissance sur une ligne de fracture géographique avec une région qui s'estime injustement traitée par les autorités fédérales. À ce moment, le populisme se diffuse dans l'espace politique canadien, aussi bien chez les conservateurs que chez les néodémocrates et les libéraux. Enfin, dans la quatrième section, nous examinerons les manifestations de populisme qui sont présentes dans les années 2000, des manifestations prenant alors une dimension identitaire plus importante que par le passé, mais sans s'y réduire. C'est ce qui permettra de nous intéresser aux manifestations récentes de populisme. En bout de piste, nous serons donc à même de constater que le style populiste dans sa forme protestataire est plus ancré dans la culture politique canadienne qu'on le soupçonne vu de l'extérieur.

3.1 Les styles populistes

Commençons par un nécessaire rappel : aucun consensus ne s'est dégagé de la part de ceux qui, dans le passé, ont examiné et théorisé le phénomène. En fait, les tentatives de conceptualisation du populisme donnent le vertige par leur hétérogénéité⁶. Le politologue français Guy Hermet, qui avait d'ailleurs effectué un tour d'horizon sur le sujet, montrait la diversité d'un phénomène qui ne se réduisait pas à sa seule

6. Cas Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge et New York, Cambridge University Press, 2007, p. 11-12.

expression droitière⁷. Cela dit, il y a moyen de se donner une conception du populisme qui soit assez souple et opératoire pour le comprendre.

À la suite des travaux théoriques pionniers de Margaret Canovan⁸ et de ceux de Pierre-André Taguieff, le populisme sera ici considéré non pas à la manière d'une idéologie clairement définie, mais plutôt comme un « *style politique* fondé sur un recours systématique à la rhétorique de l'appel au peuple et la mise en œuvre d'un mode de légitimation de type charismatique, le plus propre à valoriser le “changement” et satisfaire ainsi le désir de “changement” ». Le discours populiste aspire à changer l'équilibre du pouvoir existant en faveur du peuple à qui il prétend rendre le pouvoir, un pouvoir que des élites politiques, économiques ou culturelles lui ont confisqué afin de protéger leur position privilégiée dans la structure sociale.

Ainsi compris comme un style, le populisme devient une façon d'être en politique ou une position dans un espace politique donné, plutôt qu'un programme ou une idéologie, qui sera utilisée de manière permanente par certaines formations politiques situées à l'extrême droite, mais pas exclusivement. Au contraire, l'approche qui définit le populisme comme une idéologie tend à en faire un phénomène extrémiste de droite ou de gauche, comme l'a fait Stéphane Dion, ambassadeur du Canada en Allemagne¹⁰, laquelle se refuse à voir que le populisme accompagne depuis longtemps, comme nous l'avons vu dans le cas américain, la démocratie. Autrement dit, l'approche en matière d'idéologie cantonne trop souvent le populisme dans une case, celle du radicalisme, et elle a tendance à fermer la porte aux approches qui croient que le populisme a débordé l'extrémisme.

7. Guy Hermet, *Les populismes dans le monde*, *op. cit.*

8. Margaret Canovan, « Trust the People! Populism and the two faces of democracy », *Political Studies*, XLVII, 1999, p. 2-16.

9. Pierre-André Taguieff, *Macron: miracle ou mirage?*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2017, p. 213. Margaret Canovan parlait aussi de style à propos de ce qu'elle appelait le « populisme des politiciens ». *Populism*, *op. cit.*, p. 260.

10. « Définissons le populisme. L'idéologie populiste met en scène un parti ou un leader fort qui se porte au secours du peuple menacé par des élites corrompues, égocentriques et déconnectées. Cette idéologie peut être portée par l'extrême gauche (socialisme radical et anticapitalisme) ou par l'extrême droite (défense ou nostalgie d'une nation homogène) », Stéphane Dion, « Les démocraties libérales européennes face au populisme: un optimisme prudent est permis », Université de Tübingen, 18 mars 2019, <https://www.canadainternational.gc.ca/germany-allemande/highlights-faits/2019/2019-07-02-populism-populisme.aspx?lang=fr>, consulté le 6 mars 2020.

Or, bien d'autres politiciens, jouant aux populistes en herbe et différents des populistes en chef, useront de ce style de manière occasionnelle et sporadique lors des campagnes électorales¹¹. S'il en est ainsi, c'est parce qu'avec des adversaires politiques qui sont relativement semblables sur le plan programmatique il peut être rentable pour un leader de se présenter comme étant le seul et unique représentant des aspirations profondes du peuple en dépeignant son adversaire comme un représentant du «système». La campagne électorale terminée, le politicien laisse au vestiaire les habits populistes pour endosser le respectable complet veston du chef de gouvernement, pour autant qu'il soit élu, ou les habits moins prisés de l'opposition, si l'approche populiste n'a pas su convaincre suffisamment l'électorat pour mériter un mandat (ce qui est souvent le cas). Ce «populisme des politiciens», pour reprendre l'expression de Margaret Canovan, peut donc se retrouver de manière éphémère dans bien des campagnes électorales. Doit-on conclure que tous les politiciens sont à un moment ou l'autre populiste? C'est une critique fréquente, et juste par ailleurs, que l'on adresse à ceux qui, comme c'est le cas ici, adoptent une définition élargie du phénomène, soit celle de voir du populisme partout, voire d'être obsédé par le phénomène.

Or, pour revenir au cas canadien et québécois, il suffit de rappeler que, même en adoptant une approche large, les dirigeants politiques qui n'ont pas opté pour le style politique sont plus nombreux que ceux qui l'ont fait. Par exemple, au Québec, pendant les nombreuses années où Robert Bourassa et René Lévesque ont été au pouvoir, les deux dirigeants n'ont pas joué la carte du populisme, ni d'ailleurs Daniel Johnson fils ou encore, plus tardivement, Bernard Landry. Le tandem Bourassa-Lévesque des années 1970 et 1980 ne prenait pas la pose populiste, le premier parce que son approche presque technocratique et axée sur l'économie à l'intérieur de la plus vieille formation politique québécoise n'avait pas besoin d'user du langage populiste pour recueillir l'assentiment de ses partisans et des électeurs fédéralistes; le second, parce qu'il savait que les moindres faux pas de sa part seraient interprétés comme de l'extrémisme, ce qui ternirait la réputation d'un mouvement qui ne pouvait se le permettre aux yeux de la communauté internationale. Dans les deux cas, on peine-rait à trouver des dénonciations de l'élite corruptrice qui vole le peuple. Allons plus loin dans l'analyse: le côté conservateur de René Lévesque,

11. Margaret Canovan, «Two strategies for the study of populism», *op. cit.*, p. 551.

mis en lumière par l'historien Éric Bédard¹², a probablement empêché le chef péquiste de verser dans le populisme, dans la mesure où le nationalisme canadien-français a un côté élitiste prononcé qui l'immunise contre l'idée d'un peuple ayant toujours raison¹³.

Au fédéral maintenant, Brian Mulroney était à droite et il a pu être décrit comme néoconservateur, mais il n'était pas populiste. En ce qui concerne les Trudeau père et fils, et même si le premier a parfois été dépeint ainsi¹⁴, ils ne sont pas des populistes. En fait, les deux derniers exemples permettent de montrer la différence entre ce qui relève de la popularité et du populisme. Ceux qui comme les Trudeau – et, une fois n'est pas coutume, ajoutons René Lévesque dans la même catégorie que les deux autres – sont populaires ne misent pas sur la distinction entre les élites et le peuple et ils ne se servent pas de leur popularité pour dénoncer les élites d'en haut qui auraient trompé le peuple d'en bas¹⁵. Comme nous l'avons mentionné plus haut, René Lévesque était trop soucieux de préserver la légitimité démocratique au projet d'indépendance pour jouer la carte de l'homme du peuple. Quant à Justin Trudeau, sa popularité découle effectivement de son habileté à jouer sur l'image, mais tout en se gardant de dénoncer les élites, tout comme le père qui, malgré sa grande popularité, est resté, intellectuellement parlant, élitiste et hautain.

En fait, le populisme est surtout utilisé par des dirigeants de formations politiques qui peinent à se faire entendre et qui, pour se faire une place dans un système politique congestionné avec plusieurs partis politiques ou encore dominé par une ou deux formations, tentent d'y entrer

12. Éric Bédard, *Recours aux sources: essais sur notre rapport au passé*, Montréal, Boréal, 2011, p. 129-141.

13. Au contraire, le peuple ayant été conquis en 1760, c'est le drame qu'il faut corriger à travers la formation d'une élite nationale.

14. Comme l'a fait récemment un chroniqueur du *National Post* qui trace un parallèle entre la situation du père, en 1972, et du fils, en 2019. Il se demande alors si le fils ne sombrera pas dans la marmite du «populisme de gauche», comme le père l'avait fait, croyait-il, en 1972. Stuart Thomson, «A minority government unleashed Pierre Trudeau's populist instincts. Will Justin follow suit?», *National Post*, 24 octobre 2019, <https://nationalpost.com/news/politics/election-2019/a-minority-government-unleashed-pierre-trudeaus-populist-instincts-will-justin-follow-suit>, consulté le 26 novembre 2019.

15. Le cas de Pierre Trudeau est intéressant, car, de prime abord, sa dénonciation des élites québécoises pourrait être vue comme étant du populisme. Mais Trudeau ne niait pas qu'il appartenait lui aussi à l'élite et ne se servait pas de cette critique pour prétendre que lui représentait véritablement le peuple.

avec des forceps. Pour y arriver, ils se dépeignent comme la véritable incarnation du peuple, au contraire des élites dites dénationalisées ou étrangères aux « petites gens ». C'est notamment le cas avec des chefs des tiers partis qui affrontent un ou deux partis politiques bien établis dans le champ électoral et qui recueillent la grande majorité de suffrages. Le style populiste a ainsi été utilisé par des hommes politiques s'estimant désavantagés face aux partis établis (Réal Caouette) ou encore face à l'establishment même de leur propre formation politique (John Diefenbaker).

Cependant, le style populiste peut se déployer selon une dimension identitaire et une dimension protestataire¹⁶. Sur son versant identitaire, les populistes défendent un peuple se définissant par ses qualités propres et la nature ethnoculturelle qui lui serait singulière. Ici, le peuple est pris comme un tout ayant son identité propre, forgé au cours des âges et en conformité avec un groupe ethnique particulier. Cette forme de populisme identitaire (ou de national-populisme) accuse les élites d'avoir laissé le peuple être plus ou moins corrompu par des « étrangers » avec des politiques migratoires laxistes et tout à l'avantage des immigrants. À vrai dire, lorsqu'on parle de populisme, c'est souvent cette forme nationaliste et xénophobe qui prédomine dans les esprits, celle qui accuse les élites mondialistes, pour parler comme Marine Le Pen, d'avoir aboli les frontières nationales qui n'auraient plus de consistance, dit-on du côté populiste, que celles qui se sont dessinées sur le papier des cartes géographiques¹⁷.

Or, sur son autre versant (protestataire), les populistes dénoncent les « savantes » élites d'en haut qui seraient contre le peuple d'en bas (les petites gens et les gens ordinaires) détenteur du « gros bon sens ». Ce qui est ici dénoncé, ce sont les mauvaises politiques, la corruption des élites et des « gros », comme on dit en France depuis la fin du XIX^e siècle¹⁸, qui s'enrichissent sur le dos des petites gens, de ceux qui travaillent péniblement, soit les classes populaires. Ici, ce ne sont pas les « autres » venus d'ailleurs qui sont accusés, mais ceux qui vivent au sommet de l'édifice

16. Frédéric Boily, « Aux sources idéologiques du Front national: le mariage du traditionalisme et du populisme », *Politique et sociétés*, vol. 24, n° 1, 2005, p. 23-47.

17. À cet égard, le populisme identitaire de droite a bénéficié, électoralement parlant, des attentats qui seraient, au dire du politologue Dominique Reynié, un véritable « facteur direct d'accélération du vote populiste ». Ronan Folgas, « Libérer l'islam de l'islamisme », *Le Parisien*, 10 novembre 2019, p. 4.

18. Pierre Birnbaum, *Genèse du populisme: le peuple et les gros*, Paris, Librairie Arthème Fayard, Pluriel, 2012, p. 49.

social et qui, du haut de leur tour d'ivoire dans le centre-ville des grandes agglomérations urbaines, ne se soucieraient nullement du sort des gens ordinaires, du moins le croit-on¹⁹.

La distinction entre les deux formes reste cruciale sur les plans intellectuel et politique, car elle permet de comprendre tout autant la multiplicité et la variabilité des discours populistes que leurs capacités à se greffer à d'autres idéologies en fonction du contexte et des thématiques qui prévalent à un moment précis. Enfin, cette distinction permet de comprendre que le Canada n'a pas été, dans le passé, à l'abri de la « tentation populiste²⁰ » et qu'il n'y a pas seulement aux réformistes de l'Ouest que l'on a accolé l'étiquette de populistes. C'est ce qu'il s'agit maintenant d'examiner.

3.2 Le populisme au tournant des années 1960 : conservateurs et créditisme à l'assaut de l'establishment

« J'ai tout le monde contre moi, sauf le peuple. »

John Diefenbaker²¹

Ainsi que nous l'avons mentionné plus haut, il n'y a pas tant de premiers ministres ou de dirigeants qui, sur la scène fédérale, ont été décrits comme étant des populistes. Cependant, l'un d'entre eux, le premier ministre conservateur John G. Diefenbaker, a été fréquemment décrit non seulement comme un conservateur, mais également comme un populiste²². En fait, il était conservateur en raison de son désir d'unité

19. Ce type de populisme protestataire trouve un écho favorable auprès d'intellectuels comme Michel Onfray par exemple qui, tout en dénonçant la xénophobie de la première forme, défend le côté frondeur et girondin de la seconde. Pour Onfray, les Girondins représentent la défense des communautés locales contre le centralisme des Jacobins. Voir parmi le flot ininterrompu d'ouvrages qu'il publie : *Décoloniser les provinces : contribution à toutes les présidentielles*, Paris, Éditions de l'Observatoire et Flammarion, 2017.

20. Jean-Pierre Rioux, « La tentation populiste », *Cités*, n° 49, 2012, p. 65-77.

21. Cité par George Grant, *Est-ce la fin du Canada ? Lamentation sur l'échec du nationalisme canadien*, Montréal, Hurtubise HMH, Cahiers du Québec, 1988 [1965], p. 12.

22. Comme le fait Hugh Segal : « The more populist side of "nation and enterprise" would come from the leadership of John George Diefenbaker. In 1956, when the Progressive Conservative Party chose Diefenbaker to take the party forward, it stepped firmly outside the Toronto circle to embrace a populist who had tried to win the leadership before and who had been rebuffed many times in Saskatchewan before winning Prince Albert in 1940. » « John Diefenbaker, the populist Conservative », *National Post*, 16

nationale, et populiste parce qu'il prétendait incarner l'anti-establishment, une position qui lui était nécessaire afin de s'imposer auprès des conservateurs eux-mêmes qui le percevaient plutôt négativement.

Au moment des élections de 1957 et de 1958, Diefenbaker a présenté une vision nationale similaire à celle de John A. Macdonald²³. Il voulait en quelque sorte briser avec la conception du Canada compris comme un ensemble national qui, à ses yeux, avait été trop longtemps considéré par les libéraux sous la forme d'îlots ethniques disparates, ce qui fragmentait l'identité nationale. C'est précisément dans ce contexte qu'il cherchait à développer sa conception dite du *One Canada* en marchant dans les traces de celle de son illustre prédécesseur. En effet, il prônait un retour aux pères fondateurs du Canada, comme on pouvait le lire dans le programme *A New National Policy*, où il était écrit qu'il fallait revenir à la « vision » de John A. Macdonald, laquelle était basée sur « la tolérance nationale, la dignité et l'unité²⁴ ». En même temps qu'il voulait conserver et ressusciter le legs unitaire des fondateurs, il était, probablement, le chef conservateur le plus populiste de leur histoire, ce qui est parfois étrangement oublié.

Par exemple, le sondeur canadien Michael Adams fait mention de lui seulement pour parler, correctement, de l'apport positif de ce dernier pour les changements survenus dans les politiques d'immigration dans les années 1960, ce qui est exact²⁵. Or, s'il est vrai que ce conservateur n'était pas contre l'immigration, en revanche, Adams ne note pas – parce qu'il a une vision du populisme identitaire qui rime avec le nationalisme xénophobe de Trump – la réelle dimension populiste chez Diefenbaker, lui qui se présentait comme un homme ordinaire qui n'avait pas le soutien des élites, qu'elles soient conservatrices ou libérales²⁶. Au tournant des années 1960, ce premier ministre conservateur incarnait une sorte de protesta-

février, 2011, <https://nationalpost.com/full-comment/hugh-segal-john-diefenbaker-the-populist-conservative>, consulté le 26 novembre 2019.

23. Robert Bothwell, Ian Drummond et John English, *Canada since 1945: Power, politics, and Provincialism*, Toronto, Buffalo, London, University of Toronto Press, 1981, p. 200.
24. D. Owen Carrigan, *Canadian Party Platforms: 1867-1968*, Copp Clark Publishing Company, 1968, p. 225.
25. Michael Adams, *Could it happen here? Canada in the Age of Trump and Brexit*, Simon & Schuster, 2017, p. 63.
26. Lawrence Leduc et collab., *Dynasties and Interludes: Past and Present in Canadian Electoral Politics*, Toronto, Dundurn Press, 2010, p. 169-171.

tion populiste contre les élites libérales d'Ottawa et contre la presse qui avait, il est vrai, une attitude plutôt hostile à son endroit²⁷.

S'il importe de revenir brièvement sur cet épisode populiste de la fin des années 1950, c'est qu'il permet de comprendre que la dynamique du populisme protestataire s'alimente, au Canada, à une profonde insatisfaction régionale qui s'exprime contre le gouvernement fédéral et les élites libérales. Il s'agissait d'un mécontentement régional et d'une protestation contre le Parti libéral du Canada (PLC) qui gouvernait depuis les années 1930, mais aussi, comme le disait l'intellectuel conservateur George Grant, d'une protestation contre le Parti conservateur lui-même qui gouvernait, croyait-on, pour les seuls intérêts de l'Ontario²⁸. Enfin, il s'agissait d'une protestation contre le style managérial préconisé par le gouvernement fédéral de l'époque.

En effet, le premier ministre Diefenbaker incarne ce type de dirigeant politique qui arrive de l'extérieur des milieux du pouvoir traditionnel et, dans ce cas, du cercle des élites conservatrices, lesquelles pestaient contre lui²⁹. Ce sentiment de ne pas appartenir à la classe politique canadienne et d'être un *outsider* a été un carburant important de sa montée vers le pouvoir. « John Diefenbaker's sense of what it meant to be excluded from the charmed circle, of being outside the mainstream, of being primarily among the outs, reflected not only where he was from, but also his serial defeats for provincial, federal and party office, which preceded his final victory in 1956, for the party leadership³⁰. » D'ailleurs, la campagne de 1957 misait sur cette dimension, les électeurs canadiens étant appelés à voter non pour un parti, mais pour un homme en particulier, d'où le slogan de la campagne: « It's time for a Diefenbaker Government³¹. » En fait, le message populiste se voulait d'autant plus

27. Robert Bothwell, Ian Drummond et John English, *Canada since 1945: Power, Politics, and Provincialism*, Toronto, Buffalo, New York, University of Toronto Press, 1982, p. 251.

28. George Grant, *Est-ce la fin du Canada? Lamentation sur l'échec du nationalisme canadien*, *op. cit.*, p. 13.

29. Peter C. Newman cite un extrait d'une publication conservatrice le décrivant comme « aussi révolutionnaire qu'un marxiste ». *Renegade in Power: The Diefenbaker Years*, Toronto, McClelland and Stewart, 1973, p. 182.

30. Hugues Segal, *op. cit.*

31. Lawrence Leduc et collab., *Dynasties and Interludes: Past and Present in Canadian Electoral Politics*, Toronto, Dundurn Press, 2010, p. 184

crédible que le chef conservateur, originaire d'une province de l'Ouest (Saskatchewan), n'appartenait pas à l'élite politique canadienne.

De manière vraisemblable aux yeux de l'électorat et même s'il était un avocat, il pouvait se présenter comme un homme du commun. « I was criticized for being too much concerned with the average Canadians. I can't help that; I am one of them!³² » L'affirmation, qui aurait été prononcée lors du congrès des progressistes-conservateurs en septembre 1967, n'était pas dénuée de vérité dans la mesure où, lorsque dans le passé il avait finalement gagné la chefferie du Parti conservateur, Diefenbaker ne recueillait pas la confiance des milieux financiers de Montréal et de Toronto qui avaient appuyé financièrement le parti dans le passé³³. Aux yeux des « Canadiens moyens », catégorie indéfinie³⁴, il représentait celui qui pouvait mettre fin à une situation politique dominée par le Parti libéral du Canada (PLC) depuis 1935.

Au moment de l'élection de 1957, le PLC apparaissait en effet comme une formation politique trop sûre d'elle-même, arrogante envers la presse et, surtout, qui n'avait pas pris en compte les changements démographiques survenus dans l'après-guerre et qui exercèrent des pressions sur les gouvernements, notamment à partir des années 1960³⁵. C'est dans ce contexte que Diefenbaker a lancé son appel anti-establishment pour la défense des petites gens, du « Canadien moyen³⁶ » (*average Canadian*), une expression qu'il affectionnait tout particulièrement contre les intellectuels et les dirigistes, notamment en se servant de la télévision pour faire passer son message populiste, ce qui pourrait même être vu comme du « télépopulisme³⁷ » avant l'heure. Comme tous les populistes, il misait aussi sur des dichotomies faciles à comprendre, mais parlantes,

32. « Dief points the way », *Regina Leader-Post*, 31 mai 2017, <https://www.pressreader.com/canada/regina-leader-post/20170531/281663959966530>.

33. Lawrence Leduc et collab., *Dynasties and Interludes*, *op. cit.*, p. 169.

34. Le fait que les catégories de peuples, d'homme du commun, de petites gens soient indéfinies représente précisément une occasion pour les populistes. Margaret Canovan, *Populism*, *op. cit.*, p. 261.

35. Robert Bothwell, Ian Drummond et John English, *Canada since 1945: Power, Politics, and Provincialism*, *op. cit.*, p. 30-31.

36. Peter C. Newman, *Renegade in Power: The Diefenbaker Years*, *op. cit.*, p. 183.

37. Le terme a été propagé au début des années 2000 par Pierre-André Taguieff qui, dans la foulée du politologue italien Giovanni Sartori, décrivait ainsi le « nouveau » populisme qui prenait son essor grâce aux ressorts de la télévision, notamment avec Sylvio Berlusconi. Marco Revelli, *The New Populism: Democracy stares into the Abyss*, Londres, Verso, 2019, p. 172.

comme de refuser de rouler en voiture de luxe, préférant celles de marque Chevrolet, au contraire de ceux, conservateurs y compris, qui roulaient en Cadillac³⁸. Habile tribun, il donnait aussi des accents religieux à son populisme. Cependant, Diefenbaker ne versa pas dans le populisme identitaire et il resta dans le registre du populisme protestataire, celui de l'homme politique qui lutte pour les petites gens contre les grands de ce monde³⁹.

Citons ici un passage, lorsqu'il était redevenu chef de l'opposition officielle, où il critiquait le premier ministre libéral Pierre Elliott Trudeau. Diefenbaker accusait alors le gouvernement libéral de vouloir « contrôler la pensée des Canadiens » et d'établir une « démocratie guidée » (*guided democracy*). Surtout, il s'en prenait aux intellectuels et aux experts comme il l'avait d'ailleurs fait dans le passé, ces derniers étant accusés de vivre aux crochets des Canadiens : « Law-making has been turned over to a group of self-styled intellectuals who from their ivory tower, cut off from the rest of Canada, and receiving up to \$30,000 or \$32,000 a year, decide what shall be done⁴⁰. » Les discours de ce genre où il décrivait des élites canadiennes déconnectées du peuple étaient fréquents chez lui et relèvent de cette logique protestataire décrite plus tôt, c'est-à-dire cette protestation contre des élites déconnectées du « Rest of Canada ». C'est ce type de discours qui sera porté par un autre habile tribun du Québec des régions.

Réal Caouette en lutte contre « la crasse »

C'est effectivement le même genre de discours qu'un autre homme politique au style populiste encore plus affirmé va utiliser au début des années 1960 pour faire une place à sa formation dans un système politique assez engorgé. Tout comme Diefenbaker, Caouette était loin d'appartenir à l'establishment politique de l'époque. Originaire d'Amos et simple comptable, il a continuellement mis de l'avant cette identité régio-

38. Peter C. Newman, *Renegade in Power: The Diefenbaker Years*, op. cit., p. 183.

39. Cette attitude populiste explique en partie pourquoi les relations avec le président américain John F. Kennedy ont été aussi mauvaises entre les deux dirigeants. Aux yeux de Diefenbaker, Kennedy représentait l'establishment honni, et Kennedy le lui rendait bien en prononçant mal son nom. « 10 reasons why “Dief the Chief” and JFK hated each other », *Maclean's*, 4 septembre 2014, <https://www.macleans.ca/society/10-reasons-why-dief-the-chief-and-jfk-hated-each-other/>, consulté le 5 février 2020.

40. John G. Diefenbaker, *Those Things We Treasure*, Macmillan of Canada, Toronto, 1972, p. 31.

naliste au point où, comme il l'affirmait le 18 juin 1946 dans *L'Action catholique*, il disait lutter pour le « peuple de Pontiac » : « Au lieu de me battre pour des politiques de partis, je me suis battu pour le peuple de Pontiac seulement. C'est pourquoi je me dis que ma victoire est une victoire du peuple⁴¹. »

En effet, à l'élection de 1962, le parti du Crédit social a créé la surprise en faisant élire 26 députés au Québec (contre 4 dans l'Ouest). C'est en tant que représentant du parti au Québec que Caouette, chef adjoint du leader albertain Robert N. Thomson, a incarné le mieux le style populiste. Charismatique, habile tribun qui utilisait des histoires sous forme d'obscur paraboles pour faire passer son message auprès d'un électorat populaire, Caouette se vantait de parler comme et pour le peuple qui se fait exploiter par la « Crasse électorale » et « les suceurs de sang du pauvre monde », c'est-à-dire les élites politiques provinciales et fédérales⁴². « Les élus de la Crasse, disait-il dans un langage sans équivoque, ne peuvent être que les serviteurs de la Crasse⁴³. » Notons la majuscule qui donne à la « Crasse » une sorte d'individualité à un groupe.

Plus précisément, il défendait la doctrine du major Douglas, doctrine qui préconisait de maîtriser le système monétaire, ce qui signifiait concrètement de donner un dividende à la population. Il critiquait notamment les experts qui créent « des plans et des rataplans » : « Le gouvernement a une politique économique mise de l'avant par des économistes, des politicologues, des sociologues et toute la clique des catalogues⁴⁴. » Derrière la boutade, on retrouve l'idée que le gouvernement fédéral n'écoutait pas le peuple, préférant s'en remettre à des experts déconnectés des préoccupations des gens ordinaires, non sans une touche d'anti-intellectualisme puisqu'il se gausse de tous ceux qui riment avec « catalogues ». « Les Canadiens français vivent dans un système de fous et nous sommes administrées par les plus remarquables d'entre eux⁴⁵. »

Comme Diefenbaker, Caouette a aussi su faire passer son message grâce à la télévision qu'il utilisait avec une grande efficacité. On retrouve

41. Normand Rousseau et Jean-Guy Chaussé, *Réal Caouette: Canada!*, Montréal, Éditions Héritage, 1976, p. 56

42. Marcel Hugué, *Réal Caouette: l'homme et le phénomène*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1981, p. 154.

43. Normand Rousseau et Jean-Guy Chaussé, *Réal Caouette: Canada!*, *op. cit.*, p. 70.

44. *Ibid.*, p. 96.

45. *Ibid.*, p. 108.

en parallèle, et encore là comme avec Diefenbaker qui s'en plaignait amèrement, une critique des journaux qui répandent des « résultats fallacieux », les *fake news* d'aujourd'hui : « Si nous nous étions fiés aux propriétaires des journaux, nous n'aurions eu aucun résultat⁴⁶ », disait-il. Voilà qui montre que la critique des médias traditionnels fait partie du fonds de commerce de ceux qui utilisent la rhétorique populiste (ce qui par ailleurs ne signifie pas que toute critique des médias traditionnels est populiste, tant s'en faut). Cependant, la même critique des journaux s'accompagnait d'une utilisation « très habile⁴⁷ », dit le politologue Vincent Lemieux, de la télévision, par le chef créditiste, pour répandre son message. Les populistes sont tout aussi prompts à dénoncer les mensonges des médias qu'intéressés à occuper les mêmes tribunes médiatiques.

Au contraire du Crédit social albertain qui n'était guère plus populiste qu'il s'était embourgeoisé⁴⁸, Caouette misait résolument sur le discours populiste de la protestation. C'est ainsi qu'il fustigeait les élites qui, ayant tout le loisir de faire la grasse matinée, vivent aux dépens du peuple qui, lui, se lève tôt :

Vous autres, les avocats, vous êtes drôles. Vous blâmez les cultivateurs, les colons et les ouvriers d'être créditistes parce que vous êtes plus instruits qu'eux. Mais vous ne connaissez pas un iota, même pas l'abc du Crédit social. Les cultivateurs que vous dénigrez, que vous ridiculisez, se lèvent à quatre heures du matin pour traire leurs vaches et vous fournir du lait et vous autres les avocats, vous vous levez à dix heures du matin, pour traire les cultivateurs et boire le lait de leurs vaches⁴⁹.

Tout autant, sinon plus que John Diefenbaker, Réal Caouette a franchement adopté les principaux traits du style et du langage populiste, traits que l'on peut résumer selon les quatre dimensions suivantes :

– Verve et drôlerie qui cachent en fait un langage dépréciateur et cru qui use de l'exagération ;

46. *Ibid.*, p. 108.

47. Vincent Lemieux, « Réseaux et pratiques de communication dans les masses », *Masses et postmodernité*, sous la direction de Jacques Zylberberg, Sainte-Foy et Paris, Les Presses de l'Université Laval, Méridiens Klincksieck, 1986, p. 156.

48. Le premier ministre Ernest Manning se retrouvait à la tête d'une province où il voulait développer l'industrie pétrolière, un secteur qui a moins besoin de grandes envolées sur le peuple qu'il faut protéger que de capitaux pour exploiter le secteur et d'un environnement économique favorable et stable au développement de l'industrie.

49. Normand Rousseau et Jean-Guy Chaussé, *Réal Caouette : Canada!*, *op. cit.*, p. 42-43.

- Dénonciation de la classe politique et de la presse, la seconde étant accusée d'être à la solde de la première ;
- Opposition tranchée entre le peuple des gens ordinaires et les élites, entre ceux qui, comme il le disait, se lèvent aux aurores et ceux qui commencent à travailler plus tard ;
- Enfin, une critique du libéralisme et de la démocratie avec des accents identitaires, comme lorsqu'il dénonçait la trop grande intensité, à ses yeux, de l'immigration : « Une immigration intense se poursuit dans les mines et les réfugiés européens prennent la place de nos pères de famille. Je n'ai rien contre ces immigrants qui sont pour la plupart de bons catholiques, mais je proteste parce que le gouvernement fédéral tolère une immigration aussi irrationnelle. Nous avons des chômeurs à Rouyn, à Noranda et partout dans le Nord⁵⁰. »

Le populisme des deux dirigeants (Diefenbaker et Caouette) restait campé sur le terrain du populisme protestataire, sauf dans le cas du « tonnerre de l'Abitibi⁵¹ » où l'on trouve des filaments de rhétorique identitaire venant se greffer à son discours populiste. Dans les deux cas, conservateurs et créditistes ont eu à leur tête des chefs charismatiques qui ont canalisé la protestation de l'électorat, avec succès pour Diefenbaker qui a remporté les élections de 1957 et de 1958, moins dans le cas du Crédit social qui a tout de même eu un certain poids à la suite de l'élection de 1972 où le gouvernement libéral de Pierre Elliott Trudeau était en position minoritaire.

Cependant, malgré leurs relatifs succès politiques, les deux hommes ont assez rapidement disparu du radar. D'une part, si le style populiste a permis à Diefenbaker de se hisser à la tête du gouvernement en misant sur le sentiment de mécontentement contre les libéraux, en revanche, ce style se trouvait pris au dépourvu une fois au gouvernement. D'autre part, le mouvement créditiste a été encore plus éphémère et les promesses de pouvoir ne se sont jamais matérialisées. La même chose est aussi arrivée à un autre créditiste, Camil Samson, qui lui aussi avait le verbe haut en couleur, et qui a adopté une position populiste afin de se démarquer des

50. *Ibid.*, p. 62

51. Il s'agit du titre d'un documentaire : Jean-Claude Marion (réalisation) et Claude Marcil (scénario), *Réal Caouette : le tonnerre de l'Abitibi*, Montréal, Les Productions Point de mire, 2001.

autres partis présents sur la scène politique québécoise, également sans véritable succès⁵².

En somme, les deux hommes politiques (Diefenbaker et Caouette) ont montré, chacun à leur façon, la relative efficacité du style populiste, ce dernier leur ayant permis de faire irruption sur une scène politique dominée par les libéraux depuis le milieu des années 1930. Mais leur exemple montre aussi les limites de ce style en ce qui concerne les idées et le programme lorsque vient le moment de gouverner, dans le cas de Diefenbaker, et de s'implanter durablement, dans le cas de Caouette. Le succès du populisme est donc tout relatif.

3.3 Le populisme protestataire de l'Ouest canadien : les années 1990

Il a cependant fallu attendre la fin des années 1980 pour connaître le même genre de sursaut populiste contre les élites fédérales. C'est de nouveau du côté de l'ouest du pays que le populisme a fait entendre sa protestation contre la direction prise par l'évolution de la politique canadienne⁵³. L'Alberta est en effet une province où il existe une longue tradition de partis politiques mélangeant conservatisme et populisme⁵⁴. Pour comprendre comment cette dynamique protestataire a pris naissance, il faut revenir brièvement sur le contexte qui a donné naissance au populisme protestataire du Parti réformiste du Canada de Preston Manning, notamment pour en saisir la dimension régionaliste. Le populisme protestataire albertain prend son essor sur une fracture régionale et politique et non pas identitaire et culturelle.

En effet, lorsque Brian Mulroney a remporté la victoire aux élections générales de 1984, après un règne libéral de 20 ans (1963-1979; 1980-1984), cette victoire reposait notamment sur la promesse qu'un gouvernement conservateur serait moins centralisateur et plus à l'écoute des provinces que l'étaient les libéraux. L'établissement du Programme énergétique national par le gouvernement libéral de Trudeau avait suscité

52. Frédéric Boily, « Le Ralliement créditiste de Camil Samson et la tentation de la troisième voie », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 22, n° 2, 2014, p. 177-178.

53. Frédéric Boily, *La droite en Alberta : d'Ernest Manning à Stephen Harper*, *op. cit.*

54. James Farney, « Canadian Populism in the Era of the United Right », *Conservatism in Canada*, James Farney et David Rayside (dir.), Toronto, University of Toronto Press, 2013, p. 52.

un vent de frustration et de colère en provenance de l'Alberta⁵⁵. Pour mieux représenter les différentes régions et nations, Mulroney proposait, au Québec, une politique de réconciliation nationale, alors que, pour l'Ouest du pays, il promettait de faire de cette région, pour citer Mulroney lui-même (5 juillet 1984), un « puissant instrument de croissance nationale⁵⁶ ». Après leur convaincante victoire en 1984, on s'attendait donc à ce que les conservateurs menés par Mulroney offrent ses solutions qui apaiseraient tout autant les régionalismes de l'Ouest que les tensions nationales s'exprimant au Québec.

Au départ, le gouvernement conservateur a tenu ses promesses de renouveau avec, dès 1986, l'abolition du Programme national d'énergie qui était honni par l'élite politique et économique albertaine. Toutefois, le gouvernement conservateur a rapidement déçu la classe politique de l'Ouest canadien, surtout lors des négociations constitutionnelles pour réintégrer le Québec au sein du Canada et l'Accord du lac Meech (1987) qui paraissait ciselé au bénéfice du Québec. Or, le ressentiment protestataire, ou *Western Alienation*, a déjà pris de l'ampleur lorsque le gouvernement conservateur a accordé (1986) un contrat d'entretien d'avions de chasse à une entreprise québécoise plutôt qu'à une entreprise manitobaine, accentuant ainsi le sentiment d'être marginalisées politiquement et économiquement⁵⁷. Si le pouvoir des milieux d'affaires du Canada central était critiqué dans le passé, maintenant, c'était le gouvernement fédéral et libéral qui incarnait à lui seul le problème⁵⁸. C'est dans ce contexte de profonde insatisfaction politique et économique de nature régionaliste que le Parti réformiste est né (1987), pour former l'opposition officielle en 1997.

Le populisme protestataire de ce parti reposait essentiellement sur l'idée que la région de l'Ouest se trouvait marginalisée aussi bien politi-

55. Le Programme énergétique national a été mis en place, en 1980, par le gouvernement de Pierre Elliott Trudeau afin de favoriser l'autosuffisance énergétique canadienne en assurant l'approvisionnement des provinces de l'est du pays avec des prix peu élevés. Le programme a été accusé de freiner le développement de l'industrie pétrolière albertaine.

56. Lawrence Leduc et collab., *Dynasties and Interludes*, op. cit., p. 357. Ma traduction.

57. Tom Flanagan, *Waiting for the Wave: The Reform Party and the Conservative Movement*, Kingston et Montréal, London et Ithaca, McGill-Queen's University Press, 2009, p. 39.

58. David Laycock, *The New Right and Democracy in Canada*, Don Mills, Oxford University Press, 2002, p. 67.

quement qu'économiquement. Par conséquent, il était nécessaire de redonner la parole au peuple en prenant la défense de ses intérêts menacés non pas tant par des puissances extérieures au Canada que par les intérêts du centre du pays. Au moment de la campagne électorale de 1993, Preston Manning affirmait que les politiciens devaient se mettre au service du « people » : « This election is not just about what the politicians have to say to the the people. This election must be about what the people want to say to the politicians⁵⁹. » C'était là une dimension importante du message populo-régionaliste des réformistes, celui que les élites politiques du gouvernement fédéral n'étaient plus à l'écoute du peuple canadien. Symbolisé par le slogan de la campagne de 1993, *The West Wants In*, ce message populiste a permis au Parti réformiste de s'imposer face aux conservateurs et aux libéraux en Colombie-Britannique et en Alberta⁶⁰. Plus précisément, le populisme s'exprimait de deux grandes manières.

D'une part, Preston Manning voulait que le parti reflète les principes et les valeurs des membres du parti. À cet effet, il préconisait une organisation décentralisée qui permettrait aux membres du parti d'exprimer pleinement, disait-on, les aspirations des Canadiens, ce qui était affirmé dans la déclaration de principe du parti en 1987 : « We affirm that political parties should be guided by stated *values and principles* which are shared by their members and rooted in the political beliefs of Canadians⁶¹. » Or, avançait le politologue Tom Flanagan, le fort accent mis sur les valeurs et les principes avait pour effet d'ériger la plateforme politique du Parti réformiste en une sorte de document sacré (*Holy writ*) qu'il fallait religieusement suivre au motif qu'elle représentait la Parole du peuple⁶².

D'autre part, c'est probablement le discours dénonçant ce que les réformistes appelaient les *special interest* qui avait, selon eux, pris en otage les politiciens qui avaient la plus forte teneur populiste. Or, afin de mieux représenter le peuple et d'éviter que les groupes d'intérêt, comme les groupes féministes ou les organisations représentant les Autochtones, ne fassent dérailler à leur profit le processus démocratique avec leurs demandes, il fallait envisager un ensemble de mesures qui, dans l'esprit de

59. Lawrence Leduc et collab., *Dynasties and Interludes*, *op. cit.*, p. 424.

60. *Ibid.*, p. 427.

61. Tom Flanagan, « Something Blue: The Harper Conservatives as Garrison Party », *Conservatism in Canada*, James Farney et David Rayside (dir.), *op. cit.*, p. 82.

62. *Ibid.*

la démocratie directe façon réformiste, permettaient d'exprimer le « common sense of the common people », comme le répétait Manning. Il s'agissait du référendum exécutoire (*binding referendum*), des initiatives citoyennes (*citizen initiatives*) et de la procédure de rappel des élus (*recall*). Ces trois propositions étaient en fait peu développées⁶³, mais elles montraient aussi le lien entre la démocratie dite directe et le populisme qui prétend l'incarner avec une promesse de réconciliation entre le peuple et ses représentants. C'est ce qui a été décrit comme une forme de « populisme plébiscitaire » (*plebiscitarian*), c'est-à-dire une forme qui, plutôt que de s'inscrire sur des lignes de fractures sociales ou ethniques, s'installe sur une base régionaliste (Ouest/Est), tout en prônant un ensemble de mécanismes démocratiques, comme les référendums, afin de se donner un levier pour rendre la parole confisquée à l'Ouest⁶⁴.

La dimension régionaliste et populiste du parti se voyait également à travers un changement institutionnel important préconisé par cette formation, soit une réforme en profondeur du Sénat canadien (le Sénat triple-E). À strictement parler, les multiples réformes du Sénat proposées au fil du temps ne relèvent pas généralement du registre du populisme protestataire. En revanche, la particularité de l'approche des réformistes était de vouloir faire du Sénat une institution pleinement représentative de l'intérêt des régions canadiennes, d'en faire notamment une voix de l'Ouest en mettant fin aux nominations des sénateurs par le premier ministre fédéral. Pour redonner aux électeurs la possibilité de s'exprimer sur le choix des sénateurs, les réformistes proposaient que les sénateurs soient élus par l'électorat de chacune des provinces et, surtout, que chaque région du pays ait un nombre égal de sénateurs. Avec ces deux « E » (égal et élu), le Sénat deviendrait alors enfin, troisième « E », efficace dans la défense des intérêts des régions et, institution élitiste par excellence, aurait été transformé en institution populiste.

Cependant, le message du populisme protestataire avancé par Preston Manning est demeuré cantonné à cette grande région. Au Québec, on estimait que le discours réformiste était ambigu et que, derrière la protestation régionaliste, se cachait en réalité un message anti-Québec amenant le parti vers le populisme identitaire. Il est vrai que cette

63. Tom Flanagan, *Waiting for the Wave: The Reform Party and the Conservative Movement*, *op. cit.*, p. 24-26.

64. Trevor Harrison, *Of Passionate Intensity: Right-Wing populism and the Reform party of Canada*, Toronto, Buffalo, London, University of Toronto Press, 1995, p. 251.

formation était farouchement opposée à toute reconnaissance constitutionnelle du caractère distinct de la société québécoise. Du coup, nombreux étaient ceux qui, côté québécois, y voyaient une formation anti-Québec, résolument dressée contre la distinction culturelle de la société québécoise, surtout après les publicités électorales de la campagne de 1997 où des images de politiciens québécois connus étaient accompagnées de la légende suivante : « Finis les politiciens québécois qui mènent le pays⁶⁵ ». Néanmoins, le parti ne se comparait pas vraiment avec les partis populistes européens ouvertement xénophobes⁶⁶, le chef Preston Manning se montrant soucieux d'éviter la rhétorique du populisme identitaire et les discours contre l'immigration. En revanche, l'hostilité à l'égard de la politique du bilinguisme pouvait effectivement être interprétée comme une manifestation de rejet du fait francophone. Sur cette dimension, le message réformiste était peu rassurant⁶⁷, quoique l'accusation d'être anti-statut particulier ne doit pas être confondue avec celle d'être anti-québécois, même si, chez certains réformistes, les deux peuvent être assurément confondus.

Banalisation du populisme ?

Cependant, on aurait tort de croire que les réformistes sont les seuls détenteurs du populisme. Si l'on accepte l'idée que le populisme est un style politique, alors la conclusion est que le populisme ne se cantonne pas seulement à droite et qu'il peut se retrouver ailleurs dans l'espace politique et chez d'improbables candidats.

D'abord, sur la scène fédérale, le style populiste reste bien présent, au point où nous avons pu parler de « banalisation » du populisme lors

65. James Bickerton, Patrick J. Smith et Alain-G. Gagnon, *Partis politiques et comportement électoral au Canada : filiations et affiliations*, Montréal, Boréal, 2002, p. 195.

66. David Laycock, *The New Right and Democracy in Canada*, *op. cit.*, p. 144-145.

67. « It is true that after the 1993 election, when his party gained a substantial presence in the House of Commons, Mr. Manning took steps to rein in immoderate supporters. But then the party blew it on the now-infamous television and in the 1997 election that featured a poster with uncomplimentary photographs of Prime Minister Jean Chrétien, then-Conservative leader Jean Charest, Bloc Québécois Leader Gilles Duceppe and Quebec Premier Lucien Bouchard », Hugh Winsor, « Manning blew chance to admit big mistake », *The Globe and Mail*, 14 juin 2000, <https://www.theglobeandmail.com/news/national/manning-blew-chance-to-admit-big-mistake/article768257/>, consulté le 27 novembre 2019.

des élections fédérales de 2008 et de 2011⁶⁸, même si cela surprendra ceux pour qui le populisme est synonyme de droite radicale. Mais, en 2008 et en 2011, les partis politiques qui rivalisaient à ce moment pour déloger les conservateurs qui étaient en situation minoritaire cherchaient à montrer qu'ils étaient de vrais Canadiens. En fait, surtout du côté gauche avec le chef du Nouveau Parti démocratique (NPD), Jack Layton, qui utilisait fréquemment l'opposition populiste entre les élites économiques et les familles ordinaires en opposant les « tables de cuisine » aux « tables des entreprises » : « I will be a Prime Minister that puts you and your family first, putting the issues of the kitchen table to the forefront instead of the exclusive focus on the issues of the corporate board room table as we've seen over the past 25 years⁶⁹. » Layton lançait ainsi le message que les intérêts des « gens ordinaires » ont été sacrifiés pour favoriser ceux des entreprises financières, notamment les banques. Il renouait ainsi avec une tendance profonde de son parti pour qui, comme le disait une figure emblématique de la gauche canadienne, Ed Broadbent, le populisme n'est pas un « gros mot », mais plutôt une caractéristique (à redécouvrir) du mouvement progressiste⁷⁰.

Au contraire de Stéphane Dion qui n'a jamais renié son image d'intellectuel et qui ne peut certainement pas être accusé de populisme, Michael Ignatieff a tenté plus que maladroitement, lorsqu'il est devenu chef du PLC (2009-2011), de faire oublier sa froide image d'intellectuel cosmopolite en se rapprochant du peuple canadien, un peuple que l'intellectuel avait, selon les attaques conservatrices, déserté, préférant les cénacles intellectuels britanniques et américains. Pour y arriver, il a ainsi publié un ouvrage, au titre révélateur, qui mettait, encore là et fort mal habilement, l'accent sur ses racines canadiennes et qui n'était pas simplement un banal ouvrage programmatique⁷¹. Évidemment, la tentative a misérablement échoué, l'image d'intellectuel désincarné lui collant à la peau. Qu'on comprenne bien : il ne s'agit nullement de dire que Michael

68. Chedly Belkhdja et Frédéric Boily, « La banalisation du populisme au Canada », *Les formes contemporaines du populisme*, sous la direction de Christine Couvrat et Joseph Yvon Thériault, Montréal, Athéna éditions, 2014, p. 81-97.

69. Sans auteur, « Jack Layton Took Your Questions », *The Globe and Mail*, 16 septembre 2008, <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/jack-layton-took-your-questions/article1060991/>.

70. Ed Broadbent, « Populism is not a bad word – and progressives should take it back », *The Globe and Mail*, 22 mars 2019.

71. Michael Ignatieff, *Terre de nos aïeux*, Montréal, Boréal, 2009.

Ignatieff est un populiste de la même nature que Trump, ce qui serait ridicule. En revanche, il se trouvait dans l'obligation, après deux défaites électorales et le fiasco de la tentative de coalition, de montrer à l'électorat canadien que lui-même était un «vrai» canadien, un patriote depuis «quatre générations»: «I hope as a patriot, someone who is anchored in the country and whose investment in the country is more than a personal matter, more than just a matter of my personal career. This is a four-generation project⁷².» Par ailleurs, les conservateurs ont utilisé un discours à saveur populiste pour dénoncer les élites culturelles qui, fréquentant les galas d'artistes, étaient sourdes aux préoccupations de la population, il s'ensuivit une forte réaction du milieu culturel québécois avec une vidéo parodique largement diffusée même au Canada anglais⁷³.

Tous ces exemples montrent deux choses: 1) que le populisme peut être utilisé de manière sporadique lors d'une campagne électorale, chacun prenant la pose populiste selon ce qu'il estime être la meilleure façon de se positionner, soit comme étant un «vrai» patriote canadien (Ignatieff), soit comme le représentant des gens ordinaires contre les artistes et intellectuels (Harper) et, enfin, soit comme le représentant des petites gens contre les gens d'affaires (Layton). 2) Qu'il ne suffit pas d'adopter le style populiste pour être efficace, Harper ayant peut-être perdu sa majorité avec cette dénonciation des élites culturelles qui a coûté des voix au Québec alors que Michael Ignatieff avait beau répéter qu'il fréquentait les mêmes restaurants que monsieur et madame Tout-le-Monde, il n'avait aucune crédibilité dans ses efforts désespérés de paraître comme étant d'ici plutôt que d'ailleurs. Cela pourra surprendre, mais le plus crédible dans le rôle du populisme protestataire (de gauche) était Jack Layton parce qu'il renouait, d'une certaine manière, avec la tradition populiste de sa formation et qu'il pouvait vendre avec efficacité la «social-démocratie comme étant du populisme⁷⁴». À l'inverse de Layton, les autres, y compris Stephen Harper, paraissaient trop distants des électeurs pour

72. Michael Valpy, «Portrait of a patriot?», *The Globe and Mail*, 18 avril 2009, <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/portrait-of-a-patriot/article1378477/>, consulté le 6 mars 2020.

73. Charles Côté, «Une vidéo hilarante», *La Presse.ca*, 20 septembre 2008, <https://www.lapresse.ca/actualites/elections-federales/enjeux/culture/200809/20/01-21740-une-video-hilarante.php>, consulté le 27 novembre 2019.

74. Aaron Wherry, «Where did Jack Layton stand», *Maclean's*, 20 mars 2012, <https://www.macleans.ca/politics/ottawa/where-did-jack-layton-stand/>, consulté le 27 novembre 2019.

jouer de manière efficace du style populiste, même si l'on a pu suspecter les conservateurs d'être populistes en étant (secrètement) opposés à l'immigration. Mais le populisme des politiciens peut aussi laisser place à un populisme d'une autre nature.

3.4 La tentation identitaire du populisme

Dans un texte paru en 2015, deux politologues se demandaient pourquoi le Canada semblait « immunisé contre le défi posé par la droite radicale » (immune to a far right challenge⁷⁵). À leurs yeux, le Canada a résisté à l'appel de la droite radicale et du populisme en raison d'une judicieuse combinaison de politique d'immigration et d'intégration, empêchant le populisme d'y prendre racine. Un sondeur canadien qui s'est penché lui aussi sur la question pour se demander, non sans inquiétude, si le populisme pouvait s'enraciner en sol canadien arrivait à la rassurante conclusion que le pessimisme économique qui offre du carburant aux mouvements populistes, même s'il n'est pas totalement absent, n'est pas assez présent ou inflammable pour favoriser les feux du populisme, d'autant que les Canadiens demeurent fidèles au multiculturalisme⁷⁶. Néanmoins, d'autres observateurs se sont inquiétés d'une possible montée du populisme, spécialement à l'approche des élections fédérales de 2019⁷⁷.

À vrai dire, la question s'était déjà posée en 2015 lorsque les conservateurs ont résisté à accueillir plus de réfugiés syriens, au contraire des libéraux qui proposaient d'en accueillir 25 000. Néanmoins, ils n'utilisaient pas le discours du « grand remplacement » ou encore celui en vogue chez les droites identitaires d'une vague migratoire noyant le Canada, ni ne dénonçaient franchement le multiculturalisme, comme on le fait du côté de l'extrême droite. Cela dit, la question de la présence du style du populisme identitaire reste d'actualité eu égard à l'élection de certains partis politiques dans les provinces canadiennes.

75. Emma Ambrose et Cas Mudde, « Canadian Multiculturalism and the Absence of the Far Right », *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 21, n° 2, p. 214.

76. Michael Adams, *Canada in the Age of Trump and Brexit*, *op. cit.*

77. Frank Graves et Michael Valpy, « Canada is a tinderbox for populism: The 2019 election could spark it », *op. cit.*

Un populisme identitaire provincial ?

En effet, dans les premiers moments du nouveau millénaire, on a commencé à voir poindre une forme de populisme ayant une dimension identitaire plus affirmée que par le passé. Cependant, ce n'est pas un parti politique fédéral, mais bien provincial, qui plus est au Québec, qui a été peut-être le premier parti à utiliser ouvertement le style du populisme : « Absent de la littérature scientifique jusque dans les années 1990, le terme n'apparaît qu'au tournant des années 2000, pour analyser l'émergence d'un nouveau parti – l'Action démocratique du Québec (ADQ) – sur la scène politique provinciale, mais aussi au travers d'études portant sur le “populisme municipal”⁷⁸. »

Sans revenir sur une analyse que nous déjà menée ailleurs, rappelons simplement quelques grandes lignes ici : c'est vers le milieu de la décennie des années 2000 que cette formation politique a commencé à épouser le style du populisme non seulement protestataire, mais aussi identitaire. Dans un contexte où l'on parlait de « crise » autour des accommodements raisonnables, le parti mené par Mario Dumont, habile tribun et communicateur hors pair (il fait d'ailleurs maintenant une brillante carrière dans les médias québécois), a adopté une rhétorique politique aux accents identitaires prononcés, par exemple en s'interrogeant sur le seuil d'immigrants à accueillir ou encore sur la question des accommodements trop raisonnables à ses yeux⁷⁹. En fait, dès l'élection provinciale de 1998, le chef adéquiste usait franchement du style populiste, notamment dans sa dimension protestataire, pour utiliser un populisme identitaire à l'élection en 2007 et 2008. On retrouvait toujours dans les discours un message antisystème dirigé contre les deux « vieux partis » (PLQ et PQ), couplé à une dénonciation des intérêts spéciaux comme les syndicats qui auraient pris en otage le gouvernement, et agrémenté de réflexions sur les changements identitaires frappant le Québec. Par la suite, le style du populisme protestataire était bien présent lors de l'élection de 2012, au sein de la Coalition avenir Québec (CAQ) avec la dénonciation de la corruption et la nécessité de faire le « grand ménage ». Marchant dans les traces de

78. Antoine Mazot-Oudin, « “Au nom du peuple” ? Circulations du populisme et représentations du populaire au Québec », *Politix, revue des sciences sociales du politique*, vol. 30, n° 120, 2017, p. 38.

79. Frédéric Boily, *Mario Dumont et l'Action démocratique du Québec : entre populisme et démocratie*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2008, p. 121-131.

l'ADQ, la CAQ avait lors de ces deux premiers affrontements électoraux (2012-2014) un discours s'appuyant sur des piliers protestataires⁸⁰.

En 2018, c'est surtout la proposition d'une réduction de 20 % du nombre d'immigrants qui a attiré au parti des critiques selon lesquelles il était populiste. L'idée de réduire les seuils d'immigrants au motif d'une meilleure intégration n'est pas en soi populiste, même s'il est difficile de déterminer à quel moment l'abaissement du seuil serait franchement populiste. En fait, c'est surtout la nature des arguments soulevés qui importe dans ce cas. À cet égard, les caquistes prennent soin de justifier leur décision sur un argumentaire intégrationniste c'est-à-dire qu'on n'identifie pas certaines catégories d'immigrants comme étant par essence ou nature inassimilables. On parle plutôt d'un accueil de moins d'immigrants afin de mieux assurer le processus d'intégration ou, selon les mots mêmes de François Legault, qui se posait, au début de la campagne de 2018, une question dont il connaissait déjà la réponse: « Est-ce qu'on n'est pas mieux d'en prendre moins et d'en prendre soin ?⁸¹ »

Cela dit, il en faudrait peu pour que le flirt avec le populisme identitaire ne se transforme en relation plus soutenue. Sans jouer au vigilantisme en la matière en ramenant l'inévitable « ventre fécond de la bête immonde », il y a tout de même un risque que la CAQ ne franchisse une ligne, d'autant plus difficile à ne pas franchir qu'on ne sait pas exactement où elle passe véritablement. C'est que l'établissement de « l'acceptable démocratique » et de « l'inacceptable populiste » est un processus où s'affrontent groupes et acteurs politiques en vue tout autant d'en découdre sur les médias sociaux que d'en arriver à un *modus vivendi* social. Pour le moment, le rapport de force semble du côté de la CAQ qui bénéficie encore de la légitimité de l'élection et de l'appui populaire à la *Loi sur la laïcité de l'État*. Le test des valeurs qui faisait aussi partie des promesses de la CAQ sera, finalement, peu contraignant, ce qui montre probablement cette nécessaire modération à ne pas franchir la ligne.

Enfin, si la question de la loi 21 attire son lot de critiques, notamment de la part du Canada anglais, qui voit en elle une loi qui brime les

80. Frédéric Boily, *La Coalition avenir Québec: une idéologie à la recherche du pouvoir*, *op. cit.*, p. 108-122.

81. Joëlle Girard, « La CAQ entend abaisser le seuil d'immigration à 40 000 dès 2019 » Radio-Canada.ca, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1121984/immigrants-seuil-coalition-avenir-quebec>, consulté le 23 janvier 2020.

immigrants et qui brise le consensus autour du multiculturalisme⁸², il reste difficile d'en faire une lecture strictement populiste en soutenant que la loi vise une catégorie précise, soit les signes religieux des musulmans, lui donnant ainsi une dimension xénophobe. Mais les signes catholiques sont aussi touchés. C'est pourquoi la CAQ n'est pas similaire aux formations politiques qui prônent une réduction draconienne de l'immigration ou une fermeture des frontières. Si l'on veut parler de populisme, alors il faut parler d'un *populisme soft* qui se contente de répondre à des inquiétudes, mais en se refusant à endosser les discours les plus extrémistes. La ligne est mince, mais elle n'a pas été franchie, sans oublier que le premier ministre québécois fait attention de ne pas utiliser un langage incendiaire en la matière.

L'élection provinciale ontarienne en juin 2018 a porté au pouvoir un premier ministre conservateur (Doug Ford) qui constitue à sa façon une nouvelle incarnation du populisme à la canadienne, notamment avec un discours anti-élite très marqué. Citons ici un jeune conservateur de l'Ontario qui, s'exprimant dans une revue de droite, défend admirativement le populisme du premier ministre ontarien : « Make no mistake: Ford is a populist who ran a populist campaign. But so far he has defied his opponents' efforts to paint him as Trump 2.0, or worse, the second coming of his self-destructive brother Rob. In his campaigns there was no race-baiting, fear-mongering, xenophobia, or negative nationalism⁸³. » A-t-il raison d'y voir des différences avec le trumpisme ? Si Doug Ford ne propage pas le même message que Donald Trump en matière de dénonciation des immigrants, il existe un parallèle en ce qui concerne sa volonté de donner la parole au peuple, plus précisément à ce qu'on appelle la *Ford Nation*, avec des politiques destinées à plaire aux gens ordinaires, comme celle de permettre aux brasseries de vendre de la bière à un dollar (*Buck-a-Beer*), alors que les élites boivent du « champagne le petit doigt en l'air ⁸⁴ ». Comme d'autres avant lui, Doug Ford a utilisé les ressorts de la mécanique populiste protestataire (le discours contre les élites culturelles

82. Les deux conseils des plus grandes villes albertaines ont passé des motions pour s'y opposer, tout comme Toronto.

83. Jason Tucker, « Ford Nation: Populism done right », *C2C Journal*, 21 septembre 2018, <http://www.c2cjournall.ca/2018/09/ford-nation-populism-done-right/>.

84. Global News, « Doug Ford defines elites as “drinking champagne with their pinkies in the air” », 12 mars 2018, <https://globalnews.ca/video/4078410/doug-ford-defines-the-elites>, consulté le 18 juillet 2020.

de Toronto et le recours au sens commun) pour se hisser à la tête des conservateurs ainsi que pour gagner les élections.

Néanmoins, certains observateurs ont cru déceler un « populisme francophobe » lorsque son gouvernement a annoncé (16 novembre 2018) qu'il annulait le projet d'une université francophone dans le sud de la province et qu'il abolissait le Commissariat aux services en français, mesures sur lesquelles il est d'ailleurs maladroitement revenu⁸⁵. Cependant, ces actions qui touchaient directement les Franco-Ontariens s'inscrivaient davantage dans une logique de réductions budgétaires qui touchaient également des campus universitaires anglophones. Dans ce contexte, il paraît difficile de faire de Doug Ford un véritable « francophobe » entendu dans le sens d'une détestation profonde d'un groupe, comme c'est le cas pour la judéophobie par exemple⁸⁶. Insensible à la cause proprement francophone, le premier ministre ontarien montre davantage son populisme dans son opposition aux élites universitaires et urbaines, qu'elles soient francophones ou anglophones, que dans un discours visant directement tel ou tel groupe. À vrai dire, même les conservateurs sociaux censés l'avoir soutenu sont plutôt déçus par certaines politiques en matière de détermination du programme scolaire ontarien en matière sexuelle. Tout cela n'excuse pas les compressions annoncées aux universités, mais permet de mettre en contexte la nature du populisme qui lui est reproché.

À cet égard, c'est peut-être un parti politique de la province du Nouveau-Brunswick (l'Alliance des gens du Nouveau-Brunswick) qui montre la dimension identitaire la plus importante avec des controverses autour du français dans la seule province officiellement bilingue au Canada. Le chef du parti (Kris Austin) affirme appuyer le bilinguisme, mais, en même temps, il veut revoir l'administration bilingue, laissant planer le doute sur ses véritables intentions⁸⁷. Des membres du parti voudraient notamment qu'un référendum sur le bilinguisme soit tenu,

85. Stéphanie Chouinard et Serge Miville, « Francophobia is donning new clothes in Canada », *The Globe and Mail*, 20 novembre 2018, <https://www.theglobeandmail.com/opinion/article-francophobia-is-donning-new-populist-clothes-in-canada/>, consulté le 29 novembre 2019.

86. Pierre-André Taguieff, *Judéophobie, la dernière vague*, Paris, Fayard, 2018.

87. Anaïs Brasier, « L'Alliance des gens s'oppose "aux écoles et aux hôpitaux francophones" », selon Michel Bastarache », *Radio-Canada*, 4 octobre 2018, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1127793/alliance-gens-bilinguisme-nouveau-brunswick-michel-bastarache>.

sans qu'on sache si le parti appuie une telle mesure⁸⁸. Dans le passé, un parti politique de la même région, Confederation of Regions (COR), avait d'ailleurs lui aussi avancé une rhétorique populiste similaire en mettant l'accent sur la nécessité de s'opposer aux groupes d'intérêt afin de redonner le pouvoir aux citoyens⁸⁹.

La dernière élection provinciale en Alberta a également vu le retour du populisme régionaliste. Cette colère protestataire s'est cristallisée autour du projet d'agrandissement du pipeline Trans Mountain, agrandissement qui a finalement été confirmé par le gouvernement fédéral le 19 juin 2019, mais seulement après de multiples retards et des contestations judiciaires. Ce pipeline est en quelque sorte devenu le point focal de la contestation du gouvernement provincial néodémocrate, et aussi des élites libérales, surtout lors de l'élection fédérale où les conservateurs ont tout raflé ou presque. Le retard pris dans la construction a d'ailleurs donné lieu à des manifestations, notamment celle qui a mené à un convoi de camions en partance de l'Alberta vers Ottawa en février 2019. Accusant le gouvernement libéral d'avoir laissé tomber l'industrie pétrolière malgré l'achat du pipeline Trans Mountain au coût élevé de 4,5 milliards, quelques manifestants en ont aussi profité pour dénoncer le Pacte sur les migrations⁹⁰.

Conservateur dans l'âme, celui qui est maintenant devenu premier ministre a flirté avec la rhétorique populiste en insistant sur la fracture entre l'Alberta et le reste du pays. Dans son discours de victoire au soir des élections, Jason Kenney s'est aussi lancé dans une dénonciation des groupes d'intérêt étrangers opposés à l'exploitation des sables bitumineux, en provenance des États-Unis, rappelant ainsi les beaux jours du

88. «Le mécontentement gronde chez des partisans de l'Alliance des gens du N.-B.», *Radio-Canada*, 3 février 2020, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1503073/mecontentement-bilinguisme-partisans-alliance-gens-nouveau-brunswick>, consulté le 28 mars 2020.

89. Chedly Belkhodja, «La dimension populiste de l'émergence et du succès électoral du parti of Confederation of Regions au Nouveau-Brunswick», *Canadian Journal of Political Science /Revue canadienne de science politique* XXXII: 2, juin 1999, p. 293-315.

90. Jesse Snyder, «As frustrated pro-pipeline protestors arrive in Ottawa from Alberta, political attention remains focused on Quebec», *National Post*, 19 février 2019, <https://nationalpost.com/news/as-frustrated-pro-pipeline-protestors-arrive-in-ottawa-from-alberta-political-attention-remains-focused-on-quebec>, consulté le 27 novembre 2019.

Parti réformiste: «Meanwhile, the foreign funded special interests campaigning against Canadian energy have done precisely nothing to stop the doubling of oil production in the United States, or to reduce by one barrel energy coming from OPEC dictatorships, or Vladimir Putin's Russia⁹¹.» Mais, avant d'être un populiste, Jason Kenney paraît avant tout conservateur, les deux n'étant pas exclusifs. Toutefois, la figure de l'homme de droite désireux d'équilibrer les budgets et pro-libre-échange sur le plan économique prédomine, notamment depuis qu'il est au pouvoir.

Tous ces exemples rappellent que la tentation populiste est toujours présente dans certaines provinces canadiennes, tout comme sur la scène fédérale d'ailleurs. Cependant et au contraire des autres démocraties occidentales, il n'y a pas de mouvements qui, pour le moment, sont en mesure de contester les partis dominants. Certes, les situations et les contextes ne sont pas les mêmes d'une province à l'autre. Alors que le système politique organisé autour du bipartisme est de plus en plus contesté au Québec avec l'émergence de Québec solidaire et de la CAQ, en Alberta, il semble que l'on soit plutôt dans une logique d'affirmation du bipartisme. Rappelons à cet égard que toutes les petites formations politiques qui avaient un discours radical et populiste ont été complètement exclues, avec moins de 1 % des voix obtenues, du champ politique lors de l'élection provinciale d'avril 2019⁹².

Pour le moment, le populisme reste diffus dans l'espace politique provincial canadien, aucune formation politique n'en faisant l'exclusivité de son offre politique ou son fonds de commerce. On se retrouve plutôt avec un ensemble de formations politiques qui montrent des facettes de populisme, la CAQ avec la défense de l'identité, les conservateurs ontariens avec la défense du «peuple buveur de bière» et les Néobrunswickois du People Alliance qui semblent vouloir réveiller l'anti-bilinguisme, sans trop qu'on sache pour le moment s'ils le font selon une logique identitaire ou plutôt économique.

91. «Read Jason Kenney's prepared victory speech in full after UCP wins majority in Alberta election», *National Post*, 17 avril 2019, <https://nationalpost.com/news/canada/read-jason-kenneys-prepared-victory-speech-in-full-after-ucp-wins-majority-in-alberta-election>, consulté le 27 novembre 2019.

92. Elections Alberta, <http://officialresults.elections.ab.ca/orResultsPGE.cfm?EventId=60>.

Tel est le portrait provincial présentement, un portrait probablement destiné à changer dans les prochaines années et peut-être pas seulement à droite en ce qui concerne le populisme. Par exemple, on assiste au Québec, depuis un certain moment maintenant, à un débat sur l'opportunité de voir émerger un parti populiste de gauche qui viendrait reconstruire une telle formation à un électorat populaire⁹³. Ces interrogations récentes sur la nature du populisme rappellent que le populisme, au Québec comme ailleurs, continue de faire sentir sa présence qui, pour discrète qu'elle puisse paraître, n'en est pas moins réelle.

Le tour d'horizon esquissé ici montre que le Canada n'est pas immunisé contre le populisme, notamment en ce qui concerne la forme dite protestataire. À ne voir que le populisme identitaire et xénophobe, on a fini par oublier les multiples épisodes de protestation populiste qui ont jalonné l'histoire politique canadienne récente. C'est qu'à certains moments le système politique canadien se trouve sous tension, comme ce fut le cas dans les années 1990 lorsque des élites politiques des provinces de l'ouest du pays, comme l'Alberta, s'estimaient injustement traitées par le gouvernement central ainsi que par les élites des grands partis politiques de l'Ontario et du Québec. Ces tensions s'expriment avec un discours populo-régionaliste. À partir des années 2000, le phénomène ressemble davantage à une remise en cause de la politique multiculturelle, mais le phénomène n'a pas encore percolé profondément au sein des grands partis qui se gardent de discours paraissant comme étant trop à droite.

Mais, pour peu que la situation semble non maîtrisée, par exemple aux frontières avec les migrants irréguliers en provenance des États-Unis, des inquiétudes et des craintes sont exprimées et certains partis politiques en appellent à une diminution de l'immigration. Cette crainte diffuse n'a pas été récupérée franchement par des partis politiques importants qui prôneraient une fermeture complète. Mais les discours anti-immigration, couplés à un discours qui évoquerait les craintes envers l'islam et l'immigration, ne sont pas totalement à exclure.

93. Antonin-Xavier Fournier, «Vers un populisme de gauche?», *Le Devoir*, 8 janvier 2019, p. A6.

En ce sens, penser que le Canada est immunisé contre le populisme relève d'une myopie quant à l'histoire politique provinciale et, surtout, d'une crispation intellectuelle à ne voir dans le populisme qu'un phénomène radical, xénophobe et raciste. Si le Canada n'a pas connu récemment d'épisodes de populismes xénophobes, il n'en demeure pas moins que le populisme y est bien présent, Québec y compris.

La question qui se pose maintenant, c'est de savoir si le mouvement conservateur post-défaite électorale de 2019 sera attiré par les sirènes du populisme. Est-ce que la victoire de Boris Johnson qui a flirté d'assez près avec le populisme pourrait ici servir d'exemple à suivre pour des conservateurs désireux de revenir au pouvoir? Un auteur proche des libéraux croit d'ailleurs que les conservateurs canadiens pourraient être tentés de suivre la même approche dans l'avenir⁹⁴. C'est pourquoi il est nécessaire maintenant de tourner notre regard vers la droite fédérale pour tenter de cerner les évolutions qui la travaillent au moment d'affronter la deuxième décennie du XXI^e siècle

94. Eugene Lang, « The rise of Boris Johnson reinforces populist narratives. Will Canada follow suit? », *Ottawa Citizen*, 9 juillet 2019, <https://ottawacitizen.com/opinion/columnists/lang-the-rise-of-boris-johnson-reinforces-populist-narratives-will-canada-follow-suit>, consulté le 6 mars 2020.

Chapitre 4

La droite fédérale au Canada : une nouvelle étape de son histoire ?

«Across the free world, the rise of populism and the decline of open debate has stressed our traditional democratic and societal institutions. New parties and movements are emerging to represent constituencies that have little connection to the political ideologies of the past. What does conservatism mean in Canada today? Is there a set of principles that self-identified conservatives could agree on, and that political parties running on right-of-centre platforms would embrace? Would the country's historical conservative thinkers recognize the movement as it stands today?»¹ »

National Post

Ainsi que l'indique la citation coiffant ce chapitre, la droite canadienne est passée maître dans l'art de s'interroger sur elle-même. Cet extrait, tiré d'une série d'articles que le quotidien porte-étendard de la droite au Canada, le *National Post*, consacre à l'autopsie de la défaite d'octobre 2019, pose à nouveau la question, angoissée, quant à ce que sera la droite et sur ce qui constituera son identité idéologique première dans l'avenir. Depuis George Grant et sa fameuse «lamentation» sur le Canada écrite au milieu des années 1960, on voit poindre à intervalles réguliers cette interrogation de fond sur la véritable identité (schizophrénique, disait-il à l'époque) des conservateurs canadiens². Cette interrogation existentielle surgit notamment lorsque le pouvoir semble hors de portée ou alors lorsque la droite semble privée de repère en mesure d'assurer son unité. À ce moment, les conservateurs éprouvent en effet de la difficulté à se regrouper dans une seule et unique formation qui représenterait les différents visages de leur grande famille élargie au Canada. Pour reprendre l'image des «trois

1. *National Post*, 30 octobre 2019, <https://nationalpost.com/opinion/right-now-what-has-become-of-canadian-conservatism>, consulté le 10 décembre 2019.
2. George Grant, *Est-ce la fin du Canada? Lamentation sur l'échec du nationalisme canadien*, op. cit.

sœurs» forgée par le politologue Tom Flanagan, il est rare que les trois composantes de la droite, soit la droite de l'Ouest, celle canadienne-française (aujourd'hui québécoise) du Québec et la dernière celle des *torys* traditionnels de l'Ontario et des Maritimes, puissent faire cause commune³. Brian Mulroney y est arrivé, Stephen Harper y est presque parvenu alors que le Québec n'a pas voulu plébisciter les conservateurs sous sa direction.

Or, c'est dans un contexte similaire d'indécision idéologique que la droite canadienne se retrouve après l'élection fédérale de 2019, avec une députation conservatrice certes présente dans toutes les provinces du pays, mais qui n'en demeure pas moins retranchée dans l'Ouest. Le chapitre repose sur l'hypothèse interprétative que les conservateurs entrent dans une période de profonde remise en cause, similaire à celle qui est survenue entre John Diefenbaker (Robert Stanfield et Joe Clark) et Brian Mulroney. Plus précisément, c'est lors de cette période que les conservateurs canadiens ont procédé à une longue introspection, à la suite d'une série de déconfitures électorales successives (de 1963 à 1979), qui les ont amenés, avec Brian Mulroney (1984), à prendre une nouvelle direction idéologique⁴, en d'autres termes, à se mettre au diapason de ce que nous avons appelé la première droitisation (voir le chapitre un).

Nous verrons que la droite canadienne est en train de se repenser et qu'elle fait face elle aussi à des défis particuliers. Toutefois, on ne sait pas encore à quel point les conservateurs auront ou non la volonté et l'envie d'entreprendre cet aggiornamento idéologique ou même s'ils voudront se lancer dans un tel exercice d'autoréflexion après la mauvaise expérience de la course précédente⁵. C'est dans cet esprit, soit celui sur les défis que les conservateurs doivent affronter, que nous abordons la droite fédérale canadienne.

D'abord, nous poserons un diagnostic sur la droite canadienne en nous demandant si elle est aussi mal en point que les conservateurs

3. Tom Flanagan, *Harper's Team: Behind the scenes in the Conservative rise to Power*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2009, p. 16.

4. Bob Plamondon, *Blue Thunder: The Truth about Conservatives from Macdonald to Harper*, Toronto, Key Porter Books, 2009, p. 315-349.

5. La course qui avait mené à la nomination d'Andrew Scheer avait été longue et, surtout, avait vu un trop grand nombre de gens se porter candidats, dont certains étaient incapables de s'exprimer en français. Cette fois-ci, il semble que les frais pour y participer seront plus élevés afin de décourager les candidatures peu sérieuses. John Ivison, « So who is running this race? », *National Post*, 19 décembre 2019, p. A4.

eux-mêmes l'affirment. C'est pourquoi la première section sera consacrée à jeter un regard comparatif sur la droite canadienne en regard de l'étranger, afin d'offrir un constat plus précis sur la force des conservateurs canadiens. Pour y arriver, nous examinerons rapidement comment les droites ailleurs se portent afin de poser un meilleur diagnostic d'ensemble. À première vue, les conservateurs canadiens restent encore une solution de rechange crédible et une force politique légitime dans l'espace politique partisan canadien, au contraire de ce qui se passe ailleurs (section 4.1), ce que les conservateurs canadiens ont parfois tendance eux-mêmes à oublier. Par la suite, nous nous intéresserons plus particulièrement à la conjoncture idéologique au début de cette troisième décennie des années 2000 qui, pour les conservateurs, pourrait bien représenter une nouvelle étape dans l'évolution de ce courant. Nous verrons à ce moment (section 4.2) que les conservateurs se retrouvent face à une série de défis ou, comme nous les appellerons, des tentations (au nombre de trois), ce qui nous entraînera, à discuter de nouveau de populisme puisqu'il s'agit là d'une tentation à laquelle les conservateurs pourraient succomber. C'est ce qui nous permettra de revenir à ce que l'ancien chef conservateur Stephen Harper, qui reste encore aujourd'hui une figure importante du mouvement, propose comme lecture de la situation. Voilà qui nous conduira par la suite à parler de Maxime Bernier et de son « populisme intelligent » et des questions identitaires (section 4.3) qui ont fait l'objet de nombreux débats lorsque son parti est arrivé sur la scène politique canadienne, puis à conclure sur l'avenir (4.4).

4.1 La droite canadienne : un bilan

Après l'élection provinciale de 2019, les conservateurs canadiens se retrouvent dans une position paradoxale, soit un mélange de forces et de faiblesses. Les forces d'abord, c'est notamment que les conservateurs ont tout de même obtenu plus de voix que les libéraux (34,4 % contre 33,1 %) et qu'ils sont très bien implantés dans certaines régions du pays. En effet, après le « retour aux sources conservatrices » survenu lors de l'élection provinciale d'avril 2019, personne ne pouvait être vraiment surpris de voir que l'Alberta avait de nouveau voté massivement pour les conservateurs d'Andrew Scheer⁶. La seule surprise, c'est que le raz de marée bleu

6. Pour plus de détails, nous renvoyons ici à Frédéric Boily, « L'Alberta et la fièvre référendaire », *Policy options/Options politiques*, 31 octobre 2019, *op. cit.*

a déferlé non seulement en Alberta, mais aussi en Saskatchewan, où même un pilier de la première heure du Parti libéral (l'ex-ministre Ralph Goodale) a été emporté par le vote conservateur, témoin de la débandade libérale dans les Prairies. À ceux qui seraient tentés de minimiser l'ampleur des résultats, rappelons que dans les quatre circonscriptions du Nord albertain, site de l'exploitation pétrolière, le pourcentage du vote conservateur se situe entre 80 % et 84 %. De plus, la Colombie-Britannique de l'intérieur et des Rocheuses s'est aussi rangée fermement derrière les conservateurs. En d'autres termes, l'opposition, très forte, déborde l'Alberta et la Saskatchewan.

Mais, d'une certaine manière, le parti dispose de trop solides assises électorales dans l'ouest du pays alors que des faiblesses importantes, notamment du côté de l'Ontario et du Québec, où les conservateurs ont perdu du terrain, sont bien présentes : « Together, Quebec and Ontario hold 199 federal electoral districts and the Conservatives lost ground in 139 of them (70 percent) compared to 2015. That's the election right there for the Conservatives. Losing ground in 70 percent of districts in the two most populous provinces in the country is a sure path to defeat⁷. » Ainsi, les conservateurs ne sont pas en mesure de former le gouvernement, à moins d'effectuer une percée dans ces deux provinces. Essentiellement, la faiblesse est donc le revers de la force, à savoir une trop grande dépendance à l'électorat des provinces de l'Ouest. Il ne s'agit cependant pas seulement d'un enjeu géographique (un parti mieux organisé dans cette région par exemple) puisque c'est aussi le résultat d'une fracture idéologique liée à des enjeux qui sont ceux des provinces comme la Saskatchewan et l'Alberta.

Dans ces deux provinces, la question des changements climatiques est vue d'une façon différente, c'est-à-dire qu'elle est perçue comme étant une lutte contre l'industrie de l'énergie et une lutte qui taxe de manière injuste l'agriculture intensive de la région. Tout cela explique que les « climato-motivés⁸ », pour reprendre l'expression d'un économiste, sont

7. David McLaughlin, « Andrew Scheer is not entirely to blame for Conservative electoral challenges. The party's policies don't mobilize enough Canadians to win », *Policy options/Options politiques*, 7 novembre 2019, <https://policyoptions.irpp.org/magazines/november-2019/conservatives-need-a-new-value-proposition-to-present-voters/>.

8. Christian Gollier, *Le climat après la fin du mois*, Presses universitaires de France, 2019, p. 192.

moins nombreux dans ces provinces qu'ailleurs au pays⁹. Or, cette façon de voir les choses est épousée par les conservateurs fédéraux, ce qui se traduit par un discours et un programme en opposition, parfois virulente, contre la taxe carbone et une confiance démesurée dans la technologie¹⁰, pour trouver des solutions aux problèmes des changements climatiques. Or, cette façon de concevoir la question heurte de plein fouet celle de plusieurs autres provinces, comme le Québec et la Colombie-Britannique et, surtout, ne correspond pas à l'approche des autres partis politiques de l'arène fédérale. De plus, les conservateurs restent toujours engagés à construire un corridor énergétique, entendre des infrastructures de transport pétrolières ou gazières vers l'est du pays; il faut ici penser au pipeline Énergie Est. C'est là une autre (grosse) pierre d'achoppement entre les provinces.

Enfin, il y a tout le problème des convictions religieuses d'Andrew Scheer et de ses positions sur l'avortement et les mariages de conjoints de même sexe ou encore son refus de participer aux défilés de la fierté gaie. Ces questions ont littéralement plombé sa campagne électorale, notamment au Québec où, avant même le déclenchement de l'élection, la position personnelle du chef conservateur était l'objet de profondes incompréhensions¹¹, et même ailleurs au Canada¹².

Dans ce contexte, les forces des conservateurs sont totalement éclipsées par les faiblesses mentionnées plus haut ainsi que par les critiques du

-
9. Si l'on croit les cartes de l'opinion publique canadienne sur le climat (COPCC), l'opinion publique albertaine sur la question de la taxe carbone est largement opposée (seules Edmonton et Calgary comptent quelques circonscriptions en faveur) alors qu'ailleurs au pays le pourcentage est plus élevé. On peut consulter les cartes à l'adresse suivante : <https://www.umontreal.ca/climat/>.
 10. Frédéric Boily, «Le défi de la lutte aux changements climatiques à l'épreuve des conservateurs canadiens (2002-2019)», *Le Climatoscope*, n° 1, septembre 2019, p. 67-70.
 11. Catherine Lévesque, «Avortement: Rayes tente de mettre le couvercle sur les contradictions», *Métro*, 27 août 2019, <https://journalmetro.com/actualites/national/2367481/andrew-scheer-contredit-par-son-lieutenant-quebecois-sur-l'avortement/>, consulté le 4 décembre 2019.
 12. Par exemple, le chef conservateur s'est fait reprocher, après l'élection, de ne pas avoir nommé, dans son cabinet fantôme, un jeune député conservateur ouvertement homosexuel. Mark Bonoski, «Scheer shuns CPC's first openly-gay MP», *Saskatoon-Star Phoenix*, 2 décembre 2019. <https://thestarphoenix.com/opinion/columnists/bonoski-scheer-shuns-conservative-partys-first-openly-gay-mp/wcm/498e9a5f-2522-4b0f-bc1d-4d9f15a6b0cf>, consulté le 4 décembre 2019.

style de leadership d'Andrew Scheer¹³, en provenance du camp conservateur. Il n'est pas étonnant alors qu'Andrew Scheer ait dû se résigner à démissionner¹⁴. Il ira ainsi rejoindre les nombreux chefs du Parti conservateur qui ne sont pas parvenus, au cours de l'histoire de cette formation, à faire gravir les derniers échelons menant au pouvoir. En même temps, il ne faut pas confondre les insuccès d'un chef avec ceux de la formation, regardés sur l'histoire longue et en comparaison avec d'autres formations.

En effet, les « vieux » partis de la droite européenne se retrouvent, en comparaison avec ceux de la droite canadienne, dans une position beaucoup plus désavantageuse, laminés qu'ils sont électoralement lors des derniers scrutins importants, notamment en France où les républicains ont essuyé de cuisantes défaites depuis la présidentielle de 2017. Une des dernières en date est celle des élections européennes lorsque le candidat vedette représentant les républicains (François-Xavier Bellamy) a mené la liste de cette formation à des résultats si médiocres qu'ils ont entraîné la démission du président du parti (Laurent Wauquier), le « pendule de l'alternance » entre droite et gauche à la fonction présidentielle paraissant déréglé¹⁵. Un politologue français a pu conclure que « [l]a droite a ainsi progressivement cessé d'être audible sur tous les grands sujets [...] »¹⁶.

Et que dire de la droite anglaise avec un Parti conservateur qui, perdu dans le labyrinthe du Brexit, a vu sa chef (Theresa May) démissionner de son poste, en larmes, incapable de trouver une solution pour

-
13. Les critiques à l'endroit d'Andrew Scheer ont été très dures, en ce qui concerne tant l'ensemble de sa campagne (pas assez énergique) que ses positions (mal défendues) en matière religieuse et sociale. Marieke Walsh, « Peter MacKay says criticism of Conservative campaign not meant to be attack on Scheer », *The Globe and Mail*, 31 octobre 2019, <https://www.theglobeandmail.com/politics/article-peter-mackay-says-criticism-of-conservative-campaign-not-meant-to-be/>, consulté le 4 novembre 2019; Peter Zimonjic, « Scheer should resign and run again for Conservative leadership, says ex-Harper aide », *CBC News*, 25 novembre 2019, <https://www.cbc.ca/news/politics/teneycke-scheer-should-resign-1.5373094>, consulté le 4 novembre 2019.
 14. Cela dit, il semble que la rapidité de la démission de Scheer ne soit pas étrangère au fait que des fonds du parti ait servi à payer les frais de scolarité à ses enfants inscrits à l'école privée. Amanda Connolly, « Conservative Leader Andrew Scheer resigns, vows to stay on until new leader chosen », *Global News*, 12 décembre 2019, <https://globalnews.ca/news/6288286/andrew-scheer-resignation/>, consulté le 12 décembre 2019.
 15. Vincent Trémolet de Villers, « Tourner la page », *Le Figaro*, 25 juin 2019, p. 1.
 16. Philippe Raynaud, « La droite a cessé d'être audible sur tous les grands sujets », *Le Monde*, 18 juin 2019, p. 26.

la sortie britannique de l'Union européenne¹⁷. À tel point que le vénérable Parti conservateur se trouverait dans une crise sans précédent au xx^e siècle, si l'on en croit certains analystes de la vie politique britannique¹⁸. Selon Pierre Martin, ce bouleversement de la vie politique anglaise était manifeste depuis au moins 2010 avec la coalition des conservateurs avec les libéraux-démocrates¹⁹. Cela dit, les résultats de la dernière élection britannique (12 décembre 2019) laissent entrevoir une renaissance des conservateurs avec un chef (Boris Johnson) qui a su injecter une dose de populisme dans l'organisme du parti²⁰, à tel point que la composante plus modérée et libérale aurait déserté la formation conservatrice²¹. Les modérés auraient été en quelque sorte remplacés par des populistes²², laissant ainsi entendre que la voie à suivre pour les conservateurs désireux de se revamper consiste à effectuer un « lifting populiste ».

À la lumière de tous ces résultats, le contraste est assez frappant avec les partis de droite canadiens qui montrent une mauvaise santé de fer, si on peut dire, en comparaison avec leurs homologues européens. C'est que la droite canadienne, prise dans son ensemble, paraît mieux positionnée pour entreprendre sa mue idéologique, même si des tensions importantes se manifestent aussi du côté canadien avec la démission du chef conservateur évoquée plus haut. Certes, sur le long terme, la crise des partis traditionnels, décrite par Pierre Martin, frappe aussi le Canada puisque la bipolarisation qui permettait aux conservateurs et aux libéraux

-
17. Wyn Grant, « Where does Theresa May sit in the hall of fame for disastrous prime ministers? », *The Conversation*, 7 juin 2019, <https://theconversation.com/where-does-theresa-may-sit-in-the-hall-of-fame-for-disastrous-prime-ministers-118347>, consulté le 12 décembre 2019.
 18. Agnès Alexandre-Collier, « Le Parti conservateur britannique semble au bord de l'implosion », *Le Monde*, 19 juin 2019, p. 30.
 19. Pierre Martin, *Crise mondiale et systèmes partisans*, Paris, Les Presses de sciences po, 2018, p. 208.
 20. Andy Beckett, « Johnson's populism has given the Tories a lifeline – but they are running out of ideas », *The Guardian*, 2 novembre 2019, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2019/nov/02/boris-johnson-brexit-populism-tories-lifeline>, consulté le 12 décembre 2019.
 21. Gaby Hinsliff, « The End of the Liberal Tory », *Prospect*, n° 282, novembre 2019, p. 20-27.
 22. « Since the referendum of 2016, with first UKIP and then the Brexit Party emerging as dangerous electoral contenders, Johnson has not been alone in his growing receptiveness to the gravitational pull from the right. » Bill Schwarz, « Boris Johnson's Conservatism: an insurrection against political reason? », *Soundings: A journal of politics and culture*, n° 73, hiver 2019-2020, p. 18.

de recueillir 75 % des voix jusqu'en 1990 est moins forte qu'auparavant²³. En revanche, du côté de la droite, le vote conservateur est relativement stable depuis 2004 en pourcentage des voix obtenues²⁴, une stabilité dont les droites françaises et anglaises semblent privées en comparaison de la droite canadienne.

Pendant, le regard comparatif ne peut se contenter de regarder du côté droit et il faut aussi lorgner à gauche pour être en mesure d'évaluer correctement la force de la droite. En effet, « [l]a droite et la gauche, c'est un couple antagoniste, mais indissociable. Elles sont déterminées l'une par l'autre. C'est un couple qui s'affronte dans la bataille politique et la bataille des idées. Par conséquent, on en arrive à la question de l'hégémonie : qui est dominant dans la bataille des idées?²⁵ » La question se pose et, même si nous avons mentionné au premier chapitre que la libéralisation des mœurs constitue une sorte de démenti à la droitisation des sociétés, il ne faut pas nécessairement conclure à une hégémonie de la gauche politique.

Une gauche en désarroi, un tremplin pour la droite

En effet, un rapide tour d'horizon du côté des partis de la gauche et du centre montre les difficultés de cette famille politique, essentiellement parce que leurs électeurs désertent le navire de la social-démocratie. La gauche occidentale paraît en effet dans une sorte de catatonie intellectuelle et politique qui, pour ses partisans, devrait être particulièrement inquiétante. « Même dans les pays nordiques, écrit Alain Noël, la social-démocratie en arrache. Le Danemark, la Finlande, l'Islande et la Suède ont de nouveau des gouvernements de centre-gauche, mais les coalitions en place sont fragiles et très récentes²⁶. »

En France, après la fin du hollandisme et la sévère correction électorale subite lors des élections présidentielles de 2017, le Parti socialiste se trouve dans une position plus que précaire aussi bien financièrement

23. Pierre Martin, *Crise mondiale et systèmes partisans*, *op. cit.*, p. 100-101.

24. De 29 % des voix en 2004 à 39 % en 2011, avec 36 % et 37 % en 2006 et 2008 et 34 % en 2019. En 2015, le vote conservateur était près de celui de 2004 (31 %).

25. Mathieu Deslandes, « Emmanuel Terray, être de droite, c'est avoir peur », *L'Obs avec Rue* 89, 31 mars 2012, <https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-le-grand-entretien/20120331.RUE8915/emmanuel-terray-etre-de-droite-c-est-avoir-peur.html>.

26. Alain Noël, « Extraits du livre *Utopies provisoires* : le pari social-démocrate », *op. cit.*

qu'intellectuellement, avec certains de ses plus fidèles alliés qui quittent le navire. Par exemple, dans une tribune du quotidien *Libération*, un professeur de sciences politiques de Lille annonce qu'il quitte sa famille (le mot n'est presque pas au sens figuré dans ce cas), le parti étant devenu un « astre mort²⁷ ». En fait, le déménagement du siège social de la rue Solferino (Paris), vers la « ceinture rouge²⁸ » (Ivry-sur-Seine), serait un témoignage de l'errance et du désarroi dans lesquels les socialistes français se retrouveraient pour le moment, et un moment qui, loin du pouvoir, pourrait être plus long qu'anticipé par les cadres du parti²⁹.

Quant à la gauche démocrate américaine, on se demande si elle parviendra, au-delà des remarques sur les distorsions du collège électoral américain et sur la « victoire » d'Hillary Clinton au vote populaire, à trouver les repères intellectuels et politiques nécessaires pour s'opposer à Donald Trump. À cet effet, celui de se redonner des repères, l'intellectuel américain Mark Lilla a d'ailleurs rédigé un livre fort éclairant, que nous avons évoqué plus tôt, sur les doutes qu'il entretient quant aux chances que les démocrates américains soient parvenus à tirer les bonnes leçons de la défaite de 2016. Il croit que les partis de gauche sont engagés dans une stratégie politique identitaire qui les empêche d'avoir un discours rassembleur.

Du côté canadien, la gauche n'est peut-être pas dans un état comateux aussi profond que celui dans lequel le Parti socialiste français a sombré, mais cela ne veut pas dire que la situation soit plus brillante. Depuis que le nouveau chef a pris la direction du parti si puissamment façonné par Jack Layton dans les années 2000, les néodémocrates semblent un parti installé à demeure derrière les libéraux et les conservateurs. L'inefficacité du chef néodémocrate à galvaniser les troupes partout au pays lors de la dernière campagne électorale de 2019, notamment en se coupant de l'électorat néodémocrate des Prairies, conduit à penser que cette formation est entrée dans un processus de crise qui pourrait aboutir à des années de vaches maigres électorales dans la prochaine décennie. C'est sans compter que la nette défaite du Nouveau Parti démocratique

27. Rémi Lefebvre, « Pourquoi je quitte le Parti socialiste », *Libération*, 18 octobre 2018, https://www.liberation.fr/debats/2018/10/18/pourquoi-je-quitte-le-parti-socialiste_1686320, consulté le 29 novembre 2018.

28. C'est le nom donné aux municipalités qui entouraient Paris et qui étaient communistes.

29. Sophie de Ravinel, « En quittant Solferino, le PS cherche à se reconstruire à Ivry », *Le Figaro*, 12 novembre 2018, p. 19.

albertain lors de la dernière élection provinciale pourrait aussi signifier des années de disette sur le plan provincial.

Bref, sans prétendre ici faire le procès de la gauche, ce qui n'est pas le sujet de ce livre, il est nécessaire tout de même de noter pour notre propos que les partis de gauche paraissent en difficulté politique et intellectuelle, ce qui laisse ici la possibilité à des partis de la droite, même radicale, de pouvoir s'imposer auprès des classes populaires, comme l'a fait le Front national français depuis le milieu des années 1990. Citons de nouveau le politologue Laurent Bouvet :

Si ce nouvel accès de fièvre politique est lié au contexte de crise économique et sociale, le défaut de la gauche est aussi en cause. L'éloignement durable de la gauche et du peuple, encore accentué par l'échec social-libéral à renouveler pensée et pratique du pouvoir au tournant des années 1990-2000, a laissé le champ libre à des forces qui se réclament ouvertement et bruyamment de la volonté du peuple pour mettre en cause institutions et politiques³⁰.

C'est ainsi que les partis de gauche ne savent tout simplement pas sur quel pied danser en matière d'immigration. En fait, une partie de la gauche semble s'être lancée dans une course-poursuite avec la droite, sans trop savoir s'il s'agit d'un simple sprint ou d'une course de longue haleine. Par exemple, le Parti social-démocrate allemand (SPD) a signé un contrat de coalition avec d'autres formations, où un plafond de réfugiés sera imposé et où des mesures plus restrictives seront imposées sur les regroupements familiaux³¹. Néanmoins, le discours de la droite, à défaut d'être hégémonique, paraît toujours plus audible sur l'immigration, au point que la gauche semble l'avoir en quelque sorte adopté³². C'est ce qui amène le politologue Pierre-Étienne Vandamme à écrire dans la revue *Esprit* que, « [s]i la gauche veut maintenir son engagement historique en faveur des plus désavantagés, elle ne peut se désintéresser ni des classes populaires,

30. Laurent Bouvet, *Le sens du peuple, op. cit.*, p. 229.

31. Joanna Luyssen, « En Allemagne, l'AfD fait même déraiper la gauche », *Libération*, 9 septembre 2018, https://www.liberation.fr/planete/2018/09/09/en-allemande-l-afd-fait-meme-deraper-la-gauche_1677607, consulté le 29 octobre 2018.

32. Ce qu'écrit Rick Salutin du *Toronto Star*, « What's progressive in Canada is an utter muddle. It clusters around the Liberals, NDP and Greens who together constitute a clear majority of public opinion », « In Canadian politics, true right-wing populism is a nonstarter », *Rabble.ca*, 9 août 2019, <https://rabble.ca/columnists/2019/08/canadian-politics-true-right-wing-populism-nonstarter>, consulté le 12 décembre 2019.

en partie hostiles à l'immigration, ni de ceux qui cherchent à fuir la misère et migrent dans l'espoir d'une vie meilleure. Or, à bien des égards, ces objectifs sont en tension – et cette tension traverse les gauches dans les pays riches³³ ».

De ce bref regard comparatif, nous pouvons retenir que, en comparaison avec les partis traditionnels de la droite européenne, les conservateurs canadiens font plutôt bonne figure dans la mesure où ils ne sont pas hors jeu politiquement parlant. En même temps, les résultats électoraux n'ont pas été à la hauteur de leurs espérances électorales, celles d'atteindre le pouvoir, mais ils sont tout de même assez bons pour espérer tenir le fort, si l'on peut dire, jusqu'au prochain affrontement électoral. Ainsi, le retour au pouvoir implique pour les conservateurs, comme cela était le cas au début des années 2000, de réfléchir à nouveau à leurs orientations de fond, car, comme nous l'avons mentionné, les résultats électoraux sont trompeurs. Surtout, il ne suffira pas de se débarrasser de l'actuel chef³⁴ et de rêver à un sauveur.

En effet, tout indique que les conservateurs se retrouvent fort probablement dans une position où ils doivent entreprendre une incontournable réflexion intellectuelle et idéologique pour affronter les défis politiques des prochaines décennies, notamment en ce qui concerne la conciliation entre l'environnement et le développement économique, ce dont certains d'entre eux, pas les plus nombreux il est vrai, semblent conscients³⁵. Il faudrait que les conservateurs refassent ce qu'ils ont fait dans les années 1990 et qu'ils se jettent dans une nouvelle guerre d'idées, comme celle entreprise au début des années 2000 (voir le premier chapitre).

C'est ainsi que les conservateurs seraient dus pour la remise à niveau idéologique de leurs idées et de leurs programmes³⁶, et l'on pourrait

33. « La gauche face au défi migratoire », *Esprit*, octobre 2019, p. 12.

34. Sachi Kurl, « Dumping Scheer is not magic bullet », *Calgary Herald*, 14 décembre 2019, p. A18.

35. Randall Denley, « Ontario PCs need more than carbon tax opposition to win the next election », *National Post*, 9 janvier 2020, <https://nationalpost.com/opinion/randall-denley-ontario-pcs-need-more-than-carbon-tax-opposition-to-win-the-next-election>, consulté le 7 février 2020.

36. « As we detailed in three previous editorials, it has a popularity defect, because beyond its rock-solid base, few other Canadians are willing to consider giving it their support. It has a demographic deficiency, in that it risks becoming the party of a rural, shrinking Canada, not the growing and increasingly diverse urban and suburban parts

même ajouter que c'était cette conclusion – celle de la nécessité de revoir l'approche conservatrice en un sens moins étroit qui était celle de Peter H. Russell en conclusion d'un ouvrage sur les années Harper³⁷. En fait, il semble exister une sorte de consensus voulant que les insuccès électoraux de 2019 ne relèvent pas seulement d'un mauvais message ou d'une mise en marché défectueuse, mais plutôt d'un problème plus profond concernant le message lui-même, lequel demande à être revu profondément pour l'adapter aux nouvelles conditions idéologiques et sociales de l'électorat canadien³⁸. Or, cette révision devra s'effectuer en tenant compte de quelques « tentations » qui, dans le passé, ont miné les efforts de la famille conservatrice pour se reconstituer idéologiquement.

4.2 Les tentations des conservateurs

« La première condition d'une reconquête me semble être plus psychologique que politique: la droite doit apprendre à s'aimer elle-même. Elle a souvent eu le réformisme honteux et renoncé à assumer des combats sociétaux par seule hantise d'apparaître en retard sur la modernité³⁹. »

Guillaume Tabard

La citation qui coiffe cette section est extraite d'un ouvrage qui est une chronique de la descente aux enfers de la droite française, par un auteur qui se désespère de l'incapacité des partis de sa famille de s'affirmer

of the country. And it has an environmental flaw, in that its climate-change plan is more denial than action», Éditorial, «It's deeper than Andrew Scheer: The root of the Conservative Party's failure to launch, Part 4», *The Globe and Mail*, 5 novembre 2019, <https://www.theglobeandmail.com/opinion/editorials/article-its-deeper-than-andrew-scheer-the-root-of-the-conservative-partys-4/>, consulté le 5 décembre 2019.

37. Peter H. Russell parle en effet de la décennie où Harper a gouverné comme étant celle d'un tournant modéré vers la droite et dit que Harper a perdu le pouvoir quand il a laissé libre cours à une approche plus confrontationnelle, avec la crise de prorogation de 2008 par exemple. Peter H. Russell, «Conclusion; A Moderate Turn to the Right with At Least One Enduring Consequence», dans J.P. Lewis et Joanna Everitt (ed.), *The Blue Print: Conservatives Parties and Their Impact on Canadian Politics*, Toronto, University of Toronto Press, 2017, p. 352-353.
38. Chris Selley, «Tory leadership race should be a battle of ideas, not just personalities», *National Post*, 13 janvier 2020, <https://nationalpost.com/opinion/chris-selley-tory-leadership-race-should-be-a-battle-of-ideas-not-just-personalities>, consulté le 28 mars 2020.
39. Guillaume Tabard, «La droite a deux ans pour crédibiliser un projet d'alternance», *Le Figaro magazine*, 8 novembre 2019, p. 60.

comme il le souhaiterait sur la scène politique française. Or, ce jugement lapidaire correspond aussi à l'état d'esprit qui est celui de la droite fédérale canadienne, cette dernière se retrouvant la plupart du temps sur la défensive et incapable de préconiser un projet positif et emballant, pour un large électorat, à saveur conservatrice. Surtout, il s'agit d'une droite qui, sur la scène fédérale, peine à se définir en fonction des particularités régionales et sociales qui diffèrent d'un endroit à l'autre au pays. La diversité est aussi présente à l'intérieur de chacune des provinces, mais il reste plus facile pour les conservateurs provinciaux, comme Jason Kenney en Alberta, de se réclamer franchement de la droite. Chose certaine, et au-delà de la question du chef et de la qualité du leadership, une autre question de fond se pose maintenant à la grande famille conservatrice : quelle sera la nature idéologique de leur offre politique ?

À cet effet, le *National Post* a livré une série d'articles de différents auteurs réfléchissant à l'état de la droite tout juste après l'élection fédérale d'octobre 2019. Un des intellectuels invités, le professeur de science politique Barry Cooper, se montre fort pessimiste, renouant avec le diagnostic de George Grant sur l'impossibilité d'un conservatisme qui ne soit pas contrôlé par des élites dites laurentiennes et libérales : « Would historical conservatives recognize things today? Not a chance. They were to a man (and occasional woman) all Laurentians. Which brings us back to Grant's now possibly prophetic observation: "the impossibility of (Laurentian) conservatism in our era is the impossibility of Canada." The next several months will show us if he was correct⁴⁰. » À ses yeux, les élites libérales anglophones comme francophones contrôlèrent le Canada à partir d'Ottawa et exerceraient une telle influence que le conservatisme apparaît comme étant un reliquat du passé à effacer. À partir de cette évaluation désabusée de Barry Cooper, souvent identifié comme un des intellectuels de l'École de Calgary, nous identifierons trois défis plus particuliers qui attendent les conservateurs dans la prochaine décennie.

Le premier est celui qui concerne la place du conservatisme social et religieux dans l'équation d'ensemble de la droite fédérale canadienne, le second est proprement lié à la base régionale de la droite et, enfin, le troisième concerne les orientations idéologiques que les conservateurs

40. Barry Cooper, « Right Now: What has become of Canadian conservatism? », *National Post*, 30 octobre 2019, <https://nationalpost.com/opinion/right-now-what-has-become-of-canadian-conservatism>, consulté le 2 décembre 2019.

peuvent ou non adopter dans un contexte où le populisme a le vent dans les voiles.

La tentation du conservatisme social et religieux

En première approximation, la droite fédérale canadienne semble constamment écartelée par des tendances idéologiques contradictoires. D'un côté, on retrouve des conservateurs sociaux qui ne sont pas les plus nombreux, mais qui désirent parler, pour s'y opposer, d'avortement, de mariage de conjoints de même sexe et d'homosexualité avec, de l'autre, des conservateurs fiscaux, plus ou moins modérés selon les tendances, qui veulent que le discours sur la question de l'État, des déficits et de l'opposition à la taxe carbone prédomine dans le programme. Au milieu, le chef se trouve constamment en train de dire une chose qui plaira à l'un, irritera l'autre côté ainsi qu'une partie importante de l'électorat canadien, dans un jeu plus souvent à somme nulle plutôt que gagnant-gagnant sur le plan électoral. Par exemple, ce fut le grand problème d'Andrew Scheer de ne pas être parvenu à concilier ce qui paraît inconciliable, à savoir que, même s'il ne parlait pas tant de ces questions, il semblait quand même (trop) favorable aux thèses des conservateurs sociaux et religieux, notamment en raison de son élection à la tête des conservateurs qui aurait été largement acquise grâce à leur appui, selon certains commentateurs⁴¹.

Le positionnement du chef conservateur sur ces enjeux semble d'autant plus étrange que les conservateurs ont pourtant effectué des changements qui laissent entendre qu'ils ne voulaient plus apparaître comme étant un parti exclusivement composé de tous ceux qui s'opposent à la reconnaissance des minorités sexuelles⁴². Par exemple, quelques conservateurs (John Baird, par exemple) ont même cherché à récupérer les questions liées à l'homosexualité en développant l'idée qu'il leur fallait s'opposer aux pays étrangers qui, comme la Russie, se montraient hostiles

41. Supriya Dwivedi, «Nobody is attacking Scheer's religion, they're pointing to his record», *Global News*, 1^{er} juin 2017, <https://globalnews.ca/news/3495263/commentary-nobody-is-attacking-scheers-religion-theyre-pointing-to-his-record/>, consulté le 5 décembre 2019.

42. Frédéric Boily et Ève Robidoux-Descary, «LGBT Groups and the Canadian Conservative Movement: A New Relationship?», dans Manon Tremblay (ed.), *Queering Representation: LGBTQ People and Electoral Politics in Canada*, Vancouver, UBC Press, 2019, p. 157-178.

aux homosexuels. Ici, la politique étrangère des conservateurs⁴³ leur servait de tremplin pour tenter de marquer des points sur la scène intérieure, sans vraiment de succès sur le plan électoral. Ainsi, les conservateurs devraient cesser de s'opposer aux droits des LGBTQ et plutôt prendre des positions très claires contre l'islamisme qui ne veut pas reconnaître l'égalité des sexes⁴⁴.

En outre, sous la direction de Stephen Harper, les conservateurs ont généralement évité de soulever des questions trop ouvertement associées aux demandes des conservateurs sociaux, comme rouvrir la question de l'avortement ou revenir sur la législation concernant sur les mariages de conjoints de même sexe. Ce dernier préférait donner quelques éléments de satisfaction aux conservateurs sociaux sur la scène politique extérieure, comme ce fut le cas avec le Bureau de la liberté religieuse, mais rien de substantiel au sens où les conservateurs sociaux l'entendent⁴⁵.

Or, il semble que ce soit cette tentative de réconciliation entre les valeurs conservatrices et la défense des droits des homosexuels qui a été abandonnée par le chef conservateur Andrew Scheer, qui a plutôt choisi de se réfugier dans une sorte de mutisme, apparaissant alors comme une approbation de ce que demandent les conservateurs sociaux désireux de rouvrir les débats sur l'avortement. Le même mutisme ne lui a pas permis de faire disparaître les questions en provenance des libéraux et des néodémocrates, tout en lui attirant la désapprobation des conservateurs sociaux qui le trouvaient trop tiède en la matière. Au-delà des erreurs stratégiques commises par le chef conservateur, il se profile une autre question plus

43. Comme le faisait John Baird alors qu'il était aux affaires étrangères. «The Tories' unapologetic stand against international persecution of homosexuals has come to the fore in recent days: first, with Foreign Affairs Minister John Baird's trenchant criticism of anti-gay legislation in Russia, then, with blowback from a right-wing women's group that publicly denounced him as out of step with conservative grassroots in Canada. The Conservatives, who once struggled as a party with accepting same-sex marriage, see no contradiction. They say speaking out against measures that could lead to the beating, imprisonment or death of people because of their sexual orientation is projecting Canadian values.» Steven Chase, «Baird belies conservative image through defence of gay rights abroad», *The Globe and Mail*, 8 août 2013. <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/baird-belies-conservative-image-through-defence-of-gay-rights-abroad/article13680375/>, consulté le 5 décembre 2019.

44. Yasmine Mohammed, «Getting it Right», *National Post*, 6 décembre 2019, p. A8.

45. Jonathan Malloy, «The Relationship between the Conservative Party of Canada Evangelicals and Social Conservatives», *Conservatism in Canada*, James Farney et David Rayside (dir.), *op. cit.*, p. 199.

centrale qui est la place de la religion dans la vie politique des partis politiques conservateurs canadiens. Il faut se rappeler que le Canada a érigé une sorte de mur coupe-feu entre la religion et la politique et que même les hommes politiques qui sont croyants doivent laisser leur croyance au vestiaire avant d'entrer dans la Chambre des communes, au contraire des États-Unis où il reste possible d'affirmer publiquement prier pour le salut de son adversaire politique⁴⁶.

C'est probablement pour cela que les conservateurs, comme nous l'avons d'ailleurs mentionné plus haut, ont commencé à changer leurs positions face à ces débats et, en Ontario, autant Patrick Brown que Doug Ford ont en quelque sorte décidé de larguer les amarres, si l'on peut dire ainsi, et de laisser à quai les conservateurs voulant parler de questions religieuses⁴⁷. En d'autres termes, la question du conservatisme social et religieux ne se pose plus en termes de gains électoraux à réaliser en tolérant ce groupe, mais en termes de pertes de capital symbolique et électoral à l'inclure. Il appartiendra au nouveau chef, quel qu'il soit, de trancher la question et de redéfinir la nature de la grande tente bleue. C'est aussi une question qui se posera sur le plan géographique.

La tentation du repli régional

Comme les résultats de l'élection générale de 2019 l'ont montré, les conservateurs demeurent très fort dans l'ouest du pays, spécialement en Alberta et en Saskatchewan. Dans ce contexte, ils pourraient être tentés de se retrancher sur cette base *westerner* et de se transformer en une sorte de Bloc québécois à la saveur des Prairies. Cette possibilité ne peut être exclue, notamment si le prochain chef continue de s'opposer à la taxe carbone et de dénoncer, comme le faisait Andrew Scheer tout juste avant sa démission, « l'élite de la haute société » : « Over the past several weeks, there has been a chorus of voices from elite corner of Canadian high society demanding that our party endorse the carbon tax [...]. Let me be clear. We will always oppose a carbon tax because we know the real cost

46. Comme le fait Nancy Pelosi, catholique pratiquante, qui dit prier pour Donald Trump. Maureen Dowd, « Hating the word "Hate" », *The New York Times International Weekly*, 14-15 décembre 2019, p. 15.

47. Steve Paikin, « Do social conservatives still have a place in Canadian politics? », *TVO*, 2 décembre 2019, <https://www.tvo.org/article/do-social-conservatives-still-have-a-place-in-canadian-politics>, consulté le 5 décembre 2019.

it imposes on the Canadian people⁴⁸. » En prenant une telle position, le chef conservateur se trouvait à réduire son message à l'ouest du pays, alimentant ainsi, par ricochet, l'idée que la droite conservatrice actuelle s'exprime surtout à partir des préoccupations, réelles, de la région, laissant entendre que l'on assiste à la réincarnation du Parti réformiste 2.0⁴⁹. Comment dans ces conditions retrouver un discours et des propositions programmatiques qui seraient de nature à rallier hors de l'Ouest canadien les différentes composantes de la droite fédérale canadienne, alors même qu'une partie des électeurs ontariens qui avaient permis aux conservateurs d'obtenir une majorité en 2011 ont déserté le navire conservateur en 2015 et en 2019 ?

Il est d'autant plus complexe de répondre que cette question de la nature de la droite fédérale post-octobre 2019 se pose également dans un contexte particulier, celui d'une renaissance de l'idée « séparatiste albertaine », idée qui était disparue depuis plusieurs décennies. En effet, la situation qui existait depuis le milieu des années 2000, c'est que la droite fédérale, y compris les conservateurs albertains, avait des chances après la fusion avec les progressistes-conservateurs de reprendre le pouvoir, ce qui conduisait à minorer la tentation du repli.

La question du séparatisme reste difficile à prendre au sérieux, ne serait-ce que parce qu'une Alberta indépendante ne verrait pas l'accès à la côte du Pacifique être rendu plus facile pour les pipelines ; l'actuel premier ministre albertain (Jason Kenney) parlait lui-même du côté « irrationnel » du projet indépendantiste⁵⁰. En revanche, il faut prendre avec le plus grand sérieux le profond sentiment de frustration qui s'est installé depuis au moins deux ans maintenant et qui pourrait dégénérer en des formes politiques perturbatrices de l'ordre politique général, tel le convoi de camions qui, depuis l'Alberta, s'était rendu à Ottawa en février 2019. Or, un tel mouvement de contestation pourrait faire entendre de nouveau sa voix et il y aurait fort à parier que celui-ci attirerait des manifestants

48. Joan Bryden, « Scheer alone as energy sector champion », *National Post*, 7 décembre 2019, p. A4.

49. Manon Cornellier, « Reform 2.0? », *Le Devoir*, 20 octobre 2019, <https://www.ledevoir.com/politique/canada/565697/reform-party-2-0>, consulté le 12 décembre 2019.

50. Drew Anderson, « Alberta separation makes no sense, says Kenney, but leverage does », *CBC news*, 10 octobre 2019, <https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/jason-kenney-federalism-separation-1.5316082>, consulté le 12 décembre 2019.

identitaires qu'on préférerait voir rester dans l'ombre, comme ce fut le cas à ce moment⁵¹.

Toutefois, au-delà de la fièvre séparatiste, une direction plus probable semble être celle du néo-autonomisme albertain. Cette approche implique non seulement une ferme défense des prérogatives du gouvernement provincial, mais aussi une augmentation des pouvoirs de la province. Il ne s'agirait donc pas tant du spectre du séparatisme que du retour à l'esprit de la fameuse *Firewall Letter* que Stephen Harper et cinq autres intellectuels albertains avaient publiée dans le *National Post*, en 2001. Adressée à Ralph Klein, la lettre proposait que l'Alberta devait littéralement « copier » le Québec en se dotant d'une police provinciale ou encore en se retirant du régime de pension du Canada ; bref, de devenir « maîtres chez nous », pour emprunter cette expression typiquement québécoise. On aurait d'ailleurs tort de sous-estimer l'état d'esprit de l'élite politique et intellectuelle albertaine qui voit l'idée d'une « re-fédération » à partir de l'Alberta comme étant une idée porteuse⁵². La lettre de Jason Kenney publiée sur Facebook dès le lendemain de l'élection fédérale pointait elle aussi résolument dans cette direction⁵³.

Il reste cependant à voir à quel point ce « retour de l'*Alberta agenda* » pourrait exercer une pression sur le parti fédéral et être plus ou moins repris par les conservateurs fédéraux, ce qui demeure peu probable, mais pas impossible, compte tenu du côté fortement régionaliste des récriminations de l'Ouest. Mais le nouveau chef conservateur, qui qu'il soit, devra tenir compte de cet aspect régionaliste dans l'équation d'ensemble du parti, tout en proposant des politiques susceptibles de plaire à l'ensemble de la grande famille conservatrice. La question la plus difficile consistera à trouver les politiques qui sont susceptibles de plaire à un

51. Tyler Dawson, « Credibility of Canada's fledgling yellow vest movement threatened by extremists, fringe groups », *National Post*, 21 janvier 2019, <https://nationalpost.com/news/canada/canadas-fledgling-yellow-vest-movement-struggles-to-distance-itself-from-extremists-fringe-groups>, consulté le 27 décembre 2019.

52. Tom Flanagan, « Now, however, the environmentalist onslaught on Alberta's oil industry, coupled with the return to power of the Liberals under Justin Trudeau, has revived the Alberta Agenda. », Tom Flanagan, « The Return of the Alberta Agenda », *C2C Journal*, 22 novembre 2019, <https://c2cjournal.ca/2019/11/the-return-of-the-alberta-agenda/>, consulté le 13 décembre 2019.

53. De même que le groupe qu'il a constitué, en novembre 2019, pour sillonner la province et recueillir des avis et des solutions afin d'obtenir un « juste pacte » pour l'Alberta, Fair Deal Panel, <https://www.alberta.ca/fair-deal-panel.aspx>.

électorat «laurentien», pour reprendre cette expression, notamment en matière d'environnement et d'énergie, une équation à plusieurs variables. La réponse pourrait rapidement se révéler instable, d'autant plus qu'une autre tentation bien dans l'air du temps pourrait se révéler séduisante aux yeux de quelques conservateurs désireux de répéter les succès électoraux des populistes.

La tentation du populisme : le regard de Stephen Harper

En effet, certains intellectuels albertains, comme Preston Manning, croient qu'il y a un certain aspect positif concernant le populisme⁵⁴. À ses yeux, il y a là une sorte d'énergie qu'il faut cependant savoir maîtriser pour la canaliser positivement plutôt que de la laisser exploser en colère improductive : «While there is anger and energy there, it can be turned towards positive objectives and I think that should be the objective of any leadership during a populist era⁵⁵.» Or, c'est en quelque sorte la position développée par l'ex-premier ministre Stephen Harper dans un ouvrage paru après la victoire de Trump et du Brexit, où il s'inquiète de cette montée du populisme qu'il cherche à analyser, non sans arrière-pensées pour justifier ses décisions politiques⁵⁶. Il vaut néanmoins la peine de jeter un coup d'œil sur cet ouvrage qui, même si ce dernier est dans sa «troisième carrière⁵⁷» comme il dit, permet de prendre le pouls de cette figure emblématique du camp conservateur qui demeure populaire auprès des partisans de cette formation⁵⁸.

54. John Geddes, «Q&A: Preston Manning on Canadian populism in the age of Trump», *Maclean's*, 24 février 2017, <https://www.macleans.ca/politics/ottawa/qa-preston-manning-on-canadian-populism-in-the-age-of-trump/>, consulté le 1^{er} septembre 2019.

55. *The Current*, «Populism can be positive and constructive – even when fuelled by anger, says Preston Manning», *CBC radio*, 25 avril 2019, <https://www.cbc.ca/radio/the-current/the-current-for-april-25-2019-1.5110297/populism-can-be-positive-and-constructive-even-when-fuelled-by-anger-says-preston-manning-1.5110326>, consulté le 28 décembre 2019.

56. Stephen J. Harper, *Right here, Right Now: Politics and Leadership in the Age of Disruption*, Toronto, Signal McClelland and Stewart, 2018, p. 1-5.

57. Jason Markusoff, «What on earth is Stephen Harper up to? What on earth is Stephen Harper up to?», *Maclean's*, 12 juillet 2018, <https://www.macleans.ca/economy/what-on-earth-is-stephen-harper-up-to/>, consulté le 6 décembre 2019.

58. Bruce Anderson et David Coletto, «Andrew Scheer, or Who?», *Abacus*, 18 novembre 2019, <https://abacusdata.ca/andrew-scheer-or-who/>, consulté le 6 décembre 2019.

On peut avoir l'impression que l'ouvrage de Stephen Harper sert seulement à son autopromotion ainsi qu'à offrir une défense de ses politiques afin de s'assurer que son legs soit vu sous un jour positif. Cette dimension est en effet présente, par exemple, en passant rapidement sur certains épisodes plus houleux de son mandat comme la crise de la prorogation dont il fait reposer toute la faute sur les « séparatistes⁵⁹ ». Mais, comme le remarque le journaliste et auteur d'une biographie de Stephen Harper (Paul Wells), l'ex-premier ministre Stephen Harper n'a pas tant voulu écrire ses mémoires⁶⁰ que proposer de nouvelles orientations au regard de la conjoncture politique.

Ainsi, son ouvrage se révèle aussi une réflexion sur le présent ainsi que sur l'avenir du conservatisme en offrant un diagnostic sur l'état de la situation actuelle, ce qui se traduit par quelques critiques senties à l'égard de la droite. Par exemple, lorsqu'il était au pouvoir, Harper était préoccupé par les questions économiques ainsi que par la question de l'équilibre budgétaire. Or, dans son ouvrage, on retrouve en fait une critique d'une pensée obnubilée par le marché. De manière étonnante, considérant le fait que plusieurs auteurs ont vu en lui un partisan de Friedrich Hayek, Harper se dit maintenant contre le dogmatisme du marché. Ainsi, tout en continuant de s'opposer au keynésianisme qui ne fonctionne pas, selon Harper, il rejette aussi maintenant le reaganisme et le thachérisme parce que, si les deux offraient une solution de rechange crédible au départ, ils se sont transformés en orthodoxie : « Markets had ceased being viewed as a tool to solve problems and instead were described as a moral objective in themselves⁶¹. » Cela a conduit à ce qu'il appelle un « moralisme théorique⁶² » qui s'est éloigné des solutions pragmatiques qui auraient pu freiner la débâcle financière de 2008 au lieu de l'encourager : « This overconfidence in markets not only generated an irresponsible deregulation in banking and finance. It also created a world of economic interdependence where the consequences would spin rapidly around the

59. Stephen J. Harper, *Right here, Right Now: Politics and Leadership in the Age of Disruption*, op. cit., p. 52.

60. Paul Wells, « Stephen Harper says the world needs more Stephen Harper », *Maclean's*, 13 octobre 2018, consulté le 6 décembre 2019.

61. Stephen J. Harper, *Right here, Right Now: Politics and Leadership in the Age of Disruption*, op. cit., p. 30

62. *Ibid.*, p. 31.

globe to nations that lacked the means to avoid them or deal with them⁶³. »

Or, en affirmant que les conservateurs doivent résister au « dogmatisme du marché⁶⁴ », il en vient ainsi à voir le populisme sous un jour assez positif. Le populisme n'est plus seulement un mauvais mot, mais une prise de conscience de la part des élites que l'État a un rôle à jouer, comme c'est le cas avec le système canadien de la gestion de l'offre, lequel assure la viabilité d'une industrie nécessaire à la vitalité économique des régions rurales⁶⁵. Plus précisément, il croit donc possible après l'élection de Donald Trump de forger une alliance entre le populisme et le conservatisme, une idée à laquelle pourtant quelques-uns de ses anciens collaborateurs sont opposés⁶⁶.

Enfin, l'ex-premier ministre propose dans la foulée une « nouvelle » appréciation quant à l'importance du nationalisme. En fait, ce « nouveau » regard ne l'est pas autant, car dès le début de son mandat (2006) Harper voulait se réconcilier avec ceux qu'il appelait les « vrais » nationalistes du Québec. « The true nationalists don't shy away from reality, they want to improve it. True nationalists don't want to destroy, they want to build. We (the Conservatives) are the true nationalists. We believe in a strong Canada, united, independent and free with a Quebec that is confident, in solidarity, autonomous and proud⁶⁷. » Cela dit, Stephen Harper va quand même plus loin, dans son ouvrage, qu'un simple appui tactique aux nationalistes/fédéralistes du Québec. « As a conservative, I confess to being more perplexed by those who fanatically oppose nationalism than

63. *Ibid.*

64. *Ibid.*, p. 6.

65. *Ibid.*, p. 110-11.

66. Comme Michael Taube qui a écrit une recension de l'ouvrage pour le journal de droite *The Washington Times*: « I have some small differences of opinion with my old friend and boss. Populism has historically never served conservatism well; its long-lasting appeal in an adjusted form remains suspect. Meanwhile, today's conservatives stand for markets and working economies – and there's little reason to eliminate the former », « How populism and conservatism can work together », 23 octobre 2018, <https://www.washingtontimes.com/news/2018/oct/23/book-review-right-here-right-now-by-stephen-j-harp/>, consulté le 8 décembre 2019.

67. Philippe Gohier, « Harper gives a lesson on “true” nationalism », *Maclean's*, 25 juin 2008, <https://www.macleans.ca/general/harper-gives-a-lesson-on-true-nationalism/>, consulté le 7 décembre 2019.

by those vehemently support it⁶⁸.» On imagine mal une telle « confession » lors du référendum de 1995, mais Harper a voulu imposer une identité nationale plus conservatrice (mélange de guerre de 1812, de symboles monarchiques, de militarisme et de politiques sécuritaires plus restrictives avec un accent sur le Grand Nord canadien) lors de son mandat⁶⁹. Néanmoins, voir aujourd'hui un ex-premier ministre canadien affirmer que le nationalisme préconisé par le président Trump est en quelque sorte normal malgré ses outrances jure quand même un peu avec ses positions antérieures.

Au total, que ce soit en ce qui concerne la critique du dogmatisme du marché, la proposition d'une alliance entre le conservatisme et le populisme – avec comme trait d'union le pragmatisme – et l'appel à un nationalisme plus décomplexé, les conservateurs se retrouvent avec une proposition, en ce qui concerne l'évolution du conservatisme, plutôt novatrice sur certains aspects (l'abandon du dogme du marché), tout en restant dans l'orthodoxie conservatrice en matière environnementale.

Toutefois, d'autres conservateurs se montrent plus circonspects et inquiets que leur ancien chef quant à la montée du populisme, craignant de voir le parti prendre une tangente trop à droite ou alors de se laisser charmer par les sirènes du populiste. C'est le cas d'une ex-députée (Lisa Raitt) qui, après avoir perdu son siège, en Ontario, à l'élection d'octobre 2019, faisait la lecture suivante de l'évolution de son parti depuis la course à la direction de 2017, une course à laquelle elle avait d'ailleurs participé sans pouvoir se démarquer. Selon elle, les conservateurs ont alors eu un accès de fièvre populiste (« a sudden burst of populism ») avec des candidats qui ont épousé des « idées radicales ». Plus précisément, elle pensait à l'homme d'affaires Kevin O'Leary qui, même s'il n'avait pas terminé la course à la direction (préférant appuyer Maxime Bernier), avait eu le temps d'avancer un « populisme économique », alors qu'une autre candidate (Kellie Leitch) avançait des propositions similaires à celle de Donald Trump en matière d'immigration, sans oublier Maxime Bernier, le Parti populaire du Canada et la Loi sur la laïcité de l'État, ce

68. Stephen J. Harper, *Right here, Right Now: Politics and Leadership in the Age of Disruption*, op. cit., p. 50.

69. Frédéric Boily, *Stephen Harper: la fracture idéologique d'une vision du Canada*, op. cit., p. 115-130.

qui constituerait une autre preuve de populisme, à ses yeux⁷⁰. Mais celui qui semble avoir emprunté plus résolument que les autres les chemins aujourd'hui encombrés du populisme reste Maxime Bernier, avec le Parti populaire du Canada.

4.3 Maxime Bernier et le « populisme intelligent »

C'est en effet un député conservateur dissident du Québec (Maxime Bernier), profondément déçu des orientations de son chef, qui, en décidant de former son propre parti, semblait le politicien canadien le plus désireux de prendre le virage identitaire. Tout en se réclamant d'une politique des idées, il réitérait cependant sa foi dans le marché : « I am in politics to defend ideas, real conservative ideas. Because I passionately care about Canada's future. Because I know that the free-market conservative philosophy has the best solutions to ensure our society is more prosperous, secure, and peaceful⁷¹. » Jusqu'ici, rien d'inhabituel avec ce politicien qui a toujours passé comme étant un « libertarien », apôtre du toujours moins d'interventionnisme étatique.

Or, c'est lorsqu'il s'est mis à dénoncer le multiculturalisme extrême que les interrogations ont commencé à se poser quant au type de parti qu'il voulait défendre : « Le multiculturalisme extrême et le culte de la diversité de Trudeau vont nous diviser en petites tribus qui ont de moins en moins en commun, à part leur dépendance envers le gouvernement [...] des clientèles politiques qu'on achète avec de l'\$ des contribuables et des privilèges⁷². » Étonnement parce que Bernier était surtout connu jusque-là, faut-il le répéter, pour être de ceux qui déplorent les empiétements de l'État dans l'économie, comme avec la gestion de l'offre pour les producteurs laitiers dont il est un grand pourfendeur, alors même que son ex-chef (Stephen Harper) défend maintenant cette politique, comme nous l'avons vu plus haut. S'opposant maintenant au politique-

70. Tom Blackwell, « Raitt says populism in leadership race has changed Tories. », *National Post*, 28 novembre 2019, p. A4.

71. Maxime Bernier, « Why I Am Leaving the Conservative Party of Canada », 23 août 2018, https://www.peoplespartyofcanada.ca/why_i_am_leaving_the_conservative_party_of_canada.

72. Teresa Wright, « Maxime Bernier dénonce le "multiculturalisme extrême" de Trudeau », *La Presse.ca*, 13 août 2018, <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201808/13/01-5192877-maxime-bernier-denonce-le-multiculturalisme-extreme-de-trudeau.php>, consulté le 19 juillet 2020.

ment correct, il affirmait, à Calgary, que « [n]otre politique d'immigration ne devrait pas viser à changer par la force [*forcibly*] la fabrique sociale du Canada, comme les défenseurs radicaux du multiculturalisme le veulent⁷³ ».

À ce moment, la critique du « multiculturalisme extrême » laissait entendre que sa nouvelle formation politique cherchait à s'inscrire dans le courant des droites identitaires, et pas seulement dans celui de la droite économique qui dénonce et critique l'embonpoint de l'État. À cet égard, le nom de son parti, en anglais, laissait planer le doute en le nommant People's Party of Canada (en le traduisant, en français, non par Parti du peuple, mais par Parti populaire). Il répétait d'ailleurs vouloir monter une formation populiste en se réclamant de ce qu'il appelait le « populisme intelligent⁷⁴ ». À cette fin, son parti voulait rouvrir le débat sur l'immigration dont il voulait réduire le nombre d'immigrants à l'image de la CAQ, qui a remporté les élections québécoises en octobre 2018. À quelle conception du nationalisme et du multiculturalisme le parti se raccrochait-il ?

À cet effet, un détour par la plateforme électorale de 2019 s'avère instructif afin de cerner la conception de l'identité nationale que sa formation véhiculait. D'abord, on développe l'idée qu'un projet national repose sur le partage d'un même sentiment « d'appartenance et de valeurs » :

Une nation doit être basée sur un sentiment d'appartenance, de participation à un projet national commun et de partage des mêmes valeurs. Ce n'est que lorsque ces sentiments sont largement partagés que nous pouvons développer la confiance et la compréhension commune nécessaires au fonctionnement de notre société et de nos institutions⁷⁵.

À ce point-ci, difficile de parler franchement d'extrémisme. En fait, Bernier et son parti développent une conception intégratrice comme ils

73. Marie-Danielle Smith, « Next: the People », *National Post*, 15 décembre 2018, p. A-13.

74. Mathieu Aubry, « Maxime Bernier assume l'étiquette populiste », *RadioCanada.ca*, 27 décembre, 2018 : canada.ca/nouvelle/1144079/maxime-bernier-populisme-populaire-elections-conservateur-scheer, consulté le 19 juillet 2020.

75. « Identité canadienne : mettre fin au multiculturalisme officiel et préserver les valeurs et la culture canadiennes », https://www.partipopulaireducanda.ca/identite-canadienne-mettre_fin_au_multiculturalisme_officiel_et_preserver_les_valeurs_et_la_culture_canadiennes.

l'expriment, en affirmant que « dans le passé » les immigrants s'intégraient. Mais les choses ont évolué différemment, peut-on lire, dans un passé récent :

Cependant, au cours des dernières décennies, le gouvernement du Canada a adopté une politique de multiculturalisme officiel qui encourage les immigrants à conserver les valeurs et la culture qu'ils ont laissées au lieu de s'intégrer à la société canadienne et d'adopter les valeurs et la culture canadiennes. Avec son culte de la diversité, Justin Trudeau a poussé cette idéologie encore plus loin dans une forme de multiculturalisme extrême. Il a décrit le Canada comme le premier État post-national, sans identité de base⁷⁶.

C'est à cette conception du multiculturalisme de Justin Trudeau que Maxime Bernier réagit, une position trudeauiste (père et fils) qui est abondamment critiquée, faut-il le dire, au Québec (voir plus bas). En fait, les trois propositions que l'on retrouvait dans le programme découlaient de cette approche qui rejette le multiculturalisme à la Trudeau. Une fois élu, on disait que le parti :

Abrogera la *Loi sur le multiculturalisme* et supprimera tout financement destiné à promouvoir le multiculturalisme. Il mettra plutôt l'accent sur l'intégration des immigrants dans la société canadienne.

Réduira considérablement le nombre total d'immigrants et de réfugiés que nous acceptons chaque année, pour le faire passer de 350 000 à entre 100 000 et 150 000 [...].

Veillera à ce que chaque personne souhaitant immigrer au Canada passe une entrevue en personne et réponde à une série de questions spécifiques afin d'évaluer dans quelle mesure elle s'aligne sur les valeurs et normes canadiennes [...]⁷⁷.

Au total, il s'agit d'une approche fortement intégrationniste où les immigrants sont amenés à s'intégrer à « [n]os valeurs distinctes [qui] sont celles de la civilisation occidentale contemporaine⁷⁸ ». Bref, les immigrants sont toujours invités, mais en moins grand nombre, à s'intégrer à ce qui ferait l'essence du Canada, à savoir les valeurs occidentales. Après avoir dit ça, la question demeure à savoir si le parti de Maxime Bernier peut être décrit comme étant extrémiste ou s'il ne cherche pas à flirter avec l'extrême

76. *Ibid.*

77. *Ibid.*

78. *Ibid.*

droite, comme certains le croient⁷⁹. Pour plusieurs, notamment du Canada anglais, la cause est entendue depuis longtemps et le Parti populaire est un parti d'extrême droite avec la considérable réduction de l'immigration. Deux dimensions doivent ici être discutées pour évaluer l'extrémisme présumé de ce parti.

D'une part, il faut réinscrire le parti dans son contexte québécois et dire que la critique du multiculturalisme est très présente au Québec. En effet, il est difficile de passer sous silence les critiques élevées par des intellectuels qui dénoncent le multiculturalisme comme étant une « religion politique⁸⁰ » ou encore qui dénoncent, comme le fait un populaire humoriste et chroniqueur (Boucar Diouf), pourtant peu suspect d'être de connivence avec Mathieu Bock-Côté, ceux qu'il appelle les « multiculturalistes suprémacistes⁸¹ ». Il ne s'agit pas de mettre tout le monde dans le même sac, mais de remarquer que les accusations d'extrémisme qui ont été fréquemment lancées contre Maxime Bernier et sa dénonciation du « multiculturalisme extrême » s'inscrivent dans un courant dont la présence est forte au Québec et peut-être même au Canada, là où il existe aussi des critiques du multiculturalisme⁸².

Il existe aussi un certain inconfort, non pas quant au multiculturalisme lui-même, mais en ce qui concerne la perception que l'on doit en avoir. Ainsi, un sondage (septembre 2018) montre que, si la majorité affirme qu'il faut célébrer la « mosaïque culturelle » canadienne, un pourcentage appréciable de gens pensent le contraire : « Overall, 62 per cent of

79. « Il n'est donc pas étonnant que ses propos trouvent échos auprès de groupes flirtant avec l'extrême droite. Et ce, même si l'homme politique veille à rester prudent et à se dissocier publiquement de toute idéologie extrême. » Camille Lopez, « Le jeu dangereux de Maxime Bernier », *L'Actualité*, 29 mai 2019, <https://lactualite.com/politique/les-mots-dangereux-de-maxime-bernier/>.

80. Mathieu Bock-Côté, *Le multiculturalisme comme religion politique*, Paris, Éditions du Cerf, 2019.

81. « Je parle ici de cette élite médiatique, intellectuelle et politique de l'anglophonie qui a décidé qu'il n'y aurait aucune autre façon au Canada de célébrer le vivre-ensemble que celle à laquelle ils croient. » Boucar Diouf, réagissait ainsi aux critiques de Brian Pallister, premier ministre du Manitoba, qui dénonçait la loi 21 sur la laïcité. « Un frette entre Québec et Winnipeg », *La Presse+*, 30 novembre 2019, http://plus.lapresse.ca/screens/32f87864-73bc-444f-a5f0-68c0f3ed9909__7C__0_0.html, consulté le 3 novembre 2019.

82. Donnons l'exemple du professeur de science politique Salim Mansur qui a écrit l'ouvrage *Delectable Lie: a Liberal Repudiation of multiculturalism*, Brantford, Mantua Books, 2011.

respondents said Canada should be celebrated as a “cultural mosaic”, while 38 per cent said diversity should not be celebrated “because it just creates differences between citizens when we should be a melting pot into one Canadian culture”⁸³. » Dans le même sens, un sondage Léger, cette fois paru en juin 2019, montre même qu’une majorité de Canadiens seraient en faveur d’une réduction de l’immigration, soit 63 % qui affirment que le gouvernement canadien devrait penser à une réduction du nombre d’immigrants, contre 37 % qui sont en faveur d’une augmentation⁸⁴. C’est probablement ce genre de coups de sonde qui laissait croire à Maxime Bernier que son parti avait des chances de créer la surprise lors de l’élection d’octobre 2019. En revanche, un autre sondage, publié cette fois après les élections fédérales de 2019, et que nous avons déjà évoqué (section 1.2), montrerait au contraire un affermissement de l’appui à l’immigration, les Canadiens étant plutôt modérés à cet égard avec cependant une tendance plus critique du côté albertain⁸⁵.

D’autre part, là où subsiste une différence entre le Parti populaire du Canada et les partis d’extrême droite, c’est en ce qui concerne la question de l’intégration, de l’assimilation et de l’exclusion. En effet, les partis résolument extrémistes vont généralement se situer du côté du pôle assimilation/exclusion en jugeant certains groupes comme étant complètement assimilables (on leur demande de perdre leur identité pour se fondre dans le tissu national) ou alors en étant jugés complètement inassimilables au point de pratiquer une politique de rejet⁸⁶. En ce qui concerne les partis traditionnels de droite, c’est la question de l’intégration au corps national qui se pose, quelles que soient les ambiguïtés qu’elle puisse soulever, avec la mise en place d’un processus d’intégration nationale afin d’assurer la cohésion sociale. Si la droite modérée parle le langage de l’in-

83. «Majority of Canadians disapprove of government’s handling of irregular border crossings: poll», *National Post*, 22 octobre 2018, <https://nationalpost.com/news/majority-of-canadians-disapprove-of-governments-handling-of-irregular-border-crossings-poll>, consulté le 22 octobre 2018.

84. La Presse canadienne, «Les résultats d’un sondage sur l’immigration inquiètent Ottawa», *Radio-Canada.ca*, 16 juin 2019, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1187321/resultats-sondage-reduction-immigration-inquietude-gouvernement-federal>, consulté le 7 mars 2020.

85. «Focus Canada 2019. Canadian public opinion about immigration and refugees. Final Report», *Environics Institute*, *op. cit.*

86. Béatrice Giblin, «Extrême droite en Europe: une analyse géopolitique», *L’extrême droite en Europe*, sous la direction de Béatrice Giblin, Paris, La Découverte, 2014, p. 11-13.

tégration, les droites radicales parlent celui de l'assimilation ou aboient celui de l'exclusion quand les immigrants sont perçus comme étant inassimilables. Citons à cet effet le Rassemblement national, et les propositions 97 et 98 des 144 engagements présidentiels de Marine Le Pen lors de l'élection présidentielle de 2017 :

Renforcer l'unité de la nation par la promotion du roman national et le refus des repentances d'État qui divisent.

Promouvoir l'assimilation républicaine, principe plus exigeant que celui d'intégration⁸⁷.

Pour les partis à droite de la droite, c'est l'assimilation qui est promue au premier rang dans le programme des marinistes, à savoir qu'il existe un « roman national » qui doit être valorisé et inculqué aux immigrants dont le nombre doit être forcément très réduit. En comparaison, la formation de Maxime Bernier reste dans une logique intégrationniste économique et non pas assimilationniste. « Notre politique d'immigration, peut-on lire sur le site du Parti populaire, ne peut profiter aux Canadiens que si nous accueillons le bon type d'immigrants. Elle devrait prioriser les intérêts économiques du Canada et être calibrée de manière à ne pas compromettre les valeurs canadiennes et le maintien de notre identité nationale⁸⁸. » Cependant, les frontières entre intégration et assimilation ne sont pas toujours claires, et il est facile d'en arriver à la conclusion que certains groupes, jugés par trop différents du noyau national, sont inassimilables. C'est d'ailleurs ce qui nous amène à une dernière remarque à propos du vocabulaire utilisé pour parler de ces questions.

Si la critique du multiculturalisme demeure légitime en soi, comme tous les « ismes », ne serait-ce que pour évaluer l'efficacité de la politique depuis ses origines, en revanche, le vocabulaire choisi ici est tout à fait important. Dire que le multiculturalisme est « extrême » suppose une définition de ce que signifie l'extrémisme en cette matière, ce qui est rarement fait. Ainsi, et même en considérant que le Parti populaire ne constitue pas une formation d'extrême droite similaire à celles que l'on retrouve en Europe de l'Est notamment, il est particulièrement difficile

87. « 144 engagements présidentiels », site du Rassemblement national, <https://rassemblementnational.fr/pdf/144-engagements.pdf>.

88. « Immigration : réduire les seuils et prioriser les immigrants qualifiés », https://www.partipopulairecanada.ca/immigration_reduire_les_seuils_et_prioriser_les_immigrants_qualifies.

de ne pas noter que cette formation a tout de même cherché à utiliser certaines ficelles de la rhétorique du populisme identitaire pour se faire une place sur une scène politique surchargée.

Cela dit, les résultats électoraux ont été particulièrement mauvais pour sa formation politique puisque Maxime Bernier lui-même a perdu son siège et n'a pu faire élire aucun candidat, son parti ne parvenant pas à récolter 2 % des voix. En fait, les questions d'immigration et de multiculturalisme n'étaient pas au premier plan des préoccupations des électeurs, seulement 2 % disant qu'il s'agissait d'un problème important⁸⁹.

On comprend alors pourquoi les résultats n'ont pas été à la hauteur des attentes, d'autant que son entreprise de former un parti était prématurée (un an seulement avant la tenue du scrutin), rendant ainsi difficile le recrutement de candidats d'importance. Avec une formation mal organisée, des candidats douteux se disant ni à droite ni à gauche, les chances d'obtenir un quelconque succès électoral étaient bien faibles. En somme, l'échec du Parti populaire du Canada indique que, pour le moment du moins et malgré certaines réserves exprimées lors de sondages, le niveau d'anxiété ou d'insécurité culturelle n'a pas la même ampleur au Canada qu'ailleurs, ce qui permettrait à une formation de capitaliser sur ce fonds de commerce pour connaître du succès.

4.4 Pour une réforme américaine du conservatisme canadien ?

Au terme de cet examen de la droite fédérale où nous avons émis l'hypothèse interprétative qu'elle se trouve dans une phase intense de réflexion intellectuelle et idéologique ou une « crise d'identité⁹⁰ », la question qui se pose est de savoir si certaines des propositions avancées, comme celles qui ont été émises par Stephen Harper, vont être reprises en ce début des années 2020. Certains semblent tentés de le faire, comme le premier ministre albertain Jason Kenney qui, en entrevue au *National Post*, a dit quelque chose de similaire à son ancien chef, même s'il ne le cite pas directement : « It's a conservatism focused on social mobility and

89. « Focus Canada 2019. Canadian public opinion about immigration and refugees. Final Report », *op. cit.*

90. Konrad Yakabuski, « Do Canadian Conservatives even know what conservatism means any more? », *The Globe and Mail*, 26 décembre 2019, <https://www.theglobeandmail.com/opinion/article-do-canadian-conservatives-even-know-what-conservatism-means-any-more/>, consulté le 30 décembre 2019.

not just simply laissez-faire liberalism or even neo-liberalism but one that understands that the state can sometimes use market mechanisms to help lift up people who have barriers to upward social mobility [...]»⁹¹. » Dans la même entrevue, le premier ministre albertain affirme aussi qu'il est nécessaire pour les conservateurs d'examiner avec intérêt ce qui se passe du côté des « conservateurs réformistes » en provenance des États-Unis.

Selon un intellectuel du magazine conservateur américain *National Review*, Ramesh Ponnuru, le conservatisme réformiste se décline de la façon suivante :

The third theory, advanced by a small group of writers who came to be described as « reform conservatives », argued that voters see Republicans as narrowly focused on promoting the economic interests of big business and rich people. That impression had hardened because the Republican economic agenda – free trade, deregulation, tax cuts focused on corporations and high earners, and reductions in future entitlement spending – had grown stale, and no longer spoke to most people's concerns. The answer was to modify and add to that agenda by applying conservative insights to today's circumstances. The point of the resulting new agenda would be not just to promise to shrink the government but also to show how shrinking the government would help people solve their concrete problems. This was the argument I made in *National Review's* post-election issue in 2012⁹².

Étrangement, en évoquant l'exemple américain, Jason Kenney semble avoir oublié tous les débats au sujet de l'influence du néoconservatisme sur les conservateurs canadiens lorsque lui-même était à Ottawa. C'est comme s'il voulait réveiller cette suspicion, présente depuis longtemps, voulant que le Canada soit trop près, notamment sur les plans idéologique et économique, du 49^e parallèle, pour reprendre le titre d'un ouvrage qui, paru au début des années 1970, se révélait symptomatique

91. Stuart Thomson, « Jason Kenney thinks the future of conservatism isn't just about "laissez-faire" capitalism », *National Post*, 10 décembre 2019, <https://nationalpost.com/news/jason-kenney-thinks-the-future-of-conservatism-isnt-just-about-laissez-faire-capitalism>, consulté le 19 juillet 2020.

92. Ramesh Ponnuru, « Reform Conservative's Future », *National Review*, 11 avril 2016, <https://www.nationalreview.com/magazine/2016/04/11/reform-conservatism-donald-trump/>, consulté le 10 décembre 2019.

des craintes ressenties par nombre d'intellectuels qui estimaient voir une vague américaine déferler sur le Canada⁹³.

Or, l'idée de voir une influence américaine trop importante et pernicieuse changer la nature politique du Canada s'est de nouveau posée avec force depuis le milieu de la première décennie des années 2000. En effet, les victoires successives, en 2006, 2008 et 2011, du Parti conservateur dirigé par Stephen Harper, ont remis cette question de l'influence américaine au cœur d'un débat sur la mutation du conservatisme canadien en une forme de néoconservatisme à l'américaine. Par exemple, on a cru déceler l'influence de Karl Rove sur la manière dont les conservateurs ont créé leurs publicités électorales⁹⁴, alors que, dans les semaines précédant l'élection fédérale de 2015, Stephen Harper se voyait décrit comme le « dernier des néoconservateurs⁹⁵ ». Veut-on réhabiliter les liens avec les États-Unis comme cela était le cas à une autre époque ?

Par exemple, les relations entre Brian Mulroney et Ronald Reagan étaient étroites et cordiales sur le plan personnel, comme la rencontre de mars 1985, à Québec, où les deux hommes ont entonné en chœur une chanson irlandaise (*When Irish Eyes are Smiling*). Ce « sommet des Irlandais⁹⁶ », comme il a été surnommé, qui entamait les discussions à propos du libre-échange avec les États-Unis, était le prélude d'une relation approfondie avec la droite républicaine de Ronald Reagan. « He was not afraid of Americans [...] and was more at home with them than any previous prime minister. [...] In his words, good relations, super relations, with the United States were at the top of the agenda⁹⁷. » Au-delà de la nécessité de garder de bonnes relations avec son voisin du Sud, ce qu'il faut noter, c'est la relative convergence en matière idéologique.

93. Ian Lumsden (ed.), *Close the 49th Parallel etc. The Americanization of Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1970.

94. Mark Bourrie, *Kill the Messengers: Stephen Harper's Assault on your Right to know*, Toronto, Patrick Crean Edition, 2015, p. p. 202.

95. Matthew Bondy, « The Last Neocon », *Foreign Policy*, 2 septembre 2015, <https://foreignpolicy.com/2015/09/02/the-last-neocon-canadas-stephen-harper/>, consulté le 14 janvier 2020.

96. Voir les archives de Radio-Canada, <http://archives.radio-canada.ca/politique/international/clips/3554/>.

97. Jack L. Granatstein et Norman Hillmer, *Prime Ministers: Ranking Canada's Leaders*, Toronto, Harper Collins Publishers, 1996, p. 196.

Ainsi, en ce qui concerne la conception du rôle de l'État, le politologue Donald J. Savoie avançait que le gouvernement de Mulroney avait cherché à réformer l'État et la fonction publique, comme l'avaient fait Reagan et Thatcher : « There is a little doubt that when Mulroney came to office, in 1984, he looked to these two conservative soul mates for inspiration. [...] Mulroney's claim that government spending was out of control and that there were far too many government programs working at cross purposes rang true with many Canadians⁹⁸. » C'est dans le même esprit, précisait Savoie, que Mulroney voulait que le secteur public imite les pratiques du secteur privé, encore là comme les deux autres leaders⁹⁹.

Cela dit, les conservateurs canadiens voulaient également garder leur distance avec les approches américaines, Mulroney commençant son premier mandat avec sa fameuse promesse qu'il protégerait certains programmes sociaux (« sacred trust ») : « This promise, and his rhetorical choice of phrase, reflected a long-standing pattern of support for the central role that social welfare played in the Canadian psyche¹⁰⁰. » En réitérant cette promesse, Mulroney voulait éviter d'être dépeint comme étant trop proche idéologiquement de Reagan et de Thatcher et il voulait se rapprocher des libéraux canadiens avec une conception de l'État qui restait soucieuse du bien-être des citoyens, en droite ligne avec la tradition *red tory*. En revanche, le gouvernement conservateur de Mulroney a rapidement pris une direction franchement libre-échangiste et néolibérale à l'encontre de la tradition protectionniste traditionnelle des conservateurs du passé.

Les conservateurs voudront-ils entamer une nouvelle tentative de rapprochement avec la droite américaine ou alors choisiront-ils une direction vers une droite canadienne, mâtinée d'un populisme *soft* qui mettrait un accent plus prononcé que par le passé sur la défense de l'identité canadienne ? Plus précisément, il pourrait s'agir d'un discours conservateur cherchant à prendre la défense d'une identité non pas menacée en tant que telle, mais d'une identité jugée affaiblie, une anémie nationale

98. Donald J. Savoie, *Thatcher, Reagan, Mulroney: In Search of a New Bureaucracy*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1994, p. 10.

99. *Ibid.*, p. 10.

100. Michael J. Prince et James J. Rice, « Governing through Shifting Social-Policy Regimes: Brian Mulroney and Canada's Welfare State », dans Raymond Blake (ed.), *Transforming the Nation: Canada and Brian Mulroney*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2007, p. 166.

qui serait le résultat d'un manque présumé de fermeté morale (à l'égard de la Chine par exemple). En conséquence, cette identité canadienne anémiée aurait besoin d'être revitaminée avec des politiques protectionnistes sur le plan économique, des frontières moins ouvertes aux migrants irréguliers et des valeurs morales réaffirmées contre ceux qui, à l'étranger, les bafouent? Il s'agirait d'une sorte de nationalisme conservateur qui, tout en ne s'opposant pas de front au multiculturalisme, s'élèverait contre le Canada postnational de Trudeau¹⁰¹.

Ou alors décidera-t-on, du côté des conservateurs, de poursuivre sur la même erre d'aller et de succomber aux trois tentations mentionnées plus haut, ressuscitant ainsi le spectre d'une division de la droite campée sur sa base des Prairies, partiellement coupée de l'Ontario et encore plus du Québec? Voilà le genre de questions ou de scénarios qui attendent les conservateurs fédéraux dans les prochaines années. À ce jour, il est impossible de se prononcer non seulement parce que les conservateurs sont à la recherche d'un chef, mais surtout parce que les voies qui se présentent à eux sont loin d'être claires.

Dans ce chapitre, nous avons parlé de la droite fédérale et de ses expressions politiques à travers les partis politiques. La question des intellectuels a été laissée en quelque sorte de côté, même si nous avons évoqué quelques-uns d'entre eux (Barry Cooper ou encore Stephen Harper) pour comprendre les orientations du mouvement conservateur. Mais la droite qui s'exprime à travers les partis politiques n'est pas la même que celle qui trouve sa voie à travers la voix d'intellectuels de droite.

C'est qu'au moment où les droites politiques sont en phase de recomposition et de réflexion, les droites intellectuelles sont aussi soumises à des changements. Du côté des intellectuels de droite, on note également des évolutions qu'il reste à mieux baliser et comprendre. Il faudrait à vrai dire y consacrer un ouvrage tout entier pour voir comment les courants intellectuels de droite se sont transformés depuis les années où les débats constitutionnels dominaient le discours politique et intellectuel au Canada. C'est là un travail d'investigation qu'il reste à faire.

101. L'ex-ministre conservateur Joe Oliver est un de ceux qui développent cette ligne de pensée. « Our post-national prime minister », *National Post*, 3 novembre 2016, <https://nationalpost.com/opinion/joe-oliver-our-post-national-prime-minister>, consulté le 9 février 2020.

Pour le moment, nous nous contenterons plus modestement d'effectuer un coup de sonde inédit dans le bassin des intellectuelles de droite. Comme nous l'avons mentionné en introduction, la parole de femmes de droite reste un sujet inexploré et qui demande à être mieux compris afin de se doter d'une meilleure compréhension des droites canadiennes et québécoises. C'est précisément à cette tâche exploratoire que le prochain chapitre va maintenant s'attarder.

Chapitre 5

Des intellectuelles de droite au Canada et au Québec : identification et exploration thématique (2015-2018)¹

« Faire réfléchir est mon objectif. J'aime déstabiliser les gens idéologiquement et intellectuellement. Le choc des idées, c'est ça qui est intéressant. Je n'accepte pas d'être insultée, mais j'assume le fait de provoquer des réactions². »

Denise Bombardier.

Des voix féminines se situant dans le courant de la seconde vague du féminisme ont fait entendre leur voix distinctive sur la scène politique intellectuelle canadienne³. Nous pouvons penser, par exemple, à Naomi Klein⁴ et sa dénonciation sans appel du capitalisme néolibéral ou encore à Irshad Manji⁵, qui, dans un autre registre, s'est exprimé dans l'espace public. De la même façon, on peut évoquer Margaret Atwood qui, grâce à la littérature, n'en prend pas moins des positions à saveur politique avec *La servante écarlate* (1985). Plus précisément pour le Québec, mentionnons Andrée Ferretti, connue pour son engagement souverainiste de gauche, ou encore Martine Delvaux, dont l'ouvrage *Le boys club*⁶ dénonce le pouvoir détenu par certains hommes. Or, l'exploration théorique et idéologique des

1. Une première version de ce chapitre a été présentée, avec Amy Vachon-Chabot, lors du colloque de l'Association française d'études canadiennes qui s'est tenu à Bordeaux le 14 juin 2019.
2. Olivia Lévy, « Peur de déplaire? », *La Presse+*, 26 avril 2014, http://plus.lapresse.ca/screens/4412-e6e0-5356e7b2-87ee-26d2ac1c606d__7C__YU4RnXFAz-dm.html.
3. Sylvia Bashevkin, « Navigating Gendered Spaces: Women as Public Intellectuals », dans Nelson Wiseman (dir.), *The Public Intellectual in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2013, p. 117.
4. *La stratégie du choc : la montée d'un capitalisme du désastre*, Actes Sud, 2008.
5. Intellectuelle de gauche, proche du Nouveau Parti démocratique canadien, elle s'est fait connaître avec l'ouvrage *The Trouble with Islam Today* (2004), critique de l'islam, ce qui lui a valu l'accusation de faire le jeu des conservateurs. Voir Douglas Todd, « The Trouble with Irshad Manji », *Vancouver sun* 13 mai 2008, <https://vancouver.sun.com/news/staff-blogs/the-trouble-with-irshad-manji>.
6. *Le boys club*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2019.

intellectuelles reste en chantier, notamment en ce qui concerne les femmes qui s'expriment à partir d'un point de vue qu'on peut considérer ou estimer être de droite. « Il faut noter, au surplus, que peu de définitions prennent en compte la réalité spécifique des femmes et leur intégration difficile, tant au politique qu'au vaste monde des lettres et des idées⁷. »

En effet, il existe aussi d'autres types d'intellectuelles publiques que celles qui sont mentionnées plus haut, qui ont avancé et défendu des points de vue différents de ceux qui sont vus comme faisant partie de l'univers de la gauche (la critique du capitalisme par exemple). Ainsi, nous proposons d'identifier et d'examiner un groupe de femmes, situées à droite, qui exercent un rôle d'intellectuelles publiques et dont la voix détonne dans le concert canadien et québécois. Cela permettra également de voir que l'idée de deux solitudes, soit celle voulant que l'on ne partage pas les mêmes idées en raison de la fracture culturelle et langagière, ne s'applique pas vraiment en ce qui les concerne. En d'autres termes, il s'agira de savoir ce qu'un groupe d'intellectuelles de droite – qui, comme le dit Bombardier en exergue de ce chapitre, aiment déstabiliser – pensent sur quelques sujets choisis (que nous détaillerons dans la prochaine section).

Ce chapitre s'inscrit à l'intérieur d'un projet plus vaste consistant à cartographier l'espace intellectuel de la droite au Canada et au Québec depuis le milieu des années 2000. Pour le moment, nous nous intéresserons à un échantillon limité et c'est pourquoi nous avons constitué un corpus d'auteurs de différentes générations, tant francophones qu'anglophones, afin de nous doter d'un regard comparatif dans un contexte canadien où l'on a souvent tendance à s'étudier en vase clos. Cet exercice d'identification a pour but de dépasser le simple étiquetage politique puisqu'il vise à montrer, grâce à quelques thèmes choisis, la diversité de la parole des femmes dans l'espace public canadien, Québec y compris, et à examiner, en l'occurrence, une parole conservatrice.

Il s'agira, dans un premier temps, de déterminer à quelles conditions il est effectivement possible de parler d'un groupe d'intellectuelles publiques que nous pouvons aussi classer à droite. C'est ce qui nous amènera, dans un deuxième temps, à examiner des thèmes traités par les intellectuelles publiques de droite identifiées afin de cerner la nature de la critique qu'elles font de l'évolution sociale et politique du Canada et du

7. *Dictionnaire des intellectuelles au Québec*, sous la direction d'Yvan Lamonde et collab., Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2017, p. 10.

Québec des années 2010. L'analyse permettra de montrer les divergences et les convergences dans la critique qu'elles font de quelques phénomènes politiques récents. Pour y arriver, nous devons d'abord identifier celles qui seront à l'étude (première section). Cela fait, nous pourrons ensuite examiner certains de leurs écrits, soit ceux qui sont consacrés à Donald Trump et Hillary Clinton (deuxième section) puis ceux qui concernent l'islamisme (troisième section), pour terminer en posant la question de la convergence de leur position.

5.1 Femmes et intellectuelles de droite : définition et hypothèse

« Ce n'est pas évident d'être une personne d'opinions, point. Les femmes de ma génération [50 ans et plus], on a été élevées pour plaire et pour être gentilles. Une femme qui parlait fort était mal vue et on a gardé des séquelles de cette époque. [...] Les hommes sont plus blindés et un homme qui s'affirme, c'est viril. Est-ce féminin, une femme ayant des opinions qui tranchent? Ce n'est pas très sexy. Une femme, ça miaule, ça ne gueule pas⁸ »

Lise Ravary.

Les femmes de droite, entendues au sens large du terme, ne sont pas bien connues. Si l'engagement des femmes en politique⁹, celle des femmes dirigeantes de droite¹⁰ ou encore des femmes de droite¹¹, a fait l'objet de

8. Olivia Lévy, « Peur de déplaire? », *La Presse+*, 26 avril 2014, http://plus.lapresse.ca/screens/4412-e6e0-5356e7b2-87ee-26d2ac1c606d__7C__YU4RnXFAz-dm.html.

9. Par exemple, Manon Tremblay et Linda Trimble, *Women and Electoral Politics in Canada*, Don Mills, Ontario : Oxford University Press, 2003.

10. Frédéric Boily, « La droite à visage féminin : les cas des Albertaines, Alison Redford et Danielle Smith », dans Anne-Marie Gingras (dir.), *Genre et politique dans la presse en France et au Canada*, op. cit., p. 79-100 ; Frédéric Boily et Ève Robidoux-Descary, « Entre réappropriation et neutralisation du genre : le cas de Christy Clark », *Genre et politique dans la presse en France et au Canada*, op. cit., p. 101-121.

11. Dans son ouvrage publié en 1983 et traduit seulement au début des années 2010, l'intellectuelle Andrea Dworkin décrit ainsi les femmes de droite, après avoir rencontré certaines d'entre elles et discuté avec elles lors de la National Women's Conference (Houston, novembre 1977), par une série de propositions voulant qu'elles « craignent les lesbiennes », « considèrent l'avortement comme le meurtre abject de bébés », qu'elles sont contre l'Equal Rights Amendement et, enfin, qu'elles « n'aiment pas non plus les juifs ». Mais son analyse est ancrée dans un contexte particulier, celui des États-Unis des années 1970 et du début des années 1980, avec des problèmes propres aux États-Unis (la ségrégation raciale, par exemple) qui diffèrent grandement de ceux

plusieurs travaux, ceux qui sont consacrés aux intellectuelles de droite sont encore à faire. En effet, ce qui nous intéresse ici, ce ne sont pas les femmes de droite, catégorie générale, mais plutôt les intellectuelles de droite (catégorie spécifique) qui font profession d'écrire et de s'exprimer régulièrement sur des sujets de société. Cependant, plutôt que d'arriver avec une définition préétablie de l'intellectuelle de droite, nous avons choisi des intellectuelles qui sont souvent décrites, de manière sommaire, comme étant de droite.

Plus précisément, nous avons procédé en nous donnant quelques points de repère permettant de minimiser (et non d'éliminer) le caractère subjectif du choix des intellectuelles. Les principales variables qui ont guidé notre choix sont le poids intellectuel de chacune d'entre elles (en nombre d'écrits¹²), le critère linguistique (français et anglais) et la possibilité de voir s'exprimer des positions différentes ou similaires.

Ainsi, nous avons sélectionné les intellectuelles suivantes : du côté anglophone, il s'agit des intellectuelles-journalistes Barbara Kay et Diane Francis, et de trois intellectuelles francophones, soit Lise Ravary, Denise Bombardier et Nathalie Elgrably-Lévy. Les intellectuelles francophones ont de nombreuses publications¹³ à leur actif et elles tiennent chacune une chronique dans *Le Journal de Montréal* et *Le Journal de Québec*, des quotidiens grand public et populaires (Ravary écrit également en anglais dans le *Montreal Gazette*). Les trois représentent, de prime abord, des sensibilités différentes, Elgrably-Lévy étant associée à la droite néolibérale¹⁴, alors que Ravary, ex-éditrice à *Châtelaine* (2001-2009) reconnue pour son « franc-parler¹⁵ » (et son amour de livres¹⁶), se dit « conserva-

du Canada. Andrea Dworkin, *Les femmes de droite*, Montréal, Les Éditions du remue-ménage, 2012, p. 39-41.

12. L'imprimé reste une façon d'identifier l'intellectuel qui tente d'influencer l'espace public. *Dictionnaire des intellectuel.les au Québec*, *op. cit.*, p. 12.
13. Denise Bombardier est certainement la plus prolifique du groupe, avec plus de vingt ouvrages de différentes natures (romans, biographies et essais).
14. Elle est chercheuse associée à l'Institut économique de Montréal, un groupe de réflexion de droite sur le plan économique.
15. C'est ce que l'on peut lire sur le site *Huffington Post* : « Lise Ravary a étudié la littérature anglaise à l'Université Concordia. Elle est réputée pour son franc-parler. C'est sans doute pourquoi on l'entend à la radio et on la voit à la télévision. » <https://quebec.huffingtonpost.ca/author/lise-ravary/>, consulté le 26 mars 2019.
16. Marie-Claude Fortin, « La bibliothèque de Lise Ravary : la maison-livre », *Entre les lignes*, 3(3), 2007, p. 12-13.

trice¹⁷», au contraire de Bombardier qui rejette l'étiquette même si elle a parfois été décrite comme ayant des positions relevant du « néoconservatisme¹⁸ ». Quant à Francis et Kay, elles travaillent au *National Post* et au *Financial Post*, des quotidiens canadiens qui accueillent des plumes de droite. Par conséquent, la comparaison est aussi, dans une certaine mesure, entre des quotidiens.

La dernière étape est celle de la sélection du corpus de textes, ce qui implique également le choix des thèmes et de la période examinée. Nous avons opté pour examiner une période réduite dans le temps, de 2015 à 2018, afin de mettre l'accent sur un nombre limité d'événements et ainsi être en mesure de procéder à une analyse approfondie consistant à lire chacun des textes, pour en saisir la logique argumentative et comparer leurs positions respectives. En ce sens, nous avons privilégié une approche qualitative et interprétative comprenant près de six cents articles¹⁹.

Plus précisément, l'analyse des textes repose sur une hypothèse interprétative qui comporte deux dimensions. La première est celle voulant qu'il existe un groupe d'intellectuelles partageant un certain nombre d'idées plus ou moins communes sur des sujets précis qui permettent de les catégoriser comme étant à droite. La seconde, c'est que l'idée des deux solitudes, qui n'est pas fautive en soi, ne fonctionne pas vraiment concernant les sujets que nous allons examiner ici.

Pour étayer ces deux hypothèses, nous nous attarderons à la manière dont les intellectuelles choisies ont perçu l'élection de Donald Trump à la tête des États-Unis et ses actions une fois à la présidence, ainsi qu'à la manière dont elles ont traité l'Islam et l'islamisme radical. Cette décision

17. « En fait, on me dit de droite, mais je préfère me définir comme conservatrice, petit "c". Rien à voir avec le Parti conservateur. » « Pourquoi je suis de droite », *Le Journal de Montréal*, 4 décembre 2017, <https://www.journaldemontreal.com/2017/12/04/pourquoi-je-suis-de-droite>.

18. « Denise Bombardier », *Dictionnaire des intellectuelles au Québec*, op. cit., p. 67.

19. En utilisant les bases de données *Factiva* et *ProQuest*, ainsi que les sites Web des journaux *National Post/Financial Post*, *Journal de Montréal/Journal de Québec* et *Montreal Gazette*, nous avons repéré 1566 articles publiés entre les mois d'août 2015 et décembre 2018. Les articles furent survolés une première fois afin de relever diverses thématiques. Certains articles furent exclus, soit ceux qui relevaient plutôt de l'actualité et du divertissement, donc moins pertinents à la politique. De la sorte, quatre grandes thématiques communes furent retenues : l'élection de Trump et ses actions à la présidence des États-Unis (127 articles), le mouvement #MeToo et le féminisme (145 articles), les questions liées à l'islamisme et au terrorisme (177 articles) et les questions traitant de l'immigration et du multiculturalisme (123 articles).

s'explique par le fait que le thème de l'islamisme est omniprésent sur la scène politique des dernières années alors que l'arrivée de Donald Trump a donné lieu à une multitude de commentaires ; bref ce sont deux thématiques particulièrement propices pour examiner les positions de nos intellectuelles et pour voir, à travers leur regard sur ces événements, la dynamique de convergence et de divergence idéologique qui prévaut ou non entre elles, ce qui nous renseignera sur les positions de droite des femmes au Canada.

5.2 Le regard des intellectuelles sur Donald Trump

L'élection de Donald Trump ainsi que ses politiques et actions une fois à la tête des États-Unis ont fait couler un tsunami d'encre et de pixels qui ne se tarit toujours pas dans les médias, ses moindres faits et gestes, ajoutons ses commentaires sur Twitter, continuant de susciter moult analyses et débats. Dans ce flot ininterrompu où l'on peut lire une chose et son contraire, il est possible de réduire à quatre les grandes façons d'interpréter l'arrivée de Trump à la Maison-Blanche, soit une première manière très critique de Trump que l'on pourrait qualifier de gauche, une deuxième qui ne lui est pas sympathique, mais qui provient d'auteurs de droite avec une troisième position plus sympathique au président, qui vient cette fois de la droite. Enfin, il existe aussi une quatrième position, analytique celle-là, qui tente tant bien que mal de comprendre le phénomène trumpien.

D'abord, on retrouve ceux qui sont critiques de l'ensemble de l'élection, du système des grands électeurs, de Trump qui a gagné ou « triché » avec l'aide des mensonges répandus par les Russes et une critique de la droite républicaine qui s'est abaissée servilement devant le candidat et le président. Selon eux, Clinton a été victime de grossiers préjugés sexistes, alors qu'elle avait toute l'expérience requise pour devenir présidente. Cette critique est essentiellement celle de la gauche démocrate, même si certains éléments (la critique touchant les républicains, par exemple) peuvent se retrouver aussi à droite. L'ensemble de cette critique est notamment très présente dans des médias comme le *Washington Post* qui traque sans relâche les mensonges de Trump et, chez plusieurs intellectuels, qui dénonçant son autoritarisme²⁰ et son fascisme, comme nous l'avons vu au chapitre deux.

20. Par exemple, Henry A. Giroux, *The Public in Peril. Trump and the menace of American Authoritarianism*, New York, Routledge, 2018.

Cependant, il existe aussi une critique de Trump qui, venant de la droite elle-même, ne l'épargne en rien²¹. Par exemple, celui qui écrivait les discours de George W. Bush, David Frum (auteur de l'expression «l'axe du mal»), s'est commis avec un ouvrage incendiaire à propos de l'actuel président où il accuse la droite américaine d'avoir non seulement baissé les bras devant le président victorieux, mais de s'y être rallié, comme l'ont fait une partie des contributeurs d'un organe de la droite américaine, la *National Review*²². À ses yeux, Trump n'est pas seulement un mauvais président, car il est aussi littéralement dangereux pour la démocratie américaine, au point où Frum a voté pour Clinton (pas pour elle personnellement, mais pour défendre le système américain²³). Il n'est d'ailleurs pas le seul auteur associé à la droite américaine à critiquer Trump. Charles J. Sykes, qui, même s'il ne jouit pas de la même notoriété que David Frum à l'extérieur des États-Unis, n'en a pas moins rédigé un ouvrage lui aussi fort critique de sa propre famille politique. En fait, il avance que la droite a en quelque sorte créé, par ses propres errements idéologiques, le « dragon » Donald Trump, selon l'expression de l'écrivain Stephen King qui s'y connaît en histoire d'horreur²⁴.

Ensuite, on retrouve ceux qui défendent Trump avant et après son élection. Rares au Canada, il y a toutefois quelques commentateurs, l'exemple le plus parlant étant certainement Conrad Black²⁵, qui sont de fiers défenseurs sur la scène canadienne du président selon l'idée qu'il fallait un *disrupteur* pour briser le carcan politique américain et surtout pour faire oublier ce qui est perçu comme étant les années de cauchemar avec Barack Obama. Dans plusieurs textes du *National Post*, Conrad Black louange Donald Trump, le mot est faible, même s'il émet quelques bémols quant au langage employé par le président américain²⁶, alors que

21. Par exemple, une revue américaine a réuni quatre observateurs et intellectuels conservateurs tous critiques de Trump, «What left's of the Right?», *Journal of Democracy*, été 2018, n° 49, <https://democracyjournal.org/magazine/49/whats-left-of-the-right/>, consulté le 25 janvier 2020.

22. David Frum, *Trumpocracy: The Corruption of the American Republic*, op. cit., p. 39.

23. *Ibid.*, p. 233-234.

24. Charles J. Sykes, *How the Right Lost its Mind*, New York, Martin's Press, 2017, p. 4.

25. Voir Stephen Maher, «What does Conrad Black see in Donald Trump», *MacLean's*, 17 mai 2019, <https://www.macleans.ca/opinion/what-does-conrad-black-see-in-donald-trump/>, consulté le 18 juillet 2019.

26. Pour un exemple, voir les extraits du livre qu'il a consacré à Donald Trump qui ont été publiés dans ce quotidien. Conrad Black, «Why Donald J. Trump is truly a president

ses collègues du même journal ont généralement été critiqués du programme économique de Donald Trump²⁷.

Enfin, il y a ceux de droite comme de gauche, faut-il préciser, qui, sans appuyer Trump, tentent de comprendre ses motivations et de trouver des raisons expliquant comment ce dirigeant phénomène a pu gagner une présidence. Critiques du Parti démocrate, ils seront plus circonspects quant à sa candidature, mettant en lumière ses erreurs de parcours. Ce type de critique n'endosse pas ce que fait Trump, mais son arrivée est resituée sur une toile de fond plus large, et l'on essaie de comprendre les raisons profondes de l'irruption de Trump au pouvoir²⁸.

Cela dit, il existe une confusion des genres, c'est-à-dire qu'une critique peut emprunter à différents types d'arguments. En fait, cela constitue un élément d'analyse en soi qui permet de comprendre le brouillement des frontières idéologiques d'aujourd'hui, d'où l'intérêt supplémentaire de se pencher sur les écrits des intellectuelles mentionnées plus haut.

Donald Trump : un révélateur

Aux yeux des intellectuelles, l'élection d'un candidat tel que Trump, caractérisé comme étant « atypique » et « populiste²⁹ », a mis en lumière

like no other», *National Post*, 11 mai 2018, <https://nationalpost.com/opinion/conrad-black-why-donald-j-trump-is-truly-a-president-like-no-other>.

27. Terence Corcoran, « Trump joins the anti-capitalist crusaders out to ruin the internet », *National Post*, 3 avril 2018, <https://business.financialpost.com/opinion/terence-corcoran-trump-joins-the-anti-capitalist-crusaders-out-to-ruin-the-internet>, consulté le 30 octobre 2019.
28. Les textes de Raphael Jacob sur le sujet sont un bon exemple d'approche analytique. Voir par exemple, « Trump réussira-t-il à sauver sa peau? », *L'Actualité*, 8 janvier 2020, <https://lactualite.com/monde/etats-unis/trump-reussira-t-il-a-sauver-sa-peau/>, consulté le 25 janvier 2020.
29. Denise Bombardier, « Des politiciens atypiques », *Journal de Québec*, 14 avril 2017, p. 17 ; voir aussi pour « atypique », Denise Bombardier, « Piège pour journalistes », *Journal de Montréal*, 27 janvier 2017, p. 29 ; Denise Bombardier, « Trump metteur en scène », *Journal de Québec*, 14 janvier 2017, p. 10 ; Denise Bombardier, « Après moi, le déluge », *Journal de Québec*, 5 janvier 2018, p. 16 ; Nathalie Elgrably-Lévy, « Trumpophobie », *Journal de Québec*, 15 décembre 2017, p. 16 ; et pour « populiste » : Denise Bombardier, « Trump le pollueur », *Journal de Montréal*, 26 septembre 2016, p. 39. ; Barbara Kay, « Fascism in U.S.? Sure, but it's not what you think », *National Post*, 3 février 2017, p. A10. ; Diane Francis, « Slay sacred cows before populists do ; It's time for Canada to clean up its act », *Financial Post*, 11 février 2017, p. FP2 ; Lise Ravary, « Les dangers du populisme », *Journal de Montréal*, 24 août 2015, <https://www.journaldemontreal.com/2015/08/24/les-dangers-du-populisme>, consulté le 23 octobre 2018.

des problématiques sous-jacentes à sa seule victoire. Elles ne sont évidemment pas les seules à dire cela, mais examinons dans le détail ce qu'elles entendent par là.

Dans un premier temps, l'élection de Trump résulterait d'un malaise qui touche l'Occident, entre autres la mondialisation qui a été identifiée comme l'une des raisons de la victoire de Donald Trump, autant d'ailleurs par les anglophones que par les francophones. Comme l'explique Francis: «What's going on is that electorates in the United States and other developed countries are pushing back against globalization and trade liberalization³⁰.» C'est pourquoi, affirme-t-elle, si Trump n'est pas apprécié de tous, ses politiques touchant l'immigration et le commerce trouvent un appui à grande échelle³¹. Un son de cloche similaire se fait parfois entendre chez Bombardier qui blâme l'inaction des dirigeants occidentaux quant au malaise créé par la mondialisation: «Un personnage comme Donald Trump n'aurait jamais accédé au pouvoir suprême si depuis des décennies les divers dirigeants n'avaient pas persisté dans une vision légaliste de leurs actions et ne s'étaient pas révélés impuissants à contrer les retombées de la mondialisation, qui ont écrasé les classes moyennes, les dépouillant de leurs emplois, donc de leur pouvoir d'achat³².» Trump serait alors devenu un porte-parole pour ces gens et il porterait en lui la «rage contagieuse» de tous ceux qui ont été laissés de côté du rêve américain: «Trump s'est transformé en porte-étendard de leur vengeance et de leur ressentiment³³.»

30. Diane Francis, «Why Trump's tactics resonate; U.S. election a referendum about globalization, mass immigration», *Financial Post*, 30 juillet 2016, p. FP2; voir aussi Diane Francis, «Slay sacred cows before populists do», *Financial Post*, 11 février 2017, p. FP2. «Donald Trump won the U.S. presidency by questioning the wisdom of globalization, immigration, liberalized trade, and past foreign policy alliances... Middle classes in all developed countries are angry and pushing back against trade policies that have transferred their jobs to rule bending jurisdictions such as China, India, Mexico, and other developing countries.»

31. «The point here is that Trump may not be everyone's president but his policies – on immigration and trade – resonate in every country in the world», Diane Francis, «Trump's policies on trade, immigration resonate», *Financial Post*, 6 février 2018, p. FP2.

32. Denise Bombardier, «Les décideurs», *Journal de Montréal*, 20 janvier 2017, p. 25.

33. Denise Bombardier, « Crainte et tremblement », *Journal de Montréal*, 7 novembre 2016, p. 31; voir aussi Denise Bombardier, « Les enragés planétaires », *Journal de Montréal*, 16 janvier 2017, p. 31.

Les élites politiques auraient en quelque sorte failli à leur tâche, selon Ravary, en refusant d'écouter la population et en refusant de prendre en compte « le niveau d'écœurement des Américains et des Occidentaux en général³⁴ ». C'est ainsi que la montée de populistes aux États-Unis et en France résulterait du manque d'écoute des dirigeants qui ont fait la sourde oreille, notamment en matière identitaire³⁵, créant ainsi les conditions propices à l'arrivée de politiciens « atypiques » et populistes, ce dont Trump serait l'exemple « le plus patent³⁶ ». En d'autres termes, ce qui se produit aux États-Unis n'est pas unique, mais un produit typiquement occidental, avec une saveur américaine : « The fact is, écrit Francis, that Trump is not the cause but the symptom of flaws in America's dysfunctional political architecture³⁷. » En fait, Bernie Sanders et Donald Trump se seraient tous deux attaqués aux élites et à un système politique dysfonctionnel : « Both are popular because the U.S. public rejects the current political architecture³⁸. »

On croit même, surtout du côté francophone, qu'il y a une tentation totalitaire qui s'exprime. Ainsi, « la popularité du président américain chez l'électorat nous indique, écrit Bombardier, que la tentation totalitaire est toujours vivante dans nos démocraties par nature fragiles³⁹ ». Cette tentation résulterait du contexte actuel, celui d'« un monde en folie » et du progressisme, qui mène au besoin de « leaders forts » dans bon nombre d'endroits⁴⁰. Le progressisme de gauche et la surdité des dirigeants seraient donc en partie responsables de ce qui se passe aux États-Unis.

34. Lise Ravary, « Casser la baraque », *Journal de Montréal*, 19 septembre 2016, p. 12.

35. « Les élus actuels ayant failli à la tâche de prendre leurs inquiétudes, notamment en matière d'immigration, au sérieux. » Lise Ravary, « La vraie mission de Donald Trump », *Journal de Montréal*, 9 décembre 2015, <https://www.journaldemontreal.com/2015/12/09/la-vraie-mission-de-donald-trump>, consulté le 22 octobre 2018.

36. Denise Bombardier, « Des politiciens atypiques », *Journal de Québec*, 14 avril 2017, p. 17.

37. Diane Francis, « A looming Trump disaster; He's thoroughly unprepared to lead the U.S. », *Financial Post*, 21 mai 2016, p. FP2; voir Diane Francis, « Trump craziness is crazy-making; And that's why his reality show is about to go off the air », *Financial Post*, 13 août 2016, p. FP2.

38. Diane Francis, « The New American Revolution », *Financial Post*, 13 février 2016, p. FP2.

39. Denise Bombardier, « Le nouvel ami de Trump », *Journal de Montréal*, 4 juin 2018, <https://www.journaldemontreal.com/2018/06/04/le-nouvel-ami-de-trump>, consulté le 20 septembre 2018.

40. Lise Ravary, « La tentation autoritaire », *Journal de Québec*, 6 novembre 2016, p. 19.

Les faux pas des démocrates

« Trump est-il un bon candidat? Non! Mais il n'est pas pire que Clinton⁴¹. »

Nathalie Elgrably-Lévy

Au diapason l'une de l'autre, les intellectuelles francophones et anglophones ont mis en preuve les faux pas⁴² et les dégâts causés par Barack Obama et les démocrates. Ainsi, avant l'élection, Kay va critiquer le manque de leadership de Barack Obama, notamment en matière de sécurité pour contrer le terrorisme⁴³. En écho, Elgrably-Lévy laisse entendre qu'à la suite du passage de Barack Obama à la présidence les États-Unis se retrouvaient dans un piètre état, en étant désormais « un pays socialement meurtri, économiquement fragile et géopolitiquement vulnérable⁴⁴ ». Quelques temps après l'élection, Bombardier a soulevé l'incapacité de dirigeants, tel Barack Obama, à rejoindre ceux se retrouvant dans la précarité, tout en demeurant trop près des élites : « Un personnage comme Donald Trump n'aurait jamais pu réussir à s'offrir la Maison-Blanche si les dirigeants démocrates n'avaient pas en un sens trahi leurs promesses de justice sociale. S'ils n'avaient pas brisé eux-mêmes le rêve américain⁴⁵. »

Abondant dans le même sens, Ravary soutenait qu'il existait une brisure entre le peuple et Hillary Clinton, celle-ci ayant refusé « de tenir compte des attentes des classes populaires et moyennes qui veulent moins d'immigration, moins de délocalisation d'emplois, moins de Wall Street, moins de guerres lointaines et incompréhensibles. Donald Trump parle leur langage⁴⁶. » En fait, le désir « révolutionnaire » du peuple de retirer les

41. Nathalie Elgrably-Lévy, « L'avocat du diable », *Journal de Montréal*, 28 octobre 2016, p. 28

42. Diane Francis, « Trump's policies on trade, immigration resonate », *Financial Post*, 6 février 2018, p. FP2.

43. Barbara Kay, « The hollow president; How Barack Obama made the world less safe in 2015 », *National Post*, 30 décembre 2015, p. A9.

44. Nathalie Elgrably-Lévy, « L'Amérique en danger », *Journal de Montréal*, 18 mars 2016, <https://www.journaldemontreal.com/2016/03/18/lamerique-en-danger>, consulté le 23 octobre 2018.

45. Denise Bombardier, « Mauvaise foi des démocrates », *Journal de Montréal*, 6 novembre 2018, <https://www.journaldemontreal.com/2018/11/06/mauvaise-foi-des-democrates>, consulté le 13 novembre 2018,

46. Lise Ravary, « Une bonne raison d'avoir peur », *Journal de Montréal*, 7 novembre 2016, p. 12; voir aussi, Lise Ravary, « Hillary Clinton doit disparaître », 20 novembre 2017, *Journal de Montréal*, p. 12.

élites du pouvoir aurait été sous-estimé, notamment côté démocrate : « Si jamais Trump est élu, ce que je crains, les démocrates n'auront qu'eux-mêmes à blâmer. Les Américains sont de nouveau en mode révolutionnaire. Mais au lieu de vouloir chasser les Anglais, ils visent cette fois les élites déconnectées dont Hillary Clinton est une fière représentante depuis 1993⁴⁷. »

C'est ainsi que les intellectuelles (moins Francis) ont souligné que Hillary Clinton était une candidate aussi problématique que Donald Trump : « Les deux grands partis démocrate et républicain qui se partagent le pouvoir depuis le XIX^e siècle aux États-Unis, écrit Bombardier, ont manifestement été incapables de recruter des candidats à la hauteur de la tradition politique américaine⁴⁸. » C'est ce qui les amène à dire que les deux étaient de mauvais candidats pour répondre aux circonstances actuelles au pays, dont celle en matière économique⁴⁹, certaines d'entre elles utilisant des termes très négatifs comme « rotten candidates⁵⁰ » et candidats « creepy⁵¹ ». Trump est inquiétant, mais Clinton l'est à peine moins, elle aussi étant « une candidate toxique pour les démocrates⁵² ».

Cela dit, tout bien pesé, les Américains devraient voter pour Hillary Clinton, qui reste la « moins pire » option : « Hilary is corrupt and a hypocrite, but the lesser of the two evils, and that's who Americans have to grit their teeth and vote for⁵³. » Il en va de même pour Ravary qui, quelque temps après l'élection, affirme que Clinton aurait eu son vote : « Les failles morales d'Hillary, c'est de la petite bière, comparées à celles qui définissent l'être tordu, narcissique, menteur, revanchard, raciste, sexiste et

47. Lise Ravary, « Hillary au cœur du cauchemar démocrate », 26 juillet 2016, *Journal de Montréal*, <https://www.journaldemontreal.com/2016/07/26/hillary-au-cur-du-cauchemar-democrate>, consulté le 9 juillet 2019.

48. Denise Bombardier, « Crainte et tremblement », *Journal de Montréal*, 7 novembre 2016, p. 31.

49. Nathalie Elgrably-Lévy, « L'Amérique en danger », *op. cit.*

50. Barbara Kay, « Women don't need Hillary Clinton to be president », *National Post*, 3 août 2016, <https://nationalpost.com/opinion/barbara-kay-women-dont-need-hillary-clinton-to-be-president>, consulté le 14 novembre 2018.

51. Barbara Kay, « Canada's quiet, reassuring election », 8 septembre 2015, *National Post*, <https://nationalpost.com/opinion/barbara-kay-canadas-quiet-reassuring-election>, consulté le 22 août 2019.

52. Lise Ravary, « Une bonne raison d'avoir peur », *op. cit.*

53. Barbara Kay, « Clinton cleans up better », *National Post*, 12 octobre 2016, p. A9.

pervers qu'est le président américain actuel⁵⁴. » Cependant, et toujours dans le contexte de l'après-élection, Elgrably-Lévy insistait pour dire que la défaite d'Hillary Clinton devrait agir comme leçon pour les médias qui s'acharnaient sur Trump : « Non pas que Donald Trump soit le candidat rêvé, mais parce que la défaite de Clinton symbolise le rejet de la corruption démesurée et de l'aveuglement journalistique⁵⁵. » Bref, sans endosser Trump, on ne se précipitait pas vraiment à la défense de Clinton, vue comme un pis-aller à Trump.

Donald Trump sous la loupe de la critique

Donald Trump est peut-être le roi des menteurs⁵⁶ et un « dynamiteur⁵⁷ », mais les chroniqueuses autant francophones qu'anglophones lui reconnaissent quelques qualités politiques, les actions de Trump étant calculées, ses connaissances en marketing et comme homme d'affaires étant mises à profit : « À l'opposé de ceux qui croient que Trump est cliniquement fou, je suis persuadée qu'il est pleinement conscient de la portée de ses paroles et qu'il fait scandale pour attirer l'attention de ces millions d'Américains qui ont cessé de s'intéresser à la politique parce qu'elle ignore leurs espoirs et leurs craintes⁵⁸. » Quelques-unes de ses suggestions de politiques sont « prometteuses » et il a un talent pour les affaires et la négociation⁵⁹. En fait, les chroniqueuses estiment que l'accent est trop mis sur sa personnalité, et que l'on ne s'attarde pas « au rôle et à l'importance politique » (Francis) de Trump⁶⁰, alors qu'il est nécessaire de le

54. Lise Ravary, « Hillary doit disparaître », 20 novembre 2017, *Journal de Montréal*, p. 12.

55. Nathalie Elgrably-Lévy, « L'Amérique a choisi », *Journal de Montréal*, 11 novembre 2016, p. 28.

56. Lise Ravary, « Une bonne raison d'avoir peur », *op. cit.*; Lise Ravary, « Le King des menteurs », *Journal de Montréal*, 1^{er} novembre 2018, <https://www.journaldemontreal.com/2018/11/01/le-king-des-menteurs>, consulté le 13 novembre 2018; Barbara Kay, « On the front lines of the fight against bull », *National Post*, 4 janvier 2018, p. A9; Denise Bombardier, « Trump tout nu », *Journal de Montréal*, 12 avril 2016, <https://www.journaldemontreal.com/2016/04/12/trump-tout-nu>, consulté le 22 octobre 2018.

57. Denise Bombardier, « Le dynamiteur », *Journal de Montréal*, 11 novembre 2016, p. 29.

58. Lise Ravary, « La vraie mission de Donald Trump », *Journal de Montréal*, *op. cit.*

59. Nathalie Elgrably-Lévy, « L'avocat du diable », *op. cit.*

60. Diane Francis, « Checks and balances at play in votes », *Financial Post*, 5 novembre 2016, p. FP2.

« comprendre » (Bombardier), ne serait-ce que pour être en mesure « d'identifier ses failles⁶¹ ».

Par ailleurs, les intellectuelles disent elles aussi que l'engouement pour les dictateurs⁶², le fait qu'il les « admire » et « méprise tous les dirigeants du monde, à l'exception de Kim Jong-un, de Philippin Duterte, de Poutine, et sans doute de Jair Bolsonaro, le nouveau président brésilien⁶³ », révèle « une dimension inquiétante de sa personnalité⁶⁴ », tout comme on s'alarme de ses « impulsions autoritaires⁶⁵ ». Généralement, elles ne dépeignent pas Donald Trump comme étant d'extrême droite, sauf exception lorsqu'il est décrit comme « un populiste d'extrême droite⁶⁶ » ou comme étant fasciste⁶⁷. Abondant dans la même direction⁶⁸, Bombardier affirme qu'il ne serait « pas le plus inquiétant⁶⁹ ». Cependant, la rhétorique de Trump a des effets sur la montée de mouvements

-
61. Denise Bombardier, « La diabolisation de Trump », *Journal de Montréal*, 9 janvier 2017, p. 29.
62. Lise Ravary, « Salir tout ce qu'il touche, » *Journal de Montréal*, 8 juin 2018, <https://www.journaldemontreal.com/2018/06/08/salir-tout-ce-qui-touche>, consulté le 20 septembre 2018; voir aussi Lise Ravary, « La tentation autoritaire », *Journal de Montréal*, 9 juin 2017, p. 30, et Lise Ravary, « Les vrais amis de Donald Trump », *Journal de Montréal*, 29 mai 2017, p. 12, où ses affinités avec Poutine, Erdogan, Xi Jinping, Al-Sissi et Duterte sont mentionnées.
63. Denise Bombardier, « Trump le salisseur », *Journal de Montréal*, 5 novembre 2018, <https://www.journaldemontreal.com/2018/11/05/trump-le-salisseur>, consulté le 13 novembre 2018; Denise Bombardier, « Le nouvel ami de Trump », *op. cit.*; Denise Bombardier, « Début de guerre civile? », *Journal de Montréal*, 27 octobre <https://www.journaldemontreal.com/2018/10/27/debut-de-guerre-civile>, consulté le 4 novembre 2018; Denise Bombardier, « Trump tient ses promesses », *Journal de Montréal*, 9 juin 2018, <https://www.journaldemontreal.com/2018/06/09/trump-tient-ses-promesses>, consulté le 20 septembre 2018.
64. Denise Bombardier, « Le nouvel ami de Trump », *op. cit.*
65. Diane Francis, « A looming Trump disaster; He's thoroughly unprepared to lead the U.S. », *Financial Post*, 21 mai 2016, p. FP2.
66. Lise Ravary, « Le populisme d'extrême gauche », *Journal de Montréal*, 17 avril 2017, p. 17.
67. « It is fair comment to observe that Trump is a thin-skinned bully and temperamentally unfit to govern. Fair comment that he is a populist and a nativist. But he is not seeking to rescind constitutional freedoms... He is no fascist... » Barbara Kay, « Fascism in U.S.? Sure, but it's not what you think », *National Post*, 3 février 2017, p. A10. Voir aussi Barbara Kay, « A millennial », *National Post*, 23 novembre 2016, p. A10, « Donald Trump – crude, impulsive and often offensive, but no fascist ».
68. « Contrairement à son image diabolisée, Donald Trump n'appartient pas à l'extrême droite de son pays », Denise Bombardier, « La diabolisation de Trump », *op. cit.*
69. *Ibid.*

suprématistes blancs et néonazis, ce dernier ne faisant rien pour intervenir⁷⁰. Et s'il n'est pas responsable du meurtre des juifs à la synagogue de Pittsburgh, en 2018, Kay écrit : « A national leader who is careless in his often divisive rhetoric does nothing to calm the social waters. But that's a far cry from actually causing a massacre⁷¹. »

En revanche, le regard est moins négatif de la part des intellectuelles que l'on peut identifier comme étant de la droite économique. Avant les élections, Francis expliquait que la victoire de Trump serait une perte pour les États-Unis en ayant des effets négatifs sur les accords internationaux et en rendant les riches plus riches⁷². Toutefois, la position de Trump sur l'ALENA entraînerait des bienfaits pour le Canada : « The election of Donald Trump is expected to improve Canada's economic outlook, and speed up the economic integration that has been underway for a generation between the two nations... I have argued for years that NAFTA was asymmetrical, given Mexico's problems with corruption and drug trafficking⁷³. » Dans le même sens, Elgrably-Lévy défend aussi certaines actions politiques de Donald Trump, notamment qu'il tient ses promesses⁷⁴. Par exemple, à propos de l'Accord de Paris sur le climat, elle soutient, de manière étonnante, l'action du président : « Pourtant, Trump ne s'oppose pas à un accord sur le climat. Il rejette l'Accord de Paris, car il estime celui-ci néfaste pour son pays. La nuance est importante⁷⁵. » Elle en fait

70. Barbara Kay, « Trump's rhetoric didn't cause this massacre », *National Post*, 31 octobre 2018, p. A8.

71. *Ibid.*

72. Diane Francis, « A Trump win is America's loss », *National Post*, 22 octobre 2016, p. FP2; Diane Francis, « Checks and balances at play in votes », *Financial Post*, 5 novembre 2016, p. FP2.

73. Diane Francis, « Trump could mean "hola" to new trade deal; FTA could be remade as a customs union », *Financial Post*, 3 décembre 2016, p. FP2.; Voir aussi Diane Francis, « When it comes to NAFTA, Canada should say adios to Mexico », *Financial Post*, 29 décembre 2017, <https://business.financialpost.com/diane-francis/when-it-comes-to-nafta-canada-should-say-adios-to-mexico>, consulté le 19 juillet 2020.

74. Nathalie Elgrably-Lévy, « Le monde à l'envers », *Journal de Québec*, 8 décembre 2017, p. 16.

75. Nathalie Elgrably-Lévy, « Le président patriotique », *Journal de Montréal*, 9 juin 2017, p. 30.

de même et défend son approche envers les immigrants illégaux⁷⁶ ainsi que l'attaque contre la Syrie en 2017⁷⁷.

Autre exemple lorsque, parlant des immigrants illégaux, on souligne que les similarités avec d'anciens présidents sont vite oubliées : « Sa politique est quasi identique à celle de ses prédécesseurs, mais, venant de lui, rien n'est acceptable. Depuis, médias et politiciens se déchaînent contre lui. Le double standard est déconcertant⁷⁸. » Les médias ne se concentreraient pas assez sur les caractéristiques des politiques de Trump, écrit Francis⁷⁹. Cette idée ramène l'argument présenté plus tôt voulant que les observateurs n'essaieraient pas de comprendre Trump et, dans ce cas-ci, ce seraient les médias qui ne feraient pas adéquatement leur travail.

Par ailleurs, certaines d'entre elles (Bombardier et Ravary) s'attardent davantage au comportement de Trump envers les médias. Par exemple, la première explique que son attitude envers les médias, comme celle des populistes, « est en train de contaminer la liberté d'expression⁸⁰ », alors que la seconde écrit que « Donald Trump ne semble pas vouloir comprendre l'essence du premier amendement de la Constitution du pays dont il sera le président, ne rate pas une occasion d'attaquer les médias et même des citoyens ordinaires qui diffusent des informations ou des opinions qu'il n'aime pas sur sa personne, même quand c'est vrai⁸¹. » Il faut dire ici que la critique de gauche et celle de droite se rejoignent.

76. Nathalie Elgrably-Lévy, « Trump a raison! », *Journal de Québec*, 30 novembre 2018, p. 16.

77. Nathalie Elgrably-Lévy, « Si tu veux la paix... », *Journal de Montréal*, 21 avril 2017, <https://www.journaldemontreal.com/2017/04/21/si-tu-veux-la-paix>, consulté le 3 juillet 2019.

78. Nathalie Elgrably-Lévy, « La rage au cœur », *Journal de Montréal*, 24 février 2017, p. 30.; voir aussi Nathalie Elgrably-Lévy, « La politique avant l'équité », *Journal de Montréal*, 4 mai 2018, p. 24, où Elgrably-Lévy parle de « trumpophobie ».

79. « Such themes are what the media should hone in on – or measure Trump against – but instead they bleat and rail against Trump's latest outrageous statement, fib, or insults. » Diane Francis, « Sussing the media's dirty secret », *Financial Post*, 30 janvier 2017, p. FP2.

80. Denise Bombardier, « Le mensonge est au pouvoir », *Journal de Montréal*, 20 février 2017, p. 31.

81. Lise Ravary, « Mentir est-il un droit? », *Journal de Québec*, 11 décembre 2016, p. 17.

De manière générale, les chroniqueuses affirment que l'arrivée de Trump le « salisseur⁸² » a des effets néfastes sur les États-Unis ou encore, comme Francis l'écrit, que Trump se révèle un président sans avenir (*lame duck*) à peine arrivé au pouvoir⁸³. L'impression qui prévaut c'est que, tout en refusant d'endosser ce qui est perçu comme étant des critiques trop fortes contre Trump, elles écrivent que Trump fait trop peu de cas de la presse, de la démocratie, et se montre bien trop amène avec les dictateurs pour endosser ses actions. Cependant, nous avons vu qu'elles ne se privent pas de critiquer aussi les démocrates, comme le faisait Denise Bombardier en 2008, lorsqu'elle parlait des « coups fourrés » d'Hillary Clinton contre Barack Obama⁸⁴.

Mais Trump est-il vraiment la menace la plus importante aujourd'hui? Ne faudrait-il pas, selon elles, regarder aussi ailleurs que vers les États-Unis pour prendre compte de dangers pesant sur le Québec et le Canada? Selon Elgrably-Lévy, les réactions quant à l'élection de Trump étaient « démesurées [et] relèvent d'une hystérie planétaire franchement ridicule⁸⁵ ». Elle estimait plutôt que le véritable danger, c'est l'islam et non Donald Trump : « Ils frémissent devant Trump, mais semblent bien indifférents face aux barbares islamistes qui promettent de continuer à recourir au terrorisme pour restaurer le califat et éliminer les États-Unis et l'Occident. Ils laissent la fiction l'emporter sur la réalité. Le véritable danger, c'est eux!⁸⁶ » Voyons maintenant ce qui est affirmé à propos de ces « eux » en question.

82. Donald Trump a échoué le test de l'épreuve du pouvoir, le président étant « un ignorant qui n'a de loi que la sienne. Depuis des années, l'homme intouchable détruit l'âme de ce grand peuple américain. » Denise Bombardier, « Trump le salisseur », *op. cit.*

83. Diane Francis, « Why Trump is already a lame duck », *Financial Post*, 3 juin 2017, p. FP2. Ravary affirme également que Trump entraîne des répercussions négatives sur les valeurs américaines : « Donald Trump a beau créer des emplois et faire chauffer la Bourse, l'Histoire le tiendra responsable d'avoir dégradé, peut-être irrémédiablement, les valeurs qui ont fait des États-Unis une des plus grandes nations de l'Histoire. » Lise Ravary, « Le nouveau normal », *Journal de Montréal*, 15 mars 2018, <https://www.journaldemontreal.com/2018/03/15/le-nouveau-normal>, consulté le 20 septembre 2018.

84. Denise Bombardier, « Les femmes et la politique », *Le Devoir*, 6 septembre 2008, <https://www.ledevoir.com/societe/204216/les-femmes-et-la-politique>, consulté le 25 janvier 2020.

85. Nathalie Elgrably-Lévy, « Hystérie planétaire », *Journal de Montréal*, 18 novembre 2016, p. 28.

86. *Ibid.*

5.3 L'Occident et le Canada mis à l'épreuve par l'islamisme

La question de la place de l'islam et de l'islamisme radical a suscité de nombreux débats sur la scène politique. Ici, et comme nous l'avons fait plus tôt, nous pouvons rapidement esquisser deux grandes positions quant à la façon de concevoir la question de l'islamisme. D'un côté, ceux qui sont inquiets par la montée de ce qu'ils voient comme étant une vague irrésistible qui crée des défis inédits. Pour résumer à sa plus simple exception, il s'agit d'intellectuels qui dénoncent le concept d'islamophobie⁸⁷, y voyant une arme de combat des islamistes pour imposer leur conception de la société sur celles du monde occidental à partir de l'Europe. Cette position, qui peut être considérée comme celle de la droite républicaine, insiste sur la nécessité de l'intégration dans les sociétés d'accueil. Les intellectuels de la droite républicaine dénoncent ce qu'ils perçoivent comme de l'intolérable myopie des intellectuels de gauche et des dirigeants politiques qui ont abdicé devant les demandes communautaristes des groupes musulmans qui prônent des valeurs incompatibles avec celles de la démocratie. De manière générale, ces intellectuels accordent un plus grand poids à la variable idéologique lorsque vient le moment de comprendre les actes terroristes par exemple.

De l'autre côté, il y a ceux qui, à l'instar de Raphaël Liogier, voient dans cette « vision effrayée » d'un islamisme conquérant une sorte de mythe véhiculé non seulement par des extrémistes, mais aussi par des éditorialistes connus⁸⁸. Ici, les intellectuels accordent plus de poids aux variables sociologiques et aux conditions sociales qui sont vus comme un terreau favorable aux phénomènes de radicalisation et qui, du coup, empêchent et freinent l'intégration, une intégration qui doit aussi être plus ouverte à la diversité. Pour eux, la question de l'islamophobie et du racisme systémique est fondamentale, car elle indique une crispation des sociétés d'accueil à accepter les musulmans. Un politologue de gauche, qui était proche de la France insoumise, parle littéralement de « islamopsychose » pour décrire une ambiance d'hostilité à l'islam⁸⁹. Au lieu de

87. Pascal Bruckner, *Un racisme imaginaire: islamophobie et culpabilité*, Paris, Grasset, 2017; Philippe D'Iribarne, *Islamophobie: intoxication idéologique*, Paris, Albin Michel, 2019.

88. Raphaël Liogier, *Le mythe de l'islamisation: essai sur une obsession collective*, Paris, Éditions du Seuil, 2016.

89. Pascal Boniface « Islamo-psychose » – 3 questions à Thomas Guénolé », *Médiapart*, 12 avril 2017, <https://blogs.mediapart.fr/pascalboniface/blog/120417/islamo-psychose-3-questions-thomas-guenole>, consulté le 25 janvier 2020.

dénoncer la myopie des dirigeants face à l'islamisme, comme le font les premiers, c'est leur mollesse à s'opposer aux discours de l'incompatibilité des valeurs entre l'Islam et la démocratie et à trouver des solutions pour assurer la cohabitation des groupes qui se trouve dénoncée.

Les deux positions élaborées ici sont de nature républicaine et française, au contraire de la grille de lecture adoptée pour examiner le phénomène Trump qui elle était plutôt d'inspiration américaine et canadienne. Ce côté français s'explique notamment par le fait que les intellectuelles francophones examinées regardent, pour parler de ces phénomènes, du côté français, certains auteurs, comme Pascal Bruckner, étant cités textuellement.

L'islamisme – Une attaque aux valeurs occidentales

Dans le discours des intellectuelles, l'idée que l'islamisme est opposé aux valeurs occidentales et à la modernité est bien présent. Kay suggère que l'islam est devenu la plus grande menace mondiale⁹⁰, notamment les musulmans qui ont des pratiques à l'opposé de celles de l'Occident : « The largest group of concern are those Muslims who are neither Islamist or jihad-supportive, but hold beliefs in retrograde cultural practices that cannot co-exist in harmony with western civilization⁹¹. » On retrouve chez les intellectuelles francophones la même préoccupation pour la défense des valeurs occidentales. « Les personnes ne doivent pas être ostracisées à cause de leurs croyances religieuses, affirme Ravary, mais la société a le droit de se questionner sur les gains réalisés en Occident par une religion expansionniste qui ne partage pas nos valeurs libérales, incluant l'égalité des sexes et la non-discrimination envers les minorités sexuelles⁹². » Par exemple, Bombardier affirme que « [l]'islam est une religion qui pose problème dans la mesure où elle considère les femmes comme des inférieures⁹³ ».

90. Barbara Kay, « Numbers, not platitudes », *National Post*, 27 janvier 2016, p. A9.

91. *Ibid.*

92. Lise Ravary, « Le hijab aux Olympiques », *Journal de Montréal*, 11 août 2016, p. 12.

93. Denise Bombardier, « Les agressions en Allemagne », *Journal de Montréal*, 9 janvier 2016, <https://www.journaldemontreal.com/2016/01/09/les-agressions-en-allemande>, consulté le 22 octobre 2018.

Par ailleurs, les chroniqueuses du Québec vont non seulement dire que l'islamisme est « l'antithèse » de la civilisation moderne⁹⁴, mais aussi que les djihadistes attaquent l'Occident, parce que la culture occidentale « inspirée de l'humanisme est provocatrice aux yeux de tous les ultrareligieux », comme les islamistes fondamentalistes⁹⁵. « Où qu'ils soient sur cette planète, écrit Bombardier, les djihadistes guettent les Occidentaux. Nous sommes des cibles du seul fait d'appartenir à la culture occidentale⁹⁶. » Ainsi comprise, une menace mortelle, celle de « l'islamofascisme⁹⁷ » (Elgrably-Lévy), plane sur les démocraties occidentales : « Il faut le répéter, nous avons raison de craindre l'islamisme puisque sa vision du monde est une menace quotidienne à nos valeurs et nos institutions, indique Bombardier. La charia qui triomphe dans toutes les théocraties musulmanes de la planète ne doit jamais trouver grâce dans nos démocraties laïques⁹⁸. » Il est donc absolument nécessaire de réagir.

Les intellectuelles sont en effet d'avis que le Canada ne peut rester indifférent et qu'il doit intervenir contre les djihadistes, surtout après les attentats comme celui de Paris. « L'État islamique doit être mis hors d'état de nuire sur son territoire, affirme Ravary. Et le Canada doit participer à cet effort, car hier, demain, un jour, ce sera notre tour⁹⁹. » Cette défense du besoin d'intervention se traduit aussi par des critiques à l'encontre de Justin Trudeau qui, selon Francis, refuse de regarder la réalité en face : « Whether Trudeau and his Liberals like it or not, the reality is that warfare is not optional. The war has already been declared against us and

94. Lise Ravary, « Jihad made in Québec », *Journal de Montréal*, 26 août 2015, <https://www.journaldemontreal.com/2015/08/26/djihad-made-in-quebec>, consulté le 23 octobre 2018.

95. Denise Bombardier, « La culture occidentale », *Journal de Québec*, 14 juin 2016, p. 16.

96. Denise Bombardier, « Abattre des Occidentaux », *Journal de Montréal*, 19 janvier 2016, <https://www.journaldemontreal.com/2016/01/19/abattre-des-occidentaux>, consulté le 22 octobre 2018.

97. « Les islamofascistes ont déclaré la guerre à l'Occident, à ses valeurs et à la démocratie », Nathalie Elgrably-Lévy, « Une question de priorité », *Journal de Montréal*, 29 novembre 2015, <https://www.journaldemontreal.com/2015/11/29/une-question-de-priorite>, consulté le 23 octobre 2018.

98. Denise Bombardier, « Justin Trudeau et l'islamophobie », *Journal de Montréal*, 2 février 2018, <https://www.journaldemontreal.com/2018/02/02/justin-trudeau-et-lislamophobie>, consulté le 20 septembre 2018.

99. Lise Ravary, « Du purin sur un champ de roses », *Journal de Montréal*, 14 novembre 2015, <https://www.journaldemontreal.com/2015/11/14/du-purin-sur-un-champ-de-roses>, consulté le 23 octobre 2018.

everyone else. So Canada must join the cause¹⁰⁰. » Mais le premier ministre, se désespère-t-on, préfère éviter la question : « Chez nous, Justin Trudeau s'indigne en limitant ses blâmes au terrorisme en général, s'abstenant de le qualifier d'islamiste, même si c'est exclusivement de ce dernier qu'il s'agit. Son action contre les djihadistes est plus que timide¹⁰¹. » Trudeau serait même un « islamophile¹⁰² » et il « ignore que la guerre que les djihadistes ont déclarée à l'Occident est également sa guerre¹⁰³ ». Ici, l'attitude guerrière ou belliciste, diront d'autres, qui était caractéristique de l'époque de Stephen Harper n'est pas bien loin.

Notons que l'idée selon laquelle les terroristes s'infiltreraient parmi les réfugiés syriens a aussi été évoquée comme étant une possibilité. C'est pourquoi on devait faire preuve de vigilance, selon Francis, qui craignait une possible « infiltration de terroristes parmi les réfugiés¹⁰⁴ ». Cette idée d'infiltration revient sous la plume d'Elgrably-Lévy qui y va d'une nouvelle critique de l'attitude laxiste de Trudeau : « Il refuse de comprendre qu'en lésinant sur la sécurité, sa politique de boy-scout met en danger la vie des Canadiens. Il ne voit pas que son laxisme sécuritaire fait de lui un complice de l'ÉI¹⁰⁵. » Au contraire, Ravary estimait que « [l]e risque qu'un terroriste se cache parmi les réfugiés est presque nul¹⁰⁶ » et c'est pourquoi il fallait aider les réfugiés qui ont « un ennemi commun », soit les terroristes islamiques, les attentats en sol canadien étant perpétrés par des citoyens radicalisés¹⁰⁷.

100. Diane Francis, « Fighting ISIL is not optional », *Financial Post*, 21 novembre 2015, FP2.

101. Denise Bombardier, « Le pouvoir des islamistes », *Journal de Montréal*, 25 mars 2016, <https://www.journaldemontreal.com/2016/03/25/le-pouvoir-des-islamistes>, consulté le 22 octobre 2018.

102. Nathalie Elgrably-Lévy, « Premier ministre recherché », *Journal de Québec*, 16 septembre 2016, p. 16.

103. Nathalie Elgrably-Lévy, « Parce qu'on est en 2016! », *Journal de Montréal*, 22 janvier 2016, <https://www.journaldemontreal.com/2016/01/22/parce-que-on-est-en-2016>, consulté le 23 octobre 2018.

104. Diane Francis, « Fighting ISIL is not optional », *op. cit.*

105. Nathalie Elgrably-Lévy, « Laxisme sécuritaire », *Journal de Montréal*, 22 novembre 2015, <https://www.journaldemontreal.com/2015/11/22/laxisme-securitaire>, consulté le 23 octobre 2018.

106. Lise Ravary, « Réfugiés : une sage décision », *Journal de Montréal*, 25 novembre 2015, <https://www.journaldemontreal.com/2015/11/25/refugies-une-sage-decision>, consulté le 6 août 2019.

107. Lise Ravary, « Assez de gnan gnan », *Journal de Montréal*, 16 novembre 2015, <https://www.journaldemontreal.com/2015/11/16/assez-de-gnan-gnan>, consulté le 23 octobre 2018.

Le problème ? L'islam radical

On retrouve chez Bombardier et Ravary une forte critique de l'islamisme radical qui est vu comme un problème à résoudre urgemment, d'autant que « [l']islam radical est une régression sociale¹⁰⁸ », et qu'il faut réagir contre la « radicalisation » et les « cinglés qui souhaitent notre mort¹⁰⁹ ». Et cela parce que les musulmans « ordinaires¹¹⁰ » sont aussi victimes des islamistes¹¹¹. « Selon le principe du cheval de Troie, ces fondamentalistes, les ennemis aussi de tous les musulmans modérés qui vivent parmi nous et avec nous, poursuivent leur œuvre maudite de déstabilisation de notre société¹¹². » Mentionnons que Bombardier ne vise pas seulement l'islamisme, mais tous les fondamentalismes religieux.

La question du fondamentalisme amène, logiquement, les intellectuelles à traiter du niqab et de la laïcité. Or, les intellectuelles anglophones sont plus proches que l'on aurait pu le croire des positions francophones. En effet, Kay appuie le projet de loi 62 sur la neutralité de l'État au Québec en raison des effets que la loi aura sur le niqab : « Not all fundamentalist Muslim women wear niqabs, but all who wear niqabs signal support for fundamentalism. Bill 62 may not change their minds, but it sends the important message – one that may resonate with the daughters of Quebec's niqab wearing women – that pluralism, gender equality and social reciprocity are pillars of our culture's “core iden-

108. Denise Bombardier, « Justin Trudeau et l'islamophobie », *op. cit.*

109. « Cessons de minimiser le facteur radicalisation, l'heure de vérité a sonné. Combien d'islamistes en formation, ces cinglés qui souhaitent notre mort et qui planifient l'implosion de la civilisation judéo-chrétienne, vivent tranquillement parmi nous ? » Lise Ravary, « Terrorisme de proximité », *Journal de Montréal*, 7 décembre 2015, <https://www.journaldemontreal.com/2015/12/07/terrorisme-de-proximite>, consulté le 22 octobre 2018.

110. Lise Ravary, « Omar et Justin », *Journal de Montréal*, 21 janvier 2016, <https://www.journaldemontreal.com/2016/01/21/omar-et-justin>, consulté le 22 octobre 2018.

111. Denise Bombardier, « Les Québécois musulmans », *Journal de Montréal*, 26 janvier 2018, <https://www.journaldemontreal.com/2018/01/26/les-quebecois-musulmans>, consulté le 20 septembre 2018.

112. Denise Bombardier, « Mon témoignage sous niqab », *Journal de Québec*, 27 octobre 2017, p.17. Cette idée est aussi défendue par Lise Ravary : « Tous les islamistes sont musulmans, mais tous les musulmans ne sont pas islamistes. » « Ras le bol de l'Islam », *Journal de Montréal*, 9 avril 2018, <https://www.journaldemontreal.com/2018/04/09/ras-le-bol-de-lislam>, consulté le 20 septembre 2018.

tity¹¹³. » Durant le débat sur le port du niqab pendant les élections fédérales de 2015, elle présente d'ailleurs dix raisons pourquoi ce vêtement devrait être interdit, ce qui inclut le fait qu'il est « indécent », une atteinte aux droits des femmes et une forme d'activisme¹¹⁴, tout en indiquant qu'il y a aussi des musulmans qui sont contre le port du niqab¹¹⁵.

Le niqab est ainsi vu comme un vêtement « raciste » : « C'est le niqab qui est un vêtement raciste, affirme Ravary. C'est aussi un vêtement meurtrier. Des femmes meurent parce qu'elles refusent de porter le niqab¹¹⁶. » Elle poursuit en affirmant que le niqab représente l'islam politique et l'inégalité des femmes : « Le voile islamique n'est pas qu'un bout de tissu. C'est aussi un outil pour contrôler les femmes et pour afficher la supériorité morale que l'islam politique croit détenir sur nos sociétés polluées par trop de liberté, d'égalité et de fraternisation entre hommes et femmes¹¹⁷. » Cette idée est également partagée par Bombardier : « Le vêtement a une valeur symbolique. La burqa, le hidjab tout comme le drapeau national ne sont pas des bouts de tissu. Ils sont chargés de sens. La burqa n'est pas un signe de liberté des femmes, mais de soumission et d'inégalité des sexes¹¹⁸. »

Ainsi, pour ces intellectuelles (Ravary, Bombardier et Kay), le port du voile est une pratique ayant une double fonction, celle d'une identification islamiste et d'une atteinte à la liberté des femmes. On peut comprendre pourquoi, lors de l'élection fédérale de 2015, Bombardier pouvait déceler un terrain d'entente entre le Canada anglais et le Canada français sur la question du niqab : « Or, voici qu'autour du niqab, une très vaste majorité canado-québécoise partage la même position et s'y

113. Barbara Kay, « Hope courts sees truth of niqab », *National Post*, 16 novembre 2016, p. A10.

114. Barbara Kay, « Ten reasons to ban the niqab – in public spaces », *National Post*, 30 septembre 2015, <https://nationalpost.com/opinion/barbara-kay-ten-reasons-to-ban-the-niqab-in-public>, consulté le 22 août 2019.

115. Barbara Kay, « Jewish Blindspot to Niqab Horror; Salman Rushdie's veil viewpoint draws mostly muted response », *National Post*, 31 octobre 2017, p. A9.

116. Lise Ravary, « Dear Canadian friends », *Journal de Montréal*, 23 octobre 2017, <https://www.journaldemontreal.com/2017/10/23/dear-canadian-friends>, consulté le 18 octobre 2018.

117. Lise Ravary, « Catherine Dorion défend le voile », *Journal de Montréal*, 17 décembre 2018, <https://www.journaldemontreal.com/2018/12/17/catherine-dorion-defend-le-voile>, consulté le 1^{er} juillet 2019.

118. Denise Bombardier, « Un débat qui dérape », *Journal de Québec*, 19 septembre 2016, p. 17.

oppose... Cela signifie un changement d'attitude important du Canada anglais et une accentuation de la position québécoise face à ce niqab, symbole, ô combien violent, de l'inégalité des femmes¹¹⁹.» D'ailleurs, comme nous l'avons mentionné, Kay appuyait aussi le projet de loi 62, montrant ainsi une nouvelle convergence entre les anglophones et les francophones, en affirmant que cette loi n'est pas une attaque aux coutumes islamiques: «The fact that the niqab is an Islamic custom is correlational, not causal to Bill 62's motivation.» Au contraire, elle y voit une dimension progressiste en matière d'égalité pour les femmes: «Bill 62 will create a level playing field for optimal social integration of those women who yearn to become fully Canadian, but haven't the power within their kinship circles to unmask on their own authority. Bill 62 will be a liberation for them¹²⁰.» Cela dit, Ravary n'a pas tort d'estimer que les Canadiens anglais en général s'opposent à la Loi sur la neutralité religieuse puisqu'ils voient cette loi comme un «geste raciste¹²¹».

Toutefois, une divergence importante se fait jour entre les intellectuelles anglophones et francophones lorsqu'elles parlent de la France et de la polémique autour du port du burkini. Kay trouve le niqab problématique au contraire du burkini: «The fact that France's top politicians can't see the enormous "values" gulf between a niqab and a burkini, that is, between a mask and clothing, tells me that they don't have a clue about ethical boundaries in state citizen relations¹²².» Au contraire, Ravary rejette le burkini car, en «[r]efusant de reconnaître que l'islam radical applique des pressions de plus en plus grandes sur nos sociétés, elles oublient que le burkini n'est qu'une étape de plus vers la disparition des femmes de la sphère publique dont rêvent les islamistes¹²³». Cette diver-

119. Denise Bombardier, «Canada-Québec: même combat», *Journal de Montréal*, 26 septembre 2015, <https://www.journaldemontreal.com/2015/09/26/canada-quebec-meme-combat>, consulté le 22 octobre 2018.

120. Barbara Kay, «Niqab ban progressive. The NDP is not», *National Post*, 30 août 2017, p. A9.

121. «Persuadés de la supériorité du multiculturalisme sur la laïcité républicaine pour défendre les libertés individuelles, ils font peu d'efforts pour comprendre le point de vue des francophones, préférant paresseusement cocher la case "raciste" pour le décrire. Pour eux, un hijab est un bout de tissu et le niqab, un vêtement, point. Y voir, chez certains, un symbole politique, relèverait de l'exclusion et du mépris.» Lise Ravary, «Ras le bol de l'Islam», *op. cit.*

122. Barbara Kay, «France's burkini fumble», *National Post*, 7 septembre 2016, p. A11.

123. Lise Ravary, «Pourquoi le burkini me choque», *Journal de Montréal*, 18 août 2016, p. 12.

gence de vues sur le burkini est d'autant plus intéressante qu'elle montre que l'unanimité n'existe pas même si l'on partage un même fonds commun quant à l'existence d'une menace islamiste. Il faut probablement ici voir une différence intellectuelle qui repose sur les influences françaises: la droite française étant très opposée au burkini, les chroniqueuses québécoises vibrent au diapason de cette inquiétude encore plus que les chroniqueuses anglophones.

L'islamophobie et la rectitude politique, un poison!

Le dernier élément où l'on trouve un terrain d'entente concerne la question de l'existence de l'islamophobie et de la lutte contre la rectitude politique, le concept de l'islamophobie étant perçu comme un outil pour les islamistes, ce que les progressistes ne voient pas, pour étendre leur idéologie. Ainsi, les progressistes occidentaux ne feraient pas la différence entre la critique juste de l'islam de celle qui ne l'est pas, refusant ainsi de voir la différence entre les deux: « They have internalized the pernicious, anti-democratic, dangerous notion of “Islamophobia” – the very concept was invented and promoted by stealth-jihad strategists – which interprets as defamation criticism of Islam itself¹²⁴. » À ses yeux, des groupes tels que le Muslim Brotherhood et le Conseil des relations américano-islamiques (CAIR) comprennent des islamistes qui « support triumphalist Islam through legal means », dont l'islamophobie¹²⁵. Le terme d'islamophobie serait aussi une tentative pour les islamistes d'infiltrer les institutions occidentales: « Which is why Islamists invented the myth of Islamophobia in Western countries to justify their call for a tightening of the noose on this precarious freedom¹²⁶. » Or, l'idée que les islamistes se servent du concept de l'islamophobie comme d'une tactique d'intimidation est aussi soutenue par Ravary, pour qui les islamistes essaient de ramener les musulmans non fondamentalistes vers eux: « Les islamistes adorent l'islamophobie. C'est leur meilleure arme pour ramener les musulmans “égarés” (éclairés?) vers l'oumma, la grande famille musul-

124. Barbara Kay, « Bill Maher 1, Chrystia Freeland 0 », *National Post*, 25 novembre 2015, p. A14; voir deux autres articles qui critiquent les progressistes face à la question de l'islamisme, Barbara Kay, « Could Islamism be to blame for Orlando attack? Perish The Thought! », *National Post*, 22 juin 2016, p. A10, et Barbara Kay, « The West's blindness to Islamic threat », *National Post*, 13 juin 2017, p. A10.

125. Barbara Kay, « Numbers, not platitudes », *op. cit.*

126. Barbara Kay, « Appeasing the Islamists », *National Post*, 6 janvier 2016, p. A8.

mane mondiale, et ensuite vers une pratique fondamentaliste et une séparation du monde des mécréants¹²⁷. » Elle estime que cette tactique est bien plus dangereuse que la radicalisation : « Bien plus dangereuses sont les manigances des islamisants, soutenus par des idiots utiles de l'islamisation, pour affaiblir nos institutions et ainsi créer une ouverture à l'islam politique. Accuser leurs opposants d'islamophobie et associer toute critique de l'islam à de la violence contre les musulmans fait partie de leur arsenal de guerre¹²⁸. » Comme d'autres intellectuels de droite, elle critique l'islamo-gauchisme¹²⁹.

Comme on pouvait s'y attendre, les intellectuelles réagissent donc aux tentatives des gouvernements de régir légalement les discours en la matière. Nous constatons d'ailleurs encore une fois une convergence entre anglophones et francophones entre Kay qui critique la motion M-103 contre l'islamophobie à multiples reprises, y voyant une « retrograde step from freedom of speech¹³⁰ », et Bombardier affirmant que « nous sommes plongés dans un climat plus qu'inquiétant. Les médias sont sur le qui-vive et l'autocensure plane sur eux¹³¹ ». Il régnerait donc une autocensure, chacun craignant d'être étiqueté comme étant extrémiste : « Nombre de gens ont peur de passer pour des islamophobes. Ils préfèrent vivre dans le déni plutôt que d'admettre qu'ils partagent certaines opinions avec des gens d'extrême droite¹³². »

127. Lise Ravary, « Quand La Presse fait du Québec-bashing », *Journal de Montréal*, 21 juin 2016, p. 12.

128. Lise Ravary, « Les idiots utiles de l'islamisation », *Journal de Montréal*, 8 mai 2016, p. 12.

129. Lise Ravary, « Perquisition dans mon cerveau », *Journal de Montréal*, 27 mai 2018, <https://www.journaldemontreal.com/2018/05/27/perquisition-dans-mon-cerveau>, consulté le 20 septembre 2018. Voir aussi les articles suivants où elle mentionne le concept, Lise Ravary, « Le sang ou l'espoir », *Journal de Montréal*, 9 janvier 2017, p. 12.; Lise Ravary, « Des députés islamo-gauchistes », *Journal de Montréal*, 6 avril 2018, <https://www.journaldemontreal.com/2018/04/06/des-deputes-islamo-gauchistes>, consulté le 20 septembre 2018.

130. Barbara Kay, « My fears over M-103; One need not be hysterical to make a case against the private member's motion », *National Post*, 22 février 2017, p. A9; Barbara Kay, « Motion 103 and freedom of speech », *National Post*, 8 février 2017, p. A10.

131. Denise Bombardier, « Toé, tais-toé! », *Journal de Québec*, 17 février 2017, p. 17.

132. Denise Bombardier, « La peur d'être islamophobe », *Journal de Montréal*, 11 janvier 2016, <https://www.journaldemontreal.com/2016/01/11/la-peur-detre-islamophobe>, consulté le 22 octobre 2018.

Pour elles, le projet de loi 59 est une atteinte à la liberté d'expression, la loi empêchant des journalistes d'écrire sur l'islam pour cause d'islamophobie¹³³, et la question qui taraude les intellectuelles est celle en fait de la définition de l'islamophobie.

Le projet de loi 59 veut plutôt distraire ou faire silence sur le fait que le terme « islamophobie » dont usent les libéraux à l'endroit des gens qui critiquent le radicalisme islamique est une prise de position pour enfermer la parole libre¹³⁴.

Toujours cette obsession de ne jamais pointer l'islam radical du doigt, même au prix de couper le sifflet aux lanceurs d'alertes qui dénoncent l'islamisation souhaitée par des minorités intégristes¹³⁵.

Ainsi, on reproche à la définition de l'islamophobie d'être trop large, comme ce serait le cas avec la motion M-103 : « Or, comme la motion ne définit pas l'islamophobie, le terme pourrait rapidement devenir un large parapluie, voire carrément une loi anti-blasphème, servant à bâillonner les voix discordantes¹³⁶. »

En toute logique, voilà qui amène les intellectuelles, notamment du côté francophone, à discuter de la rectitude politique présente chez les dirigeants politiques. À la suite des attentats à Orlando et Paris, Bombardier estime qu'il faut se distancier de la rectitude politique dont les dirigeants font preuve, nécessaire afin de sortir de la « naïveté » : « Il faut cesser de se laisser culpabiliser par ceux qui n'ont que l'islamophobie à la bouche dès que l'on s'interroge sur les motivations de ceux qui testent nos insti-

133. Barbara Kay, « Quebec wants to uncover faces while it covers mouths », *National Post*, 9 septembre 2015, <https://nationalpost.com/opinion/barbara-kay-quebec-wants-to-uncover-faces-while-it-covers-mouths>, consulté le 22 août 2019; Barbara Kay, « PEN International's criticism of Harper hypocritical considering its own omission », *National Post*, 14 octobre 2015, <https://nationalpost.com/opinion/barbara-kay-pen-international-criticism-of-harper-hypocritical-considering-its-omission>, consulté le 20 août 2019.

134. Denise Bombardier, « La loi comme bâillon », *Journal de Montréal*, 20 août 2015, <https://www.journaldemontreal.com/2015/08/20/la-loi-comme-baillon>, consulté le 22 octobre 2018.

135. Lise Ravary, « Deux femmes en bataille », *Journal de Montréal*, 1^{er} mars 2016, <https://www.journaldemontreal.com/2016/03/01/deux-femmes-en-bataille>, consulté le 22 octobre 2018.

136. Nathalie Elgrably-Lévy, « Où est Charlie? », *Journal de Québec*, 17 février 2017, p. 16; « Tant que les libéraux refuseront de définir le sens exact du mot "islamophobie" tel qu'utilisé dans la motion M- 103, elle va demeurer un miroir aux alouettes », Lise Ravary, « L'islamofolie à Ottawa », *Journal de Montréal*, 19 février 2017, p. 30.

tutions par des demandes au nom d'un islam radical¹³⁷. » Le politiquement correct empêcherait tout simplement de nommer les choses convenablement alors « que, pour vaincre l'ennemi, il faut d'abord le nommer clairement. Or, nos élites politiques sont tellement engluées dans la rectitude politique, tellement frileuses de froisser quelques susceptibilités, qu'elles excellent dans l'aveuglement volontaire et les discours fumeux¹³⁸. » Plus préoccupant que les islamistes, c'est le « discours angélique d'une classe politique trop frileuse pour admettre le danger bien réel qu'ils présentent, trop engoncée dans le politiquement correct pour les pointer du doigt, et trop hermétique pour écouter les craintes de sa population et agir de manière à la protéger¹³⁹. »

Cette idée ramène à la critique présentée plus tôt quant à l'inaction du gouvernement fédéral de Trudeau contre le terrorisme car « cette tentative d'écarter le véritable motif de cette guerre, menée au nom d'Allah par des combattants dont l'objectif est de détruire la culture judéo-chrétienne sert à justifier Daech, al-Qaida, les talibans ou Boko Haram, qui créent la terreur sur tous les continents¹⁴⁰. » Au contraire, il faut se rendre à l'évidence et accepter la réalité de la guerre déclarée par l'islam radical, Trump ayant trouvé les « bons mots » pour en parler¹⁴¹. Or, pour sortir de l'impasse, il faut critiquer la notion d'islamophobie.

De l'islamophobie au Québec ?

« Critiquer l'islam et l'islamisme n'est pas de l'islamophobie. Exprimer des réserves sur le nombre d'immigrants à accueillir, se préoccuper des obstacles à l'intégration des nouveaux Québécois, cela ne fait pas des Québécois des xénophobes¹⁴². » Ainsi, les motions contre l'islamophobie adoptées au Québec en 2016 ne sont pas nécessaires et elles ont surtout pour fonction de « culpabiliser » les Québécois qui, en majo-

137. Denise Bombardier, « Fini le déni et la naïveté », *Journal de Québec*, 13 juin 2016, p. 23.

138. Nathalie Elgrably-Lévy, « Et maintenant? », *Journal de Québec*, 17 juin 2016, p. 16.

139. Nathalie Elgrably-Lévy, « Puisqu'il faut un coupable », *Journal de Montréal*, 3 février 2017, p. 24.

140. Denise Bombardier, « Au nom d'Allah », *Journal de Montréal*, p. 29.

141. « Au lieu de se torturer pour trouver des explications à l'inexplicable, pour excuser l'inexcusable, seuls accepter la réalité de la guerre et trouver des moyens à prendre pour gagner sortiront l'Occident de l'impasse. » Lise Ravary, « Trump a raison », *Journal de Québec*, 25 mai 2017, p. 18.

142. Denise Bombardier, « Dur métier », *Journal de Québec*, 30 septembre 2017, p. 10.

rité, n'ont rien en commun, dit-elle, avec les extrémistes européens ou américains¹⁴³. Bombardier estime que ce serait une tentative des islamistes de profiter de la situation : « On doit refuser de se faire bâillonner par les fondamentalistes qui ont compris que trop de Québécois sont naïfs et facilement culpabilisés¹⁴⁴ », une culpabilisation facile qui serait « un vieux réflexe de la culture catholique d'antan¹⁴⁵ ». À cela s'ajouterait le regard culpabilisateur du Canada anglais qui ne se gêne pas pour critiquer les Québécois : « D'un côté, les méchants Québécois, doublement confirmés racistes depuis l'attentat de Québec (les foules descendues dans les rues en soutien aux Québécois musulmans ne comptent pas), de l'autre, les bons Canadiens, prêts à tout sacrifier au nom d'un multiculturalisme passé au hachoir et transformé en relativisme culturel par les pense-mous¹⁴⁶. »

L'attachement à la défense de la laïcité et la critique du concept de l'islamophobie qui accaparent avec force les intellectuelles québécoises découlent fort probablement d'une influence culturelle plus importante des intellectuels de la droite française, comme Pascal Bruckner que nous avons déjà mentionné. D'ailleurs, l'influence de cet essayiste français est bien présente chez Bombardier : « L'écrivain français Pascal Bruckner dans un essai percutant, *Un racisme imaginaire. La Querelle de l'islamophobie*, paru récemment en France, rappelle que le premier à avoir été accusé d'islamophobie est le romancier Salman Rushdie, auteur des *Versets sataniques*, livre sur lequel s'est abattue une fatwa de mort, qui l'a privé de liberté depuis plusieurs années et jusqu'à aujourd'hui¹⁴⁷. » Ravary rappelle également un ouvrage antérieur de l'intellectuel français : « Ajoutons à l'immobilisme occidental face à la terreur islamique l'acceptation d'une culpabilité historique que l'ennemi veut nous faire porter. Lire *Le sanglot de l'homme blanc* du philosophe Pascal Bruckner permet de se libérer de cette forme de "victimite" qui empêche d'agir résolument¹⁴⁸. »

143. Denise Bombardier, « La peur d'être islamophobe », *op. cit.*

144. Denise Bombardier, « Les Québécois musulmans », *op. cit.*

145. Denise Bombardier, « De séparatistes à islamophobes », *Journal de Montréal*, 20 janvier 2018, <https://www.journaldemontreal.com/2018/01/20/de-separatistes-a-islamophobes>, consulté le 20 septembre 2018.

146. Lise Ravary, « L'islamofolie à Ottawa », *Journal de Montréal*, 19 février 2017, p. 30.

147. Denise Bombardier, « À la recherche des islamophobes », *Journal de Montréal*, 18 février 2017, <https://www.journaldemontreal.com/2017/02/18/a-la-recherche-des-islamophobes>.

148. Lise Ravary, « Assez de gnan gnan », *op. cit.*

La question de l'islamophobie est particulièrement importante pour montrer la nature de la critique des chroniqueuses francophones. Alarmées par ce qu'elles perçoivent comme étant une incapacité de s'opposer à l'idée de l'islamophobie, elles reprennent la logique argumentative d'essayistes français qui dénoncent la montée d'un islamisme radical.

Or, une récente étude tendrait à démontrer que cette approche qui met l'accent sur la nécessité de réagir, et qui peut se comprendre dans le contexte français où les attentats ont exercé une importante influence sur la population française, semble avoir eu des effets au Québec. Dans une étude, des chercheurs, sous la direction de Solange Lefebvre, arrivent à la conclusion que « [l]a forme d'extrémisme violent qui inquiète le plus les Québécois est l'extrémisme islamique¹⁴⁹ ». Or, cette perception varie en fonction des sources d'information, ceux lisant la presse Québécoise, comme *Le Journal de Montréal*, où publient trois chroniqueuses examinées ici, y seraient plus sensibles que les lecteurs de d'autres médias. À la lecture de ce chapitre, rien d'étonnant à cela, car elles avancent une vision de la question qui vient de la France, une réalité française qui est en quelque sorte plaquée sur la situation québécoise et canadienne.

5.4 Au temps des convergences idéologiques?

À quel point a-t-on affaire à un groupe d'intellectuelles que l'on peut qualifier comme étant de droite? De manière générale, leur regard d'ensemble n'est pas sympathique à Trump, rien ici à voir avec les positions de Conrad Black par exemple. Cependant, on trouve des appréciations plus positives de ses politiques, notamment chez celles qui défendent un point de vue économique¹⁵⁰. En fait, l'arrivée de Trump est inscrite sur

149. Alexis Riopel, « Les Québécois craignent surtout l'extrémisme islamique », *Le Devoir*, 7 février 2020, p. A5.

150. Et notamment de la part de Nathalie Elgrably-Lévy: « Certes, Trump est fruste, il s'exprime sans filtre, s'affranchit des normes et des simagrées diplomatiques, et ses tactiques sont déstabilisantes. Mais ne confondons pas le personnage et ses accomplissements politiques! », *Le Journal de Montréal*, 1^{er} février 2019, <https://www.journaldemontreal.com/2019/02/01/hysterie-anti-trump>, consulté le 25 janvier 2020. Ou encore de Diane Francis qui voudrait au Canada une version plus acceptable, mais tout aussi ferme de Donald Trump pour les conservateurs, en l'occurrence John Baird. « Canada needs a Canadian version of Donald Trump – genteel but strong – who is proud of the country and just as assertive about advancing its intrinsic values and interests », « Canada needs to pivot, hard, and John Baird is the right man for the job », *Financial Post*, <https://business.financialpost.com/opinion/>

une toile de fond plus large, celle de la mondialisation et du manque d'écoute des élites occidentales, de l'effet négatif de Barack Obama. En même temps, elles ne se montrent guère sympathiques à l'égard d'Hillary Clinton. Du coup, cette façon de voir les rapproche des positions des intellectuels de droite critiques de Trump.

Ensuite, on ne voit pas un clivage ou un choc interprétatif important qui aurait montré des positions franchement différentes entre les francophones et les anglophones. Néanmoins, il y a tout de même des critiques particulières de part et d'autre. Cela se manifeste par une défense de la liberté de la presse, ce qui semble une préoccupation plus importante du côté du Québec. Prises comme un groupe, les intellectuelles et chroniqueuses montrent donc un regard qui se révèle ambivalent, car elles reconnaissent que le personnage de Trump est plus que douteux, mais que Clinton ne valait guère mieux en raison de l'incapacité des démocrates à répondre aux inquiétudes de la population. Notons qu'à gauche aussi plusieurs, comme Chris Hedges, doutaient de la capacité d'Hillary Clinton¹⁵¹. Mais, du côté gauche, on en tirait l'argument qu'il fallait une candidature ne venant pas de l'establishment démocrate. En fait, on s'aperçoit que Trump constitue presque à lui seul un facteur de recomposition des frontières idéologiques puisqu'il divise la droite, réconcilie les francophones et les anglophones entre elles.

Cependant, en ce qui concerne les thématiques de l'islamisme radical, les intellectuelles se situent nettement dans le premier camp que nous avons identifié. Si la question et la critique de l'islamisme et du terrorisme sont présentes autant chez les intellectuelles francophones que chez les anglophones, elles se rejoignent surtout sur la manière de voir l'islamisme ainsi que sur la critique de l'islamophobie. Sur ces questions il existe une convergence des positions concernant l'idée que l'islamophobie est utilisée comme une arme pour museler la critique de l'islamisme radical, créant ainsi une mortifère ambiance de rectitude politique. Il est important de souligner que Kay habite à Montréal, ce qui pourrait expliquer cette convergence notamment quant à sa conception des lois québécoises.

diane-francis-canada-needs-to-pivot-hard-and-john-baird-is-the-right-man-for-the-job?utm_medium=Social&utm_source=Twitter#Echobox=1576590336, consulté le 25 janvier 2020.

151. Pierre-Luc Brisson. *L'Âge des démagogues : entretiens avec Chris Hedges, op. cit.*

Il y a cependant des limitations interprétatives à l'examen mené ici, dans la mesure où il faudrait disposer d'un corpus beaucoup plus substantiel d'intellectuels (masculins comme féminins) et de sujets pour arriver à une conclusion définitive concernant l'existence d'une convergence idéologique entre les intellectuelles de droite. Néanmoins, il semble que des convergences idéologiques sont en train de poindre à l'horizon. À cet égard, deux exemples tirés de l'actualité montrent que les intellectuelles de droite ici décrites continuent de franchir les barrières linguistiques et culturelles traditionnelles.

D'abord, il s'agit de Kay qui a pris la défense du projet de loi sur la laïcité québécoise (projet de loi 21). À son avis, elle croit que ses collègues canadiens-anglais (masculins) ont été trop prompts à réagir contre celui-ci. Elle défend le projet de loi au motif que le hidjab n'est pas comme tous les autres signes religieux et qu'il porte avec lui une dimension politique absente avec d'autres pièces religieuses ou vêtements¹⁵². Ainsi, elle prend la défense du Québec en disant que les Québécois peuvent croire à cette vision laïque de la société. Quelque temps plus tard, c'est autour de Ravary de prendre la défense cette fois de l'Alberta. En effet, dans un texte initialement paru dans le quotidien anglo-montréalais *The Montreal Gazette* et repris en Alberta (*Edmonton Journal*), la chroniqueuse a exprimé le souhait de voir un pipeline construit¹⁵³. En somme, en ces temps de recomposition intellectuelle, les lignes de fracture idéologique sont en train de changer et cette évolution n'est pas encore terminée.

152. « The issue of visible religious symbols is thornier. Critics see the law as conceived in an anti-Muslim spirit. They are half right. The hijab is doubtless a major sticking point for Quebec's "values" activists. But then, unlike the others, the hijab is far more than a merely religious symbol. Many girls and women who wear the hijab are apolitical, but the hijab can be, and often has been, a rallying instrument for political Islam. » Barbara Kay, « What the anglo media misses about Quebec's religious law », *National Post*, 2 avril 2019, <https://nationalpost.com/opinion/barbara-kay-what-the-anglo-media-misses-about-quebecs-religious-law>, consulté le 4 mai 2019.

153. « I support the building of pipelines from western to eastern Canada. I won't even go into how much safer they are than trains. Lac-Mégantic anyone? But nothing is 100-per-cent safe, ever. It's the way the universe works. » Lise Ravary, « Quebec should take pipeline risk, for the national good », *Edmonton journal*, 23 avril 2019, <https://edmontonjournal.com/opinion/columnists/lise-ravary-quebec-should-take-pipeline-risk-for-the-national-good/wcm/cb738b32-bf66-4b16-9c62-a8cf2ce78d9e>, consulté le 4 mai 2019.

S'il en est ainsi, c'est que la culture politique québécoise, toute marquée qu'elle soit par la question nationale dans le passé, voit une transformation, notamment depuis le milieu des années 2000. Les questions identitaires à propos de la protection de l'identité québécoise et celle de la laïcité sont devenues prioritaires, politiquement parlant¹⁵⁴. Voilà qui permet ici de revenir sur ce que nous avons mentionné tout au long de l'ouvrage, à savoir que l'on assiste, à des rythmes variables selon les endroits, à la montée de questions identitaires dans le champ de conscience des intellectuels au Canada et au Québec.

154. Guillaume Bourgault-Côté, «Le clivage de la laïcité,» *Le Devoir*, 30 et 31 mars 2019, p. B1.

Conclusion

À l'ère des brouillages idéologiques

« Être de droite, c'est craindre pour ce qui existe. »

Ramuz¹

Nous avons tenté dans cet ouvrage de comprendre les évolutions de la droite en fonction d'une approche qui, avant de débusquer ce qui est caché dans l'ombre, essaie de comprendre les multiples évolutions des droites aujourd'hui en sachant pertinemment que l'entreprise est hasardeuse². S'il en est ainsi, c'est non seulement parce que le concept même de droite est remis en cause par des acteurs politiques se déclarant au-delà de la droite et de la gauche, mais aussi parce que la droite d'aujourd'hui n'est plus celle d'hier.

En effet, après les deux premières décennies du ^{xxi}e siècle, il n'est pas si facile de saisir dans quelle direction évolue la droite. Pour plusieurs, la cause est entendue et il s'agit d'une vague de droite et de populisme qui serait en train de balayer les démocraties occidentales, et de citer les suspects habituels, à commencer par Donald Trump. Le raidissement des démocraties *vers* les droites paraît ainsi aller de soi, tout comme celui *des* droites elles-mêmes qui se radicaliseraient, les deux phénomènes s'alimentant l'un l'autre, quand ils ne sont tout simplement pas confondus.

Or, comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, il ne suffit pas de dire qu'il y a droitisation puisqu'en ce qui concerne certaines dimensions, les mœurs sociales et sexuelles par exemple, il est difficile de parler d'un retour à des valeurs traditionnelles de droite. Au contraire, il ne

-
1. Cité par Jacques Julliard, *Allons-nous sortir de l'histoire?*, Paris, Flammarion, 2019, p. 105. Ramuz est un écrivain régionaliste, non-conformiste qui dénonçait les ravages de la technique et de la rationalité. Il aurait par ailleurs influencé des écrivains québécois. Voir Jean-François Nadeau, « Charles Ferdinand Ramuz : rebelle et pour cause », *Radio-Canada.ca*, 1^{er} avril 2006. http://ici.radio-canada.ca/emissions/macadam_tribus/2008-2009/chronique.asp?idChronique=19776.
 2. Cette approche est similaire à celle de Mark Lilla, malgré les nombreuses critiques qui lui ont été adressées. Samuel Moyn, « Mark Lilla and the Crisis of the Liberalism », *Boston Review*, 27 février 2018, <http://bostonreview.net/class-inequality/samuel-moyn-mark-lilla-and-crisis-liberalism>, consulté le 5 mars 2020.

semble pas que le mouvement d'individualisation de la société se soit arrêté³. Surtout, le terme de droitisation doit plutôt s'entendre au pluriel avec les deux périodes de droite que nous avons décrites au premier chapitre. Enfin, il ne faut pas oublier que l'épithète de droitisation, tout comme celui de populisme d'ailleurs, sert aussi à disqualifier des adversaires politiques, donc qu'il s'agit d'un terme descriptif et normatif et, par conséquent, de combat dans la lutte politique.

C'est ainsi que des phénomènes comme ceux de la droitisation et du populisme ne se laissent pas réduire facilement à quelques grandes idées phares, comme le racisme qui deviendrait une sorte d'opérateur universel pour comprendre l'évolution des droites, notamment en sol américain. Une telle réduction à quelques éléments clés finit, paradoxalement, par gommer les multiples facettes des droites actuelles qui demandent à être comprises au-delà de catégories strictement morales, mais aussi en fonction de leur évolution intellectuelle propre.

Voilà ce qu'affirme, de manière un peu provocatrice, l'intellectuel américain Mark Lilla, lorsqu'il répondait aux critiques concernant un fouillé article sur la droite française qu'il a écrit pour la *New York Review of Books*. Dans sa réponse, ce « libéral [de gauche] qui compte plus d'ennemis à gauche qu'à droite⁴ » rappelait la difficulté et la résistance qui accompagnent l'analyse des nombreux courants idéologiques de droite aujourd'hui, ce qui prend la forme de les réduire à une ou deux dimensions :

Writing about the political right has never been harder. Different kinds of right-wing ideologies and political formations are proliferating and shaking liberal governments around the world [...]. This makes it difficult to keep track of all the developments, distinguish them, and establish the connections between them. At the same time, liberal and left forces that want to

3. Pierre Bréchon, « L'individualisation progresse, mais pas l'individualisme », *Le Monde*, 24 avril 2009, https://www.lemonde.fr/idees/article/2009/04/24/l-individualisation-progresse-mais-pas-l-individualisme-par-pierre-brechon_1185004_3232.html, consulté le 7 mars 2020.

4. C'est le titre d'un article du *Guardian*, J. Oliver Conroy, « Mark Lilla : the liberal who counts more enemies on the left than the right », *The Guardian*, 21 décembre 2017, <https://www.theguardian.com/media/2017/dec/21/mark-lilla-identity-politics-liberals>, consulté le 2 décembre 2019.

resist these developments are increasingly hostile to learning anything that does not conform to their settled ideas about the right⁵.

En fait, Lilla avait pris prétexte d'une visite de Marion Maréchal (qui a laissé depuis tomber le nom de Le Pen) à la Conservative Political Action Conference (CPAC) aux États-Unis pour offrir aux lecteurs de la prestigieuse revue des *liberals* américains une vue d'ensemble de la droite française. Or, un journaliste, correspondant du *Washington Post* à Paris, lui reprochait d'avoir échoué à mettre en lumière « l'implacable bigoterie » du mouvement qui anime aujourd'hui les droites françaises, et que, par conséquent, toute discussion « doit commencer et finir » par cet aspect⁶. Mais, comme le souligne Lilla dans sa réplique, une vision trop univoque du phénomène se prive de voir les évolutions qui, en cours, secouent les droites. Ces évolutions ne relèvent pas strictement de la haine de l'autre qui, pour réelle qu'elle soit, ne résume pas l'ensemble du mouvement. Cette façon de voir les choses n'est pas sans rappeler, paradoxalement, le « style paranoïaque » décrit par Hofstadter au chapitre deux et qui conduit à chercher la bête noire. D'une certaine façon, le même problème se pose au Canada lorsque vient le moment d'examiner l'influence du conservatisme religieux sur les partis politiques canadiens de droite.

Dans l'analyse des multiples courants qui composent la droite canadienne, il est tout à fait légitime de s'interroger, par exemple, sur l'influence que le conservatisme religieux exerce ou non sur l'ensemble du mouvement et sur les partis⁷. Toutefois, lorsque l'influence de l'Opus Dei est évoquée, comme on l'a fait lors de la dernière campagne électorale fédérale de 2019⁸, sans parler de celle qu'exercerait le catholicisme le plus

-
5. Mark Lilla, « How to Write About the Right: An Exchange », *The New York Review of Books*, 17 janvier 2019, <https://www.nybooks.com/articles/2019/01/17/how-to-write-about-the-right-an-exchange/>, consulté le 29 novembre 2019.
 6. « Any responsible discussion of the movement's new developments must begin and end there », James McAuley, « How to Write About the Right: An Exchange », *op. cit.*
 7. D'autant que certains membres de la droite veulent effectivement voir les conservateurs sociaux rester présents au sein du parti, même si ces derniers doivent aussi faire des concessions. Sean Speer, « Dumping social conservatives would be a mistake for Tories », *National Post*, 16 janvier 2020, <https://nationalpost.com/opinion/right-now-sean-speer-dumping-social-conservatives-would-be-a-mistake-for-tories>, consulté le 19 janvier 2020.
 8. Catherine Lévesque, « Une candidate conservatrice membre de l'Opus Dei », *La Presse*, 7 octobre 2019, <https://www.lapresse.ca/elections-federales/2019/10/07/01-5244412-une-candidate-conservatrice-membre-de-lopus-dei.php>, consulté le 18 janvier 2020. La controverse avait notamment éclaté dix ans auparavant alors

intégriste sur certains dirigeants politiques⁹, il faut se demander si l'on ne finit pas, en cherchant à débusquer la main cachée de Dieu sur les partis conservateurs, par adopter une forme de pensée qui sombre dans une démarche hypercritique, pas si éloignée de la théorie du complot¹⁰. Sans nier que cette organisation veuille exercer une pression, comme bien d'autres d'ailleurs, sur certains élus, le Canada n'est tout de même pas le Pérou¹¹. D'ailleurs, les recherches sur le sujet montrent que la droite religieuse est loin d'avoir, au Canada, l'influence qu'on lui prête¹².

Or, comme nous l'avons vu, la droite canadienne n'est pas travaillée seulement par les questions de conservatisme social et religieux, mais aussi par une profonde tension régionaliste ainsi que par la tentation d'adopter une voix résolument populiste. Est-ce que l'échec du Parti populaire de Maxime Bernier à la dernière élection fédérale découragera ou non les conservateurs d'adopter un discours franchement identitaire? Regarderont-ils du côté de la droite américaine et du conservatisme réformiste évoqué à la fin du chapitre quatre par le premier ministre albertain? Pour le moment, la droite fédérale canadienne se cherche et elle tente de trouver des repères sans qu'il soit possible de dire avec assurance à quel point les conservateurs ont la volonté de s'adapter aux nouveaux enjeux environnementaux.

qu'Andrew Scheer, simple député, avait invité le vicaire de l'Opus Dei au Canada pour un repas au restaurant du Parlement, relançant ainsi les questions concernant l'influence de la droite religieuse sur les conservateurs de Stephen Harper. Hélène Buzzetti, «Conservateurs et Opus Dei à la même table», *Le Devoir*, 27 mai 2010, <https://www.ledevoir.com/politique/canada/289704/conservateurs-et-opus-dei-a-la-meme-table>, consulté le 13 mai 2020.

9. Michael Coren, «The Rising Political Influence of the Catholic Right», *The Walrus*, 6 septembre 2017, <https://thewalrus.ca/the-rising-political-influence-of-the-catholic-right/>, consulté le 18 janvier 2020.
10. Voir Julien Giry, «Étudier les théories du complot en sciences sociales: enjeux et usages», *Quaderni*, n° 94, automne 2017, p. 8.
11. Il semble que l'Opus Dei, qui présente tous les traits sectaires identifiés par des sociologues comme Simmel et Weber, parvienne effectivement à exercer un certain rôle politique dans ce pays. Aurélie La Torrè, «Secte, société secrète ou lobby? L'Opus Dei au Pérou», *L'Ordinaire des Amériques*, [En ligne], 210 | 2008, mis en ligne le 1^{er} novembre 2015, consulté le 25 janvier 2020.
12. Sur ce sujet, on consultera Jim Farney, «Cross-border influences or parallel developments? A process-tracing approach to the development of social conservatism in Canada and the US», *Journal of Political Ideologies*, vol. 24, n° 2, 2019, p. 52.

La situation est d'autant plus difficile à cerner que nous sommes plongés dans une période de brouillage idéologique où les catégories politiques d'antan sont encore présentes, mais recomposées, imbriquées dans des formulations où, sous l'ancien, se montre du nouveau, sans oublier des rapprochements entre intellectuelles qui étaient hier encore séparées. C'est notamment ce que le chapitre cinq nous a permis de constater avec des intellectuelles de droite qui partagent un certain nombre de vues similaires sur quelques phénomènes politiques. L'examen de leurs positions concernant l'élection présidentielle de 2016, leurs évaluations de Trump et de Clinton ainsi que leurs regards sur l'islamisme radical, nous a permis de voir que les distinctions entre intellectuelles francophones et anglophones ne sont plus aussi arrêtées que dans le passé lorsque la question nationale prédominait sur l'ensemble de la scène politique canadienne.

En même temps, on ne peut parler franchement de droitisation comme étant un phénomène à l'origine unique, qui se développerait de manière linéaire depuis les années 1980, identique en elle-même. En fait, nous avons choisi de distinguer, dans le premier chapitre, deux périodes qui se chevauchent et qui voient, dans la première décennie des années 2000, émerger une nouvelle forme de droite, période rendue possible par la fin de du communisme en 1990. Par la suite surviennent des événements comme les attentats du 11 septembre 2001 et la crise financière de 2008, qui ouvrent la porte à la deuxième droitisation, plus identitaire celle-là. C'est dans cette période que nous nous situons présentement, une période où les questions concernant les débats sur l'identité et l'environnement prennent le haut du pavé.

Une troisième droitisation conjuguée au populisme ?

La question qui se pose maintenant est de savoir si une « troisième droitisation » est en train de se développer. Il s'agirait d'une période où la droite serait plus encline à se servir de l'État, moins arc-boutée sur le dogme du marché et plus populiste selon des formules variables d'un pays à l'autre. À cet égard, tant Donald Trump que Boris Johnson s'inscriraient dans un même mouvement de redéfinition des droites vers une sorte de « populisation » des démocraties occidentales. À tel point d'ailleurs que le terme même de populisme, autrefois radioactif politiquement, est devenu une sorte de couverture (*blanket descriptor*) permettant

à des acteurs politiques de retourner le sens péjoratif en un sens positif, le populisme rimant maintenant avec celui de « résistance » et « d'insurgés¹³ ».

Chose certaine, à nos yeux du moins, les débats sur la droite qui sont survenus ces dernières années montrent que le processus de droitisation et du populisme (de droite comme de gauche) n'est pas seulement un débat économique, que des dimensions identitaires et culturelles sont aussi à l'œuvre, ce qui complexifie la compréhension du phénomène. Comme le dit un auteur proche de Bill Clinton au début des années 1990, William A. Galston, que nous avons cité auparavant, on ne peut se contenter de penser que la crise financière de 2008 constitue le début de la vague populiste : « In recent years, however, I have come to believe that this is only a portion of the truth. A structural explanation that places economics at the base and treats other issues as derivative distorts a more complex reality¹⁴. » Les questions de nature culturelle importent dans l'équation d'ensemble qui permet de comprendre les transformations des droites et le populisme. On ne réglera pas le problème seulement avec des politiques économiques et les dirigeants politiques n'auront pas le choix de parler d'immigration, de frontières et d'intégration. Cela dit, si la perception d'insécurité culturelle n'a pas la force gravitationnelle nécessaire pour attirer un nombre suffisant d'électeurs au sein d'une seule formation politique, comme l'indique l'échec du Parti populaire du Canada, il ne faudrait pas penser que le pays est immunisé. Nous avons vu que le Canada possède en fait une solide tradition de populisme protestataire.

Dans le même sens, nous avons également insisté sur le fait que le populisme se révèle un phénomène ancien, notamment aux États-Unis (chapitre deux), que l'on ne peut simplement pas réduire à quelques figures. Il est aussi nécessaire d'examiner le phénomène à la lumière de distinctions, celles entre les deux styles (protestataire et identitaire), ce qui nous a permis au chapitre trois de revenir sur le populisme canadien des années 1960 à aujourd'hui. Évidemment, dans la réalité des luttes politiques et partisans, les deux types de discours se mélangent et il

13. Jonathan Dea et Bice Maiguashca, « Did somebody say populism? Towards a renewal and reorientation of populism studies », *Journal of Political Ideologies*, vol. 25, n° 1, 2020, p. 11.

14. William A. Galston, « The Populist Challenge to Liberal Democracy », *Journal of Democracy*, vol. 29, n° 2, avril 2018, p. 7.

devient souvent difficile de départager ce qui relève du registre protestataire ou identitaire.

Par exemple, et comme son père avant elle, Marine Le Pen tente de mettre un trait d'union entre les deux formes, c'est-à-dire entre le populisme protestataire lorsqu'elle dénonce Emmanuel Macron en disant qu'« [i] est d'un autre monde, il est du monde des banquiers, des financiers des grandes puissances internationales » et le populisme identitaire en le critiquant cette fois comme un « homme qui considère que les nations doivent disparaître et qui accélère cette disparition¹⁵ ».

Toutefois, la protestation populiste n'endosse pas nécessairement un discours contre les étrangers et le fameux phénomène des gilets jaunes en France est probablement une bonne illustration d'une révolte d'abord protestataire qui, par ailleurs, a dégénéré dans la violence. Par exemple, des slogans entendus lors d'une manifestation comme « Contre le Nouvel Ordre mondial », « Liberté/muselé, Égalité/racketté, Fraternité /méprisé », ou encore avec « Coluche le visionnaire », relèvent du registre de la protestation, celle d'un groupe dénonçant un ordre politique et social qui lui apparaît injuste et insoutenable¹⁶. Toutefois, malgré que certains des protestataires se disent « solidaires du genre humain¹⁷ », le discours n'est pas toujours aussi universaliste et l'on retrouve à l'intérieur du populisme protestataire des gilets jaunes, des éléments de populisme identitaire¹⁸. Cet exemple, comme d'autres, montre aussi pourquoi le populisme peut se combiner avec diverses idéologies politiques aussi bien de droite que de gauche, pensons ici aux régimes latino-américains des années 1940¹⁹.

En ce sens, le populisme est là pour rester, précisément parce que, comme style politique, il sied bien à l'ère politico-idéologique ambiante.

15. Emmanuel Galiero, « Le Pen: "Macron a réussi à créer le chaos dans le pays" », *Le Figaro*, 14 novembre 2019, p. 6.

16. Ces quelques slogans ont été glanés, par l'auteur, lors d'une manifestation de Gilets jaunes déambulant sur le boulevard Magenta, à Paris, le 29 juin 2019.

17. *Ibid.*

18. Comme le montre l'exemple de l'intellectuel Alain Finkielkraut qui a été pris à partie par des manifestants qui lui ont scandé des injures antisémites. « Finkielkraut insulté : le suspect récuse l'antisémitisme », L'EXPRESS.fr avec AFP, 22 février 2019, https://www.lexpress.fr/actualite/societe/justice/finkielkraut-insulte-le-suspect-recuse-l-antisemitisme_2063545.html, consulté le 27 novembre 2019.

19. Diana Quattrocchi-Woisson, « Les populismes latino-américains », Jean-Pierre Rioux (dir.), *Les populismes*, *op. cit.*, p. 269-300; Stephen Launay, « Le (néo)populisme de Hugo Chavez », *Cités*, n° 49, 2012, p. 49-64

Paradoxalement, on peut penser que le populisme, parce qu'il est un style et non une idéologie en bonne et due forme, profite de la faiblesse des idéologies politiques. Nous ne sommes plus en effet dans l'ère des idéologies fortement structurées autour d'un noyau à l'image des analyses d'Hannah Arendt sur le totalitarisme. L'époque des grandes idéologies totalisantes a laissé place à une ère de syncrétisme idéologique. Voilà qui laisse place à une époque *soft* idéologiquement parlant, rendant ainsi le populisme, son appel au peuple et sa dénonciation des élites d'autant plus efficaces que la concurrence sur le marché des idées s'est affaiblie.

Or, le populisme, précisément parce qu'il est un style politique, peut s'y sentir d'autant plus à l'aise que les dirigeants politiques sont moins doctrinaires que par le passé, ce qui permet l'emprunt de la formule populiste à un coût politique moins controversé que par le passé. Par ailleurs, voir du populisme partout n'aide pas non plus à se forger une vision plus juste de ce qui est en jeu présentement, de même que la confusion entre populisme et extrême droite contribue à polariser les débats. À cet égard, des chercheurs, ne serait-ce qu'involontairement, ont contribué à cette confusion, comme le voit bien Yves Mény qui, dans une lecture critique d'un ouvrage sur le populisme, note avec justesse que Mudde, par exemple, finit par confondre populisme et droite radicale :

C'est ainsi que C. Mudde, en parlant de « droite radicale populiste », entreprend de spécifier les termes qui qualifient cette droite, différente de l'extrême droite. Jusqu'ici pas de problème. Mais on ne peut passer de cette définition – qui inclut à la fois le contenu idéologique de la droite radicale ET ses modalités d'expression « populistes » – à celle du populisme (qui serait donc assimilé à ce contenu spécifique centré sur le nativisme, l'immigration, le souverainisme)²⁰.

C'est d'ailleurs pourquoi nous avons besoin d'études de terrain, avec des recherches auprès des électeurs, notamment des enquêtes qualitatives ainsi que des analyses du discours des dirigeants politiques qui, tout en étant situées dans leur contexte d'élaboration, permettront de mieux catégoriser les discours avant de distribuer l'épithète de populisme à tel ou tel, comme cela se produit trop cavalièrement. En d'autres termes, il est nécessaire de mieux saisir la diversité des programmes et des discours

20. Yves Mény, « La résistible ascension du populisme? », *Revue française de science politique*, vol. 69, n^{os} 5-6, 2019, p. 932.

populistes qui sont à « géométrie variable²¹ » et ainsi de les remettre dans les contextes précis dans lesquels les mouvements populistes se développent. Pour le moment, c'est peut-être moins de grandes théories sur la nature du populisme et de mesures statistiques dont nous avons besoin que d'études, par exemple avec des entrevues semi-dirigées de citoyens, sur la nature des préoccupations populaires²².

Enfin, une dernière interrogation se pose, celle de savoir à partir de quel point d'appui il est possible de penser aujourd'hui l'évolution des droites et du populisme. Faut-il voir le populisme à travers les lunettes du libéralisme? Si oui, le travail de reconquête idéologique que les libéraux doivent effectuer sera d'autant plus ardu que le fonds de commerce du libéralisme classique, celui de Locke, Montesquieu ou Tocqueville, est vu par plusieurs comme un artéfact du passé, à l'instar de ce qu'a affirmé le président russe Vladimir Poutine²³, qui n'est d'ailleurs pas le seul à critiquer la pensée libérale²⁴. Le problème qui se pose est de savoir vers quoi il faudrait alors se tourner si le libéralisme constitutionnel est devenu obsolète. Pour le moment, si les critiques foisonnent, les réponses et solutions de rechange restent évasives. Chose certaine, pour ceux dont le travail intellectuel est celui de la compréhension des dynamiques idéologiques, il reste beaucoup de grain à moudre pour saisir et comprendre ce qui est en jeu aujourd'hui tant du côté des droites et du populisme que de l'avenir de la démocratie libérale.

21. « Autant la conception du rapport au peuple, aux élites, à la représentation et à la démocratie constitue un patrimoine partagé par tous les populismes, y compris ceux de gauche, autant le contenu idéologique des programmes populistes est à géométrie variable, tant dans le temps que dans l'espace. » Yves Mény, « La résistible ascension du populisme? », *op. cit.*

22. Comme le fait le petit ouvrage de Pascal Perrineau, *Cette France de gauche qui vote FN*, *op. cit.*

23. Lionel Barber et Henry Foy, « Vladimir Putin: liberalism has "outlived its purpose" », *Financial Times*, 17 septembre 2019, <https://www.ft.com/content/2880c762-98c2-11e9-8cfb-30c211dcd229>, consulté le 19 janvier 2020.

24. Voir la partie « Challenges » pour un aperçu des critiques adressées au libéralisme, Steven Wall (dir.), *The Cambridge Companion of Liberalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 353-422.

Postface

Les idéologies après le coronavirus

Lorsque la crise du coronavirus a frappé le Canada à la vitesse de l'éclair, je m'apprêtais à envoyer le manuscrit à l'éditeur pour m'atteler à d'autres travaux. En l'espace d'un instant, c'est comme si le travail fait auparavant prenait une tout autre dimension, à tel point que l'on peut se demander si tout ce qui avait été écrit devait être conjugué à un nouveau temps, celui du coronavirus. En même temps, une idée centrale de l'ouvrage, qui était d'affirmer que les boussoles idéologiques étaient affolées par les bouleversements en cours depuis 2008, semblait encore plus vraie. Or, cette pandémie agit comme une tempête imprévue qui, d'une magnitude encore plus grande que la crise financière de 2008 (et même le 11 septembre 2001), affectera sûrement l'évolution politique de nos sociétés.

L'arrêt brutal de secteurs économiques entiers (compagnies d'aviation, tourisme, éducation, santé, agriculture et petits commerçants et bien d'autres) va plonger à coup sûr presque tous les pays dans la récession et peut-être une dépression si les choses ne s'améliorent pas rapidement. L'effondrement des prix du pétrole qui touche de plein fouet des provinces comme l'Alberta et Terre-Neuve-et-Labrador, une province qui pourrait littéralement sombrer dans la « faillite », affecte également l'ensemble du Canada, même si l'on veut oublier cette vérité désagréable que constitue cette industrie dans la production de richesse du pays. Les conséquences politiques et économiques de la fermeture des frontières avec les États-Unis représentent un fait sans précédent. Sans oublier les effets sociaux et psychologiques du confinement des individus, obligatoire dans certains pays, et de la possibilité de l'invocation de la loi des mesures d'urgence.

On en finirait plus d'énumérer les conséquences sociales, économiques et politiques d'un virus qui rappelle à tous le côté éminemment matériel de nos vies que l'on croyait immatériel avec l'économie virtuelle et les médias sociaux. Le poids du réel est tombé sur les épaules de tous, un poids inversement proportionnel à celui du virus lui-même. Comment

ce poids du réel affectera-t-il les représentations idéologiques? Comment évaluer l'évolution des idéologies après le coronavirus? Quelles seront les répercussions sur les façons de penser et d'entrevoir le rôle des États? Là aussi, on pourrait multiplier les questions sans pour autant pouvoir offrir des réponses assurées.

D'une certaine façon, il est tout simplement impossible de dire ce qu'il en sera et comment les choses évolueront. Mais il nous faut essayer de mettre un peu d'ordre dans le chaos des événements des interprétations non pas tant pour prévoir que pour anticiper quelques scénarios qui pourraient se réaliser dans l'avenir.

Une façon d'analyser les conséquences de la crise consiste à la penser sous la forme d'un retour, notamment celui du retour aux années 1930. Sur la scène politique canadienne, c'est le premier ministre Jason Kenney (Alberta) qui a évoqué rapidement ce scénario en disant que sa province sera durement touchée économiquement avec la lutte que se mènent l'Arabie saoudite et la Russie pour le marché mondial du pétrole. Cette lutte, qui a envoyé le prix du baril vers le fond, aura des répercussions qui se calculeront, selon toute vraisemblance, par des milliards en moins pour le trésor provincial¹.

D'autres observateurs évoquent cependant différents types de retours. Par exemple, dans *Le Devoir*, trois retours ont été annoncés en l'espace de quelques jours: celui du «grand retour de l'État», selon le politologue Frédéric Mérand², celui de la nation comme «refuge», si l'on en croit le respecté commentateur Michel David³ et, finalement, le retour du tragique, selon cette fois un autre chroniqueur, Christian Rioux, correspondant du même quotidien en sol français⁴. Le retour des frontières est également à l'ordre du jour, nous dit un politologue français (Dominique Reynié), c'est-à-dire que la crise rappellerait que la souverai-

1. Gary Mason, «It's time to spare a thought for our friends in Alberta», *The Globe and Mail*, 20 mars 2020, <https://www.theglobeandmail.com/opinion/article-its-time-to-spare-a-thought-for-our-friends-in-alberta/>, consulté le 30 mars 2020.
2. Frédéric Mérand, «Le grand retour de l'État», *Le Devoir*, 14 mars 2020, <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/574948/le-grand-retour-de-l-etat>, consulté le 30 mars 2020.
3. Michel David, «La nation refuge», *Le Devoir*, 19 mars 2020, <https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/575200/la-nation-refuge>, consulté le 30 mars 2020.
4. Christian Rioux, «Le tragique est de retour», *Le Devoir*, 20 mars 2020, <https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/575340/le-tragique-est-de-retour>, consulté le 30 mars 2020.

neté et la protection des frontières sont nécessaires plus que jamais à l'action politique et sanitaire⁵. La puissance publique des États, le contrôle aux frontières, le sentiment national et les valeurs comme celle de l'enracinement, qui à l'ère de la mondialisation avaient été mises de côté, feraient ainsi un spectaculaire retour en force dans le discours public.

Voilà qui fait beaucoup de retours et, en fait, comme avec celui du populisme dont nous avons parlé ailleurs, des retours qui ont déjà été annoncés, comme celui de la nation par exemple⁶. Or, à un autre niveau, ce qui réunit l'ensemble de ces analyses, c'est l'idée selon laquelle c'est l'histoire elle-même qui est maintenant de retour. Précisons que ce retour de l'histoire a un sens particulier. Rappelons que ceux qui parlaient de la fin de l'histoire parlaient d'elle comme étant un processus linéaire qui, partant d'un point x dans le temps se dirigeait inexorablement vers un point y que l'analyste perspicace et doté d'une double vue serait en mesure de voir. Ainsi, le retour de l'histoire signifie le retour d'une cacophonie de voix et d'événements dont il est impossible de prévoir la finalité. Dans un ouvrage au titre évocateur et bien de son temps, *La revanche de l'histoire*, Bruno Tertrais affirmait que tous ceux qui annonçaient un monde pacifié, et surtout un monde où la fin de l'histoire avait été atteinte, étaient maintenant démentis par les évolutions en cours depuis la chute du communisme. La pandémie viendrait donc rappeler à nouveau que l'histoire n'est pas ce grand processus linéaire poursuivant sa course telle une flèche du temps vers sa cible lointaine, celle d'une humanité réconciliée avec elle-même.

Dans ce contexte, il ne peut être exclu que la pandémie produise un effritement de la démocratie avec, en corollaire, un renforcement de tendances autoritaires (de droite et de gauche), pour faire preuve de pessimisme qu'on aimerait dire exagéré, mais que l'on se gardera de déclarer comme tel tant le risque sanitaire pourrait faire sentir sa présence dans les mois à venir. Dans l'ensemble des mesures prises par les gouvernements, certaines, comme la géolocalisation à partir des téléphones portables, pourraient signifier des temps difficiles pour les libertés individuelles⁷.

5. Eugénie Bastié, «La crise sanitaire que nous vivons pourrait être fatale à l'Union européenne», *Le Figaro*, 22 mars 2020, p. 25.

6. Christian Rioux parlait du retour des nations en 2014: «Le retour des nations», *Le Devoir*, 19 septembre 2014, <https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/418955/le-retour-des-nations>, consulté le 30 mars 2020.

7. Pierre Trudel, «Confiner par cellulaire?», *Le Devoir*, 31 mars 2020, p. A7.

Mais d'autres observateurs prédisent ou espèrent une plus grande ère de coopération dans l'avenir⁸.

Pour le moment, il est impossible de déterminer ce qu'il en sera exactement, mais ce que l'on voit se profiler, c'est que tous les États occidentaux fonctionnent selon une approche ultra keynésienne, c'est-à-dire qu'ils ont tous pris la décision d'injecter des sommes massives dans l'économie. L'interventionnisme des États et des grandes banques s'est imposé comme une nécessité à droite comme à gauche. Si la droite devait être jugée à l'engagement de l'État dans l'économie, il faudrait alors conclure que nous assistons à une période d'interventionnisme rarement vue, même à l'aune de la crise financière de 2008. Voilà qui pourrait signifier que la droite d'antan, celle des années 1980-1990 qui parlait de libre-échange et de mondialisation, est bel et bien terminée, accélérant ainsi le passage vers ce que nous avons appelé dans l'ouvrage la troisième droitisation. Trois scénarios en particulier sont à surveiller de plus près :

- D'abord, la possibilité d'assister à un ressac contre l'immigration est réelle : la décision du gouvernement libéral de Justin Trudeau de fermer la frontière aux migrants irréguliers (20 mars 2020) a suscité fort peu de réactions des partis politiques⁹. S'agit-il du prélude d'un durcissement aux politiques migratoires canadiennes ? Le Canada révisera-t-il ses cibles en matière d'immigration, à la suite de pressions de plus en plus importantes de l'électorat, dont plusieurs citoyens frappés par le chômage ? Une telle éventualité, dans un climat d'insécurité économique, ne peut être exclue.
- Ensuite, une autre possibilité serait celle d'une recrudescence du nationalisme sous la forme du populisme identitaire. En continuité avec la première idée, le populisme sous forme identitaire pourrait connaître une montée, tout comme d'ailleurs le populisme sous sa forme protestataire. En effet, il semble que les populations acceptent plutôt bien les mesures de distanciation sociale

8. Yanzhong Huang, « The U.S. and China Could Cooperate to Defeat the Pandemic », *Foreign Affairs*, 24 mars 2020, <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2020-03-24/us-and-china-could-cooperate-defeat-pandemic>, consulté le 31 mars 2020.

9. Jaggi Singh, « Trudeau a cédé à la panique », *La Presse.ca*, 25 mars 2020, <https://www.lapresse.ca/debats/opinions/202003/24/01-5266268-migrants-irreguliers-trudeau-acede-a-la-panique.php>, consulté le 31 mars 2020.

demandées par les gouvernements. Mais, advenant des ratés dans les hôpitaux ou encore un manque crucial de matériel, il pourrait aussi se produire des bouffées de populisme protestataire. Avant la crise, comme nous l'avons vu, la démocratie se trouvait déjà sous tension. La pandémie pourrait améliorer comme empirer la situation en matière d'insécurité identitaire.

- Enfin, il faudra surveiller s'il n'y aura pas des mouvements de régionalisation, y compris au Canada. Par là, il faut comprendre des renforcements de mouvements régionaux avec des découplages avec d'autres, comme la Chine par exemple, qui devrait être mise à sa place¹⁰. Éventuellement, le Canada pourrait lui aussi se voir soumis à des pressions régionalistes, avec des provinces de l'Ouest qui, en fonction du gouvernement fédéral, pourraient vouloir agir de manière plus autonomiste.

Terminons en évoquant un sociologue Max Weber, bien connu dans les milieux intellectuels, quoi que l'on se rappelle moins qu'il est mort, en 1918, fauché par la grippe espagnole. Or, s'il y a un enseignement qu'il fallait tirer de la sociologie compréhensive de Max Weber, c'est que l'histoire n'est pas prédéterminée, qu'il est difficile de savoir ce qu'il adviendra dans l'avenir, même si le travail de l'historien ou du sociologue consiste également à forger des hypothèses explicatives¹¹. En ce sens, Weber s'opposait à l'idée que l'on pouvait établir des lois du développement social et politique similaires à celles des sciences de la nature, et qu'il fallait comprendre les processus sociaux selon une logique non déterministe, ce qui n'excluait pas la causalité¹². Par conséquent, les dimensions évoquées plus haut sont seulement des éventualités parce que nous ne savons pas encore comment les acteurs politiques et sociaux réagiront à tout ce qui survient actuellement. C'est ainsi qu'il est certain que nous serons encore frappés par des événements incertains qui viendront changer les dynamiques politiques et idéologiques.

-
10. Andrew A. Michta, «The Wuhan Virus and the Imperative of Hard Decoupling», *The American Interest*, 17 mars 2020, <https://www.the-american-interest.com/2020/03/17/the-wuhan-virus-and-the-imperative-of-hard-decoupling/>, consulté le 31 mars 2020.
 11. Jean-Matthias Fleury, «Max Weber et l'histoire contrefactuelle», *L'histoire, les causes et les possibles: deux études sur les passés contingents*, Paris, Collège de France, 2017.
 12. Gérald Bronner et Étienne Géhin, *La danger sociologique*, Paris, Presses universitaires de France, 2017, p. 77.

Droite et populisme sont des termes populaires aujourd'hui pour décrire l'évolution idéologique de nos démocraties occidentales. Pourtant, il faut se demander à quel point on assiste à une irrésistible « droitisation » et à une « populisation » de la vie politique occidentale dont Donald Trump serait en quelque sorte l'aboutissement. C'est cette interrogation d'ordre général qui est examinée dans cet ouvrage cherchant à montrer la diversité des droites et du populisme. L'ouvrage repose sur l'idée que la droite se retrouve en réalité dans une profonde phase de reconfiguration, travaillée par des tendances contradictoires avec des forces politiques, comme le populisme, qui émergent pendant que d'autres s'effondrent, comme c'est le cas pour plusieurs partis de la droite traditionnelle. Cette conjoncture incertaine fait en sorte que les droites continuent d'être bien présentes, tout en étant à la recherche de nouveaux repères idéologiques.

Spécialiste de la politique canadienne et québécoise, **FRÉDÉRIC BOILY** est professeur titulaire au Campus Saint-Jean (Université de l'Alberta). Il est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages et de collectifs portant sur la droite, le conservatisme et le populisme. Il est aussi chercheur associé au Centre d'expertise et de formation sur les intégrismes religieux, les idéologies politiques et la radicalisation (CEFIR).



Science politique



Presses de l'Université Laval
pulaval.com